

**NATIONS UNIES**

**RAPPORT**  
**DU**  
**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**  
pour la période allant du 22 septembre 1951  
au 1er août 1952



**ASSEMBLEE GENERALE'**  
**DOCUMENTS OFFICIELS : SEPTIEME SESSION**  
**SUPPLEMENT No 3 (A/2172)**

*New-York, 1952*

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## TABLE DES MATIERES

NOTE DU SECRÉTARIAT .....	Pages viii
INTRODUCTION ... ..	ix
ABRÉVIATIONS ET SIGLES .....	xii

### Sections

### *Chapitre premier*

#### Questions constitutionnelles et organiques

I. COMPOSITION DU CONSEIL .....	1
II. BUREAU DU CONSEIL .....	1
III. ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL .....	1
A. Comités du Conseil .....	1
B. Commissions techniques et sous-commissions .....	3
C. Commissions économiques régionales .....	5
D. Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance ...	6
IV. COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIUM ET ORGANE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS .....	6
V. SESSIONS ET CONFÉRENCES DU CONSEIL ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES ..	7
Conseil économique et social .....	7
Comités du Conseil .....	7
Comités spéciaux .....	7
Commissions techniques .....	8
Commissions économiques régionales .....	8
Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance .....	9
VI. PROGRAMME DE BASE POUR 1952 .....	9
VII. MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES	
Le Conseil et ses commissions techniques .....	9
Commissions économiques régionales .....	11
VIII. QUESTION DE LA REPRÉSENTATION DE LA CHINE AU CONSEIL ET DANS SES ORGANES SUBSIDIAIRES .....	12
IX. ADMISSION DU JAPON COMME MEMBRE ASSOCIÉ DE LA COMMISSION ÉCONO- MIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT .....	13
X. PROGRAMME DES CONFÉRENCES	
Programme des conférences pour 1952 .....	14
Programme des conférences pour 1953 .....	14
Programme des conférences au siège et à Genève .....	14
<i>Annexe I.</i> — Résolutions et décisions du Conseil .....	15
<i>Annexe II.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités	15
<i>Annexe III.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales ...	15

## Chapitre II

## Questions économiques générales

I. SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE .....	
Documentation présentée au Conseil lors de sa quatorzième session au sujet de la situation de l'économie mondiale .....	16
Débats du Conseil .....	17
II. PLEIN EMPLOI ET MESURES EN VUE DE LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE .....	19
Mesures en vue de la stabilité économique internationale; rapport d'un groupe d'experts .....	19
Réponses des gouvernements au questionnaire du Secrétaire général relatif aux objectifs visés, aux politiques suivies et aux mesures adoptées en matière de plein emploi .....	25
III. GRAVE PÉNURIE D'INSECTICIDES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ..	26
IV. PRODUCTION ET RÉPARTITION DU PAPIER JOURNAL ET DU PAPIER D'ÉDITION .	26
V. RAPPORT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE .....	27
VI. RAPPORT DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL .....	28
VII. TRANSPORTS .....	28
VIII. FINANCES PUBLIQUES .....	29
IX. TRAVAUX DE STATISTIQUE .....	30
X. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE .....	31
XI. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT .....	35
XII. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE .....	39
<i>Annexe I.</i> — Résolutions et décisions du Conseil .....	42
<i>Annexe II.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités .....	43
<i>Annexe III.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales ...	43

## Chapitre III

## Développement économique des pays insuffisamment développés

## A

I. FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
Rapport annuel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement .....	44
Proposition relative à la création d'une société financière internationale ..	45
Fonds spécial pour l'octroi de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme .....	47
Stimulants d'ordre fiscal tendant à augmenter le courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays insuffisamment développés .....	48
II. MÉTHODES DESTINÉES À ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ DANS LE MONDE ....	49
III. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INTÉGRÉ .....	51
IV. CONSERVATION ET UTILISATION DES RESSOURCES NON AGRICOLES, RÉGULARISATION ET UTILISATION DES EAUX ET MISE EN VALEUR DES TERRES ARIDES .....	52
V. ACTIVITÉS DES COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES DES NATIONS UNIES SE RAPPORTANT AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PAYS INSUFFISAMMENT DÉVELOPPÉS .....	54
VI. AIDE AU ROYAUME-UNI DE LIBYE .....	55

## B

VII. ASSISTANCE TECHNIQUE EN VUE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE .....	56
Programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies ...	56
Programme élargi d'assistance technique .....	57



<i>Sections</i>	<i>Pages</i>
<i>Annexe I.</i> — Résolutions et décisions du Conseil .....	60
<i>Annexe II.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités .....	61
<i>Annexe III.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales ...	61

#### *Chapitre IV*

### **QUESTIONS SOCIALES**

I. SERVICES SOCIAUX .....	62
Politique et progrès en matière sociale .....	62
Fonctions consultatives en matière de service social .....	65
Formation et perfectionnement en cours d'emploi du personnel de service social .....	66
Protection de la famille et de l'enfance .....	66
Réadaptation des personnes physiquement diminuées .....	67
Habitation, urbanisme et aménagement des campagnes .....	68
Programme général de travail .....	68
II. FONDS INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES POUR LE SECOURS À L'ENFANCE	
Etendue de l'aide apportée (juillet 1951-juin 1952) .....	70
Formes d'aide .....	70
Action du FISE dans les différentes régions .....	71
Ressources du FISE .....	72
P.ogrammes optimum et budget limite pour l'exercice allant du 1er juillet 1952 au 30 juin 1953 .....	73
Coopération avec d'autres organes des Nations Unies et avec les organisations non gouvernementales .....	73
III. STUPÉFIANTS	
Limitation internationale de la production de l'opium .....	74
Problème de la feuille de coca .....	74
Convention unique sur les stupéfiants .....	75
Recherches scientifiques sur les stupéfiants .....	76
Contrôle des stupéfiants synthétiques .....	76
Trafic illicite des stupéfiants .....	77
Comité central permanent de l'opium .....	77
Application des traités internationaux .....	77
IV. POPULATION .....	78
Conférence mondiale de la population .....	78
V. MIGRATIONS .....	78
Simplification des formalités et réduction des dépenses imposées aux migrants .....	78
VI. RÉFUGIÉS .....	79
Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ...	79
Rapport de l'Organisation internationale pour les réfugiés .....	80
<i>Annexe I.</i> — Résolutions et décisions du Conseil .....	81
<i>Annexe II.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités .....	81
<i>Annexe III.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales ...	82

#### *Chapitre V*

### **Droits de l'homme**

#### **A**

INTRODUCTION .....	83
I. DROIT DES NATIONS ET DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES .....	83
II. PROJETS DE PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME ET MESURES DE MISE EN ŒUVRE .....	85

<i>Sections</i>	<i>Pages</i>
III. COMMUNICATIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME .....	87
IV. ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME .....	88
V. LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITÉS .....	88
VI. LIBERTÉ DE L'INFORMATION .....	89
VII. PLAINTES RELATIVES À DES ATTEINTES À L'EXERCICE DES DROITS SYNDICAUX .....	90
VIII. TRAVAIL FORCÉ .....	91
IX. ESCLAVAGE .....	92
X. SITUATION DES VICTIMES D'EXPÉRIENCES PRÉTENDUES SCIENTIFIQUES DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION NAZIS .....	92
XI. PROBLÈME DE L'APATRIDIE .....	92

## B

XII. CONDITION DE LA FEMME .....	92
Droits politiques de la femme .....	92
Nationalité de la femme mariée .....	93
Condition de la femme en droit public .....	93
Condition de la femme en droit privé .....	93
Accès de la femme aux études .....	94
Orientation professionnelle et enseignement professionnel et technique des femmes .....	94
Egalité de salaire pour un travail égal .....	94
Accès de la femme à la vie économique .....	95
Participation des femmes à l'activité des Nations Unies .....	95
Traduction en langue arabe d'une brochure sur l'éducation politique des femmes .....	95
Communications concernant la condition de la femme .....	95
Programme de travail futur .....	95
<i>Annexe I.</i> — Résolutions et décisions du Conseil .....	96
<i>Annexe II.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités .....	96
<i>Annexe III.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales ...	96

## *Chapitre VI*

### Questions générales

I. ASSISTANCE ET RELÈVEMENT EN CORÉE .....	98
II. ENSEIGNEMENT DES BUTS ET DES PRINCIPES, DE LA STRUCTURE ET DES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DANS LES ÉCOLES ET DANS LES AUTRES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DES ÉTATS MEMBRES .....	98
III. MISE EN ŒUVRE DE RECOMMANDATIONS RELATIVES À DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES .....	99
<i>Annexe I.</i> — Résolutions et décisions du Conseil .....	99
<i>Annexe II.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités .....	99
<i>Annexe III.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales ...	100

## *Chapitre VII*

### Problèmes de coordination et relations avec les institutions spécialisées

I. PROGRAMMES PRIORITAIRES DES NATIONS UNIES .....	101
II. REVISION DES PROGRAMMES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES POUR 1953 .....	103

III. ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES EN MATIÈRE POSTALE .....	104
IV. DEMANDES D'ADMISSION À L'UNESCO .....	104
V. RAPPORTS ANNUELS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES .....	105
Organisation internationale du Travail .....	105
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture .....	105
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ..	105
Organisation mondiale de la santé .....	106
Organisation de l'aviation civile internationale .....	106
Union internationale des télécommunications .....	107
Union postale universelle .....	107
Organisation internationale pour les réfugiés .....	107
Organisation météorologique mondiale .....	107
Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Fonds monétaire international .....	107
VI. ALIMENTATION ET FAMINE .....	107
<i>Annexe I.</i> — Résolutions du Conseil .....	108
<i>Annexe II.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités .....	109
<i>Annexe III.</i> — Exposés présentés par des organisations non gouvernementales ...	109

### Chapitre VIII

#### Organisations non gouvernementales

I. LISTE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DOTÉES DU STATUT CONSULTATIF .....	110
II. REVISION DE LA LISTE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ....	112
III. DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSULTATIONS AVEC LES COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES .....	112
IV. APPLICATION DE L'ACCORD RELATIF AU SIÈGE EN CE QUI CONCERNE LES REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES .....	112
V. COMMUNICATIONS CONTENANT DES PLAINTES CONTRE DES GOUVERNEMENTS .....	113
VI. APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSULTATIONS .....	114
Exposés écrits présentés par des organisations non gouvernementales ...	114
Audition d'organisations non gouvernementales .....	115
Questions dont des organisations non gouvernementales ont proposé l'inscription à l'ordre du jour .....	115
<i>Annexe I.</i> — Résolutions du Conseil .....	115
<i>Annexe II.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités .....	115

### Chapitre IX

#### Incidences financières des décisions prises par le Conseil

I. PROCÉDURES D'EXAMEN DES INCIDENCES FINANCIÈRES .....	116
II. INCIDENCES FINANCIÈRES DES DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL À SA QUATORZIÈME SESSION .....	117
<i>Annexe.</i> — Comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités ..	119

### APPENDICES

I. — Ordre du jour du Conseil pour la reprise de sa treizième session, sa première session extraordinaire et sa quatorzième session .....	120
II. — Répartition des sièges dans les commissions du Conseil .....	123
III. — Calendrier des conférences pour 1953 .....	125

## RÉSOLUTIONS

*Renvois aux résolutions.* — Dans le texte et dans les notes du présent rapport, les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social sont identifiées au moyen d'une cote, composée d'un nombre en chiffres arabes indiquant le numéro d'ordre de la résolution et d'un nombre en chiffres romains indiquant le numéro de la session. Les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social sont publiées dans des volumes séparés pour chaque session. Un renvoi à la résolution 51 (I) de l'Assemblée générale doit donc s'entendre de la résolution classée sous le numéro 51, que l'on peut trouver dans le volume des résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa première session, et "résolution 128 (VI) du Conseil économique et social" renvoie à la résolution classée sous le numéro 128, qui se trouve dans le volume des résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa sixième session. Toutefois, il y a lieu de noter que ce système de numérotation n'avait pas encore été établi lors de la publication des résolutions adoptées au cours des première et deuxième sessions du Conseil économique et social. Pour les résolutions adoptées à ces deux sessions, on emploie donc le mode de renvoi suivant: "résolution 1/10 du Conseil économique et social", soit la résolution No 10 adoptée au cours de la première session du Conseil. Pour chaque session, les résolutions sont imprimées dans un volume séparé qui constitue le *Supplément No 1* aux *Documents officiels* de la session appropriée du Conseil.

## COMPTES RENDUS ANALYTIQUES

*Renvois aux comptes rendus des séances.* — Les comptes rendus analytiques des séances plénières du Conseil économique et social et des séances de ses comités sont publiés dans des documents séparés qui portent la cote du Conseil ou du comité et le numéro de la séance. Par exemple, la cote E/SR.594 désigne le compte rendu analytique de la 594ème séance plénière du Conseil et la cote E/AC.7/SR.224 le compte rendu de la 224ème séance du Comité social du Conseil. Pour abrégé, les renvois qui figurent dans le texte et dans les notes du présent rapport ne reproduisent pas la cote de chaque compte rendu, mais se bornent à renvoyer à la "594ème séance plénière" ou à la "224ème séance du Comité social".

Le texte définitif des comptes rendus analytiques des séances plénières est imprimé dans des fascicules séparés. Les comptes rendus analytiques des séances des comités du Conseil ne sont publiés que sous la forme de documents mimeographiés, d'abord comme textes provisoires et, ensuite, comme textes définitifs comportant certaines rectifications.

## DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

En dehors des renvois aux résolutions et aux comptes rendus analytiques mentionnés ci-dessus, le présent rapport renvoie aux *Documents officiels* de chaque session du Conseil économique et social de la façon suivante:

1) Aux suppléments numérotés des *Documents officiels* qui comprennent surtout les rapports des diverses commissions. Par exemple, le rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (huitième session) porte la cote d'un document du Conseil E/2171; il est imprimé en tant que *Supplément No 3* des *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session*. Pour abrégé, la référence entière de ces suppléments n'est citée que lorsqu'il en est fait mention pour la première fois; ensuite, on se borne à les citer sous leur cote E/...

2) Aux annexes aux *Documents officiels*, groupées par point de l'ordre du jour. Par exemple, le rapport du Secrétaire général sur les "Méthodes d'action internationale en cas de famine d'ordre exceptionnel due à des causes naturelles", dont le Conseil était saisi à sa quatorzième session, a été publié sous la

cote E/2220; c'est également l'un des documents que l'on a décidé d'imprimer sous forme d'annexe aux *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session*, à propos du point 43 de l'ordre du jour. Quant à ceux des documents des trois sessions qui font l'objet du présent rapport (reprise de la treizième session, première session extraordinaire et quatorzième session) que l'on a décidé de publier sous la forme de brochures, on les cite sous leur cote E/... et, dans les notes, on renvoie aux annexes aux *Documents officiels* en mentionnant le point de l'ordre du jour. Lorsque cette dernière indication n'est pas donnée, le document n'existe que sous la forme de document mimeographié.

3) Il est publié en outre, pour chaque session du Conseil, une brochure de documentation contenant: i) la table des matières des comptes rendus analytiques imprimés des séances plénières; ii) l'ordre du jour de la session qui a été adopté; iii) les rectifications aux comptes rendus analytiques reçues trop tard pour être incorporées dans le document imprimé; iv) la liste complète des délégations; et v) une liste de pointage de tous les documents relatifs à la session, indiquant en caractères gras ceux qui sont publiés sous la forme de brochures, donnant des renseignements sur les documents qui ne figurent pas dans les annexes aux *Documents officiels* du Conseil, et mentionnant les cas où les projets de résolution ou propositions d'amendement figurent dans le texte définitif imprimé des comptes rendus analytiques des séances plénières.

LISTE DES SUPPLÉMENTS IMPRIMÉS AUX *Documents officiels du Conseil économique et social*, SE RAPPORTANT À LA TREIZIÈME SESSION (REPRISE), À LA PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE ET À LA QUATORZIÈME SESSION

Numéro des suppléments		Cote des documents
1 A	<i>Reprise de la treizième session</i>	
	Décisions	E/2152/Add.1
1	<i>Première session extraordinaire</i>	
	Résolutions	E/2192
	<i>Quatorzième session</i>	
1	Résolutions	E/2332
2	Quatrième rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine	E/2185
3	Rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (huitième session)	E/2171
4	Rapport de la Commission des droits de l'homme (huitième session)	E/2256
4 A	Rapport de la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse (cinquième session)	E/2190
5	Rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe	E/2187
6	Rapport de la Commission de la condition de la femme (sixième session)	E/2208 et rectificatif
7	Rapport du Conseil d'administration du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance	E/2214
8	Rapport de la Commission des stupéfiants (septième session)	E/2219
9	Rapport de la Commission des questions sociales (huitième session)	E/2247

## INTRODUCTION

En raison de la date tardive à laquelle s'est close, à Paris, la sixième session ordinaire de l'Assemblée générale, le Conseil économique et social n'a tenu en 1952 qu'une seule session ordinaire de onze semaines (ainsi qu'une session extraordinaire qui n'a comporté qu'une seule séance) au lieu de tenir deux sessions comme à l'accoutumée. Au cours de cette longue session, le Conseil a accompli un travail considérable; il a examiné des questions très diverses dont le détail est donné dans le présent rapport, pour l'information de l'Assemblée générale. Les débats ont fait ressortir, ainsi que le Président du Conseil en exercice l'avait dit dans son introduction au rapport du Conseil pour 1951, que le Conseil et les organismes qui lui sont rattachés constituent un instrument efficace pour l'exécution des travaux les plus divers que l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres peuvent souhaiter faire entreprendre dans le domaine économique et le domaine social. Par conséquent, si les réalisations effectives n'ont pas répondu en tout point aux espérances qui avaient été conçues, il faut en chercher la cause dans la façon dont les Etats Membres ont entendu utiliser cet instrument et non pas dans l'instrument lui-même.

Les six années qui se sont écoulées depuis la création du Conseil ont été marquées par un progrès matériel et social sans exemple et par des réalisations sans précédent de la part des organisations internationales intéressées dans le domaine économique et dans le domaine social. Cependant, ce progrès d'ensemble s'est réparti de façon très inégale et le Conseil n'a épargné aucun effort pour faire comprendre à tous les gouvernements à quel point et en quoi la cadence du progrès dans les pays insuffisamment développés laisse à désirer, et pour orienter la recherche d'une solution à ce problème.

Il ressort clairement de l'étude approfondie de la situation économique mondiale faite par le Conseil que le quart des craintes suscitées par le risque d'une pénurie de biens civils en raison du déclenchement des hostilités en Corée et des programmes de réarmement qui l'ont suivi ne se sont pas matérialisées. En réalité, si l'on a pu constater en 1951 une accélération de la production des armements, il n'en reste pas moins que la production des biens destinés à la consommation civile a pris aussi une extension sans précédent. C'est là un signe encourageant des possibilités économiques du monde. Cependant, de ce fait même, je n'ai cessé de songer à ce qu'il y aurait lieu de faire pour que cette énorme capacité de production qui, dans les périodes de crise est partiellement inemployée et qui, à l'heure actuelle, sert en partie à produire des armes de destruction, puisse être utilisée pleinement pour nourrir les affamés de ce monde et améliorer leurs conditions d'existence dans la mesure qui leur permettrait de poursuivre eux-mêmes la préparation d'un avenir plus riche d'espérances. Grâce au Programme élargi d'assis-

tance technique dont le Conseil est justement fier, la diffusion des connaissances techniques dans les pays insuffisamment développés permettra à tous les intéressés de mieux se rendre compte de la nécessité de disposer de ressources matérielles plus importantes afin de pouvoir commencer à réduire l'écart qui existe entre le niveau de vie des pays développés et celui des pays insuffisamment développés, et qui n'a jusqu'à présent cessé de s'accroître.

Cette année, le Conseil a examiné un rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde, qui a été établi par le Secrétariat des Nations Unies et les institutions spécialisées, et qui est le premier de ce genre. Cette intéressante étude dont on peut attendre beaucoup prendra plus d'ampleur dans l'avenir. Elle a servi à souligner combien les problèmes économiques et sociaux du monde sont étroitement liés les uns aux autres et à confirmer les indications que les études économiques avaient déjà fournies sur les conditions de vie dans une grande partie du monde.

Le Conseil a été heureux de prendre acte de l'œuvre que le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a déjà accomplie dans différentes régions du monde en exécution de son mandat; il a également noté avec intérêt diverses décisions qui devraient aider à résoudre certains autres aspects du problème des réfugiés. Ce sont là des faits encourageants, mais il reste encore à trouver la solution universelle que réclame le problème des réfugiés.

Dans le domaine des droits de l'homme, l'Organisation des Nations Unies, en dépit des progrès réalisés, ne saurait se contenter de la situation actuelle. Il existe dans le monde de vastes régions où le respect des droits fondamentaux de l'homme, la liberté individuelle, la liberté d'expression et la non-discrimination marquent un recul. On a proposé divers moyens d'améliorer cette situation. Il n'est personne qui ne souhaite tirer parti de la grande impulsion que la déclaration universelle proclamée par l'Assemblée générale a donnée au mouvement de défense et d'extension des droits de l'homme. D'aucuns voudraient élaborer un instrument unique et l'ouvrir à la signature des gouvernements le plus tôt possible; d'autres préféreraient deux instruments; d'autres encore pensent qu'il vaudrait mieux, chaque fois qu'un accord intervient sur un point particulier, lui donner une application pratique en adoptant les textes appropriés. Le Conseil, pour sa part, a présenté à l'Assemblée générale un projet de convention relatif aux droits politiques de la femme qui a été établi par la Commission de la condition de la femme et dans lequel on peut voir un exemple notable de cette dernière manière d'aborder le problème. Dans tout ce vaste domaine, l'Assemblée générale, le Conseil et les deux commissions compétentes ont encore une tâche très importante à accomplir.

Pour bon nombre de grandes questions, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées

offrent des possibilités d'action constructive malgré les problèmes politiques qui divisent aujourd'hui le monde. Bien que la situation mondiale se soit, sous bien des rapports, aggravée, l'Organisation des Nations Unies a réussi à susciter des initiatives réfléchies et à orienter les efforts vers la solution de nombreux problèmes urgents; il est donc permis de penser que l'heure est peut-être venue de reprendre, sur le plan le plus élevé possible, l'examen de certains problèmes économiques et sociaux essentiels dont la solution n'a guère avancé jusqu'à présent pour des raisons politiques et idéologiques. Naturellement, on ne peut songer à les résoudre indépendamment des problèmes politiques. Etant donné que tous ces problèmes de quelque ordre qu'ils soient sont étroitement liés, il est même possible que certains progrès dans le domaine économique et le domaine social faciliteraient ou hâteraient la solution de problèmes généralement considérés comme des problèmes politiques. Cette possibilité fait plus que jamais au Conseil l'obligation d'aller de l'avant en mettant à profit tous les moyens en son pouvoir.

Il ne faut toutefois pas oublier qu'il existe certaines questions économiques et sociales importantes dont le Conseil n'a pas eu à se préoccuper au premier chef parce que leur étude a été entreprise par d'autres organismes internationaux, dont certains sont étrangers à l'Organisation des Nations Unies ou n'ont avec elle qu'un lien indirect.

L'Assemblée générale, le Conseil et les Etats Membres des Nations Unies voudront peut-être, à la lumière de ces considérations, envisager à nouveau les buts et les fonctions du Conseil économique et social. Le Chapitre IX de la Charte a confié au Conseil une tâche énorme puisque c'est lui qui doit, sous l'autorité de l'Assemblée générale, remplir les fonctions qui incombent à l'Organisation des Nations Unies en vue de favoriser la coopération internationale dans l'ordre économique et l'ordre social. Pour s'acquitter de cette tâche, le Conseil doit user pleinement de son autorité et je crois pouvoir dire que ceux qui peuvent se déclarer pleinement satisfaits du rôle qu'il a joué jusqu'à présent sont peu nombreux.

C'est là une situation dont les Etats Membres des Nations Unies devraient vivement s'inquiéter, car il leur appartient d'y porter remède. Qu'il me soit permis, toutefois, d'ajouter qu'au cours des longs débats, parfois très animés, que j'ai dirigés pendant la session du Conseil, il s'est fait sur bien des objectifs à atteindre un accord qui n'a pas toujours pu s'exprimer lors du vote sur les textes mêmes dont le Conseil était saisi. C'est ainsi, par exemple, que tous les membres du Conseil se sont prononcés en faveur d'une accélération du développement économique et social, de l'adoption de mesures efficaces pour lutter contre la maladie et la famine, et d'un respect plus strict des droits de l'homme et de la dignité humaine. La controverse a porté surtout sur des questions de méthode, de priorité et de degré d'importance. Toutefois, puisque l'accord s'est fait sur la nécessité de résoudre ces problèmes et sur les avantages que présente, à cette fin, une action internationale concertée, il y a là de sérieuses raisons

d'espérer. Le Conseil représente et doit représenter davantage que la simple somme de l'apport particulier de chacun de ses membres; il sert et doit servir à autre chose qu'à faire le compte des votes positifs ou négatifs qui y sont exprimés au nom des gouvernements. Le Conseil est un organe représentatif de l'ensemble des Nations Unies, qui est capable, en raison de sa structure et de sa composition propres et de celles des organismes qui lui sont rattachés, d'étudier toute une gamme de grands problèmes mondiaux. Il reste à savoir si ses membres, en particulier ceux qui ont les plus grandes responsabilités et qui disposent des ressources nécessaires pour s'en acquitter, sauront le mettre en mesure de mener à bien sa mission et de saisir les occasions qui s'offrent à lui de faire œuvre utile.

Le présent rapport, le septième que le Conseil économique et social soumet à l'Assemblée générale, porte sur la période comprise entre le 22 septembre 1951 et le 1er août 1952, date à laquelle il a suspendu sa quatorzième session. Le rapport comprend: a) le présent volume; et b) les trois volumes imprimés qui renferment respectivement les décisions adoptées par le Conseil à la reprise de sa treizième session, la résolution de la première session extraordinaire et les résolutions de la quatorzième session<sup>1</sup>. On y trouvera toutes les références utiles pour la consultation des comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités qui sont distribués à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. A la fin de chaque chapitre figurent les annexes suivantes: annexe I, liste des résolutions pertinentes; annexe II, liste des comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités qui se rapportent aux questions traitées dans le chapitre; annexe III, liste des exposés oraux et écrits présentés par des organisations non gouvernementales au sujet de ces questions. En outre, un certain nombre de suppléments indiqués dans le texte sont publiés séparément.

Le présent rapport, dans sa forme et ses caractéristiques générales, est semblable aux quatre derniers rapports annuels<sup>2</sup>. Le premier des volumes qui composent le rapport, c'est-à-dire le présent volume, se divise en neuf chapitres:

Chapitre Ier. — Questions constitutionnelles et organiques;

Chapitre II. — Questions économiques générales;

Chapitre III. — Développement économique des pays insuffisamment développés;

Chapitre IV. — Questions sociales;

Chapitre V. — Droits de l'homme;

Chapitre VI. — Questions générales;

Chapitre VII. — Problèmes de coordination et relations avec les institutions spécialisées;

Chapitre VIII. — Organisations non gouvernementales;

Chapitre IX. — Incidences financières des décisions prises par le Conseil.

Chacun des chapitres est conçu de manière à pouvoir être renvoyé dans sa totalité, si le Bureau de l'Assem-

<sup>1</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la treizième session, Supplément No 1 A; première session extraordinaire, Supplément No 1; et quatorzième session, Supplément No 1.*

<sup>2</sup> Voir E/L.459 et le compte rendu analytique de la 669ème séance plénière.

blée générale le recommande, à l'une des Grandes Commissions de l'Assemblée, à la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions, ou à toute autre réunion mixte que l'Assemblée pourrait décider de tenir. Les chapitres II et III traitent de questions qui sont du ressort de la Deuxième Commission, les chapitres IV et V de questions qui sont de la compétence de la Troisième Commission, le chapitre IX de questions de la compétence de la Cinquième Commission, tandis que les chapitres Ier, VI, VII et VIII traitent de sujets qui intéressent le Conseil dans son ensemble ou qui occupent une place importante tant dans le domaine économique que dans le domaine social et qui pourraient donc être renvoyés très à propos à la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions. On trouvera ci-après des remarques particulières concernant plusieurs de ces chapitres.

Le chapitre II "Questions économiques générales" a trait aux questions économiques qui ne se rapportent pas directement au développement économique des pays insuffisamment développés. Un chapitre distinct, le chapitre III, traite du développement économique des pays insuffisamment développés, en application de la résolution 306 (IV) de l'Assemblée générale qui recommandait au Conseil: a) de continuer à prêter une attention immédiate aux problèmes du développement économique; b) d'inviter instamment ses commissions et les institutions spécialisées à prêter, elles aussi, une attention immédiate à ces problèmes; et c) de réserver, dans le rapport annuel qu'il présente à l'Assemblée générale, un chapitre spécial aux mesures prises pour favoriser le développement économique. Ce chapitre se subdivise en deux parties: la partie A traite des problèmes généraux du développement économique, notamment du financement du développement économique, des méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde, de la conservation et de l'utilisation des ressources non agricoles; la partie B traite de l'assistance technique en vue du développement économique et porte à la fois sur le programme de l'Organisation des Nations Unies et sur le Programme élargi.

Comme le Comité de coordination du Conseil s'est occupé des passages intéressant la coordination que l'on trouve dans les rapports de toutes les institutions spécialisées, le chapitre VII "Problèmes de coordination et relations avec les institutions spécialisées", comprend un exposé de la discussion générale de ces questions et des mesures que le Conseil a prises à leur sujet. Cependant, l'exposé de l'œuvre proprement dite des institutions spécialisées dans ses rapports avec les problèmes étudiés par le Conseil apparaît dans d'autres chapitres sous les rubriques appropriées.

Le chapitre IX "Incidences financières des décisions prises par le Conseil" tend à montrer selon quels principes et de quelle manière le Conseil a étudié, conformément à l'article 34 (ancien article 33) de son règlement intérieur, les incidences financières des mesures qu'il a prises; il a en outre pour objet de fournir des renseignements utiles quant au reste du rapport et d'aider la Cinquième Commission et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à se faire une idée exacte de l'urgence et de l'importance des projets approuvés par le Conseil. Les prévisions budgétaires relatives aux mesures prises par le Conseil et qui sont soumises à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale ne correspondent pas en tout point aux prévisions qui figurent dans le chapitre IX. Comme ces dernières sont établies séparément pour chaque question et peuvent être révisées lorsque les effets des décisions du Conseil font l'objet d'une évaluation d'ensemble, elles prennent une forme quelque peu différente lorsqu'elles sont présentées dans un budget général. C'est naturellement d'après les prévisions budgétaires soumises à la Cinquième Commission par le Secrétaire général que l'Assemblée générale se prononcera sur les questions traitées dans ce chapitre.

Un certain nombre de questions traitées dans le présent rapport font l'objet de points distincts de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. On trouvera des indications à cet effet dans la table des matières et dans le texte des notes. D'autres questions soumises à l'attention de l'Assemblée générale ou appelant une décision de sa part sont indiquées dans le texte et dans les notes, au début des chapitres pertinents.

L'ordre du jour de la session du Conseil, un tableau indiquant la répartition des sièges dans les commissions du Conseil et le calendrier des conférences de 1953 pour le Conseil et ses organes subsidiaires, approuvé par le Conseil, sont joints en appendices au rapport.

Je tiens à exprimer à mes éminents collègues, aux Vice-Présidents du Conseil et au Secrétariat ma profonde gratitude et mes remerciements pour les avis et la collaboration qu'il m'ont apportés au cours de la longue session du Conseil et pendant l'élaboration du présent rapport.

(Signé) S. Amjad ALI  
Président du Conseil économique  
et social

New-York,  
Septembre 1952.

## ABREVIATIONS ET SIGLES

AAT	Administration de l'assistance technique;	FSM	Fédération syndicale mondiale;
BAT	Bureau de l'assistance technique;	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce;
BCG	Bacille Calmette-Guérin, vaccin antituberculeux;	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale;
la Banque	Banque internationale pour la reconstruction et le développement;	OEA	Organisation des Etats américains;
CAC	Comité administratif de coordination;	OIR	Organisation internationale pour les réfugiés;
CAT	Comité de l'assistance technique;	OIT	Organisation internationale du Travail;
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient;	ONG	Organisations non gouvernementales;
CEE	Commission économique pour l'Europe;	le Programme élargi	Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés;
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine;	OMM	Organisation météorologique mondiale;
CIOIC	Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce;	OMS	Organisation mondiale de la santé;
CIPMME	Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe;	UEP	Union européenne des paiements;
CISL	Confédération internationale des syndicats libres;	UIT	Union internationale des télécommunications;
le Conseil	Conseil économique et social;	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;
CTCI	Classification type pour le commerce international;	UNKRA	Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée;
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture;	UNRWAPRNE	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
FISE	Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance;	UPU	Union postale universelle.
le Fonds	Fonds monétaire international;		



## Chapitre premier

### QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET ORGANIQUES\*

#### Section I. — Composition du Conseil

1. A sa sixième session, l'Assemblée générale a procédé à l'élection des six Etats destinés à remplacer les membres sortants ci-après du Conseil économique et social: Belgique, Chili, Chine, France, Inde et Pérou. Ont été élus: l'Argentine, la Belgique, la Chine, Cuba, l'Egypte et la France. La Belgique, la Chine et la France ont été réélues.

2. La composition du Conseil est donc la suivante pour l'année 1952:

	<i>Expiratio. du mandat</i>
Argentine .....	1954
Belgique .....	1954
*Canada .....	1952
Chine .....	1954
Cuba .....	1954
Egypte .....	1954
*Etats-Unis d'Amérique .....	1952
France .....	1954
*Iran .....	1952
*Mexique .....	1952
*Pakistan .....	1952
Philippines .....	1953
Pologne .....	1953
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	1953
Suède .....	1953
*Tchécoslovaquie .....	1952
Union des Républiques socialistes soviétiques ...	1953
Uruguay .....	1953

\* Membres sortants.

#### Section II. — Bureau du Conseil

3. Pendant la reprise de sa treizième session, le Conseil a été présidé par M. l'ambassadeur Hernán Santa Cruz (Chili).

4. A sa première session extraordinaire, tenue le 24 mars 1952<sup>1</sup>, le Conseil a suspendu l'application de l'article 19 du règlement intérieur (relatif à l'élection des membres du Bureau) et a décidé que l'élection des membres du Bureau pour 1952 aurait lieu au cours de la première séance de la quatorzième session du Conseil. Etant donné que le Chili, dont le représentant M. l'ambassadeur Hernán Santa Cruz présidait le Conseil, avait cessé d'être membre du Conseil depuis le 31 décembre 1951, le premier Vice-Président, M. Jiří Nosek (Tchécoslovaquie), a présidé la session extraordinaire.

\* Les questions traitées dans le présent chapitre qui appellent une décision de l'Assemblée générale sont: a) l'adoption de l'espagnol comme langue de travail du Conseil et de ses commissions techniques [voir la résolution 456 C (XIV) du Conseil et le paragraphe 68 ci-après]; et b) le programme des conférences au siège et à Genève [voir les paragraphes 96 à 100 ci-après et la résolution 458 (XIV) du Conseil].

5. Lors de la première séance de la quatorzième session, tenue le 20 mai 1952<sup>2</sup>, le Conseil a élu Président Syed Amjad Ali (Pakistan), M. Jiří Nosek (Tchécoslovaquie) premier Vice-Président et M. Raymond Scheyven (Belgique) deuxième Vice-Président pour l'année 1952.

#### Section III. — Organes subsidiaires du Conseil

6. Les organes subsidiaires du Conseil sont groupés comme suit:

A. — Comités du Conseil<sup>3</sup>;

B. — Commissions techniques et sous-commissions;

C. — Commissions économiques régionales;

D. — Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance.

##### A. — COMITÉS DU CONSEIL

7. Les comités dont il est question dans la présente section ainsi que dans les sections suivantes du présent chapitre sont, en règle générale, ceux qui se composent des représentants des Etats Membres; il n'est fait mention ni des comités ou organes du Secrétariat, ni du Bureau de l'assistance technique, ni du Comité administratif de coordination et de ses organes subsidiaires, ni des comités d'experts.

i) Comité économique;

ii) Comité social;

iii) Comité de l'assistance technique, Groupe de travail (Programme élargi);

iv) Comité de coordination, Groupe de travail de l'ordre de priorité des travaux;

v) Groupe de travail du règlement intérieur;

vi) Groupe de travail pour l'élection des membres du Comité central permanent de l'opium;

vii) Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales;

viii) Comité intérimaire du calendrier des conférences;

ix) Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

<sup>1</sup> 569ème séance plénière.

<sup>2</sup> 570ème séance plénière.

<sup>3</sup> Seuls les comités qui se sont réunis au cours de la période considérée figurent dans le présent chapitre. On trouvera un exposé des mesures prises par le Conseil à propos des nouveaux comités dont on envisage la création dans les sections du présent rapport qui traitent des questions de fond intéressant ces comités.

- x) Comité spécial du travail forcé (avec l'OIT) ;
- xi) Comité spécial des pratiques commerciales restrictives.

8. Lors de la quatorzième session du Conseil, le premier Vice-Président, M. Jiří Nosek, et le deuxième Vice-Président, M. Raymond Scheyven, ont respectivement présidé le Comité social et le Comité économique. M. S. Pollock (Canada) a été élu Président du Comité de coordination<sup>4</sup> et M. Philippe de Seynes (France) a été élu Président du Comité de l'assistance technique<sup>5</sup>.

9. Les comités de session, à savoir le Comité économique, le Comité social, le Comité de l'assistance technique et le Comité de coordination, ont siégé en tant que comités pléniers.

La composition des autres comités du Conseil est indiquée ci-après.

10. Les groupes de travail qui se sont réunis avant ou pendant la quatorzième session du Conseil<sup>6</sup> étaient composés comme suit :

Groupe de travail du Comité de l'assistance technique : Canada, Cuba, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie et Uruguay ; [*Président*: M. Philippe de Seynes (France).]

Groupe de travail du Comité de coordination chargé d'examiner l'ordre de priorité des travaux : Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Mexique, Pakistan et Union des Républiques socialistes soviétiques ; [*Président*: M. A. R. Crépault (Canada).]

Groupe de travail du règlement intérieur : Chine, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, France, Iran, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Tchécoslovaquie ; [*Président*: M. Guy Pérez Cisneros (Cuba).]

Groupe de travail pour l'élection de membres du Comité central permanent de l'opium : Belgique, Canada, Iran, Mexique, Philippines et Suède ; [*Président*: M. Luciano Joubanc Rivas (Mexique)].

#### *Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales*

11. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales, présidé d'office par le Président du Conseil, qui ne jouit pas du droit de vote, se compose de sept membres que le Conseil élit chaque année à sa première session ordinaire.

12. Pour 1951-1952, la composition du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales est la suivante :

Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay.
--	--

13. M. I. V. Tchetchetkine (Union des Républiques socialistes soviétiques) a présidé la séance que le Comité a tenue à Paris, le 11 décembre 1951.

M. Bracco (Uruguay) a présidé toutes les autres séances du Comité pendant la période considérée.

14. Le 24 juillet 1952<sup>7</sup>, le Conseil a élu la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et l'Uruguay membres du Comité pour 1953.

#### *Comité intérimaire du calendrier des conférences*

15. Le Comité se compose des Etats Membres suivants :

Chine, Etats-Unis d'Amérique, France,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques.
---	--

*Présidente*: Mlle Kathleen Bell (Etats-Unis d'Amérique).

#### *Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*

16. Par sa résolution 393 B (XIII) le Conseil économique et social a décidé "de créer un Comité consultatif qui portera le nom de Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et qui aura pour mandat de conseiller le Haut-Commissaire, sur sa demande, dans l'exercice de ses fonctions".

17. Ce comité se compose des quinze Etats, Membres ou non membres de l'Organisation des Nations Unies, énumérés ci-après :

Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Italie,	République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suisse, Turquie, Venezuela.
---	---

18. A sa quatorzième session, le Conseil a pris acte<sup>8</sup> de la note du Secrétaire général sur la revision de la composition du Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2283), sans prendre aucune autre décision à ce sujet<sup>9</sup>.

#### *Comité spécial du travail forcé*

19. Le Comité a tenu deux sessions, au cours desquelles sa composition était la suivante :

##### *Première session*

Sir Ramaswami Mudaliar, *Président* (Inde),  
M. Felix F. Palavicini\* (Mexique),  
M. Paal Berg (Norvège),

##### *Deuxième session*

Sir Ramaswami Mudaliar, *Président* (Inde),  
M. Paal Berg (Norvège),  
M. E. García Sayán (Pérou).

<sup>7</sup> 657ème séance plénière.

<sup>8</sup> 634ème séance plénière.

<sup>9</sup> Voir aussi le chapitre IV, section VI.

\* Décédé.

<sup>4</sup> 101ème séance du Comité de coordination.

<sup>5</sup> 21ème séance du Comité de l'assistance technique.

<sup>6</sup> Voir aussi le paragraphe 51.

## Comité spécial des pratiques commerciales restrictives

20. Le Comité se compose des Etats Membres suivants:

Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Mexique, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Uruguay.

*Présidents:* première session, M. Svellilson (Suède); deuxième session, M. Thiltges (Belgique), Président par intérim.

## B. — COMMISSIONS TECHNIQUES ET SOUS-COMMISSIONS

21. Les huit commissions techniques du Conseil économique et social et leurs sous-commissions sont les suivantes:

i) Commission des transports et des communications;

ii) Commission des finances publiques;

iii) Commission de statistique, Sous-Commission des sondages statistiques;

iv) Commission de la population;

v) Commission des questions sociales;

vi) Commission des droits de l'homme, a) Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse<sup>10</sup>, b) Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

vii) Commission de la condition de la femme;

viii) Commission des stupéfiants.

22. Sept des commissions techniques (à savoir les Commissions des transports et des communications; des finances publiques; de statistique; de la population; des questions sociales; des droits de l'homme; de la condition de la femme) sont composées de représentants d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies désignés par le Conseil. Afin d'assurer une représentation équitable des divers Etats dans les domaines respectifs des diverses commissions, le Secrétaire général se consulte avec les gouvernements des Etats ainsi désignés avant que ceux-ci nomment définitivement leurs représentants et que les nominations soient confirmées par le Conseil<sup>11</sup>. La Commission des stupéfiants se compose de représentants d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies nommés directement par leurs gouvernements respectifs<sup>12</sup>.

23. La Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sont composées de personnes choisies par la Commission des droits de l'homme, de concert avec le Secrétaire général et sous réserve du consentement des gouvernements dont elles sont ressortissantes.

24. On trouvera ci-après dans la colonne de gauche la liste des Etats que le Conseil a habilités à nommer, en 1952, les membres des commissions techniques (autres que la Commission des stupéfiants).

25. A sa quatorzième session, le Conseil a élu un tiers des membres des commissions techniques, conformément au système de renouvellement par roulement. Les diverses commissions se composent donc, en 1953, des membres indiqués ci-après dans la colonne du centre; on trouvera par ailleurs à l'appendice II du présent rapport un tableau indiquant cette composition.

## 26. Commission des transports et des communications

	1952	1953	Mandat expirant le 31 décembre
Brésil,	Brésil	Brésil	1953
*Chili,	Chine (réélue)	Chine (réélue)	1955
*Chine,	Colombie (nouv. élu)	Colombie (nouv. élu)	1955
Egypte,	Egypte	Egypte	1953
Etats-Unis d'Amérique,	Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1953
*France,	France (réélue)	France (réélue)	1955
Inde,	Inde	Inde	1954
*Norvège,	Norvège (réélue)	Norvège (réélue)	1955
*Pakistan,	Pakistan (réélue)	Pakistan (réélue)	1955
Pays-Bas,	Pays-Bas	Pays-Bas	1954
Paraguay,	Paraguay	Paraguay	1954
Pologne,	Pologne	Pologne	1954
République socialiste soviétique de Biélorussie,	République socialiste soviétique de Biélorussie	République socialiste soviétique de Biélorussie	1953
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord..	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord..	1954
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1953

## 27. Commission des finances publiques

	1952	1953	Mandat expirant le 31 décembre
*Canada,	Belgique (nouv. élu)	Belgique (nouv. élu)	1955
Chine,	Canada (réélue)	Canada (réélue)	1955
Colombie,	Chili (nouv. élu)	Chili (nouv. élu)	1955
*Cuba,	Chine	Chine	1953
Etats-Unis d'Amérique,	Colombie	Colombie	1954
France,	Cuba (réélue)	Cuba (réélue)	1955
Inde,	Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1954
Pakistan,	France	France	1953
*Pologne,	Inde	Inde	1953
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,	Pakistan	Pakistan	1954
Suède,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord..	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord..	1953
Tchécoslovaquie,	Suède	Suède	1954
*Union des Républiques socialistes soviétiques,	Tchécoslovaquie	Tchécoslovaquie	1954
Union Sud-Africaine,	Union des Républiques socialistes soviétiques (réélue)	Union des Républiques socialistes soviétiques (réélue)	1955
*Venezuela.	Union Sud-Africaine	Union Sud-Africaine	1953

## 28. Commission de statistique<sup>13</sup>

	1952	1953	Mandat expirant le 31 décembre
*Argentine,	Australie	Australie	1954
Australie,	Canada (réélue)	Canada (réélue)	1955
*Canada,	Chine	Chine	1954
Chine,	Cuba (nouv. élu)	Cuba (nouv. élu)	1955
Danemark,	Danemark	Danemark	1953
Egypte,	Egypte	Egypte	1953
Etats-Unis d'Amérique,	Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1954
France,	France	France	1953

\* Etats désignateurs sortants.

<sup>13</sup> Pour la prorogation du mandat des membres actuels jusqu'à la date de clôture de la septième session de la Commission, voir le compte rendu de la 657ème séance plénière et les Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes, point 37, a, de l'ordre du jour, E/L.439.

<sup>10</sup> Voir le chapitre V, section VI.

<sup>11</sup> Voir la résolution 2/12 du Conseil.

<sup>12</sup> Voir la résolution 1/9 du Conseil.

1952

1953

Mandat  
expirant  
le 31 décembre

*Inde,	Inde (réélue) .....	1955
Panama,	Iran (nouv. élu) ....	1955
Pays-Bas,	Panama .....	1953
*République socialiste soviétique d'Ukraine,	Pays-Bas .....	1954
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,	République socialiste soviétique d'Ukraine (réélue) .....	1955
*Tchécoslovaquie,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord..	1953
Union des Républiques socialistes soviétiques.	Union des Républiques socialistes soviétiques	1954

## 29. Commission de la population

1952

1953

Mandat  
expirant  
le 31 décembre

Australie,	Australie .....	1953
Belgique,	Belgique .....	1953
Brésil,	Brésil .....	1953
*Chine,	Chine (réélue) .....	1955
Etats-Unis d'Amérique,	Etats-Unis d'Amérique	1954
*France,	France (réélue) .....	1955
Indonésie,	Indonésie .....	1954
Mexique,	Iran (nouv. élu) ....	1955
Pérou,	Mexique .....	1954
*République socialiste soviétique d'Ukraine,	Pérou .....	1953
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,	République socialiste soviétique d'Ukraine (réélue) .....	1955
*Suède,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord..	1954
*Syrie,	Suède (réélue) .....	1955
Union des Républiques socialistes soviétiques,	Union des Républiques socialistes soviétiques	1954
Yougoslavie.	Yougoslavie .....	1953

## 30. Commission des questions sociales

1952

1953

Mandat  
expirant  
le 31 décembre

*Australie,	Argentine (nouv. élue)	1955
Belgique,	Belgique .....	1953
*Bolivie,	Brésil (réélu) .....	1955
*Brésil,	Canada .....	1953
Canada,	Chine .....	1953
Chine,	Equateur .....	1953
Equateur,	Etats-Unis d'Amérique	1954
Etats-Unis d'Amérique,	France .....	1954
France,	Grèce .....	1954
Grèce,	Inde .....	1954
Inde,	Irak (nouv. élu) ....	1955
Israël,	Israël .....	1953
*Nouvelle-Zélande,	Norvège (nouv. élue).	1955
Philippines,	Philippines .....	1954
République socialiste soviétique de Biélorussie,	République socialiste soviétique de Biélorussie	1953
*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (réélu) .....	1955
Union des Républiques socialistes soviétiques,	Tchécoslovaquie (nouv. élu) .....	1955
*Yougoslavie,	Union des Républiques socialistes soviétiques	1954

\* Etats désignateurs sortants.

31.

## Commission des droits de l'homme

1952

1953

Mandat  
expirant  
le 31 décembre

Australie,	Australie .....	1953
Belgique,	Belgique .....	1954
Chili,	Chili .....	1953
Chine,	Chine .....	1954
*Egypte,	Egypte (réélue) ....	1955
Etats-Unis d'Amérique,	Etats-Unis d'Amérique	1953
*France,	France (réélue) .....	1955
*Grèce,	Inde (réélue) .....	1955
*Inde,	Liban .....	1954
Liban,	Pakistan .....	1953
Pakistan,	Philippines (nouv. élus) .....	1955
Pologne,	Pologne .....	1954
*République socialiste soviétique d'Ukraine,	République socialiste soviétique d'Ukraine (réélue) .....	1955
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord..	1954
Suède,	Suède .....	1953
Union des Républiques socialistes soviétiques,	Union des Républiques socialistes soviétiques	1955
Uruguay,	Uruguay .....	1954
Yougoslavie.	Yougoslavie .....	1953

## 32. Commission de la condition de la femme

1952

1953

Mandat  
expirant  
le 31 décembre

*Brésil,	Birmanie .....	1954
Birmanie,	Chili .....	1954
Chili,	Chine .....	1954
Chine,	Cuba .....	1953
Cuba,	Etats-Unis d'Amérique (réélus) .....	1955
*Etats-Unis d'Amérique,	France .....	1953
France,	Haïti (nouv. élue)....	1955
Iran,	Iran .....	1954
*Liban,	Liban (réélu) .....	1955
*Mexique,	Nouvelle-Zélande ....	1953
Nouvelle-Zélande,	Pakistan .....	1954
Pakistan,	Pays-Bas .....	1953
Pays-Bas,	Pologne .....	1953
Pologne,	République Domini- caine .....	1953
République Domini- caine,	République socialiste soviétique de Biélorussie	1954
République socialiste soviétique de Biélorussie,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (réélu) .....	1955
*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,	Union des Républiques socialistes soviétiques (réélue) .....	1955
*Union des Républiques socialistes soviétiques.	Venezuela (nouv. élu)	1955

Par sa résolution 445 I (XIV), le Conseil a décidé que la Commission continuera de se réunir chaque année.

33. Le 1er août 1952,<sup>14</sup> le Conseil a confirmé la nomination des nouveaux membres des commissions techniques désignés par les gouvernements qui ont pourvu aux postes vacants pendant la période qui s'est écoulée entre la fin de la treizième session et la date de clôture de la quatorzième session du Conseil<sup>15</sup>.

\* Etats désignateurs sortants.

<sup>14</sup> 669ème séance plénière.<sup>15</sup> Voir: Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, E/2223 et Add.1 à 4.

### 34. *Commission des stupéfiants*

A sa neuvième session, le Conseil a élu<sup>16</sup> quinze Etats membres de la Commission.

Les dix membres suivants ont été élus pour une durée indéfinie :

Canada,	Pérou,
Chine,	Royaume-Uni de Grande-Bretagne
Etats-Unis d'Amérique,	et d'Irlande du Nord,
France,	Turquie,
Inde,	Union des Républiques socialistes
	soviétiques,
	Yougoslavie.

Les cinq membres suivants ont été élus pour une durée de trois ans :

Egypte,	Pays-Bas,
Iran,	Pologne.
Mexique,	

A sa quatorzième session, le Conseil a décidé que l'élection des membres de la Commission qui remplaceront les cinq membres ci-dessus élus pour une durée limitée n'aura lieu qu'après la clôture de la session que la Commission tiendra en 1953<sup>17</sup>.

### 35. *Sous-Commission des sondages statistiques*<sup>18</sup>

M. G. Darmon (France),  
M. W. E. Deming (Etats-Unis d'Amérique),  
M. P. C. Mahalanobis (Inde),  
M. F. Yates (Royaume-Uni),  
... (Union des Républiques socialistes soviétiques),  
M. R. A. Fisher (consultant).

### 36. *Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse*<sup>19</sup>

M. Karim Azkoul (Liban),  
Mahmoud Azmi Bey (Egypte),  
M. Carroll Binder (Etats-Unis d'Amérique),  
M. P. H. Chang (Chine),  
M. André Géraud (France),  
M. Salvador P. López (Philippines),  
M. Alfredo Silva Carvallo (Chili),  
M. Vasily M. Zonov (Union des Républiques socialistes soviétiques).

M. Steven Dedijer (Yougoslavie), M. Roberto Fontaina (Uruguay), M. Devadas Gandhi (Inde) et M. Francis Williams (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) n'ont pu assister à la session, et, conformément à l'article 70 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, ces membres ont respectivement désigné comme suppléants M. Ratko Pleić, M. Felix Polleri Carrio, M. Moni Moulik et M. Robert Waithman. M. Binder a désigné M. J. Cates pour le suppléer aux 94ème, 107ème et 110ème séances de la Sous-Commission.

<sup>16</sup> 323ème séance plénière; voir aussi la résolution 199 (VIII) qui a modifié comme suit le texte du paragraphe 4 de la résolution 1/9 du Conseil en date du 16 février 1946: "La durée du mandat des membres de la Commission s'étendra du jour de la séance d'ouverture de la session qui suivra leur élection jusqu'à la veille de la séance d'ouverture de la session qui suivra l'élection de leurs successeurs."

### 37. *Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités*<sup>20</sup>

Les personnes dont les noms suivent ont participé à la session de la Sous-Commission en qualité de membres ou de suppléants :

M. M. R. Masani (Inde),  
M. H. Roy (Haïti),  
M. A. Meneses Pallares (Equateur),  
M. S. Boratynski, suppléant (Pologne),  
M. C. F. Chang (Chine),  
M. J. Daniels (Etats-Unis d'Amérique),  
M. E. Ekstrand (Suède),  
Mlle E. Monroe (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord),  
M. J. Nisot (Belgique),  
M. R. Shafagh (Iran),  
M. S. Spanien (France),  
M. V. M. Zonov, suppléant (Union des Républiques socialistes soviétiques).

### C. — COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

38. La Commission économique pour l'Europe comprend les membres suivants :

Belgique,	République socialiste soviétique
Danemark,	d'Ukraine,
Etats-Unis d'Amérique,	Royaume-Uni de Grande-
France,	Bretagne et d'Irlande du
Grèce,	Nord,
Islande,	Suède,
Luxembourg,	Tchécoslovaquie,
Norvège,	Turquie,
Pays-Bas,	Union des Républiques socia-
Pologne,	listes soviétiques,
République socialiste soviéti-	Yougoslavie.
que de Biélorussie,	

39. Les Etats européens ci-après, qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies, participent à titre consultatif aux travaux de la Commission : Albanie, Autriche, Bulgarie, Finlande, Hongrie, Irlande, Italie, Portugal, Roumanie, Suisse.

40. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient comprend les membres et membres associés suivants :

#### *Membres*

Australie,	Pakistan,
Birmanie,	Pays-Bas,
Chine,	Philippines,
Etats-Unis d'Amérique,	Royaume-Uni de Grande-
France,	Bretagne et d'Irlande du
Inde,	Nord,
Indonésie,	Thaïlande,
Nouvelle-Zélande,	Union des Républiques socia-
	listes soviétiques.

#### *Membres associés*

Cambodge,	Népal,
Ceylan,	République de Corée,
Hong-kong,	Royaume du Laos,
Japon <sup>21</sup> ,	Vietnam.
Malaisie et Bornéo britannique,	

<sup>17</sup> 657ème séance plénière.

<sup>18</sup> Voir aussi le chapitre II, section IX.

<sup>19</sup> Voir le chapitre V, section VI.

<sup>20</sup> Voir le chapitre V, section V.

<sup>21</sup> A sa 597ème séance plénière, le Conseil a accepté que le Japon devienne membre associé; voir la section IX.

41. La Commission économique pour l'Amérique latine comprend les membres suivants :

Argentine,	Mexique,
Bolivie,	Nicaragua,
Brésil,	Panama,
Chili,	Paraguay,
Colombie,	Pays-Bas,
Costa-Rica,	Pérou,
Cuba,	République Dominicaine,
Equateur,	Royaume-Uni de Grande-
Etats-Unis d'Amérique,	Bretagne et d'Irlande du
France,	Nord,
Guatemala,	Salvador,
Haiti,	Uruguay,
Honduras,	Venezuela.

D. — FONDS INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES  
POUR LE SECOURS À L'ENFANCE

42. Aux termes de la résolution 417 (V) de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration du FISE se compose des dix-huit Etats Membres représentés à la Commission des questions sociales et de huit autres Etats qui ne sont pas nécessairement membres de l'Organisation des Nations Unies et que le Conseil économique et social désigne pour une période de durée appropriée. Le Conseil d'administration du Fonds se compose, pour 1952, des Etats suivants :

Australie,	Italie,
Belgique,	Nouvelle-Zélande,
Bolivie,	Pérou,
Brésil,	Philippines,
Canada,	République socialiste soviétique
Ceylan,	de Biélorussie,
Chine,	Royaume-Uni de Grande-
Equateur,	Bretagne et d'Irlande du
Etats-Unis d'Amérique,	Nord,
France,	Suisse,
Grèce,	Thaïlande,
Inde,	Union des Républiques socia-
Indonésie,	listes soviétiques,
Irak,	Uruguay,
Israël,	Yougoslavie.

Présidente: Mme Adelaïde Sinclair (Canada).

43. A sa quatorzième session, le Conseil a remplacé<sup>22</sup> les membres sortants du Conseil d'administration, c'est-à-dire Ceylan, l'Indonésie et l'Irak, par l'Australie, le Pakistan et la Yougoslavie (l'Australie et la Yougoslavie étaient auparavant membres du Conseil d'administration en raison du fait que leurs représentants siègent à la Commission des questions sociales).

44. Lors de l'élection du tiers des membres de la Commission des questions sociales, le Conseil a désigné l'Argentine, l'Irak, la Norvège et la Tchécoslovaquie. Il s'ensuit que ces quatre pays deviennent automatiquement membres du Conseil d'administration du FISE en remplacement de l'Australie, de la Bolivie, de la Nouvelle-Zélande et de la Yougoslavie<sup>23</sup>; par ailleurs, le Conseil a réélu le Brésil et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

45. Le Conseil d'administration du FISE se composera donc en 1953 des Etats suivants :

Argentine,	Chine,
Australie,	Equateur,
Belgique,	Etats-Unis d'Amérique,
Brésil,	France,
Canada,	Grèce,

Inde,  
Irak,  
Israël,  
Italie,  
Norvège,  
Pakistan,  
Pérou,  
Philippines,  
République socialiste soviéti-  
que de Biélorussie,

Royaume-Uni de Grande-  
Bretagne et d'Irlande du  
Nord,  
Suisse,  
Tchécoslovaquie,  
Thaïlande,  
Union des Républiques socia-  
listes soviétiques,  
Uruguay,  
Yougoslavie.

46. A sa 89ème séance, tenue le 12 novembre 1951, le Conseil d'administration a élu son Bureau et institué les comités suivants pour 1952 :

Un "Comité du programme" composé des onze membres ci-après :

Australie,	Inde,
Brésil,	Royaume-Uni de Grande-
Ceylan,	Bretagne et d'Irlande du
Chine,	Nord,
Equateur,	Suisse,
Etats-Unis d'Amérique,	Union des Républiques socia-
France,	listes soviétiques.

et un "Comité du budget administratif" composé des sept membres ci-après :

Bolivie,	Israël,
Etats-Unis d'Amérique,	Nouvelle-Zélande,
France,	Thaïlande.
Irak,	

La composition du Sous-Comité des appels de fonds du Comité du programme est la suivante :

*Représentants*

Australie,	Israël,
Ceylan,	Yougoslavie.
Etats-Unis d'Amérique,	

*Suppléants*

Equateur,	Inde.
-----------	-------

**Section IV. — Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants**

ELECTION DES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIUM

47. Le 24 juillet 1952<sup>24</sup>, le Conseil a décidé de créer un groupe de travail chargé de désigner seize personnes satisfaisant aux conditions énoncées à l'article 19 de la Convention de Genève de 1925. Après avoir examiné le rapport du groupe de travail (E/L.456), le 30 juillet 1952<sup>25</sup>, le Conseil a élu membres du Comité les huit personnes suivantes :

M. Ramón Sanchez (Chili),  
M. Herbert May (Etats-Unis d'Amérique),  
M. Paul Reuter (France),  
M. M. E. Rehman (Inde),  
M. Fouad Abou Zahar (Liban),  
M. Emilio D. Espinosa (Philippines),  
Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni),  
M. Hans Fischer (Suisse).

<sup>22</sup> 436ème séance plénière.

<sup>23</sup> 658ème séance plénière.

<sup>24</sup> 658ème séance plénière.

<sup>25</sup> 666ème séance plénière.

APPROBATION DE LA NOMINATION DU SECRÉTAIRE DU  
COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM

48. Le 22 mai 1952<sup>26</sup>, le Conseil a approuvé la nomination de M. Louis Atzenwiler en qualité de Secrétaire du Comité central permanent de l'opium.

ORGANE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

49. L'Organe de contrôle des stupéfiants a été créé par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. Il est chargé d'examiner les prévisions des besoins en stupéfiants que les gouvernements doivent soumettre chaque année. L'Organe de contrôle se compose de quatre membres, dont deux sont désignés par l'OMS, un par la Commission des stupéfiants et un par le Comité central permanent de l'opium respectivement. Sont actuellement membres de l'Organe de contrôle:

M. le professeur Hans Fischer (Suisse), désigné par l'Organisation mondiale de la santé;

M. le professeur Sedat Tavat (Turquie), désigné par l'Organisation mondiale de la santé;

Le colonel C. H. L. Sharman, C.M.G., C.B.E., I.S.O. (Canada), désigné par la Commission des stupéfiants, Vice-Président, élu pour un an, en novembre 1951;

M. Herbert L. May (Etats-Unis d'Amérique), désigné par le Comité central permanent de l'opium, Président.

**Section V. — Sessions et conférences du Conseil  
et de ses organes subsidiaires**

50. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, le Conseil et ses organes subsidiaires ont tenu les sessions suivantes:

51. CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

TREIZIÈME SESSION (*reprise*):

18 décembre - 21 décembre 1951, Paris (4 séances plénières).

PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE:

24 mars 1952, New-York (1 séance).

QUATORZIÈME SESSION:

20 mai - 1er août 1952, New-York (100 séances plénières).

Les comités pléniers suivants ont siégé au cours de la quatorzième session:

*Comité économique* (1 séance),

*Comité social* (13 séances),

*Comité de coordination* (13 séances),

*Comité de l'assistance technique* (8 séances).

Les comités ci-après se sont également réunis au cours de la quatorzième session:

<sup>26</sup> 574ème séance plénière.

*Comité chargé des organisations non gouvernementales* (8 séances),

*Comité intérimaire du calendrier des conférences* (3 séances).

Plusieurs groupes de travail ont été créés et se sont réunis au cours de la quatorzième session:

*Groupe de travail du Programme élargi d'assistance technique* (13 séances)<sup>27</sup>,

*Groupe de travail du Comité de coordination chargé d'examiner l'ordre de priorité des travaux* (6 séances),

*Groupe de travail du règlement intérieur* (6 séances),

*Groupe de travail pour l'élection des membres du Comité central permanent de l'opium* (1 séance).

Total pour la quatorzième session: 146 séances (non compris les séances de groupes de travail); 172 séances (y compris les séances des groupes de travail).

52. COMITÉS DU CONSEIL

*Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales* (y compris les séances tenues au cours de la quatorzième session):

11 décembre 1951, Paris (1 séance); 8 et 9 avril 1952, New-York (3 séances); 23 et 26 mai, 16 et 23 juin, 3, 18, 24 et 31 juillet 1952, New-York (8 séances).

*Comité intérimaire du calendrier des conférences* (y compris les séances tenues au cours de la quatorzième session):

24 janvier 1952, Paris (1 séance); 8, 23 et 25 juillet 1952, New-York (3 séances).

*Comité provisoire de coordination des ententes internationales relatives au produits de base:*

1er - 3 novembre 1951, Londres.

53. COMITÉS SPÉCIAUX

*Comité spécial des pratiques commerciales restrictives:*

Première session, 29 janvier - 6 février 1952, New-York;

Deuxième session, 28 avril - 9 mai 1952, New-York.

*Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés:*

Première session, 3 - 6 décembre 1951, Genève.

*Comité spécial du travail forcé:*

Première session, 8 octobre-27 octobre 1951, Genève;

Deuxième session, 2 juin-1er juillet 1952, New-York.

*Groupe de travail des insecticides DDT et BHC:*

11-14 février 1952, Genève.

<sup>27</sup> En outre, le Groupe de travail du Programme élargi d'assistance technique a siégé du 25 mars au 4 avril 1952 à New-York (9 séances). Un comité de rédaction du Groupe de travail s'est réuni le 26 mars 1952 (2 séances).

#### 54. COMMISSIONS TECHNIQUES

*Commission des transports et des communications:*  
*Groupe d'experts en matière de signalisation routière:*

Troisième session, 23 juin-18 juillet 1952, New-York.

*Commission de statistique:*

*Sous-Commission des sondages statistiques:*

Cinquième session, 19-31 décembre 1951, Calcutta (Inde).

*Commission des questions sociales:*

Huitième session, 12-29 mai 1952, New-York.

*Commission des droits de l'homme:*

Huitième session, 14 avril-14 juin 1952, New-York.

*Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités:*

Quatrième session, 1er-16 octobre 1951, New-York.

*Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse*<sup>28</sup>:

Cinquième session, 3-21 mars 1952, New-York.

*Commission de la condition de la femme:*

Sixième session, 24 mars-5 avril 1952, Genève.

*Commission des stupéfiants*<sup>29</sup>:

Septième session, 15 avril-9 mai 1952, New-York.

*Comité central permanent de l'opium:*

58ème session, 1er-7 novembre 1951, Genève;

59ème session, 9-13 juin 1952, Genève.

*Organe de contrôle des stupéfiants:*

36ème session, 22-26 octobre 1951, Genève;

37ème session, 18-20 juin 1952, Genève.

<sup>28</sup> Un comité de rédaction du projet de code d'honneur international s'est réuni au cours de la cinquième session, le 13 mars 1952, et a tenu deux séances.

<sup>29</sup> Deux comités de rédaction se sont réunis au cours de la septième session: le Comité de rédaction du projet de convention unique, 21-25 avril 1952 (5 séances) et le Comité de rédaction sur la question de la mastication de la feuille de coca, 30 avril 1952 (1 séance).

<sup>30</sup> Outre les comités de la Commission économique pour l'Europe énumérés ci-après, les sous-comités et groupes de travail dont les noms suivent se sont réunis au cours de la période considérée:

*Comité des problèmes agricoles:* Groupe de travail des normes de qualité des denrées périssables.

*Comité du charbon:* Sous-Comité du marché charbonnier, Sous-Comité des problèmes économiques et techniques, Groupe de travail de l'utilisation, Groupe de travail de la classification, Groupe de travail de la production.

*Comité de l'énergie électrique:* Groupe de travail de l'énergie hydro-électrique, Groupe de travail des statistiques, Groupe de liaison, Groupe d'experts chargés de l'étude de l'électrification rurale, Groupe de travail des interconnexions, Groupe d'experts chargés de recueillir des renseignements sur les installations électriques mises en service, en construction ou en projet, Groupe d'experts chargés de comparer le coût de construction des centrales hydro-électriques, Groupe d'experts chargés des questions juridiques, Groupe d'experts chargés d'examiner l'étude sur les "mouvements de l'énergie électrique à travers les frontières des pays européens".

*Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants:*

Sixième session mixte, 29-31 octobre 1951, Genève;

Septième session mixte, 16-19 juin 1952, Genève.

#### 55. COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

*Commission économique pour l'Europe*<sup>30</sup>  
(du 22 septembre 1951 au 30 juin 1952)

Septième session, 3-18 mars 1952, Genève.

*Comité du charbon:*

Vingt et unième session, 10-11 décembre 1951, Genève;

Vingt-deuxième session, 25-26 janvier 1952, Genève;

Vingt-troisième session, 28 février 1952, Genève;

Vingt-quatrième session, 30 mai 1952, Genève.

*Comité de l'énergie électrique:*

Huitième session, 1er-3 octobre 1951, Genève;

Neuvième session, 23-24 juin 1952, Genève.

*Comité des transports intérieurs:*

Session extraordinaire, 7-11 janvier 1952, Genève.

*Comité de l'acier:*

Neuvième session, 14-15 février 1952, Genève.

*Comité du bois:*

Neuvième session, 2-6 mai 1952, Genève.

*Comité de l'industrie et des produits de base:* Comité pour l'organisation de la recherche dans le domaine du bâtiment, Groupe de travail spécial sur les contrats en matière d'industries mécaniques, Réunion spéciale de rapporteurs sur le financement de l'industrie du bâtiment et de la construction de logements et sur l'investissement de capitaux dans cette industrie et dans cette construction, Groupe de travail des problèmes techniques (logements et bâtiment), Groupe de travail des programmes et des ressources (logements et bâtiment), Réunion spéciale mixte OMS/CEE des fabricants d'insecticides.

*Comité des transports intérieurs:* Sous-Comité des transports routiers, Sous-Groupe de l'équipement des transports routiers sous le régime du froid, Groupe de travail des questions juridiques, Groupe de travail du transport des marchandises dangereuses par la route, Groupe de travail du développement et de l'amélioration des transports de voyageurs et de marchandises par la route, Sous-Groupe des services internationaux de transport de voyageurs par la route, Groupe de travail d'experts en documents statistiques, Groupe de travail du transport des denrées périssables, Groupe de travail des problèmes tarifaires, Groupe de travail de la coordination des transports, Sous-Groupe de la normalisation des emballages et des conditions de transport (denrées périssables), Groupe de travail des containers, Groupe de travail chargé d'établir des scelllements uniformes (transports ferroviaires), Groupe de travail spécial d'experts douaniers (transports routiers), Sous-Groupe d'experts douaniers (Groupe de travail des containers), Groupe de travail des prix de revient et des plans comptables, Groupe de travail de la coordination des transports, Sous-Groupe du transport des denrées périssables par chemin de fer, Groupe de travail mixte chargé de la sécurité aux passages à niveau.

*Comité de l'acier:* Groupe d'experts statisticiens, Groupe de travail de la ferraille.



*Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient*

Huitième session, 29 janvier-8 février 1952, Rangoon (Birmanie).

*Comité de l'industrie et du commerce:*

Quatrième session, 18-26 janvier 1952, Rangoon.

*Sous-Comité du fer et de l'acier:* quatrième session, 15-17 janvier 1952, Rangoon.

*Sous-Comité de l'énergie électrique:* première session, 11, 12 et 14 janvier 1952, Rangoon.

*Groupe de travail de l'artisanat et de la petite industrie:* deuxième session, 28 juillet-1er août 1952, Bangkok.

*Groupe de travail CEAE/O/S/FISE/FAO sur la production et la distribution de DDT:* deuxième session, 6 août 1951, Bangkok.

*Groupe de travail CEAE/O/IT/UNESCO chargé d'étudier les domaines dont le développement économique est entravé par le manque de personnel qualifié:* première session, 27-30 août 1951, Bangalore (Inde).

*Groupe de travail sur la mobilisation des capitaux nationaux:* première session, 20-24 novembre 1951, Bangkok.

*Conférence sur le développement des échanges commerciaux:* première conférence, 9-18 octobre 1951, Singapour.

*Comité des transports intérieurs:*

Première session, 17-22 décembre 1951, Bangkok.

*Groupe de travail des chemins de fer:* première session, 11-15 décembre 1951, Bangkok.

*Groupe de travail chargé de coordonner les travaux des gouvernements concernant l'adoption de la classification type pour le commerce international:* première session, 7-19 janvier 1952, Bangkok.

*Commission économique pour l'Amérique latine*

Comité plénier, 11-14 février 1952, Santiago (Chili).

56. FONDS INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES  
POUR LE SECOURS À L'ENFANCE

*Conseil d'administration:*

8-12 novembre 1951, Paris; 22-24 avril 1952, New-York.

*Comité du programme:*

29 octobre-1er novembre 1951, Paris; 14-17 avril 1952, New-York.

*Comité du budget administratif:*

18 octobre 1951, New-York; 18 avril 1952, New-York.

*Comité mixte FISE/O/S des directives sanitaires:*

9-10 avril 1952, New-York.

*Groupe de travail chargé d'étudier la création d'un comité des appels de fonds:*

8 novembre 1951, Paris; 11 avril 1952, New-York.

*Groupe de travail du Comité du programme chargé d'étudier le programme maximum et le budget limite:*

27 octobre 1951, Paris.

*Comité chargé de la question de l'octroi du statut consultatif au Comité consultatif d'organisations non gouvernementales:*

6 avril 1952, New-York.

**Section VI. — Programme de base pour 1952**

57. Conformément aux termes de la résolution 414 D (XIII), le Conseil a ouvert à Paris, le 18 décembre 1951, la deuxième partie de sa treizième session, afin de formuler, avec le concours du Secrétaire général, un programme de base pour 1952 et de fixer les dates auxquelles commencera l'examen des divers groupes de questions, comme le prévoit l'alinéa 8, d, de la résolution 414 A I (XIII). Le Conseil a examiné<sup>31</sup> une note du Secrétaire général contenant deux projets d'ordre du jour (E/2158 et Corr.1 et Add.1 et 2), ainsi qu'un certain nombre de propositions et de documents de travail relatifs à l'élaboration d'un programme de travail pour 1952 (E/2160, E/2162, E/L.303, E/L.304, E/L.305, E/L.307, E/L.308, E/L.309 et E/L.310<sup>32</sup>). Le Conseil a décidé de tenir en 1952 une session ordinaire unique et il a également pris un certain nombre de décisions relatives à la suppression, à l'ajournement et à la refonte de certains points, ainsi qu'il ressort de l'ordre du jour provisoire (E/2163). Le Conseil a étudié la question des dates auxquelles commencera l'examen des principaux groupes de points connexes de l'ordre du jour pendant la session ordinaire de 1952, et il a invité le Secrétaire général à fixer ces dates après avoir consulté les membres du Conseil.

**Section VII. — Modification du règlement intérieur du Conseil et de ses organismes subsidiaires**

LE CONSEIL ET SES COMMISSIONS TECHNIQUES

58. A sa treizième session, le Conseil avait adopté la résolution 414 (XIII) intitulée "Organisation et fonctionnement du Conseil et de ses commissions". Par cette résolution, il invitait le Secrétaire général à préparer et à présenter au Conseil, à sa quatorzième session, un projet indiquant les modifications à apporter au règlement intérieur du Conseil pour le mettre en harmonie avec les dispositions de la résolution.

59. A sa quatorzième session, le Conseil a donc été saisi par le Secrétaire général d'un document contenant des projets d'articles révisés (E/2212, A), d'un texte remanié de l'article 33 (E/2274), comme suite à la résolution 533 C (VI) de l'Assemblée générale

<sup>31</sup> 565ème à 568ème séances plénières.

<sup>32</sup> On trouvera au paragraphe 97 un exposé sur la question connexe du programme des conférences.

relative à l'ordre de priorité et aux incidences financières des projets nouveaux<sup>33</sup>, de projets d'articles nouveaux fondés sur les recommandations que le Conseil a formulées au paragraphe 39 de l'annexe à la résolution 402 (XIII) en ce qui concerne les méthodes de consultation avec les institutions spécialisées (E/2212, B), et de suggestions touchant les modifications à apporter aux articles du règlement intérieur du Conseil qui concernent les comptes rendus des séances (E/2212).

60. Le Conseil a confié à un groupe de travail<sup>34</sup> le soin d'étudier ces divers projets et, par sa résolution 456 (XIV), il a pris les décisions ci-après, avec effet à compter du 1er août 1952<sup>35</sup>.

61. En ce qui concerne les modifications du règlement intérieur découlant de la résolution 414 (XIII), le Conseil a pris, notamment, les décisions suivantes :

62. *Sessions.* — L'article premier dispose que le Conseil se réunit deux fois par an en session ordinaire, la première de ces sessions devant s'ouvrir à une date aussi proche du premier mardi d'avril et la deuxième à une date aussi rapprochée de l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale que le permettent les nécessités d'ordre administratif ; la deuxième session est close six semaines au moins avant l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale et elle est reprise, pour un petit nombre de séances, pendant la session ordinaire de l'Assemblée générale ou peu de temps après (article 2).

63. *Ordre du jour.* — Le Conseil a modifié les articles 9 à 16 de son règlement intérieur qui ont trait à l'établissement et à l'examen de l'ordre du jour provisoire et à l'adoption de l'ordre du jour définitif. L'article 9 prévoit que le Conseil formule chaque année un programme de travail de base. Les articles 10 à 12 ont trait, respectivement, à l'établissement, par le Secrétaire général, d'un ordre du jour provisoire, à l'examen de cet ordre du jour par le Conseil au cours de la session qui précède celle à laquelle se rapporte l'ordre du jour provisoire, et à la communication de ce document aux États, personnalités et organismes intéressés. L'article 13 régit l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour, les articles 14 et 15 se rapportent à l'adoption de l'ordre du jour définitif par le Conseil. L'article 16 concerne les sessions extraordinaires et l'article 17 traite des modifications qui peuvent être apportées à l'ordre du jour au cours d'une session.

64. A propos de l'article 10 de son règlement intérieur, le Conseil a été saisi d'une proposition (E/L.417)<sup>36</sup> tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article qui est ainsi conçu : "Lorsque le Comité [ONG] rejette une demande présentée par une organisation non gouvernementale en vue de faire inscrire une question à l'ordre du jour provisoire du Conseil, sa

décision est sans appel." On a fait valoir que seul le Conseil lui-même, à l'exclusion de tout organe subsidiaire de composition restreinte, pouvait se prononcer sur l'inscription d'une question à l'ordre du jour. La proposition a cependant été rejetée, la plupart des membres du Conseil étant convenus qu'il est préférable que le Conseil, afin d'organiser au mieux ses travaux, soit en mesure de déléguer ses pouvoirs à l'un de ses comités.

65. *Consultations avec les institutions spécialisées.* — Le Conseil a adopté deux articles nouveaux, les articles 80 et 81, qui prévoient que toutes propositions relatives à des études, réunions ou programmes qui intéressent plus d'une institution spécialisée feront l'objet de consultations entre l'Organisation et les institutions intéressées, afin que soit assurée l'utilisation complète et coordonnée des ressources des diverses organisations. Ces deux articles nouveaux donnent suite à la recommandation que le Comité administratif de coordination avait formulée en exécution de la résolution 324 (XI) du Conseil et que le Conseil avait approuvée par sa résolution 402 (XIII)<sup>37</sup>.

66. *Comptes rendus.* — Sur la proposition du Secrétaire général, le Conseil a adopté un texte révisé de l'article 43 relatif aux comptes rendus. Désormais, les participants à une séance disposeront d'un délai de trois jours ouvrables, au lieu de quarante-huit heures, pour soumettre des corrections aux comptes rendus provisoires de la séance aux fins d'établissement du texte définitif. Le nouvel article dispose qu'il ne sera pas publié normalement de corrigendum. A sa huitième session, le Conseil avait décidé de se passer de comptes rendus sténographiques pour ses séances. Cette pratique ayant donné satisfaction, le Conseil a remanié son règlement intérieur en conséquence et il a prévu (article 46) l'enregistrement sonore de ses séances plénières ainsi que des séances où il siège en comité.

67. *Incidences financières des décisions prises par le Conseil.* — Le Conseil a examiné les méthodes en vigueur pour l'examen des incidences financières de ses décisions et il a révisé l'article 33 de son règlement intérieur. On trouvera un exposé complet de la question dans la section I du chapitre IX.

68. *Langues\**. — Le Conseil a été saisi<sup>38</sup> d'une proposition des délégations de l'Argentine, de Cuba, du Mexique et de l'Uruguay tendant à modifier le règlement intérieur de manière à faire de l'espagnol une des langues de travail du Conseil et de ses commissions techniques. Les délégations de la Pologne et de la Chine ont également proposé, respectivement, que le Conseil adopte le russe et le chinois comme langues de travail. Un des membres du Conseil a demandé que le Conseil n'utilise qu'une seule langue de travail. Le Conseil a également été saisi par le Secrétaire général d'un état estimatif des incidences financières de ces propositions<sup>39</sup>. Par sa résolution 456 C (XIV), le

<sup>33</sup> Voir le chapitre IX, section I.

<sup>34</sup> Ce groupe de travail se composait des pays suivants : Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, France, Iran, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie ; voir 573ème séance plénière.

<sup>35</sup> 642ème, 644ème, 650ème, 651ème, 652ème, 654ème et 664ème séances plénières ; voir également E/L.364, E/L.364/Corr.1, E/L.364/Add.1, E/L.417, E/L.421, E/L.425, E/L.426, E/L.428 et E/L.433/Rev.1. Le texte des articles révisés est annexé à la résolution 456 (XIV). Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 1*.

<sup>36</sup> Voir le compte rendu de la 650ème séance plénière, par. 20.

<sup>37</sup> Voir également le chapitre VII, par. 655.

<sup>38</sup> 642ème, 644ème, 650ème, 651ème, 652ème et 654ème séances plénières.

<sup>39</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 35 de l'ordre du jour, E/L.364/Add.1 et E/L.425/Add.1.

\* Cette question fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Conseil, considérant que la résolution 2 (I) de l'Assemblée générale lui recommande d'adopter comme langues de travail l'anglais et le français, et que l'Assemblée générale, par sa résolution 262 (III), a adopté l'espagnol comme une de ses langues de travail, a transmis à l'Assemblée générale, avec avis favorable, la question de l'adoption de l'espagnol comme troisième langue de travail du Conseil et de ses commissions techniques.

69. *Commissions techniques.* — Le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil n'a pas été modifié.

## COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

### *Date et lieu des prochaines sessions*

70. A sa treizième session, le Conseil, par sa résolution 414 C.I (XIII), paragraphe 4, avait recommandé que les commissions économiques régionales remanient leur règlement intérieur de manière qu'il appartienne au Conseil de décider, sur la recommandation des commissions, du lieu et de la date de leurs sessions.

### *Commission économique pour l'Europe*

71. A sa septième session, la CEE, après avoir examiné la recommandation du Conseil, a déclaré, qu'à son avis, la pratique qu'elle suivait pour fixer les dates de ses sessions donnait satisfaction aux gouvernements participants et contribuait à assurer la coordination nécessaire des programmes de réunions de tous les organismes des Nations Unies; elle a exprimé l'espoir que l'on continuerait à l'avenir de prendre les dispositions nécessaires selon les mêmes modalités<sup>40</sup>.

### *Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient*

72. A sa huitième session, la Commission a décidé<sup>41</sup> d'apporter à l'article premier et à l'article 2 de son règlement intérieur, pour ce qui est de la date et du lieu de ses sessions, des modifications conformes à la recommandation du Conseil<sup>42</sup>.

### *Commission économique pour l'Amérique latine*

73. La CEPAL, siégeant en comité plénier, a pour sa part adopté une résolution modifiant l'article premier et l'article 2 de son règlement intérieur en ce qui concerne le lieu et la date de ses sessions<sup>43</sup>. Voici le nouveau texte que la Commission a adopté pour ces articles:

#### *"Article premier*

"a) La Commission devra, à chaque session, en accord avec le Secrétaire général, proposer la date et le lieu de la session suivante, cette proposition restant sujette à l'approbation du Conseil, et ceci en accord avec le Secrétaire général. Les sessions de la Commission auront également lieu dans les quarante-cinq jours de la communication faite au Secrétaire exécutif d'une demande à cet effet par le Conseil économique et social, et, dans ce cas, le

Secrétaire général fixera le lieu de telles sessions en consultation avec le Président de la Commission.

"b) Dans des cas spéciaux, la date et le lieu des sessions pourront être modifiés par le Secrétaire général en accord avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences. A la demande de la majorité des membres de la Commission, le Secrétaire général, en accord avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences, pourra également modifier la date et le lieu de la session

#### *"Article 2*

"Les recommandations de la Commission concernant le lieu de réunion de chaque session devront observer le principe suivant lequel tous les pays de l'Amérique latine doivent être choisis à tour de rôle."

### *Langues*

74. A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi d'une recommandation de la CEPAL le priant d'étudier la possibilité d'adopter le portugais comme langue officielle et langue de travail de la Commission<sup>44</sup>. Le Secrétaire général a informé le Conseil des incidences financières de cette proposition (E/2185/Add.1)<sup>45</sup>. Le Conseil a jugé qu'il s'agissait là surtout d'une question financière et que c'était à l'Assemblée générale et à la Cinquième Commission qu'il appartenait de se prononcer. Cependant, les membres du Conseil n'ont pas fait d'objections à ce que le portugais soit employé comme langue officielle et langue de travail à la prochaine session de la Commission qui doit se tenir à Rio-de-Janeiro, puisque aucune dépense supplémentaire n'en résulterait pour l'Organisation des Nations Unies<sup>46</sup>.

75. A sa septième session, la CEE a adopté une résolution<sup>47</sup> par laquelle, après avoir rappelé qu'en vertu de l'article 40 de son règlement intérieur, l'anglais, le français et le russe sont ses langues de travail, elle invitait son Secrétaire exécutif à informer les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies qu'il était nécessaire de prendre d'urgence des mesures propres à assurer l'application intégrale dudit article, y compris les mesures provisoires qui pourraient s'imposer en vue de remédier dans les plus brefs délais à la situation existante. Au cours du débat sur le rapport de la CEE<sup>48</sup>, plusieurs membres du Conseil ont fait observer que le Conseil et l'Assemblée générale avaient déjà ratifié la décision de la Commission, de sorte que le Conseil n'avait pas à se prononcer de nouveau en la matière, mais que le Bureau européen de l'Organisation des Nations Unies devrait avoir les moyens d'assurer l'application intégrale de l'article 40 du règlement intérieur de la Commission.

### *Relations avec les organisations non gouvernementales*

76. Comme suite à la résolution 414 C.I (XIII) du Conseil relative au régime des consultations avec les

<sup>40</sup> Voir: Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 5, par. 150.

<sup>41</sup> Ibid., Supplément No 3, par. 150.

<sup>42</sup> Ibid., Supplément No 3, partie IV.

<sup>43</sup> Ibid., Supplément No 2, résolution 40.

<sup>44</sup> Voir: Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 2, résolution 41.

<sup>45</sup> Ibid., Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

<sup>46</sup> 596ème séance plénière.

<sup>47</sup> Ibid., Supplément No 5, page 23.

<sup>48</sup> 594ème et 596ème séances plénières.

organisations non gouvernementales, la CEE a examiné<sup>49</sup>, à sa septième session, s'il y avait lieu de réviser les articles de son règlement intérieur qui ont trait aux consultations régies par la résolution 288 (X) du Conseil. La Commission a constaté que son règlement intérieur, tel qu'il est présentement appliqué, est conforme à l'esprit des principes énoncés par le Conseil économique et social.

77. A sa huitième session, la CEAEO a examiné la même résolution du Conseil et elle a décidé de modifier les articles de son règlement intérieur relatifs au régime des consultations avec les organisations non gouvernementales pour les mettre en harmonie avec les règles établies par le Conseil pour les commissions techniques<sup>50</sup>.

78. Le Comité plénier de la CEPAL, pour sa part, a pris acte de la résolution du Conseil et décidé de renvoyer à la cinquième session de la Commission toute décision relative au remaniement des articles du règlement intérieur qui ont trait aux organisations non gouvernementales<sup>51</sup>.

#### *Droit de vote à la Commission économique pour l'Europe*

79. Par sa résolution 414 C.II (XIII), le Conseil avait décidé que la CEE pouvait admettre, à titre consultatif, des nations européennes non membres de l'Organisation des Nations Unies et déterminer elle-même les conditions dans lesquelles ces nations pourraient participer à ses travaux, en se prononçant notamment sur la question du droit de vote au sein de ses organes subsidiaires, et il avait modifié en conséquence le mandat de la Commission. Comme suite de cette décision du Conseil, la CEE, à sa septième session, a adopté une résolution par laquelle elle demande à ses organes subsidiaires d'accorder le droit de vote aux nations européennes non membres de l'Organisation des Nations Unies qu'elle a admises à participer à ses travaux. Par la même occasion, la Commission a décidé de faire savoir au Conseil, dans son rapport annuel, qu'elle avait pris acte du fait que l'avis du Conseil économique et social sur l'octroi du droit de vote, au sein de la Commission, à des pays non membres de l'Organisation des Nations Unies, ne valait que "pour le moment", et qu'elle en concluait que le Conseil économique et social suivait la question de près, en tenant compte de l'importance que revêt le problème de l'égalité de statut entre tous les pays qui participent aux travaux de la Commission. La Commission a ajouté qu'un certain nombre de délégations à sa septième session avaient exprimé le vœu de voir le Conseil accorder le plus tôt possible le droit de vote au sein de la Commission elle-même aux pays qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies<sup>52</sup>.

80. A sa quatorzième session, le Conseil a étudié la question<sup>53</sup>. Plusieurs de ses membres se sont déclarés en faveur d'un projet de résolution (E/L.354)<sup>54</sup> qui

demandait au Conseil d'accorder le droit de vote, au sein de la Commission, aux Etats non membres des Nations Unies qui, à l'heure actuelle, participent activement, à titre consultatif, aux travaux de la Commission. Ils ont rappelé qu'à sa treizième session, le Conseil avait autorisé la CEE à octroyer à ces Etats le droit de vote au sein de ses organes subsidiaires, et ils ont fait valoir qu'il ne serait que logique d'adopter le projet de résolution si l'on voulait assurer l'égalité de statut entre tous les Etats qui participent aux travaux de la Commission. D'autres membres du Conseil, au contraire, ont soutenu que la question soulevait un problème plus vaste, celui des prérogatives attachées à la qualité de Membres de l'Organisation des Nations Unies, et que le droit de vote au sein de la Commission devait être réservé aux Membres des Nations Unies qui assument leur part des dépenses de cet organisme. Le Conseil a rejeté le projet de résolution dont il était saisi.

#### **Section VIII. — Question de la représentation de la Chine au Conseil et dans ses organes subsidiaires**

81. A la première session extraordinaire du Conseil le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté<sup>55</sup> un projet de résolution ainsi conçu :

*"Le Conseil économique et social*

*"Décide :*

"a) D'exclure du Conseil le représentant du groupe du Kuomintang ;

"b) D'inviter le représentant du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine à siéger au sein du Conseil comme représentant du peuple chinois."

82. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et plusieurs autres représentants ont fait valoir que leurs gouvernements considéraient le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine comme le gouvernement légitime de la Chine et que les seuls représentants légitimes du peuple chinois étaient les représentants désignés par ce gouvernement. En revanche, d'autres représentants ont déclaré que le Gouvernement communiste chinois manifestait dans sa conduite internationale, et notamment en Corée, un mépris flagrant pour les principes soutenus par les Nations Unies et qu'il n'y avait pas lieu d'examiner la proposition tendant à exclure le représentant du Gouvernement national chinois.

83. Sur la proposition du représentant des Etats-Unis d'Amérique, le Conseil a décidé, conformément à l'article 49 du règlement intérieur, d'ajourner *sine die* tout débat sur la question de la représentation de la Chine.

84. A la quatorzième session du Conseil<sup>56</sup>, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

<sup>49</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 5, résolution 3.*

<sup>50</sup> *Ibid.*, Supplément No 3, par. 150 et page 23.

<sup>51</sup> *Ibid.*, Supplément No 2, par. 140.

<sup>52</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 2, par. 149 et résolution 1.*

<sup>53</sup> 594ème, 595ème et 596ème séances plénières.

<sup>54</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.*

<sup>55</sup> 569ème séance plénière.

<sup>56</sup> 570ème séance plénière.

a présenté un projet de résolution analogue (E/L.353). Le représentant des Etats-Unis a de nouveau demandé, en vertu de l'article 49 du règlement intérieur, que le débat sur la question de la représentation de la Chine soit ajourné pour la durée de la quatorzième session. La motion du représentant des Etats-Unis a été adoptée.

85. Le 8 avril 1952, devant le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un projet de résolution analogue et fait une déclaration à ce sujet. Le Président a estimé que la proposition du représentant de l'URSS était de la compétence du Comité. Toutefois, le représentant des Etats-Unis a contesté la décision du Président, en vertu de l'article 48 du règlement intérieur, et la décision du Président n'a pas été maintenue<sup>87</sup>.

86. Des motions analogues ont été déposées devant les commissions techniques énumérées plus bas. Les présidents de ces organes, pour décider que leurs commissions n'avaient pas autorité pour modifier leur composition, ont invoqué le mandat des commissions techniques où il est prévu que ces commissions (à l'exception de la Commission des stupéfiants dont les membres sont des Etats) se composent de représentants d'Etats Membres des Nations Unies choisis par le Conseil; le Secrétaire général consulte les gouvernements ainsi choisis avant qu'ils désignent définitivement leurs représentants et que ces nominations soient confirmées par le Conseil.

87. *Commission des droits de l'homme* (huitième session), 14 avril 1952 (E/CN.4/L.20, E/CN.4/SR.252). — Le Président a décidé que le projet de résolution du représentant de l'Union soviétique était irrecevable, étant donné que la Commission n'avait pas compétence pour prendre une décision au sujet de la représentation d'un Etat à l'Organisation des Nations Unies. La Commission a maintenu la décision du Président.

88. *Commission des questions sociales* (huitième session), 12 mai 1952 (E/CN.5/L.154, E/CN.5/SR.176). — Le Président a décidé que la Commission n'avait pas compétence pour se prononcer sur la question soulevée par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La Commission a maintenu la décision du Président.

89. *Commission de la condition de la femme* (sixième session), 24 mars 1952 (E/CN.6/SR.101). — Le Président par intérim a rappelé que, dans sa résolution 396 (V), l'Assemblée générale avait recommandé que, si une question relative à la représentation d'un Etat Membre à l'Organisation des Nations Unies venait à se poser, cette question soit examinée par l'Assemblée générale ou, si l'Assemblée générale n'est pas en session, par sa Commission intérimaire; il a déclaré que la Commission n'avait donc pas compétence pour prendre une décision sur la motion d'ordre soulevée par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et il a mis aux voix une motion selon laquelle la Commission décidait de se conformer à la résolution 396 (V) de l'Assemblée générale. La motion a été adoptée.

90. *Commission des stupéfiants* (septième session), 15 avril 1952 (E/CN.7/SR.156). — Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a proposé que la Commission ajourne jusqu'à sa prochaine session tout autre débat sur la question de la représentation de la Chine, soulevée par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La motion des Etats-Unis a été adoptée.

91. *Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités* (quatrième session), 1er octobre 1951 (E/CN.4/Sub.2/L.1, E/CN.4/Sub.2/R.64). — Après avoir été saisie d'une motion réclamant l'exclusion du représentant de la Chine, la Sous-Commission a adopté une proposition où elle déclarait n'avoir pas autorité pour discuter de propositions tendant à exclure l'un de ses membres.

92. La question de la représentation de la Chine a été soulevée aussi à la huitième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, le 29 janvier 1952 (E/CN.11/344). La Commission a ajourné le débat, considérant qu'elle serait malvenue à discuter d'une question dont l'Assemblée générale se trouvait saisie.

93. A la 90ème séance du Conseil d'administration du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, le 22 avril 1952, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté à nouveau une motion analogue concernant la représentation de la Chine au Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a adopté une motion d'ajournement du débat sur cette question (E/ICEF/SR.90).

#### **Section IX. — Admission du Japon comme membre associé de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient**

94. A la reprise de sa treizième session, le Conseil a été saisi d'une proposition du Pakistan tendant à inscrire à son ordre du jour la question supplémentaire: "Mandat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient: admission du Japon comme membre associé"<sup>88</sup>. Le Conseil a décidé de faire figurer à l'ordre du jour de la reprise de la treizième session le projet de résolution du représentant du Pakistan (E/L.306), mais il a ensuite adopté une motion tendant à ajourner la discussion de ce projet.

95. A sa huitième session, la Commission était saisie d'une demande d'admission du Japon comme membre associé. La Commission a adopté une résolution<sup>89</sup> dans laquelle elle reconnaît l'importance des possibilités économiques du Japon et la nécessité d'assurer une coopération économique plus étroite entre le Japon et les pays de la région; recommande au Conseil d'apporter au mandat de la Commission les modifications nécessaires pour lui permettre de comprendre le Japon dans la région de la CEAE, et décide d'admettre le Japon en qualité de membre associé de la Commission si le Conseil accepte cet amendement.

<sup>87</sup> 112ème séance du Comité ONG du Conseil.

<sup>88</sup> 568ème séance plénière.

<sup>89</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 3, quatrième partie.*

96. Par sa résolution 419 (XIV), le Conseil a pris acte de la recommandation de la Commission et il a apporté au mandat de la CEAEO les amendements appropriés<sup>60</sup>. Le Japon est donc devenu membre associé de la Commission.

## Section X. — Programme des conférences

### PROGRAMME DES CONFÉRENCES POUR 1952

97. A la reprise de sa treizième session, à Paris, le Conseil a étudié son programme de base pour 1952 et décidé de ne tenir qu'une session en 1952, en raison des circonstances spéciales dues à la prolongation de la sixième session ordinaire de l'Assemblée générale<sup>61</sup>.

98. La première session extraordinaire du Conseil a été convoquée en application de la résolution 549 (VI) adoptée par l'Assemblée générale, le 5 février 1952; elle s'est tenue au siège, le 24 mars 1952<sup>62</sup>.

99. A sa quatorzième session, le Conseil a pris un certain nombre de décisions modifiant le programme des conférences pour 1952. Le 1er juillet 1952, le Conseil a approuvé une proposition du Secrétaire général tendant à réunir la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, du 22 septembre au 9 octobre 1952<sup>63</sup>. Le 11 juillet 1952, le Conseil a approuvé des recommandations du Comité intérimaire du calendrier des conférences invitant le Secrétaire général à étudier la possibilité de convoquer à Genève, le 8 septembre 1952, la troisième session du Comité spécial des pratiques commerciales restrictives<sup>64</sup>. En approuvant son calendrier des conférences pour 1953, le Conseil a ajourné jusqu'au 2 février 1953<sup>65</sup> la session de la Commission de statistique qui avait été provisoirement fixée à décembre 1952.

### PROGRAMME DES CONFÉRENCES POUR 1953

100. A sa quatorzième session, le Conseil a approuvé, sous sa forme remaniée, le calendrier des conférences pour 1953 (E/2316)<sup>66</sup> que le Secrétaire général lui avait soumis après avoir consulté le Comité intérimaire du calendrier des conférences. Le 24 juillet 1952, le Conseil a décidé<sup>67</sup> de tenir sa seizième session à Genève, à partir du 30 juin 1953.

101. Le Conseil a décidé que la Commission des droits de l'homme tiendrait sa prochaine session à Genève, à partir du 6 avril 1953.

102. Le Conseil a décidé que la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient tiendrait sa session de 1953 à Bandoeng (Indonésie), à partir du 6 février et que la session de la Commission économique pour l'Amérique latine s'ouvrirait à Rio-de-Janeiro (Brésil), le 6 avril.

<sup>60</sup> 597ème séance plénière.

<sup>61</sup> 565ème à 658ème séances plénières.

<sup>62</sup> 569ème séance plénière; voir E/2177 et Corr.1.

<sup>63</sup> 627ème séance plénière.

<sup>64</sup> 640ème séance plénière.

<sup>65</sup> Voir la note relative au paragraphe 28 pour toutes indications utiles sur la prolongation du mandat des représentants à la Commission.

103. Le calendrier des conférences pour 1953, approuvé par le Conseil, figure à l'annexe III du présent rapport.

### PROGRAMME DES CONFÉRENCES AU SIÈGE ET À GENÈVE

104. Dans sa résolution 534 (VI), l'Assemblée générale priait le Secrétaire général, après consultation avec les directeurs généraux des institutions spécialisées et les principaux organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies, de préparer et de soumettre à l'Assemblée générale, à sa septième session, un schéma de base annuel des conférences à Genève, qui permettrait d'utiliser les facilités disponibles de la façon la plus efficace et de réaliser éventuellement des économies sur le montant global des dépenses de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Comme suite à cette résolution, le Conseil a décidé d'ajouter à son ordre du jour un point 49 intitulé: "Programme des conférences au siège et à Genève"<sup>68</sup>. A ce propos, le Conseil a été saisi d'un mémoire présenté par le Secrétaire général au Conseil économique et social et au Conseil de tutelle concernant le programme des conférences au siège et à Genève (E/2298)<sup>69</sup>.

105. Le représentant du Secrétaire général a fait observer que le plus économique et le plus commode du point de vue administratif serait de tenir au siège toutes les sessions du Conseil et de ses commissions techniques; pour des raisons techniques, et notamment à cause des locaux disponibles, les seules périodes pendant lesquelles ces sessions pourraient avoir lieu à Genève sont février-mars et juillet-août. Les sessions hors du siège entraîneront toujours des dépenses supplémentaires pour le transport et les indemnités de déplacement du personnel des services organiques et de certaines catégories de personnel technique dont les services sont nécessaires. Toutefois, en établissant un schéma fixe pour les conférences à tenir à Genève, on éviterait dans toute la mesure possible que des sessions d'organes des Nations Unies ayant leur siège à New-York n'aient lieu en même temps que celles d'institutions spécialisées; on pourrait répartir judicieusement le personnel entre le siège et Genève, réduire les dépenses au titre du personnel temporaire et mieux coordonner les services communs.

106. Plusieurs délégations<sup>70</sup> ont exprimé l'avis qu'il ne faudrait pas, par souci d'économie, risquer de compromettre la qualité et la productivité du travail. Si toutes les conférences devaient se tenir à New-York — plusieurs d'entre elles ayant parfois lieu simultanément — les services du siège seraient surchargés de travail et les résultats, à certains égards, ne seraient pas satisfaisants, comme on avait pu le constater au cours de la présente session du Conseil. Ces représentants ont fait valoir que le Conseil, dans l'examen des prévisions de dépenses comparées, ne devait pas perdre de vue la nécessité d'assurer le meilleur rendement possible. A leur avis, il serait antiéconomique

<sup>66</sup> 664ème séance plénière.

<sup>67</sup> 657ème séance plénière.

<sup>68</sup> 653ème séance plénière.

<sup>69</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 36 et 49 de l'ordre du jour.

<sup>70</sup> 663ème et 664ème séances plénières.

de n'utiliser les locaux du Palais des Nations à Genève que dans une faible mesure qui ne justifie pas les dépenses d'entretien que l'Organisation aura de toute façon à sa charge. Un plan d'utilisation rationnelle des locaux de New-York et de Genève permettrait de recruter à titre permanent le personnel nécessaire qui serait judicieusement réparti et d'éviter l'engagement de personnel temporaire. Certains représentants ont également déclaré que le Conseil devrait se manifester dans tous les pays et se réunir non seulement à Genève, mais aussi dans d'autres centres. Selon d'autres avis, il ne fallait pas prendre de décision de principe avant d'avoir étudié plus à fond la question.

107. D'autres délégations ont soutenu qu'il fallait tenir au siège le plus grand nombre de séances possible, afin d'obtenir un rendement maximum et d'économiser

des fonds qui pourraient être affectés à des programmes pratiques, tels que le programme d'assistance technique, ou qui permettraient de réunir certaines sessions dans d'autres régions. A leur avis, il y aurait intérêt à ménager une certaine souplesse dans le programme des conférences.

108. Le Conseil a adopté la résolution 458 (XIV) dans laquelle il déclare qu'il est souhaitable d'utiliser, autant que cela est pratiquement réalisable, le siège de New-York et le Bureau de Genève en vue d'assurer le fonctionnement le plus efficace et le plus économique du Conseil ainsi que de ses organes subsidiaires, et invite le Secrétaire général, lorsqu'il préparera des schémas de base pour les conférences, afin de les soumettre à l'Assemblée générale à sa prochaine session ordinaire, à tenir dûment compte des opinions émises à ce sujet à la quatorzième session du Conseil.

## Annexe I

### RESOLUTIONS ET DECISIONS DU CONSEIL

#### *Reprise de la treizième session*

##### *Décisions*

Session du Conseil en 1952;

Autres modifications apportées au calendrier des conférences pour 1952;

Ordre du jour provisoire de la session ordinaire de 1952

#### *Quatorzième session*

Résolution 418 (XIV). Rapport de la Commission économique pour l'Europe;

Résolution 419 (XIV). Rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient;

Résolution 420 (XIV). Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine;

Résolution 445 I (XIV). Commission de la condition de la femme: sessions de la Commission;

Résolution 456 (XIV). Modification du règlement intérieur du Conseil économique et social;

Résolution 457 (XIV). Elections: renouvellement d'une partie des membres de la Commission de statistique;

Résolution 458 (XIV). Programme des conférences au siège et à Genève.

##### *Décisions*

Election du Président;

Réfugiés: revision de la composition du Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

Stupéfiants: approbation de la nomination du Secrétaire du Comité central permanent de l'opium;

Calendrier des conférences pour 1953;

Election de membres du Conseil d'administration du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance;

Election des membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales pour 1953;

Election des membres du Comité central permanent de l'opium;

Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil;

## Annexe II

### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES DU CONSEIL ET DE SES COMITES

On trouvera ci-après, pour les séances tenues par le Conseil et ses comités pendant la quatorzième session, l'indication des

comptes rendus analytiques qui se rapportent aux questions traitées dans les différentes sections du présent chapitre:

#### *Section I. — Composition du Conseil:*

569ème séance plénière.

#### *Section II. — Bureau du Conseil:*

570ème séance plénière.

#### *Section III. — Organes subsidiaires du Conseil:*

323, 436, 597, 634, 657, 658 et 669ème séances plénières;

101ème séance du Comité de coordination;

21ème séance du Comité de l'assistance technique.

#### *Section IV. — Comité central permanent de l'opium:*

658ème, 666ème et 574ème séances plénières.

#### *Section VI. — Programme de base pour 1952:*

565 à 568ème séances plénières.

#### *Section VII. — Modification du règlement intérieur du Conseil et de ses organes subsidiaires:*

573, 594, 595, 596, 642, 644, 650, 651, 652, 654 et 664ème séances plénières.

#### *Section VIII. — Question de la représentation de la Chine au Conseil et dans ses organes subsidiaires:*

569ème et 570ème séances plénières;

112ème séance du Comité ONG.

#### *Section IX. — Admission du Japon comme membre associé de la CEAEO:*

568ème et 597ème séances plénières.

#### *Section X. — Programme de conférences:*

565, 566, 567, 568, 569, 627, 640, 653, 657, 663 et 664ème séances plénières.

## Annexe III

### EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU CONSEIL OU À SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Fédération syndicale mondiale:

Reprise des travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 620ème séance plénière.

## Chapitre II

### QUESTIONS ECONOMIQUES GENERALES\* 1

#### Section I. — Situation de l'économie mondiale

DOCUMENTATION PRÉSENTÉE AU CONSEIL, LORS DE SA QUATORZIÈME SESSION, AU SUJET DE LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

109. A sa quatorzième session, le Conseil a procédé, comme chaque année, à l'examen de la situation de l'économie mondiale<sup>2</sup> conformément à la recommandation formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 118 (II). Les débats du Conseil ont eu principalement pour base le rapport du Secrétaire général sur la situation économique mondiale intitulé *Rapport sur l'économie mondiale, 1950-1951* (E/2193/Rev.1)<sup>3</sup> qui a été complété par une étude détaillée intitulée *Changements survenus dans la production au cours des dernières années* (E/2193/Add.1)<sup>4</sup>.

110. Le rapport fait observer qu'en 1951 — la première année entière qui ait été marquée par un effort général de réarmement — le monde a produit davantage qu'au cours de l'une quelconque des années précédentes. L'accroissement absolu de la production globale entre 1950 et 1951 ayant été plus important que celui de la production de matériel de guerre, l'offre globale de biens destinés au secteur civil a augmenté dans le monde.

111. Dans les pays développés dont l'économie est fondée sur l'entreprise privée, la production s'est considérablement accrue entre le milieu de 1950 et le milieu de 1951; toutefois, en raison d'un ralentissement de la demande, la production de biens de consommation a diminué au cours du deuxième semestre de 1951 et au début de l'année 1952. Bien que des augmentations brusques des prix des matières premières aient provoqué dans ces pays une hausse générale, les salaires en espèces ont, dans l'ensemble, suivi le mouvement du coût de la vie.

112. Dans les pays dont l'économie est soumise à une planification centralisée, la production et la consommation ont également augmenté au cours des années 1950 et 1951, mais l'accroissement de la consommation

est resté inférieur à celui de la production. Dans un certain nombre de ces pays, la cadence rapide de l'industrialisation, jointe à des récoltes médiocres, a engendré une pénurie de denrées alimentaires; dans d'autres pays, toutefois, l'accroissement de la production des biens de consommation a permis de réduire les prix des marchandises mises à la disposition des consommateurs.

113. La production s'est également accrue dans beaucoup de pays insuffisamment développés entre 1950 et 1951, mais en général dans des proportions moindres que dans l'ensemble du monde. En même temps, le quantum et les prix des exportations de ces pays ont accusé un mouvement de hausse par suite de l'accroissement de la demande des pays industrialisés, particulièrement entre le milieu de 1950 et le milieu de 1951.

114. Les principaux facteurs de l'évolution du commerce international et des paiements internationaux en 1951 ont été un renversement de la tendance antérieure vers une réduction des déficits dans les transactions avec la zone dollar, accompagné d'une tension considérable de la situation de la balance des paiements de l'Europe occidentale vers la fin de 1951. Bien que la plupart des pays de l'Europe aient amélioré la situation de leur balance des paiements en 1951, il est apparu, au début de 1952, que les difficultés rencontrées par certains d'entre eux, qui ont amené les autorités à remettre certaines restrictions en vigueur, risquaient d'avoir des répercussions sensibles dans d'autres pays.

115. Au cours de l'année 1951, les échanges de presque tous les pays dont l'économie est soumise à une planification centralisée ont été de plus en plus marqués par le relâchement croissant de leurs relations commerciales avec une grande partie du reste du monde. Toutefois, comme la production de ces pays a augmenté, le volume de leurs échanges mutuels s'est accru.

116. En 1951 s'est de nouveau affirmé le caractère d'instabilité exceptionnelle qui est le propre des balances des paiements des pays producteurs de matières premières. L'accroissement des exportations et l'évolution favorable du rapport des échanges a permis aux pays insuffisamment développés d'importer en 1951 davantage de biens d'équipement et de biens de

\* Le développement économique des pays insuffisamment développés figure à l'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée générale en tant que point distinct, comprenant les alinéas suivants: financement du développement économique des pays insuffisamment développés; méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde; réforme agraire; assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés. Les résolutions pertinentes du Conseil sont énumérées dans l'annexe I du présent chapitre. La résolution du Conseil 433 B (XIV), "Programme élargi d'assistance technique", appelle une décision de la part de l'Assemblée générale, à laquelle elle recommande de prendre sans retard les dispositions voulues pour solliciter et recevoir les promesses de contributions des gouvernements, et qu'elle prie d'approuver, au début de sa septième session, les dispositions financières que la résolution indique.

<sup>1</sup> Toutes les questions d'ordre économique ont été groupées dans le présent chapitre à l'exception de celles qui se rapportent directement au développement économique des pays insuffisamment développés et qui sont traitées à part dans le chapitre III.

<sup>2</sup> 589ème à 594ème et 598ème à 601ème séances plénières.

<sup>3</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1952. II.C.4.

<sup>4</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1952. II.C.1.



consommation. Cependant, dans les derniers mois de 1951, les recettes en devises étrangères de ces pays ont diminué par suite d'un fléchissement de la demande extérieure et, dans un certain nombre de ces pays, les difficultés rencontrées pour équilibrer la balance des paiements ont amené les autorités à remettre en vigueur, à la fin de l'année, des restrictions à l'importation.

117. Le rapport indique que les enseignements de la période considérée font ressortir une fois de plus la nécessité de prendre des mesures internationales pour assurer un apport suffisant de capitaux dans les pays insuffisamment développés, pour élaborer des techniques nouvelles permettant de stabiliser la demande et les prix des produits de base qui entrent dans les échanges internationaux, et pour créer les conditions mutuellement acceptables qui permettront aux pays insuffisamment développés d'obtenir une plus grande quantité de machines et de biens d'équipement afin d'exploiter leurs ressources, et aux pays industrialisés de se procurer les produits de base dont ils ont besoin.

118. Il existe deux autres suppléments au *Rapport sur l'économie mondiale, 1950-1951*, qui sont i) l'*Aperçu de l'évolution des conditions économiques en Afrique* (E/2193/Add.2)<sup>5</sup> qui répond à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 367 B (XIII) et ii) l'*Aperçu de l'évolution des conditions économiques au Moyen-Orient* (E/2193/Add.3)<sup>6</sup> que le Secrétariat a rédigé pour donner suite aux vues exprimées au cours de la treizième session du Conseil.

119. L'*Aperçu de l'évolution des conditions économiques en Afrique* renferme un exposé succinct des changements survenus en 1949 et 1950 dans les branches de l'économie africaine qui ont été touchées par des fluctuations économiques annuelles importantes, expose les progrès des investissements publics dans les Territoires dépendants d'Afrique, et décrit les mesures prises en exécution du programme d'assistance technique, et des autres programmes des Nations Unies et des institutions spécialisées, ainsi que les mesures de coordination de l'action intergouvernementale. L'*Aperçu de l'évolution des conditions économiques au Moyen-Orient* retrace les principaux faits économiques intervenus dans cette région en insistant plus spécialement sur la production du pétrole et sur le commerce extérieur.

120. Outre les études qui traitent de la situation de l'économie mondiale en général, et des conditions économiques en Afrique et au Moyen-Orient en particulier, le Conseil a été saisi d'une *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951*<sup>7</sup>, rédigée par le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe. Cette étude montre qu'en 1951 la production a continué de se développer en Europe, mais que, de même que pendant les années précédentes, l'agriculture a suivi une évolution plus lente que l'industrie. La production agricole de l'ensemble de l'Europe en 1951 ne dépasse actuellement que d'un faible pourcentage le niveau atteint pendant les dernières années qui ont précédé 1940, alors que la production de l'industrie a augmenté d'environ 40 pour 100. L'accroissement de la production industrielle totale de l'Europe entre 1950

et 1951 a été d'environ 12 pour 100. L'Allemagne orientale et l'Allemagne occidentale ensemble ont inscrit à leur actif environ la moitié de l'augmentation totale de la production industrielle de l'Europe, tandis qu'au Royaume-Uni une pénurie d'acier a limité l'accroissement de la production. Pour ce qui est de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'indice de la production industrielle brute s'est élevé de 15 pour 100 en 1951. Au troisième trimestre de 1951, une baisse de la consommation a commencé à affecter notablement la production de l'Europe occidentale, en particulier dans l'industrie textile.

121. Les progrès que les pays d'Europe occidentale avaient réalisés antérieurement vers l'équilibre de leur balance commerciale et de leur balance des paiements avec les pays extra-européens ont été brusquement interrompus en 1951, lorsque l'Europe occidentale a dû supporter la double charge d'un accroissement substantiel du volume de ses importations d'outre-mer et d'une augmentation du prix des matières premières. Bien que le volume des exportations vers les pays extra-européens se soit de nouveau accru sensiblement tandis que les prix à l'exportation montaient également, l'augmentation des recettes d'exportation a été loin de suffire à empêcher la réapparition d'un déficit important dans les échanges avec les pays extra-européens. Des difficultés se sont présentées surtout au Royaume-Uni et en France. Cependant, la conjoncture a évolué très différemment suivant les pays, et de nombreux pays de l'ouest du continent européen se sont en fait trouvés en 1951 dans une situation relativement avantageuse.

122. Les échanges entre les pays de l'Europe orientale se sont développés en 1951, mais les échanges entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale ont marqué un nouveau recul et sont tombés au-dessous du niveau déjà anormalement bas que l'on avait enregistré en 1950.

123. L'étude comprend également deux chapitres spéciaux où l'on trouve une évaluation des tendances de la production et de la répartition des ressources de l'Union soviétique et une analyse des tendances à long terme de la production et de la consommation du charbon en Europe qui fait ressortir la nécessité d'une coordination des efforts dans la recherche d'une solution d'ensemble au problème européen des combustibles.

124. Le Conseil a été également saisi du *Rapport sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base, 1951* (E/2181)<sup>8</sup> établi par la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base. Dans ce rapport, la Commission expose l'évolution de la situation depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et fait ressortir les changements rapides qui sont intervenus dans la situation de divers produits de base et en particulier les conséquences de l'effort actuel de réarmement.

#### DÉBATS DU CONSEIL

125. Au cours du débat sur la situation économique mondiale, la plupart des représentants ont souligné la

<sup>5</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1952. II.C.2.

<sup>6</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1952. II.C.3.

<sup>7</sup> E/EC/140/Rev.1, Genève, 1952.

<sup>8</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1952. II.D.1.

haute qualité du *Rapport sur l'économie mondiale, 1950-1951* et des é des annuelles des commissions économiques régionales; ils ont en outre exposé en détail l'évolution économique de leurs pays respectifs.

126. Plusieurs représentants des pays industrialisés ont insisté sur la nécessité de coordonner l'action internationale contre l'instabilité qui menace l'économie mondiale actuelle et que certains d'entre eux ont qualifiée d'alarmante. Ils ont fait valoir que l'on ne pourrait assurer la stabilité économique et l'expansion de l'économie mondiale que si les gouvernements prenaient des mesures pour ménager la stabilité économique de leurs propres pays et ne perdaient pas de vue les rapports qui existent entre la politique intérieure et la stabilité extérieure. D'une façon générale, ces délégations ont reconnu que de sérieux efforts avaient été accomplis pour enrayer l'inflation et que, de ce fait, l'adaptation imposée par les lourdes charges de la défense avait beaucoup moins de conséquences défavorables qu'on ne l'avait généralement craint. L'économie civile a été plus largement approvisionnée alors même que l'on produisait de grandes quantités de matériel de défense. Plusieurs représentants ont cependant appelé l'attention du Conseil sur les poussées inflationnistes qui se manifestent dans bien des pays où l'intensification de l'effort de défense prive l'économie civile de certains biens et services. On a signalé en même temps l'existence de pressions déflationnistes dans d'importants secteurs de l'économie où la demande a fléchi. En raison des tâches de chômage qui apparaissent dans certaines branches, on a fait valoir que l'une des principales tâches des gouvernements était de maintenir l'emploi à un niveau élevé et stable.

127. Les représentants des pays développés ont montré que, s'il est vrai que la période considérée a été marquée par l'expansion de la production industrielle, il n'en reste pas moins que leurs pays se préoccupent de l'insuffisance des progrès de la production alimentaire mondiale qui reste loin derrière la production industrielle. Ils ont affirmé qu'il est nécessaire d'accroître d'urgence les disponibilités alimentaires mondiales non seulement par la mise en valeur des terres arables mais par l'accroissement du rendement des terres déjà exploitées. Certaines délégations ont insisté sur la nécessité de remédier au déséquilibre permanent de la balance des paiements entre la zone dollar et les autres régions du monde; plusieurs d'entre elles ont rappelé les problèmes dont s'est accompagnée la réapparition des pénuries de dollars en 1951. Elles ont souligné la nécessité d'une coopération pleine et entière en vue de développer le commerce mondial et elles ont fait valoir que les gouvernements devraient s'abstenir d'élever des barrières douanières pour freiner les importations. Comme autre menace à la stabilité économique, on a signalé les brusques fluctuations des prix des matières premières et leurs répercussions défavorables sur la balance des paiements et sur l'économie intérieure des pays producteurs de matières premières et des pays industrialisés. Certains membres du Conseil ont exprimé l'avis qu'il serait possible d'atténuer les difficultés soulevées par la situation du marché des matières premières au moyen d'accords à long terme destinés à stabiliser les conditions de l'offre et de la demande pour des produits déterminés.

A ce propos, ils ont appelé l'attention du Conseil sur la Conférence internationale des matières premières qui a montré que l'action internationale pourrait dans certains cas aider à atténuer les fluctuations du marché des matières premières. Les représentants des pays développés ont également souligné que le développement économique des pays insuffisamment développés présente une importance capitale pour la collectivité mondiale et ils ont rappelé, à ce propos, qu'un nombre croissant de subventions et de prêts avaient été accordés aux pays insuffisamment développés en 1951. Certaines délégations ont évoqué les craintes exprimées par les pays insuffisamment développés qui redoutent que la production d'armements n'aille à l'encontre de leurs efforts en vue d'obtenir les biens de capital dont ils ont besoin, et elles ont fait observer que ces craintes ne s'étaient pas matérialisées; elles se sont déclarées convaincues que l'approvisionnement des pays neufs en biens de capital pourrait être amélioré dans l'avenir pourvu que la production ne soit pas ralentie par une pénurie de matières premières.

128. Les représentants des pays insuffisamment développés ont souligné, pour leur part, les rapports étroits qui existent entre la stabilité économique des pays industrialisés et le développement économique de leurs propres pays. Ils ont exprimé l'avis que l'évolution de la situation en 1951 n'avait pas été favorable aux pays insuffisamment développés. L'écart entre la production des pays industrialisés et celle des pays insuffisamment développés s'est accru, la production des pays développés ayant augmenté plus rapidement que celle des pays moins développés. L'accroissement des recettes de ces derniers, par suite de la hausse des prix des matières premières, a fait naître des poussées inflationnistes néfastes qui ont été encore aggravées par la hausse des prix des denrées alimentaires et des biens de consommation importés. D'ailleurs, tous les pays insuffisamment développés n'ont pas également bénéficié du "boom" des matières premières; au bout d'un certain temps la demande a fléchi et les recettes d'exportation sont tombées. En raison de la diminution de leurs réserves en devises étrangères et de la menace d'inflation, certains pays insuffisamment développés se trouvent dans une situation aussi défavorable qu'avant le déclenchement des hostilités en Corée, ce qui montre bien l'instabilité à laquelle est sujette la balance des paiements des pays producteurs de matières premières. Les représentants des pays insuffisamment développés ont également souligné la nécessité de déployer des efforts énergiques pour lutter contre l'inflation, pour augmenter la production et pour assurer une baisse du coût de la vie; il faudrait aussi, à leur avis, dresser un programme de développement économique mondial et prévoir une action internationale en vue d'étendre l'assistance technique et financière accordée aux pays neufs. Le problème essentiel, dans ce domaine, est toujours celui que posent les moyens de réunir les capitaux nécessaires pour financer le développement économique. Il est indispensable de ménager l'investissement d'une plus grande part de l'épargne mondiale dans le développement économique des pays insuffisamment développés, et d'assurer la stabilité et l'expansion du commerce international pour aider à réaliser des progrès plus rapides dans l'exécution des plans de développement. De l'avis de certaines délégations, la structure actuelle du commerce mondial permet aux

pays développés de fixer non seulement les prix des produits qu'ils vendent aux pays insuffisamment développés, mais aussi les prix de ceux qu'ils leur achètent, ce qui est injuste.

129. Plusieurs délégations ont exprimé l'opinion que la militarisation intensive de beaucoup de pays capitalistes s'est traduite par une augmentation des bénéfices des monopoles et par la désorganisation économique et qu'elle a été la cause principale des poussées inflationnistes qui, conjuguées avec l'augmentation des impôts et à la hausse du coût de la vie, ont abouti à une baisse générale du niveau de vie des travailleurs. Ces délégations ont soutenu que les programmes d'armements empêchaient le développement économique des pays insuffisamment développés et causaient l'instabilité dans bien des pays capitalistes mêmes; elles ont affirmé aussi que ces programmes augmentaient le chômage, entraînaient une réduction du pouvoir d'achat et provoquaient une évolution défavorable du rapport des échanges, la monopolisation des matières premières au bénéfice de l'un des pays développés, le détournement des matières premières au profit de l'armement et la contraction du marché international des biens de consommation. Elles ont insisté sur la nécessité de ménager, dans le domaine économique et en matière d'échanges commerciaux, une coopération internationale sincère fondée sur la reconnaissance des intérêts mutuels, des droits souverains et de l'égalité de tous les pays. Selon ces délégations, l'une des conditions indispensables de l'amélioration de la situation économique des pays de l'Europe occidentale est le maintien de relations économiques normales avec l'Europe orientale.

130. A ce sujet, plusieurs autres délégations ont déclaré que leurs gouvernements avaient toujours fait et continueraient de faire bon accueil à toute tentative sincère pour affermir et développer les relations commerciales entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale; elles ont rappelé que leurs gouvernements avaient déployé des efforts dans ce sens aussi bien par le moyen de négociations bilatérales que par l'intermédiaire de la CEE et que la CEE se tenait toujours à la disposition des pays d'Europe orientale qui seraient désireux d'utiliser ses bons offices à cette fin.

131. Le représentant de la Confédération internationale des syndicats libres a souligné la nécessité de moderniser les méthodes de développement agricole et il a fait observer que les pays insuffisamment développés devaient établir des plans soigneusement étudiés pour le financement de leur développement, ce qui permettrait de déterminer les biens de capital dont ils ont besoin et le moment opportun de les livrer. Il a également rappelé l'activité des délégations de la CISL qui se sont rendues dans un certain nombre de territoires africains et qui ont recommandé la création d'une Commission économique pour l'Afrique.

132. Le représentant de la Fédération syndicale mondiale a fait connaître au Conseil les vues de cet organisme sur les problèmes économiques pressants qui se posent aux travailleurs, en soulignant tout particu-

lièrement les répercussions du réarmement, qu'il a qualifiées de néfastes. Il a présenté au Conseil plusieurs propositions qui, de l'avis de la Fédération, permettraient de restaurer un commerce international libre et de relever le niveau de vie de tous les peuples du monde.

133. A l'issue de la discussion générale, le Conseil est convenu de ne prendre aucune décision formelle au sujet de ce point de l'ordre du jour, en estimant toutefois que les débats constitueraient une base indispensable pour l'examen d'autres grandes questions économiques.

## Section II. — Plein emploi et mesures en vue de la stabilité économique internationale

134. Lorsque le Conseil a étudié la question du plein emploi, à sa quatorzième session, les débats ont surtout porté sur l'analyse et sur les recommandations qui figurent dans un rapport intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*<sup>9</sup> qu'un groupe d'experts désignés par le Secrétaire général avait préparé à la demande du Conseil. Le Conseil a décidé d'examiner simultanément la question intitulée: Développement économique intégré et accords commerciaux [résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale] qui avait notamment trait aux dispositions prises par les gouvernements pour assurer une production suffisante, une distribution équitable des marchandises et une réglementation des prix, ainsi qu'aux mesures anti-inflationnistes. Enfin, conformément aux dispositions de sa résolution 290 (XI) qui stipulaient que les problèmes du plein emploi devaient faire l'objet d'un examen constant, le Conseil a étudié d'autres aspects de la question du plein emploi à la lumière des communications envoyées par les gouvernements en réponse au questionnaire annuel du Secrétaire général concernant les buts, les principes et les méthodes se rapportant au plein emploi<sup>10</sup>. L'étude du rapport des experts et de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale par le Conseil<sup>11</sup> fait l'objet des paragraphes suivants qui sont complétés par un résumé des débats consacrés par le Conseil aux réponses des gouvernements.

### MESURES EN VUE DE LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE: RAPPORT D'UN GROUPE D'EXPERTS

#### *Mandat du groupe d'experts*

135. A sa onzième session, le Conseil était saisi d'un rapport intitulé: *Mesures d'ordre national et international en vue du plein emploi*<sup>12</sup>; ce rapport contenait une série de recommandations concernant les aspects nationaux et internationaux des problèmes que pose la réalisation et le maintien du plein emploi<sup>13</sup>. A la suite de la discussion des aspects internationaux de la question, le Conseil avait prévu, au paragraphe 19 de sa résolution 290 (XI), la constitution d'un groupe d'experts, désignés par le Secrétaire général, qui serait

<sup>9</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1951.II.A.2.

<sup>10</sup> Voir le document E2232 et ses addenda.

<sup>11</sup> 624<sup>ème</sup>, 625<sup>ème</sup>, 627<sup>ème</sup> à 631<sup>ème</sup> et 635<sup>ème</sup> à 638<sup>ème</sup> séances plénières.

<sup>12</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1949.II.A.3.

<sup>13</sup> Voir le rapport du Conseil économique et social pour la période allant du 16 août 1949 au 16 août 1950; *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 3*, pages 32 à 39.

chargé de rédiger un rapport "formulant et analysant les différents moyens pratiques d'atténuer... les incidences internationales d'une récession éventuelle de l'activité économique". Après avoir examiné à sa douzième session la situation économique mondiale, le Conseil avait, par sa résolution 341 (XII), modifié le mandat de ces experts en les invitant à accorder, lorsqu'ils formuleraient leurs propositions, une attention particulière aux problèmes propres aux pays insuffisamment développés, qui sont particulièrement vulnérables aux fluctuations du marché international des produits et aux variations du rapport des échanges qui en résultent.

136. En application de ces recommandations, le Secrétaire général a désigné les experts suivants: MM. James W. Angell, professeur de sciences économiques et directeur administratif du Département des sciences économiques de l'Université Columbia; G. D. A. MacDougall, *fellow* de Nuffield College, chargé de cours sur les questions économiques internationales à l'Université d'Oxford; Javier Márquez, Administrateur suppléant du Fonds monétaire international, ancien professeur de sciences économiques à l'Ecole nationale des sciences économiques de Mexico; Hla Myint, maître de conférences d'économie coloniale à l'Université d'Oxford, ancien professeur de sciences économiques à l'Université de Rangoon; et Trevor W. Swan, professeur de sciences économiques à l'Université nationale d'Australie. Le groupe d'experts a travaillé pendant sept semaines, du mois d'août au mois d'octobre 1951, et il a adopté, à l'unanimité, un rapport<sup>14</sup> sous le titre de: *Mesures en vue de la stabilité internationale*<sup>15</sup>.

#### *Analyse et recommandations présentées par les experts*

137. Dans leur rapport, les experts se sont exprimés ainsi: "Plutôt que d'établir des plans de stabilisation rigides et automatiques, nous nous sommes efforcés de proposer des méthodes qui pourraient contribuer à augmenter la stabilité économique internationale, et d'examiner les conditions dans lesquelles ces plans pourraient être mis en œuvre dans la pratique et donner des résultats efficaces... Nous avons essayé en outre de prévoir dans toute la mesure du possible le recours aux institutions internationales existantes, et de montrer ce qu'il est possible de faire dans le cadre de leurs constitutions et de leurs ressources actuelles, en indiquant toutefois les conditions dans lesquelles il pourrait être nécessaire de les modifier, ainsi que la nature de ces modifications éventuelles (27\*)."

Les mesures proposées par les experts entrent dans trois catégories principales:

- a) Ententes internationales relatives aux produits de base;
- b) Circulation internationale des capitaux;
- c) Réserves monétaires internationales.

<sup>14</sup> Dans la lettre d'envoi, les experts expliquent que, conformément à la résolution 290 (XI), ils ont consulté, au cours de leur travail, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. En application de la résolution 367 B (XIII) du Conseil, ils ont pris en considération les vues que les membres du Conseil ont exprimées au cours de la treizième session sur la question du plein emploi et sur d'autres problèmes entrant dans le cadre du mandat du groupe.

138. Il s'agit surtout, non pas d'imposer des restrictions pour supprimer les "excédents gênants", mais de stabiliser les marchés mondiaux de produits de base en présence des hausses et baisses temporaires de la demande et de l'offre (29). Des programmes en vertu desquels les pays industriels continueraient à acheter régulièrement aux pays insuffisamment développés toutes les fois que la demande privée subirait un fléchissement temporaire seraient beaucoup plus conformes aux intérêts des deux parties que l'octroi de subventions ou de prêts qui, dans des programmes de cette nature, pourraient être considérés comme nécessaires pour éviter un effondrement des prix (62). C'est aux techniciens qui connaissent particulièrement chacun de ces produits et aux représentants des gouvernements habilités à négocier ces ententes relatives aux produits de base qu'il appartient d'arrêter de façon précise la forme qu'il convient de leur donner, suivant les cas (66).

139. Sans exclure aucune forme particulière d'entente internationale sur les produits de base (71), les experts ont indiqué les raisons pour lesquelles il y aurait lieu d'éviter certaines formes d'entente (70, 71). Ils se sont prononcés en faveur d'accords multilatéraux à long terme réglementant les prix et les quantités, du genre de celui qui a été conclu pour le blé (73), ainsi que la constitution de stocks régulateurs internationaux. Ils ont signalé, en outre, qu'il pourrait être assez utile de combiner les mesures de ces deux catégories. Ils ont signalé que la constitution de stocks régulateurs exigerait sans doute des capitaux moins importants si les organismes régulateurs pouvaient opérer sur le marché à terme et provoquer des variations adéquates des stocks détenus par les particuliers (77). Les capitaux nécessaires à l'exécution de programmes de ce genre devraient, à leur avis, être fournis aussi bien par les pays importateurs que par les pays exportateurs (79). Les experts ont exprimé l'avis qu'une partie (peut-être la moitié) de ces capitaux devrait provenir d'une source internationale et ils ont mentionné expressément la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (84).

140. Les experts ont indiqué qu'ils ne pensaient pas qu'il soit nécessaire ou pratique de créer un organisme international chargé d'appliquer un système général pour un certain nombre de produits de base. Afin d'assurer l'homogénéité de la structure des divers systèmes et coordonner les principes généraux, il conviendrait d'utiliser les services des organismes internationaux qui existent déjà (86).

141. Ils ont déclaré que l'on pouvait faire valoir des arguments de poids en faveur de l'octroi à certains pays insuffisamment développés de prêts à des conditions particulièrement avantageuses, ou même de dons purs et simples, en particulier en cas de récession grave; mais ils ont estimé qu'il ne leur appartenait pas de traiter cette question (41). "L'un des buts essentiels de la politique appliquée pour les investissements internationaux, comme de la politique appliquée en matière de produits de base, doit être de maintenir une circulation internationale des biens et des services

<sup>15</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1951. II.A.2.

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent les paragraphes du rapport.

aussi régulières que le permettent les tendances à long terme et les inévitables changements de structure de l'économie mondiale (89). "Il n'est peut-être pas possible... d'assurer la régularité du développement économique sans modifier le rythme du financement extérieur (93)."

142. Les experts ont indiqué que les institutions gouvernementales ou intergouvernementales qui fournissent des capitaux destinés au développement économique de pays étrangers devraient accepter de modifier le rythme auquel elles fournissent ces fonds, pour tenir compte des fluctuations des recettes en devises étrangères des pays emprunteurs au titre du compte des transactions courantes ou du compte de capital, et en demeurant dans les limites de la dette extérieure totale que le pays emprunteur peut assumer (95).

143. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement devrait être prête, toutes les fois qu'il se produit une récession, à augmenter le volume des crédits consentis aux pays membres en vue de leur développement économique (97). Les principales conditions à réunir pour appliquer un programme de cet ordre sont les suivantes: a) il faut établir un programme général de développement, suffisamment à l'avance et normalement en coopération avec la Banque, de sorte qu'en cas de besoin le rythme des emprunts consentis par la Banque puisse s'accélérer sans trop de retard; et b) la Banque doit disposer de ressources suffisantes pour pouvoir faire face aux demandes supplémentaires (97). Les experts ont formulé des propositions précises concernant les moyens propres à accroître ces ressources.

144. Les experts ont constaté que les réserves monétaires des pays autres que les États-Unis d'Amérique, même complétées par les ressources du Fonds monétaire international, seraient insuffisantes pour permettre à ces pays de maintenir le niveau de leurs importations "s'il se produisait, dans un ou dans plusieurs des grands pays, une récession qui réduise considérablement la demande de produits exportés dans la plus grande partie du monde, même si cette diminution n'était que temporaire" (116); ils ont donc examiné les différents moyens que l'on pourrait employer pour accroître les réserves. Ils ont envisagé la possibilité d'obtenir ce résultat par un relèvement du prix de l'or [relèvement uniforme dans toutes les monnaies] (117-120), mais, en raison des problèmes d'ordre politique qu'une telle solution soulève (121), ils se sont bornés à analyser de façon détaillée les mesures grâce auxquelles une institution internationale pourrait accorder des crédits en usant d'un pouvoir discrétionnaire limité seulement par des principes généraux convenus d'avance et par le montant total de ses ressources (122).

145. Les experts mentionnent plusieurs méthodes permettant de remédier à une insuffisance des réserves monétaires et notamment le plan proposé par un autre groupe d'experts réunis antérieurement dans leur rapport sur les *Mesures d'ordre national et international en vue du plein emploi*, selon lequel les pays dont la

demande effective diminue mettraient à la disposition du reste du monde des crédits dans leur propre monnaie (122). Ils ont fait remarquer qu'il est peu probable que l'on obtienne des ressources supplémentaires en dollars, si l'on ne donne pas l'assurance que ces contributions aux réserves internationales ne seront pas dissipées, mais constitueront un véritable fonds de roulement (125).

146. Les experts ont suggéré que l'on devrait utiliser les services du Fonds pour atteindre les objectifs en question. Ils ont formulé plusieurs propositions concernant l'emploi efficace des ressources du Fonds dès les débuts d'une récession (127 à 138). Ils ont aussi recommandé d'augmenter les recettes du Fonds aussitôt que possible et ils ont suggéré les méthodes à employer pour procéder à cette augmentation (139 à 141).

#### *Débats du Conseil pendant la quatorzième session*

147. Lorsque le Conseil a examiné le rapport des experts et la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale (développement économique intégré et accords commerciaux destinés à faciliter le mouvement de machines, d'outillage et de matières premières vers les pays insuffisamment développés, et la mise en valeur des ressources naturelles de ces pays), il était saisi des documents suivants: a) un projet de résolution sur la stabilité économique mondiale et les accords internationaux relatifs au commerce des produits de base, soumis par Cuba au cours de la sixième session de l'Assemblée générale et renvoyé au Conseil<sup>16</sup> par la Deuxième Commission (E/2189)<sup>17</sup>; b) les réponses adressées par les gouvernements d'États Membres à la suite de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale relative aux mesures prises en ce qui concerne la production, la distribution et le prix des marchandises, ainsi que la lutte contre l'inflation<sup>18</sup>; c) une note du Secrétaire général sur diverses consultations et conférences intergouvernementales organisées sous l'autorité des commissions économiques régionales, ainsi que sur divers travaux et études exécutés par le Secrétariat (E/2257) et concernant les objectifs de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale; d) une communication de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture au sujet des accords de contrôle des produits (E/2194); e) une note du Secrétariat résumant les principales suggestions qui figurent dans le rapport des experts (E/L.313).

148. Les représentants de plusieurs institutions spécialisées sont intervenus au cours des débats, notamment pour formuler des recommandations et des suggestions sur des questions relevant de la compétence de ces institutions. Le Conseil a également entendu les représentants de la FSM et de la CISL<sup>19</sup>.

149. Au cours de la discussion, la plupart des représentants ont félicité les experts d'avoir contribué à mieux faire connaître les problèmes dont traite leur rapport et à dégager la solution de ces problèmes. Plusieurs représentants ont approuvé la teneur géné-

<sup>16</sup> Au cours de la 625ème séance plénière, le représentant de Cuba a retiré ce projet de résolution, en se réservant de soumettre lors d'une session ultérieure une proposition traitant des aspects du problème qui n'auront pas été examinés au cours de la présente session.

<sup>17</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 4 de l'ordre du jour.

<sup>18</sup> E/2243 et addenda.

<sup>19</sup> On trouvera des indications sur les exposés oraux et écrits présentés par des organisations non gouvernementales à l'annexe III du présent chapitre.

rale de l'analyse faite dans le rapport et des méthodes qui y sont définies, et ils ont remercié les auteurs du rapport de s'être efforcés de formuler, avec un grand sens des réalités, des suggestions pratiques. Certains représentants ont estimé que, malgré le fait que la situation actuelle n'est pas effectivement caractérisée par les problèmes de récession économique dont traite le rapport des experts, il n'en faut pas moins élaborer une politique suffisamment à l'avance pour faire face à cette éventualité. Des opinions différentes ont toutefois été exprimées au sujet de la mesure dans laquelle il conviendrait d'avoir recours à l'action internationale plutôt qu'à l'action nationale pour atténuer les conséquences du déséquilibre des paiements internationaux dû aux fluctuations économiques. Quelques représentants ont désapprouvé aussi bien l'analyse que les recommandations qui figurent dans le rapport. Un représentant a critiqué le rapport en faisant valoir que les experts proposent de résoudre des contradictions fondamentales du capitalisme au moyen de manipulations financières et que leurs propositions auraient pour effet de rendre le reste du monde encore plus tributaire d'un seul pays.

150. Au cours du débat consacré aux recommandations des experts sur les ententes internationales relatives aux produits de base, le Conseil a entendu des avis très différents sur l'utilité de ces ententes et la possibilité pratique de les conclure. La plupart des représentants des pays industrialisés se sont prononcés en faveur des ententes internationales relatives aux produits de base, qu'ils considèrent comme un procédé utile de stabilisation, et se sont déclarés disposés à conclure des ententes de cet ordre dans des conditions appropriées. Tout en ayant conscience des difficultés d'ordre technique et politique que présente la négociation d'ententes internationales relatives aux produits de base, ils ont déclaré qu'ils croyaient possible de surmonter ces difficultés. Il n'existe à leur avis aucune base pratique pour la négociation d'ententes portant simultanément sur plusieurs produits, et ils n'ont pas été favorables non plus aux ententes impliquant la stabilisation, par voie d'accord international, du rapport entre les prix des produits primaires et celui des articles manufacturés qui font l'objet du commerce international. Ils ont fait valoir qu'il ne serait nécessaire de créer aucun nouvel organisme international pour faciliter la négociation d'ententes relatives aux produits de base, étant donné que la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base existe déjà. On a donc suggéré que les gouvernements étudient sérieusement la possibilité de conclure des accords intergouvernementaux relatifs aux produits de base pour chaque produit primaire. Dans la mesure où les gouvernements désirent que ces conventions fassent l'objet de consultations ou de mesures internationales, on a recommandé qu'ils demandent au Secrétaire général et à la Commission provisoire de coordination de faciliter l'adoption de ces mesures et l'organisation de ces consultations, conformément à la procédure et aux principes approuvés par le Conseil dans ses résolutions 30 (IV) du 28 mars 1947, 296 (XI) du 15 août 1950 et 373 (XIII) du 13 septembre 1951. Ces propositions figurent dans le

document E/L.401<sup>20</sup>. Toutefois, le représentant d'un pays industrialisé a estimé qu'il convient de poursuivre l'étude des accords relatifs aux produits de base et de leurs incidences avant que le Conseil puisse prendre une décision quelconque à ce sujet.

151. Les représentants des pays insuffisamment développés dont l'économie repose dans une grande mesure sur l'exportation de produits primaires ont exprimé des avis différents sur la question des effets que l'on peut attendre des accords internationaux sur les produits, ainsi que sur le type d'accords relatifs aux produits qui serait le plus approprié. Plusieurs de ces représentants ont estimé que, même si le plein emploi et le développement diversifié des pays insuffisamment développés étaient réalisés, les ententes relatives aux produits de base ne présenteraient qu'une utilité relative. S'il se produisait dans les pays développés une crise économique grave, accompagnée d'un chômage étendu, ces ententes risqueraient même de cesser complètement de fonctionner, car la demande de produits primaires s'affaiblirait alors à tel point que même les plus sévères mesures de restriction de la production ne parviendraient pas à empêcher un effondrement des prix. Ces mesures de restriction de la production aggraverait à leur tour le sous-emploi chronique dans les pays producteurs de matières premières. Les mêmes représentants ont également estimé qu'en établissant des contingentements on tendrait à prolonger des situations antiéconomiques, en réservant à des producteurs dont les prix de revient sont élevés des marchés qui leur échapperaient autrement. Ils ont déclaré de plus que les pays insuffisamment développés, qui cherchent à obtenir des articles manufacturés en quantités raisonnables et à des prix équitables, seraient heureux de voir conclure des ententes internationales portant non seulement sur les produits primaires, mais également sur les biens d'équipement. Toutefois, les représentants de certains pays insuffisamment développés se sont prononcés en faveur de recommandations relatives aux produits de base analogues à celles qui ont été formulées par les experts. Les représentants de deux pays producteurs de produits primaires ont soumis des propositions dans lesquelles, tout en reconnaissant que la négociation d'ententes intergouvernementales relatives aux produits de base pourrait être facilitée par l'adoption de la procédure et des principes établis par le Conseil dans ses résolutions 30 (IV), 296 (XI) et 373 (XIII), ils précisaient que les gouvernements ne seraient tenus de se conformer à aucune procédure et à aucun principe particuliers au cours de la négociation des accords intergouvernementaux relatifs aux produits de base que les gouvernements intéressés jugeraient approprié de conclure. Les propositions dans ce sens figurent aux documents E/L.405/Rev.1 et E/L.404/Rev.2<sup>21</sup>.

152. Certains représentants ont estimé que les propositions des experts concernant les ententes internationales relatives aux produits de base, comme les autres recommandations qui figurent dans le rapport, ont pour objet de donner à un pays une emprise plus forte sur l'économie des autres pays.

153. Le représentant de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a rappelé que la FAO, à

<sup>20</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quarzième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

<sup>21</sup> Ibid.

sa dernière conférence, a réaffirmé qu'elle croyait toujours à l'efficacité des ententes internationales relatives à plusieurs produits de base en tant qu'élément permanent de stabilisation. La FAO a toutefois estimé que les experts n'ont pas accordé suffisamment d'importance dans leur rapport aux difficultés d'ordre politique et technique auxquelles se heurte la conclusion d'ententes intergouvernementales relatives aux produits de base; elle a constaté qu'en dépit de la portée très large des consultations entreprises, l'Accord international sur le blé reste le seul accord en vigueur qui ait vraiment le caractère d'une entente intergouvernementale. Le représentant de la FAO a souligné qu'il est difficile de trouver pour les accords de cet ordre une formule permettant d'assurer une stabilité réelle en cas d'inflation ou de déflation importantes. Lorsque l'on étudie les techniques de stabilisation des cours des produits de base par voie d'ententes intergouvernementales, il faut tenir compte de la mesure dans laquelle les fluctuations des prix des produits primaires jouent un rôle utile. Plusieurs problèmes mentionnés dans le rapport demandent un examen plus approfondi, notamment l'élaboration d'une formule appropriée pour déterminer les prix, l'incidence des mesures internationales de stabilisation sur les politiques suivies par les divers pays et la question des contingentements. La FAO a approuvé la conclusion des experts suivant laquelle les dispositions prises sur le plan intergouvernemental sont en général satisfaisantes.

154. En ce qui concerne la suggestion des experts tendant à ce que la Banque pourvoie à une partie du financement des stocks régulateurs internationaux, plusieurs représentants ont contesté, comme l'avait fait le représentant de la Banque, qu'il soit nécessaire de recourir au financement international et ils ont déclaré que le financement de plans de cet ordre doit provenir de sources nationales et être assuré par les pays participants.

155. En réponse aux questions et suggestions de plusieurs représentants, le représentant du Fonds monétaire international a déclaré que cette institution ne pouvait mettre ses ressources à la disposition d'un organisme international chargé de constituer des stocks régulateurs.

156. Les débats ont également fait ressortir quelques divergences d'opinion sur la question de savoir s'il est souhaitable d'adopter les suggestions soumises par les experts en matière de prêts de capitaux à long terme et si ces suggestions sont susceptibles d'application, notamment en ce qui concerne la politique que suivrait la Banque internationale en cas de récession. Le représentant de la Banque a déclaré que cette institution envisageait favorablement tout effort tendant à éviter une désorganisation périodique du développement économique, mais qu'il doutait néanmoins que la Banque puisse participer de façon importante aux mesures destinées à remédier aux phénomènes cycliques. L'application d'une telle politique nécessite l'existence d'une réserve de projets prioritaires pouvant être financés par la Banque, mais celle-ci sait par expérience que, pratiquement, aucun pays ne dispose d'une telle réserve. Dans les pays insuffisamment développés, d'autres facteurs limitent également la portée des mesures de cet ordre. La Banque ne croit donc pas qu'elle soit en mesure d'adapter le rythme de ses prêts de manière

appréciable, comme l'ont suggéré les experts; il ne saurait donc être question d'augmenter les ressources de la Banque à cette fin. La principale contribution de la Banque à la stabilité des pays insuffisamment développés proviendra de ses investissements, auxquels elle se propose de procéder à un rythme régulier, comme par le passé.

157. Plusieurs représentants ont estimé que la proposition des experts n'est guère compatible avec la fonction primordiale de la Banque, qui consiste à fournir régulièrement des prêts à long terme en vue du développement économique. Plusieurs représentants ont toutefois accueilli favorablement la suggestion des experts suivant laquelle la Banque pourrait, au cours d'une récession, accélérer les versements effectués au titre d'emprunts contractés pour des programmes déterminés, ou augmenter sa participation aux programmes de développement d'un pays, à condition que les perspectives économiques lointaines de ce pays soient assez bonnes pour justifier une augmentation de sa dette. En ce qui concerne la suggestion des experts tendant à augmenter les ressources de la Banque, un membre du Conseil a déclaré qu'il lui semblait peu probable que la Banque atteigne la limite de ses ressources. Un autre représentant a estimé qu'il aurait fallu accorder une attention plus grande aux possibilités offertes par les politiques nationales de crédit du genre de celles qu'ont proposées les experts, au lieu d'insister sur les emprunts consentis par l'intermédiaire de la Banque internationale. Certains représentants ont déclaré qu'en raison de la situation économique actuelle de leurs pays respectifs, il était douteux que le gouvernement soit en mesure d'augmenter le montant des fonds mis à la disposition de la Banque, comme le suggèrent les experts.

158. Les représentants de plusieurs pays insuffisamment développés ont appuyé les suggestions des experts concernant le rôle de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; les méthodes préconisées par les experts leur ont paru à la fois opportunes et pratiques. Ils ont insisté en particulier pour que la Banque, lorsqu'elle évalue la capacité de remboursement d'un pays, ne se laisse pas influencer par les difficultés temporaires que ce pays éprouve à équilibrer sa balance des paiements.

159. Plusieurs délégations ont vivement critiqué les experts parce qu'ils avaient recommandé que les pays s'en remettent à la Banque, qui, à leur avis, s'est faite l'instrument de la politique suivie par un certain pays. Ces représentants ont déclaré qu'on se sert de la Banque comme du Fonds pour engager davantage encore l'économie des pays insuffisamment développés dans la voie de la production primaire et ils ont accusé la Banque d'avoir surtout accordé des crédits aux pays qui présentent une importance stratégique ou économique pour l'un de ses membres en particulier.

160. Au cours du débat, deux attitudes principales se sont dégagées à l'égard de l'analyse présentée par les experts et de leurs suggestions concernant la question de savoir si les réserves monétaires internationales sont suffisantes, et en particulier le rôle du Fonds monétaire international. Certains représentants ont estimé qu'il aurait fallu accorder une attention plus grande aux mesures correctives que chaque gouvernement serait peut-être en mesure de prendre indivi-



duellement pour améliorer l'état de ses réserves. Ils ont fait valoir que les ressources du Fonds doivent être considérées uniquement comme une deuxième ligne de réserves et que le Fonds devrait accorder son assistance en fonction d'un examen de chaque cas particulier, et non selon des modalités automatiques. Ils ont déclaré qu'ils craignaient qu'en l'absence de politiques monétaires nationales et d'une politique commerciale internationale destinées à rectifier le déséquilibre de la balance des paiements, les ressources complémentaires fournies par le Fonds ne fussent rapidement dissipées. En exprimant l'opinion que les ressources actuelles du Fonds sont loin d'être négligeables, ces représentants ont affirmé que le Fonds lui-même constitue l'instance la plus qualifiée pour examiner de façon détaillée si ces ressources seraient suffisantes en cas de récession. Des recommandations fondées sur cette opinion ont été présentées dans le document E/L.389<sup>22</sup>.

161. D'autre part, plusieurs représentants ont soutenu que, s'il est vrai que chaque pays doit compter d'abord sur ses propres réserves pour faire face aux difficultés temporaires qu'il éprouve à équilibrer sa balance des paiements, il n'en reste pas moins que les réserves monétaires existantes sont nettement insuffisantes. Un des membres du Conseil, en souscrivant aux recommandations des experts concernant la politique que le Fonds doit adopter dès qu'une récession se manifeste, a souligné qu'une action de cet ordre serait préférable à des mesures restrictives qui auraient pour effet d'aider un pays à équilibrer sa balance des paiements aux dépens d'un autre pays<sup>23</sup>. Plusieurs des tenants de cette thèse ont néanmoins exprimé l'avis qu'il serait prématuré d'augmenter les ressources du Fonds à l'heure actuelle. L'un d'eux a déclaré que l'augmentation des ressources du Fonds ne serait que de peu d'utilité à moins que le Fonds, contrairement à sa politique actuelle, ne considère les droits de retrait comme automatiques, ce qui, de l'avis de son gouvernement, correspondrait à une juste interprétation des statuts du Fonds.

162. Quelques représentants ont critiqué les experts d'avoir recommandé d'élargir le rôle du Fonds, qui, à leur avis, s'est fait l'instrument de l'intervention d'un certain pays dans les affaires intérieures des autres.

163. Le représentant du Fonds monétaire international a rappelé que les statuts du Fonds investissent cet organe de la fonction importante de constituer une deuxième ligne de réserves internationales à utiliser, conformément aux buts et principes du Fonds, pour aider les membres à combler le déficit que leur balance des paiements peut accuser à la suite d'une dépression

survenue à l'étranger. Toutefois, le seul fait de disposer plus librement de crédits internationaux remboursables au cours de la période de prospérité suivante ne permettrait pas de surmonter les difficultés fondamentales qui naissent d'une dépression, que ces crédits soient accordés par le Fonds ou qu'ils proviennent de n'importe quelle autre source. En ce qui concerne la proposition des experts tendant à élargir les ressources du Fonds, le représentant de cette institution a déclaré que le Fonds examinait depuis quelque temps la question de l'augmentation des quotes-parts mais qu'il avait conclu que la question d'un accroissement de ses ressources ne pouvait pas faire l'objet d'une décision à l'heure présente. Les ressources actuelles du Fonds constituent, pour le financement des déficits cycliques de la balance des paiements, une masse que l'on peut qualifier de négligeable surtout si l'on se souvient que ces ressources représentent une deuxième ligne de réserves. En ce qui concerne la suggestion selon laquelle le Fonds devrait assurer le renouvellement de ses ressources en imposant des obligations contractuelles de rachat plus précises, le représentant du Fonds a fait observer que le Conseil d'administration de cette institution avait récemment adopté des règles et des méthodes qui, sans être identiques à celles que proposent les experts, doivent permettre d'atteindre l'objectif général envisagé. Le Conseil d'administration du Fonds examinera minutieusement les autres recommandations concernant ces méthodes qui figurent dans le rapport des experts. Après avoir étudié, à la lumière du rapport des experts, la question de l'emploi de ses ressources, le Fonds estime qu'il est à même d'exercer son activité avec une souplesse suffisante pour pouvoir être d'un grand secours en cas de dépression, sans qu'il soit nécessaire de modifier ses statuts.

#### *Recommandations du Conseil<sup>24</sup>*

164. A l'issue de ses débats, le Conseil a adopté la résolution 427 (XIV) qui exprime l'accord de la majorité de ses membres sur la plupart des grandes questions de politique générale soulevées dans le rapport des experts. Comme principale exception, il est à noter que le Conseil n'a pas été en mesure d'adopter une seule des propositions dont il était saisi au sujet de la question des accords internationaux relatifs aux produits de base<sup>25</sup>.

165. Par sa résolution 427 (XIV), le Conseil a reconnu qu'il est indispensable, pour atteindre la stabilité économique internationale, que les différents pays appliquent, sur le plan national, une politique qui vise à maintenir l'emploi à un niveau élevé et stable, mais que ces efforts nationaux ne suffisent pas à assurer la stabilité économique internationale. Il a estimé en outre que, s'il importe de compter surtout, pour atténuer les effets des déséquilibres qui pourraient se produire dans les paiements internationaux, sur l'initiative de chacun des pays intéressés, il est cependant certains domaines où l'action internationale peut également aider de façon très sensible à atteindre ce résultat.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*, E/L.387.

<sup>24</sup> Le Conseil a été saisi des propositions ci-après : un projet de résolution du Royaume-Uni (E/L.387) comportant des amendements de la France (E/L.390) et du Pakistan (E/L.398), et un projet de résolution commun de Cuba et des Etats-Unis d'Amérique (E/L.389). Ces propositions ont été remplacées par un projet de résolution commun présenté par la Belgique, le Canada, Cuba, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni (E/L.401); l'amendement du Pakistan a été remplacé par un nouvel amendement de la délégation de ce pays (E/L.404, E/L.404/Rev.1 et E/L.404/Rev.2). Cuba a également proposé des amendements au projet de résolution commun (E/L.405 et E/L.405/Rev.1).

<sup>25</sup> Ces propositions étaient les suivantes : un amendement de Cuba (E/L.405/Rev.1) au projet de résolution commun présenté par la Belgique, le Canada, Cuba, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni (E/L.401); un amendement remanié du Pakistan (E/L.404/Rev.2) au même projet de résolution commun, enfin les paragraphes 7 et 9 du projet de résolution commun.



Le Conseil a également reconnu que les mesures que peuvent prendre les pays insuffisamment développés sur le plan national ne leur permettent généralement pas d'agir sur les facteurs qui déterminent les récessions de leur économie provoquées par des baisses importantes de la demande ou des prix des produits de base qu'ils exportent ou par une évolution défavorable du rapport entre les prix de ces produits et ceux des articles manufacturés qu'ils importent, et que, dans ce cas, une action internationale est indispensable. A cet égard, le Conseil a invité le Secrétaire général à rédiger, pour que le Conseil l'examine à une session prochaine, une étude sur les mouvements relatifs des prix des diverses catégories de biens faisant l'objet d'échanges internationaux.

166. Au sujet du rôle de la Banque internationale dans le cas d'une récession, le Conseil a rappelé, dans la même résolution, qu'il avait, par sa résolution 290 (XI), demandé instamment à la Banque que, tout en assurant et en maintenant en période normale un courant d'investissements internationaux important et régulier en vue du développement économique, elle saisisse, en cas de récession, toutes occasions s'offrant à elle d'accroître ses ressources pour augmenter le volume de ses prêts, en utilisant notamment au maximum sa capacité d'emprunt. Le Conseil a demandé que, pour ne pas ralentir le rythme du développement économique des pays insuffisamment développés, la Banque ne se laisse pas influencer indûment, lorsqu'elle évalue la capacité de remboursement d'un pays, par la situation économique du pays en période de récession momentanée, et tienne pleinement compte des perspectives à long terme de l'économie dudit pays. Il a également invité les gouvernements à élaborer, indépendamment ou en coopération avec la Banque internationale, des programmes prévoyant des investissements supplémentaires en cas de récession ou de crise.

167. Par sa résolution, le Conseil a pris note de l'avis des experts selon lequel les réserves monétaires de la plupart des Etats Membres semblent être insuffisantes, même si l'on tient compte de l'appoint que pourrait fournir le Fonds monétaire international, pour aider les pays à résoudre les difficultés qu'ils pourraient éprouver à équilibrer leur balance des paiements. Prenant acte des décisions que le Fonds vient de prendre au sujet de l'utilisation de ses ressources, le Conseil a exprimé sa conviction que le Fonds s'emploiera énergiquement à aider ses membres à atténuer les répercussions que toute récession pourrait avoir, dans l'avenir, sur leur balance des paiements. Il a prié instamment le Fonds, lorsqu'il appuiera les efforts déployés par ses membres pour remédier à un déséquilibre de la balance des paiements consécutif à une récession, d'appliquer son règlement avec souplesse et d'étudier attentivement les propositions présentées à cet égard dans le rapport des experts. Il a également renouvelé la demande qu'il avait adressée au Fonds dans sa résolution 290 (XI) en le priant d'être prêt à

utiliser ses ressources aussi rapidement et aussi complètement que le permettent ses statuts. Enfin, le Conseil a invité le Fonds à vérifier constamment si les réserves monétaires des différents pays sont suffisantes pour les aider à faire face aux déséquilibres temporaires de leur balance des paiements, en considérant qu'il serait bon que les pays: a) évitent, dans toute la mesure du possible, d'imposer des restrictions aux échanges et aux paiements pour essayer d'équilibrer leur balance des paiements et qu'ils visent à la convertibilité générale des devises et à la libéralisation des échanges; et b) créent des conditions favorables au développement continu des échanges internationaux et au maintien de la production et de la consommation à un niveau élevé. Le Fonds est invité à faire tenir au Conseil, en 1953, une étude analytique sur cette question.

#### RÉPONSES DES GOUVERNEMENTS AU QUESTIONNAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL RELATIF AUX OBJECTIFS VISÉS, AUX POLITIQUES SUIVIES ET AUX MESURES ADOPTÉES EN MATIÈRE DE PLEIN EMPLOI

168. Le Conseil a été saisi<sup>26</sup> des réponses des gouvernements au questionnaire relatif aux objectifs visés, aux politiques suivies et aux mesures adoptées en matière de plein emploi pour la période 1951-1952<sup>27</sup>. Conformément à la résolution 371 B (XII) du Conseil, le Secrétaire général avait modifié le questionnaire de manière à recueillir des renseignements qui facilitent au Conseil l'examen des problèmes de la réduction du chômage structurel et du sous-emploi dans les pays insuffisamment développés et de la suppression des obstacles qui s'opposent au développement économique. Le Secrétaire général n'avait pas reçu les réponses des gouvernements assez tôt pour en faire une analyse qu'il eût soumise au Conseil. Plusieurs représentants ont déclaré que le Secrétaire général devrait présenter régulièrement au Conseil une analyse de ce genre assez tôt pour qu'il puisse l'étudier au cours de l'examen annuel du problème du plein emploi. A cet égard, le Conseil a adopté la résolution 426 A (XIV) par laquelle il prie le Secrétaire général d'adresser à l'avenir les questionnaires aux gouvernements aussitôt que possible et invite les gouvernements à adresser en temps utile des réponses complètes afin que le Secrétaire général puisse préparer une analyse de ces réponses de nature à faciliter la tâche du Conseil lors de l'examen du problème du plein emploi.

169. Au cours du débat sur les problèmes organiques que posent le plein emploi et la stabilité économique, la plupart des représentants ont insisté en particulier sur la nécessité de réaliser et de maintenir le plein emploi tout en évitant les dangers de l'inflation. Les membres du Conseil ont exprimé l'avis que cette question devrait faire l'objet d'un examen complémentaire. Dans l'ensemble, ils ont jugé qu'il ne serait pas opportun de désigner actuellement un comité d'experts chargé de faire des recommandations à ce sujet<sup>28</sup>, mais qu'il faudrait plutôt rassembler et analyser des renseignements dont les experts pourraient s'aider pour formuler leurs recommandations si l'on décidait ultérieurement de constituer un groupe d'experts.

<sup>26</sup> 635ème à 637ème séances plénières.

<sup>27</sup> E/2232 et addenda. Il est à noter, à ce propos, que les communications envoyées par les gouvernements (E/2243 et addenda) comme suite à la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale relative au développement économique intégré et aux accords commerciaux renferment également des renseignements sur les problèmes que pose la stabilité économique. Voir le paragraphe 147.

<sup>28</sup> Le projet de résolution présenté par la Suède (E/L.396) comprenait une proposition dans ce sens. Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 4 de l'ordre du jour.

170. Plusieurs représentants ont déclaré que certains pays comptaient sur la production d'armements pour résoudre le problème du plein emploi, mais que cette méthode avait pour effet de réduire l'offre de biens de consommation et d'augmenter le nombre des chômeurs et des chômeurs partiels. A leur avis, cette politique affecte également de façon défavorable l'approvisionnement des pays insuffisamment développés en biens d'équipement et autres bien indispensables et entrave ainsi l'accroissement de l'emploi dans ces pays<sup>29</sup>.

171. D'autres membres du Conseil ont soutenu, au contraire, que l'on ne pouvait considérer comme une cause de chômage les programmes de défense nationale qui suscitent automatiquement une augmentation de la demande et qu'en fait, comme on l'avait souligné au cours du débat sur la situation économique mondiale, si le chômage était apparu dans certains secteurs, il n'y avait cependant pas de crise de chômage; ces représentants ont affirmé que la production avait augmenté et que l'approvisionnement des pays insuffisamment développés s'était amélioré tant en ce qui concerne les biens d'équipement que les biens de consommation. Ils ont cependant reconnu qu'il fallait poursuivre les efforts en vue d'améliorer, sur le plan national et international, les mesures qui visent au maintien de la stabilité économique, sans introduire des éléments de rigidité qui puissent entraver le progrès et le développement économiques.

172. A l'issue du débat, le Conseil a adopté la résolution 426 B (XIV) par laquelle il a rappelé que l'un des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies est de réaliser et de maintenir le plein emploi, pris acte des rapports qui lui ont été adressés jusqu'ici sur certains aspects des problèmes qui intéressent le plein emploi et déclaré qu'il faut non seulement empêcher la dépression et le chômage structurel, mais aussi combattre l'inflation. Envisageant en outre la possibilité de voir le plein emploi ou un accroissement rapide de la main-d'œuvre employée accentuer ou susciter des tendances inflationnistes, à moins que l'on ne prenne les mesures voulues pour enrayer ces tendances, le Conseil, par sa résolution, a prié le Secrétaire général, après consultation avec les institutions spécialisées compétentes, de rédiger, à la lumière d'expériences récentes réalisées dans les différentes régions du monde et des rapports et études déjà publiés en la matière par l'Organisation des Nations Unies et par d'autres organisations, un rapport exposant les mesures à prendre sur le plan national et sur le plan international pour éviter que la réalisation et le maintien du plein emploi ne s'accompagnent des effets nuisibles de l'inflation. Le Conseil a prié le Secrétaire général de lui présenter ce rapport en 1953.

### Section III. — Grave pénurie d'insecticides dans le domaine de la santé publique

173. A sa quatorzième session, le Conseil a pris connaissance du rapport du Groupe de travail (E/2183 et Corr.1)<sup>30</sup> constitué par le Secrétaire général, confor-

mément à une demande formulée par le Conseil dans sa résolution 377 (XIII), pour examiner la situation mondiale des approvisionnements et des besoins en DDT et en BHC. Le groupe de travail, qui s'est réuni en février 1952, a conclu qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de pénurie importante de ces insecticides; il a toutefois formulé certaines observations et suggestions destinées à aplanir les difficultés auxquelles se heurte le commerce international des insecticides.

174. Au cours de l'examen du rapport<sup>31</sup>, un certain nombre de délégations ont mentionné l'utilité que présentent les renseignements statistiques sur ces insecticides et ont exprimé l'espoir que le Bureau de statistiques des Nations Unies envisagera la possibilité d'améliorer le rassemblement des données concernant la production, la consommation et le commerce international d'insecticides.

175. La suggestion du groupe de travail tendant à ce qu'en raison des variations qui interviennent dans la production et la consommation de ces insecticides on envisage de convoquer au début de 1953 un autre groupe de travail doté d'un mandat élargi s'est heurtée à des objections et l'on a fait observer que l'OMS et la FAO pourront surveiller l'évolution de la situation. Si les circonstances semblent justifier d'autres réunions, ces institutions spécialisées ou l'un des Etats Membres pourront attirer l'attention du Conseil sur la nécessité de convoquer à nouveau le groupe de travail. Le Conseil a adopté<sup>32</sup> la résolution 422 (XIV) dans laquelle il note la conclusion formulée par le groupe de travail, selon laquelle il n'existe pas à l'heure actuelle une pénurie importante de ces insecticides; invite instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées à apporter une attention toute particulière à la mise en œuvre des recommandations du groupe de travail, notamment celles qui concernent la nécessité de continuer les recherches sur l'utilisation de nouveaux insecticides en donnant une importance spéciale aux problèmes que pose le développement de souches d'insectes résistants, le moment auquel il convient de passer les commandes et l'élimination des barrières qui s'opposent au commerce des insecticides.

176. Le Conseil a également décidé d'examiner à une date ultérieure la nécessité d'organiser une nouvelle réunion du groupe de travail, à la lumière des changements importants qui pourraient se produire en ce qui concerne la situation des besoins et des approvisionnements en insecticides.

### Section IV. — Production et répartition du papier journal et du papier d'édition

177. Le Conseil était saisi d'un rapport du Secrétaire général (E/2241) sur les progrès accomplis en application de la résolution 374 (XIII) du Conseil concernant la production et la répartition du papier journal. Ce rapport contient un exposé des mesures prises par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et divers gouvernements pour remédier à la pénurie actuelle du papier journal et pour répondre aux besoins à plus long terme.

<sup>29</sup> *Ibid.*, E/L.388/Rev.1.

<sup>30</sup> *Ibid.*, point 8 de l'ordre du jour.

<sup>31</sup> 124ème séance du Comité économique et document E/2273.

<sup>32</sup> 528ème séance plénière.

178. Par la résolution 423 (XIV) qu'il a adoptée<sup>33</sup>, le Conseil note, après avoir pris connaissance du rapport du Secrétaire général, l'avis du Comité du bois de la Commission économique pour l'Europe en ce qui concerne les perspectives favorables d'approvisionnement à court terme en pâte et en papier, estime qu'à la suite de cette évolution favorable des approvisionnements, la situation à court terme de la production et de la répartition du papier journal et du papier d'édition a cessé d'exiger, pour l'instant, une action internationale immédiate, prie le Secrétaire général, la FAO, l'UNESCO et la Banque de poursuivre leurs efforts en vue de l'action à long terme demandée par la résolution 374 (XIII), et prie le Secrétaire général de continuer à assurer la coordination de ces efforts et de faire rapport au Conseil en 1954, à moins que des faits nouveaux ne justifient l'établissement d'un rapport dans un délai plus court.

## Section V. — Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

179. Le Conseil a examiné<sup>34</sup> le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (E/2195 et Add.1 à 3)<sup>35</sup>. Le représentant de la FAO a complété ce document par un exposé au cours duquel il a fait observer que la relation entre les ressources alimentaires et le nombre d'habitants du globe pose un problème d'importance capitale, car la population du monde a augmenté de 12 à 14 pour 100 depuis l'après-guerre immédiat, alors que la production mondiale de denrées alimentaires ne s'est accrue que de 7 à 8 pour 100. A sa sixième session, la Conférence de la FAO, consciente de la gravité de ce problème, a invité les gouvernements à faire en sorte d'accroître la production de denrées alimentaires dans une mesure supérieure au taux d'augmentation de la population. Si du point de vue technique il est possible de développer considérablement la production mondiale de denrées alimentaires, on se heurte souvent à cet égard à de grosses difficultés d'ordre administratif, social et politique. La Conférence a également recommandé à tous les Etats membres de la FAO d'établir des plans quinquennaux de développement agricole adaptés à la situation de leurs pays afin d'atteindre les nouveaux objectifs de production, et de mettre ces plans en exécution sans retard; elle a de plus chargé le Directeur général de la FAO d'aider les gouvernements, sur leur demande, à établir des plans de cet ordre.

180. Au cours des débats du Conseil, on a fait observer que depuis la guerre la production des denrées alimentaires n'est pas allée de pair avec l'augmentation de la population, que la diminution de la production par habitant qui en résulte est particulièrement grave dans

les pays insuffisamment développés et qu'en conséquence des efforts spéciaux doivent être consacrés à l'augmentation de la production d'aliments dans ces régions. A ce propos, on a souligné qu'il est en général difficile d'augmenter la production de denrées alimentaires autrement que dans le cadre d'un développement économique général.

181. Les membres du Conseil ont en général félicité la FAO de son action et l'ont invitée instamment à accorder une attention toute particulière aux demandes d'assistance technique visant à augmenter la production de denrées alimentaires dans les pays insuffisamment développés. Certains représentants ont indiqué que les projets témoins fourniraient un moyen utile de faire connaître aux agriculteurs les nouvelles techniques de production. On a toutefois fait observer que l'application de ces nouvelles techniques entraîne souvent des frais que les agriculteurs de beaucoup de régions ne sont pas en mesure d'assumer sans aide financière; en outre, il est probable que la mise en service de machines agricoles coûteuses se révélera difficile dans certaines régions déjà cultivées, car elle nécessiterait des achats à l'étranger et risquerait de provoquer du chômage.

182. On a également souligné que pour augmenter la production il était nécessaire de donner aux agriculteurs l'assurance d'une rémunération suffisante. Par ailleurs, les difficultés de change s'opposent au développement des échanges internationaux de denrées alimentaires. Certaines délégations ont fait observer que la réforme agraire contribuerait à l'augmentation de la production d'aliments, et se sont félicitées de l'œuvre accomplie actuellement à cet égard par l'Organisation des Nations Unies, la FAO et d'autres institutions spécialisées agissant de concert.

183. Certains membres du Conseil ont mentionné l'importance que présente l'action entreprise par la FAO à l'échelon régional. Ils se sont félicités de la coopération qui a été établie avec les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées.

184. Le Conseil a adopté la résolution 424 (XIV)<sup>36</sup> par laquelle, après avoir pris acte avec satisfaction du rapport de la FAO, il prend également acte de la déclaration du Directeur général de la FAO selon laquelle la production alimentaire ne se développe pas au même rythme que la population du monde, et note que les disponibilités d'aliments par habitant restent inférieures à celles d'avant la guerre. Le Conseil a en outre pris acte de l'opinion exprimée par la Conférence de la FAO selon laquelle il est nécessaire que la production des principales denrées alimentaires et autres produits agricoles essentiels soit accrue de manière harmonieuse et à un taux annuel qui dépasse de 1 à 2 pour 100 celui de l'accroissement démographique, résultat qui ne représenterait toutefois que le minimum indispensable pour améliorer quelque peu les niveaux de nutrition. Dans le dispositif de cette résolution, le Conseil recommande à tous les Etats membres de contribuer à réaliser cet objectif général en préparant et en exécutant des programmes de développement agricole adaptés aux conditions de leurs pays respectifs

<sup>33</sup> 654ème séance plénière.

<sup>34</sup> 604ème, 610ème et 611ème séances plénières. Voir aussi le chapitre VII, section V.

<sup>35</sup> *Rapport annuel de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture* (E/2195); *Le travail de la FAO: rapport du Directeur général, 1950-51*, C.51/21, Rome, 1952 (E/2195/Add.1); *Programme de travail pour 1952-1953*, C.51/16, Rome, 1951 (E/2195/Add.2); *Rapport de la sixième session de la Conférence*, 19 novembre-6 décembre 1951, Rome, 1952 (E/2195/Add.3).

<sup>36</sup> Cette résolution a pour origine un projet commun présenté par la France et l'Iran (E/L.362 et Add.1 et E/L.362/Rev.1). Un amendement présenté par la Belgique (E/L.369) a été ultérieurement retiré par son auteur.

et recommande à la FAO de continuer à prêter une attention particulière à toute demande d'assistance technique qui serait présentée par un pays insuffisamment développé pour la préparation et l'exécution d'un programme de ce genre.

## Section VI. — Rapport du Fonds monétaire international

185. A sa quatorzième session<sup>37</sup>, le Conseil a examiné le rapport annuel du Fonds monétaire international sur l'exercice financier qui a pris fin le 30 avril 1951<sup>38</sup>, ainsi qu'un supplément portant sur la période du 1er mai 1951 au 31 mars 1952 (E/2169 et Add.1).

186. Au cours d'une déclaration prononcée devant le Conseil, le Directeur général du Fonds a exprimé l'espoir que les nouveaux principes adoptés en vertu de décisions récentes du Fonds lui permettront d'accorder une assistance plus grande à ses membres pour leur permettre de faire face à leurs besoins temporaires en devises. Parmi les changements de cet ordre, il a cité l'énoncé plus précis des conditions dans lesquelles les ressources du Fonds pourront être mises à la disposition des pays membres pour leur servir de deuxième ligne de réserve afin de leur permettre de surmonter des difficultés de change temporaires et la revision du barème d'intérêts applicable en cas d'utilisation des ressources du Fonds. Les consultations générales prévues par l'Accord relatif au Fonds ont été entreprises avec la plupart des membres en vue de limiter ou de supprimer certains genres de pratiques restrictives ou discriminatoires pour améliorer la convertibilité des monnaies.

187. En passant en revue la situation des paiements internationaux dans un passé récent, le Directeur général a déclaré qu'au cours de la période pendant laquelle les importations des Etats-Unis ont marqué une augmentation nette en 1950-1951, de nombreux pays se sont comportés comme si le problème des paiements avait disparu. Or, lorsque la demande spéculative exceptionnelle s'est atténuée, la faiblesse persistante de la situation des paiements est apparue et les difficultés de paiement, qui ne se limitaient pas aux transactions en dollars, ont repris un caractère pressant et ont été encore accentuées par l'insuffisance des réserves. Le Directeur général a déploré qu'on ait tendance à croire que la limitation des importations et l'adoption de mesures commerciales discriminatoires puissent apporter une solution aux difficultés de paiement. Il a constaté qu'on a déjà fait beaucoup pour résoudre les problèmes posés par les paiements après la guerre et il a exprimé la conviction que la principale tâche qui reste à accomplir consiste à résorber l'inflation actuelle, notamment par des mesures relevant de la politique budgétaire et de la politique du crédit, qui, a-t-il signalé, sont récemment revenues au premier plan des préoccupations. Les besoins financiers de beaucoup de gouvernements augmentent à cause du réarmement. L'aide économique et l'aide au titre du programme de défense fournies par les Etats-Unis permettront de résoudre partiellement ce problème, mais

les pays bénéficiaires eux-mêmes devront faire beaucoup plus que par le passé pour assurer le financement de leur programme de défense. Les mesures destinées à éviter l'inflation ne provoqueront pas nécessairement un chômage généralisé, mais si les gouvernements relâchent les mesures de lutte contre l'inflation dès que le chômage apparaît dans certaines industries, le problème des paiements risque de devenir chronique. Les capitaux privés s'orientaient probablement plus facilement vers les pays insuffisamment développés si ceux-ci cherchaient à éviter l'inflation, à consolider la situation de leurs paiements et à faciliter le transfert rapide des bénéfices courants. Même si ces conditions favorables se trouvaient remplies, il ne faut pas croire que le courant des capitaux privés serait suffisant, mais l'on saurait alors dans quelle mesure ces pays devraient compter sur les organismes internationaux et gouvernementaux pour se procurer les capitaux nécessaires. De l'avis du Directeur général, il n'y a aucune raison de croire que le monde se trouve à la veille d'une contraction générale du commerce international, et il est possible de résoudre les problèmes financiers et économiques du monde si chaque pays met en pratique une politique financière et économique appropriée.

188. Les débats ultérieurs du Conseil ont fait ressortir les incidences des difficultés qui se présentent actuellement dans le domaine des paiements internationaux. Un représentant a attiré l'attention du Conseil sur l'évolution très défavorable de la balance des paiements de son pays et il a fait observer que son gouvernement considère la politique restrictive qu'il s'est vu contraint d'adopter comme une pénible nécessité. Ce représentant a déclaré que les mesures destinées à assurer l'équilibre de la balance des paiements qui ne comportent ni limitation des importations ni restriction de convertibilité des monnaies ne seront couronnées de succès que si les pays dont la balance des paiements est constamment excédentaire coopèrent en encourageant la consommation d'articles importés. Un membre du Conseil a accusé le Fonds de n'avoir pas atteint les buts qui lui ont été tracés et d'être devenu un instrument de la politique étrangère de l'un des Etats Membres. La nouvelle politique qui régira l'utilisation des ressources du Fonds a été bien accueillie par la plupart des membres du Conseil.

189. A la fin du débat, le Conseil a adopté la résolution 421 (XIV), par laquelle il a pris acte du rapport du Fonds monétaire international.

## Section VII. — Transports

190. Conformément à la résolution 414 (XIII) du Conseil, la Commission des transports et des communications se réunit désormais une fois tous les deux ans; la Commission n'a donc pas siégé durant l'année considérée dans le présent rapport. Néanmoins, le Secrétariat a poursuivi les activités en cours dans le domaine des transports et des communications et les travaux préparatoires en vue de la sixième session, qui doit se tenir au début de 1953, ont été effectués conformément aux décisions adoptées par le Conseil dans sa résolution 379 (XIII). On trouvera ci-après l'exposé des mesures prises sur certains points particuliers dans le domaine des transports et des communications depuis la treizième session du Conseil.

<sup>37</sup> 584ème séance plénière.

<sup>38</sup> *Fonds monétaire international, Rapport annuel, 1951, Washington (D.C.).*

## TRANSPORTS ROUTIERS INTERNATIONAUX

### *Entrée en vigueur de la Convention sur la circulation routière*

191. La Convention sur la circulation routière, ouverte à la signature, le 19 septembre 1949, par la Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles, est entrée en vigueur le 26 mars 1952, trente jours après le dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, ainsi qu'il était prévu dans la Convention. Après le dépôt d'un autre instrument de ratification et d'un autre instrument d'adhésion, le nombre total des parties contractantes atteignait sept à la fin de la quatorzième session du Conseil.

### *Signalisation routière*

192. Le groupe d'experts en matière de circulation routière, créé conformément à la résolution 272 (X) du Conseil, complétée par la résolution 10 adoptée par la Commission des transports et des communications à sa quatrième session (E/1665), a tenu sa troisième session, du 23 juin au 18 juillet 1952; il a achevé l'étude du problème de l'établissement d'un système mondial uniforme de signalisation routière et a préparé un projet de convention concernant ce système. Le rapport final du groupe d'experts, qui contient le texte du projet de convention sur un système uniforme de signalisation routière, sera présenté à la Commission des transports et des communications à sa sixième session.

### *Permis de conduire*

193. Conformément à la résolution 379 (XIII) du Conseil, le Secrétaire général a désigné un Comité composé d'un petit nombre d'experts en matière de permis de conduire qui se réunira en septembre et octobre 1952; ce comité doit faire rapport à la Commission des transports et des communications pour sa sixième session et lui donner son avis sur la question de l'établissement de règlements uniformes minima pour la délivrance de permis de conduire les véhicules automobiles.

## NAVIGATION

### *Ratification de la Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime*

194. Entre les treizième et quatorzième sessions du Conseil, trois nouveaux instruments de ratification de la Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime ont été déposés, ce qui porte le nombre des ratifications à onze. Il est prévu dans la Convention qu'elle entrera en vigueur lorsque vingt et une nations, dont sept devront posséder chacune un tonnage global au moins égal à un million de tonnes de jauge brute, y auront adhéré ou l'auront ratifiée.

## Section VIII. — Finances publiques

195. La Commission des finances publiques ne s'est pas réunie au cours de l'année traitée dans le présent

rapport. Les activités dont il est rendu compte ci-après ont été poursuivies conformément à la résolution 378 (XIII) du Conseil.

## PROBLÈMES FISCAUX INTERNATIONAUX

### *Imposition des investissements étrangers*

196. Le Conseil a examiné les problèmes soulevés par l'imposition des investissements étrangers à l'occasion de la discussion du financement du développement économique<sup>39</sup>. Dans sa résolution 416 D (XIV), le Conseil a invité la Commission des finances publiques, en tenant compte des résultats des études complémentaires auxquelles procède actuellement le Secrétaire général et de l'étude commune, à continuer l'examen des questions d'imposition dans leurs rapports avec les investissements internationaux. Il a invité également la Commission, lorsqu'elle examinerait ces questions: a) à poursuivre l'étude de la proposition qui voudrait que, grâce à des accords bilatéraux ou à des mesures unilatérales, le revenu des investissements internationaux dans les pays insuffisamment développés ne fût imposé que dans ces pays, ce revenu étant exonéré d'impôts dans les pays autres que ceux où se sont faits ces investissements internationaux; et b) à présenter les résultats de cette étude dans un chapitre spécial du prochain rapport qu'elle adressera au Conseil économique et social.

197. Les études mentionnées dans la résolution sont actuellement en cours et un rapport sera présenté aux prochaines sessions de la Commission des finances publiques et de la Commission économique pour l'Amérique latine.

198. A sa treizième session, le Conseil a pris connaissance du texte préliminaire d'une étude spéciale sur l'imposition des bénéfices et dividendes des sociétés, compte tenu en particulier du rôle que jouent les sociétés dans l'économie des pays insuffisamment développés. Conformément à la résolution 378 I (XIII) du Conseil, cette étude est en cours de révision et elle sera soumise sous sa forme définitive à la prochaine session de la Commission des finances publiques.

### *Conventions fiscales internationales*

199. Conformément à la résolution 378 B (XIII) du Conseil, le Secrétariat continue de constituer un recueil des conventions internationales tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale. On trouvera dans le volume IV de la série *Conventions fiscales internationales*, actuellement en préparation, le texte des conventions conclues depuis la publication du volume II, en 1951, ainsi que des tableaux complémentaires relatifs à l'état actuel des conventions internationales et qui ont pour objet de mettre à jour le recueil méthodique présenté dans le volume III: *Répertoire mondial des conventions fiscales internationales, 1843-1951*.

### *Imposition des ressortissants et avoirs étrangers et des transactions internationales*

200. Le Secrétariat travaille actuellement à une étude analytique comparée des impôts auxquels sont soumis

<sup>39</sup> Voir les chapitres III, par. 341 à 343.

les ressortissants et avoirs étrangers et les transactions internationales en vertu de la législation des différents pays et des conventions internationales; un premier rapport sera présenté à la Commission des finances publiques à sa prochaine session.

### *Imposition de l'agriculture*

201. Conformément à la résolution 378 I (XIII) du Conseil, le Secrétariat a entrepris en coopération avec la FAO une étude des problèmes fiscaux que pose l'agriculture. Un premier rapport traitant principalement des modalités et des répercussions économiques de l'imposition des terres ainsi que des produits et des revenus de la terre sera présenté à la Commission des finances publiques à sa prochaine session.

### COMPTABILITÉ NATIONALE ET PRATIQUES BUDGÉTAIRES

202. Dans sa résolution 378 D (XIII), le Conseil a prié le Secrétaire général "d'examiner les principes fondamentaux de la comptabilité et de la vérification des comptes, tels que la publication complète, le rôle de la comptabilité dans la gestion, la création d'un système de responsabilité, le contrôle intérieur et la vérification extérieure des comptes" et "de poursuivre les travaux déjà entrepris dans l'étude intitulée *Structure budgétaire et classification des comptes d'Etat* en établissant un système qui permette de classer et de présenter les données financières de façon plus détaillée et plus complète".

203. En conséquence, le Secrétariat a entrepris une étude sur l'exécution du budget et la vérification comptable des opérations budgétaires qui sera publiée à la fin de 1952. En outre, le Secrétariat doit faire paraître, d'ici la fin de l'année 1952, un manuel de la classification des comptes publics dans lequel on trouvera des recommandations sur l'application pratique des principes fondamentaux énoncés dans le volume intitulé *Structure budgétaire et classification des comptes d'Etat* qui a été publié en 1951<sup>40</sup>.

### *Documentation sur les finances publiques*

204. Le Secrétariat publie chaque année des données sur les finances publiques dans l'*Annuaire statistique* de l'Organisation des Nations Unies où l'on trouve des renseignements sur les dépenses et les recettes des pouvoirs publics centraux et sur la dette publique. Dans un volume spécial intitulé *Statistiques des finances publiques, 1938-1952* — actuellement en préparation — le Secrétariat présentera des données plus détaillées sur les dépenses et les recettes des pouvoirs publics centraux ainsi que sur la dette publique, en s'efforçant de les classer dans des catégories qui répondent aux besoins des économistes.

### *Service de documentation sur les finances publiques; projets complémentaires*

205. Dans la série intitulée *Etudes sur les finances publiques*, le Secrétariat a publié une étude sur les finances publiques de l'Inde où l'on trouve une analyse

des problèmes financiers et fiscaux qui se posent à une nation qui vient d'accéder à l'indépendance et des indications sur la manière dont ce pays a adapté la structure de ses finances et de son administration en fonction des problèmes complexes nés du partage.

206. Le Secrétariat a également publié un *Bulletin d'information sur les finances publiques du Pérou* où il insiste sur le rôle des pouvoirs publics dans la lutte contre l'inflation et sur la nécessité de coordonner la politique monétaire et la politique fiscale avant de mettre en train un programme de développement.

207. Conformément à la résolution 378 E (XIII) du Conseil, le Secrétaire général a consulté l'Union internationale des villes et des pouvoirs locaux au sujet de sa collaboration éventuelle pour la mise au point des formulaires sur lesquels les données relatives aux finances régionales et municipales doivent être communiquées et des méthodes selon lesquelles elles doivent être recueillies. Comme suite à ces consultations, l'Union a établi un questionnaire qui sera communiqué à tous ses membres.

### Section IX. — Travaux de statistique

208. La Commission de statistique ne s'est pas réunie pendant l'année considérée dans le présent rapport. On trouvera ci-après des renseignements sur l'exécution du programme de travail arrêté par la Commission<sup>41</sup> et que le Conseil a approuvé dans sa résolution 380 A (XIII).

### STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL

209. Le Secrétariat a fait paraître la *Classification type pour le commerce international* (CTCI) dans une édition révisée<sup>42</sup> qui rattache cette classification à la nomenclature tarifaire du groupe d'étude pour l'Union douanière européenne. Le Secrétariat a communiqué aux gouvernements une liste des modifications apportées au *Projet de nomenclature douanière de la Société des Nations* pour faciliter la conversion des données recueillies d'après ce projet de nomenclature en données conformes à la *Nomenclature tarifaire de Bruxelles* et pour faciliter l'application de la CTCI par les pays qui utilisent l'une ou l'autre de ces deux nomenclatures. Soixante pour cent des échanges mondiaux sont maintenant enregistrés d'après les principes de la CTCI. Le Secrétariat vient d'entreprendre l'élaboration d'un index indiquant la position de chaque article dans la CTCI. Un groupe de travail réunissant des fonctionnaires des services commerciaux des pays de l'Extrême-Orient a été convoqué pour aider ces pays à appliquer la CTCI lorsqu'ils établissent les statistiques de leurs échanges commerciaux<sup>43</sup>. La publication régulière de statistiques établies d'après la CTCI a commencé avec les données relatives au premier trimestre de 1951<sup>44</sup>. Un comité d'experts du commerce a étudié les méthodes permettant d'assurer la comparabilité des statistiques du commerce extérieur. Conformément à la résolu-

<sup>42</sup> Voir: *Etudes statistiques, série M, No 10* (deuxième édition).

<sup>43</sup> Voir E/CN.11/317.

<sup>44</sup> Voir: *Etudes statistiques, série B, No 7*; voir également: *Annuaire des statistiques du commerce international, 1951* (sous presse).

<sup>40</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1951.XVI.3.

<sup>41</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément No 5*.

tion 380 B (XIII) du Conseil, les gouvernements ont été invités à donner la définition de leurs territoires douaniers pour permettre au Secrétaire général de dresser et de tenir à jour une liste de ces territoires.

#### STATISTIQUES DE LA FORMATION DU CAPITAL ET DU REVENU NATIONAL

210. Le Secrétariat s'emploie actuellement à réunir un comité d'experts chargé d'élaborer des définitions et des classifications types pour le revenu national et la comptabilité nationale. Dans ses délibérations, le Comité d'experts du revenu national s'aidera d'un projet de rapport intitulé: "Etude d'un système de comptabilité nationale et tableaux connexes" établi par le Bureau de statistique, ainsi que d'autres documents de travail. Le Secrétariat a communiqué aux gouvernements, en les priant de faire connaître leurs observations, l'étude technique sur la formation du capital qui avait été rédigée à l'intention de la Commission de statistique pour sa sixième session; il en a adressé un texte révisé aux membres de la Commission en les priant de lui communiquer leurs observations. Le texte définitif de cette étude sera établi compte tenu de ces observations et soumis à l'examen de la Commission à sa septième session.

211. Conformément à la résolution 369 (XIII) du Conseil, qui demandait au Secrétaire général de continuer à suivre la question du volume et de la répartition du revenu national dans les pays insuffisamment développés, le Secrétariat a révisé, d'après les débats du Conseil à sa treizième session, le rapport intitulé: "Volume et répartition du revenu national dans les pays insuffisamment développés" (E/2041) et il en a publié une nouvelle édition<sup>45</sup>.

212. A sa cinquième session, la Commission a insisté sur la nécessité de publier des statistiques récentes sur le revenu national<sup>46</sup> et comme suite à cette demande, le Secrétariat a publié un document où l'on trouve les dernières données qu'il a pu réunir<sup>47</sup>.

#### STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL

213. A la lumière des observations communiquées par les gouvernements, le Secrétariat a révisé les projets de normes pour les registres et les statistiques de l'état civil (E/CN.3/123 - E/CN.9/65), qui seront soumis à l'approbation de la Commission, à sa septième session.

#### STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET STATISTIQUES SOCIALES

214. Le Secrétariat a publié un manuel<sup>48</sup> destiné à aider les gouvernements à appliquer les classifications types internationales par profession, industrie et situation dans la profession. Le Secrétariat prépare actuellement une étude sur les statistiques sociales qu'il va communiquer aux gouvernements, en les priant de

faire connaître leurs observations afin d'en rédiger une nouvelle version qui sera soumise à l'examen de la Commission de statistique à sa septième session.

#### STATISTIQUES DES PRIX

215. Comme suite à la recommandation formulée par la Commission de statistique à sa sixième session, le Secrétariat a communiqué aux gouvernements, afin de recueillir leurs observations, un mémoire technique sur les propositions relatives à l'établissement des indices des prix de gros; ce mémoire sera remanié et soumis à l'approbation de la Commission à sa septième session.

#### SOUS-COMMISSION DES SONDAGES STATISTIQUES

216. Conformément à la résolution 414 B.I c (XIII) du Conseil, la Sous-Commission a tenu sa cinquième et dernière session et présenté son rapport (E/CN.3/140) qui sera soumis à la Commission de statistique à sa septième session.

#### AMÉLIORATION DES STATISTIQUES NATIONALES

217. Parmi les travaux de statistique entrepris au titre de l'assistance technique, on peut citer l'envoi d'experts-conseils dans les pays qui ont sollicité une assistance, l'organisation de cycles d'études et de centres d'informations régionaux, l'octroi de bourses de perfectionnement et les services consultatifs par correspondance. Au cours de l'année écoulée, toutes ces activités se sont sensiblement développées dans le cadre du programme élargi d'assistance technique.

#### Section X. — Commission économique pour l'Europe

218. La Commission économique pour l'Europe a tenu sa septième session à Genève du 3 au 18 mars 1952. Le rapport annuel (E/2187)<sup>49</sup> qui rend compte de l'activité de la Commission entre le 14 juin 1951 et le 18 mars 1952 et qui renferme un exposé des débats et des décisions de sa septième session a été soumis au Conseil à sa quatorzième session<sup>50</sup>. Le Conseil a également été saisi d'une note du Secrétaire général sur le programme et l'ordre de priorité des travaux de la CEE pour 1952-1953 (E/2221).

#### RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES, LES AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

219. Il ressort clairement du rapport de la Commission qu'elle a maintenu des liens de coopération étroits avec les institutions spécialisées. La FAO a continué

<sup>49</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 5.*

<sup>45</sup> Voir: *Etudes statistiques, série E, No 3.*

<sup>46</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, onzième session, Supplément No 4, par. 73.*

<sup>47</sup> *Statistiques du revenu national et des dépenses nationales, Etudes statistiques, série H, No 1.*

<sup>48</sup> Voir: *Application des normes internationales aux recensements de la population active (ST/SOA/Série A), Etudes démographiques, No 9.*

<sup>50</sup> 594ème, 595ème et 596ème séances plénières. A la 594ème séance, le secrétaire exécutif de la Commission a fait un exposé pour compléter les renseignements présentés dans le rapport. On trouvera au chapitre premier des renseignements sur la question du droit de vote des Etats européens qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies (par. 79), la date et le lieu des futures sessions de la Commission (par. 71) et l'application des dispositions de l'article 40 du règlement intérieur de la CEE relatives aux langues de travail (par. 75).



de fournir des services d'experts au Comité des problèmes agricoles et au Comité du bois de la Commission, et la FAO, l'OIT et l'UNESCO ont coopéré à la préparation des diverses études entreprises par le Secrétariat<sup>51</sup>. Le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe s'est également tenu en liaison étroite avec les secrétariats de la Banque, du Fonds, de l'OMS, de la CIOIC et de l'OACI. Un certain nombre d'autres organisations intergouvernementales ont participé aux travaux de la Commission, en particulier à ceux du Comité des transports intérieurs.

220. Des organisations non gouvernementales ont également contribué aux travaux de presque tous les comités, sous-comités et groupes de travail de la CEE, notamment à ceux du Comité des transports intérieurs, du Comité de l'industrie et des produits de base et son Sous-Comité de l'habitat. Comme suite à une recommandation du Conseil<sup>52</sup>, la Commission a examiné, à sa septième session, l'intérêt qu'il y aurait à reviser, conformément aux principes énoncés dans la résolution 288 (X) du Conseil, les dispositions de son règlement intérieur relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales. La Commission a toutefois constaté que son règlement intérieur tel qu'il est appliqué à l'heure actuelle est conforme à l'esprit des règles établies par le Conseil.

#### RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS ALLIÉES DE CONTRÔLE EN ALLEMAGNE

221. Les relations de la CEE avec les autorités alliées de contrôle en Allemagne sont restées, dans l'ensemble, celles qui sont exposées dans un précédent rapport du Conseil à l'Assemblée générale<sup>53</sup>. L'Assemblée générale ayant décidé à sa sixième session de ne pas ouvrir de crédits budgétaires pour le Bureau de liaison que le Secrétariat maintenait dans les zones d'occupation des Puissances occidentales en Allemagne<sup>54</sup>, les mesures nécessaires ont été prises pour mettre fin à l'activité de ce bureau.

#### PRINCIPAUX TRAVAUX

222. A sa septième session, la Commission a examiné l'activité de ses organes subsidiaires et de son secrétariat, et elle a chargé ses Comités de tenir compte, lorsqu'ils reverront le programme et l'ordre de priorité de leurs travaux<sup>55</sup>, des décisions pertinentes de la Commission, des vues exposées par les représentants à la septième session et de l'évolution de la situation économique.

223. L'élaboration d'une étude annuelle sur la situation économique de l'Europe est restée l'une des tâches principales du secrétariat. L'étude est complétée par une publication trimestrielle: le *Bulletin économique pour l'Europe*. L'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1951* (E/ECE.140/Rev.1) a été discutée par la Commission à sa septième session<sup>56</sup> et le Conseil

l'a étudiée à sa quatorzième session au cours de l'examen de la situation économique mondiale<sup>57</sup>.

#### Problèmes agricoles

224. Le Comité des problèmes agricoles ne s'est pas réuni au cours de la période considérée, mais une réunion de son Groupe de travail de la normalisation des denrées périssables a été convoquée en février 1952. En attendant que le Comité se réunisse, la Division de l'agriculture, commune au secrétariat de la Commission économique pour l'Europe et à la FAO<sup>58</sup>, a continué de prêter son concours aux autres divisions pour l'examen de toutes questions se rapportant à l'agriculture et elle a poursuivi ou achevé les travaux que le Comité lui avait précédemment confiés.

225. Le Groupe de travail de la normalisation des denrées périssables a arrêté des dispositions générales qui pourraient être adoptées pour la normalisation commerciale et le contrôle de la qualité des fruits et légumes frais livrés au trafic international, ainsi que des recommandations concernant certains produits. Les rapports seront communiqués aux gouvernements pour qu'ils présentent des suggestions et des recommandations.

#### Charbon

226. Le Comité du charbon a poursuivi ses efforts en vue de ménager la conclusion d'un accord sur la répartition générale des tonnages exportables. Cependant, les quantités déclarées libres pour l'exportation sont loin de suffire à la demande. Le Comité a décidé que les travaux relatifs aux questions de répartition incomberont à son Sous-Comité du marché charbonnier qui formulera, à l'adresse des gouvernements, des recommandations sur lesquelles l'unanimité devrait se faire.

227. Par l'entremise de ces différents organes subsidiaires, le Comité du charbon a étudié les moyens d'améliorer le rendement des combustibles solides, les facteurs qui agissent sur les cours du charbon, la situation de l'offre de bois de mine et la classification internationale des charbons. Il a également étudié les tendances de la consommation de combustibles solides dans certains pays d'Europe et analysé la situation générale des ressources en charbon afin d'étudier les difficultés inhérentes à l'accroissement de la production et les méthodes employées pour les surmonter.

#### Energie électrique

228. Le Comité a adopté une recommandation relative à l'aménagement hydro-électrique des cours d'eau et des lacs d'intérêt commun à deux ou plusieurs pays. Pour ce qui est des cours d'eau qui arrosent successivement le territoire de deux États, le Comité a reconnu qu'il serait difficile, dans l'état actuel des choses, d'établir une convention générale, et il a chargé le secrétariat de servir d'intermédiaire entre des gouvernements. C'est ainsi que le secrétariat a organisé,

<sup>51</sup> Voir : *Répertoire des travaux d'ordre économique et social*, 1952, pages 16 à 20, et programme et ordre de priorité des travaux de la Commission économique pour l'Europe (E/2221).

<sup>52</sup> Voir : *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 3*, par. 87.

<sup>53</sup> Voir : *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Supplément No 3*, par. 137.

<sup>54</sup> Voir : *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Cinquième Commission*, 318ème séance.

<sup>55</sup> Voir les programmes de travail présentés dans le document E/2221.

<sup>56</sup> Voir E/2187, par. 158.

<sup>57</sup> Voir les paragraphes 120 à 123.

<sup>58</sup> On trouvera des renseignements sur la création de la Division commune dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, neuvième session, Supplément No 12*.



entre des représentants de l'Autriche et de la Yougoslavie, une première réunion au cours de laquelle ont été examinées les possibilités d'exploiter l'énergie hydraulique de la Drave. Cette réunion a été suivie de négociations entre les deux pays. Pour ce qui est des cours d'eau qui servent de frontière, le Comité a déclaré que "les ouvrages à la construction desquels participent deux ou plusieurs Etats voisins doivent être traités par les Etats intéressés comme s'ils étaient construits sur leur propre territoire, quel que soit l'emplacement choisi"<sup>50</sup>.

229. Le Comité a également adopté une résolution visant à encourager les échanges internationaux d'énergie électrique et à favoriser l'exploitation rationnelle des ressources en énergie électrique. Le Comité a décidé aussi d'entreprendre une étude générale sur l'électrification des campagnes.

### *Industrie et produits de base*

230. Le Comité de l'industrie et des produits de base ne s'est pas réuni pendant la période considérée, mais ses organes subsidiaires se sont employés à étudier divers problèmes de leur compétence. Dans ses travaux relatifs aux produits des industries mécaniques et aux produits de base nécessaires à l'industrie, le Comité s'est guidé sur le programme de travail établi en septembre 1950 par un Groupe de travail spécial<sup>60</sup>.

231. Comme suite aux réunions du Groupe de travail spécial sur les contrats en matière d'industrie mécanique, un certain nombre de clauses types ont été adoptées et les travaux se poursuivent en ce qui concerne les clauses de livraison et de montage.

232. A sa septième session, la Commission a adopté une résolution dans laquelle elle a notamment invité le secrétaire exécutif à réunir, selon les besoins, des groupes de travail spéciaux pour étudier les problèmes qui se posent dans ce domaine, à poursuivre les études entreprises par le secrétariat et à consulter les gouvernements intéressés sur la date à laquelle il y aurait lieu de convoquer une réunion plénière du Comité.

### *Habitation*

233. Par son action, le Sous-Comité de l'habitat du Comité de l'industrie et des produits de base aide à mettre en œuvre, sur le plan régional, en Europe, le programme d'études internationales sur l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des campagnes que la Commission des questions sociales a recommandé et qui a recueilli l'approbation du Conseil<sup>61</sup>. Le Sous-Comité ne s'est pas réuni pendant la période considérée, mais les groupes d'experts qui lui sont rattachés ont examiné certaines questions telles que les méthodes propres à favoriser la coopération internationale en matière de recherche et de documentation sur la construction, les études techniques, les études sur les facteurs économiques ou le rôle des organismes spécialisés, les statis-

tiques d'exploitation, le rendement de l'industrie du bâtiment et les mesures qui permettraient de la développer ainsi que les aspects sociaux du logement.

234. Entre autres rapports et études, un *Directory of Building Research and Development Organisations in Europe* (répertoire des organisations qui s'occupent de la recherche en matière de construction et du développement de l'industrie du bâtiment en Europe)<sup>62</sup> a été publié dans l'automne de 1951 avec le concours du Département des questions sociales, et une étude intitulée "Méthodes et techniques de financement de l'habitation en Europe"<sup>63</sup> a paru en mars 1952.

### *Transports intérieurs*

235. A sa session de juillet 1951, le Comité des transports intérieurs, comme suite à ses travaux antérieurs, s'est fixé pour objectif général l'établissement de principes selon lesquels les transports dans l'Europe tout entière seraient organisés dans des conditions aussi économiques, aussi rationnelles et aussi uniformes que possible, afin de faciliter les échanges et de réduire les prix de revient des produits transportés<sup>64</sup>. Pour parvenir à ces fins, le Comité a jugé qu'il était nécessaire de coordonner les investissements consacrés à divers moyens de transports et d'arrêter une politique de "tarifs internationaux". Il a décidé d'étudier, avant de chercher à établir une politique générale des transports, les prix de revient et les tarifs des divers moyens de transports intérieurs. Des organes subsidiaires du Comité se sont consacrés à l'étude de ces questions.

236. Le Comité a également traité des questions telles que le transport des denrées périssables, les containers, le tourisme, la prévention des accidents de la route, le transport des marchandises dangereuses, la sécurité aux passages à niveau et la simplification des formalités de frontières. Dans le domaine des transports ferroviaires, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse ont signé, en janvier 1952, deux conventions internationales pour faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages ainsi qu'aux marchandises transportées par voie ferrée. Pour ce qui est des transports routiers, des progrès ont été accomplis dans l'élaboration de règles qui permettraient de développer et d'améliorer les transports de voyageurs et de marchandises par la route.

### *Main-d'œuvre*

237. Le Comité de la main-d'œuvre ne s'est pas réuni pendant la période considérée<sup>65</sup>.

### *Acier*

238. Le Comité de l'acier et ses différents groupes subsidiaires ont continué d'examiner la situation de la sidérurgie européenne et les problèmes que pose l'état des ressources en matières premières nécessaires à la fabrication de l'acier. Un groupe d'experts du

<sup>50</sup> E/2187, par. 49.

<sup>60</sup> Voir : *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 3*, par. 323.

<sup>61</sup> Voir le chapitre IV, par. 457.

<sup>62</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente : 1951.IV.5.

<sup>63</sup> Voir E/ECE/IN/HOU/38.

<sup>64</sup> Voir : *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 3*, par. 326.

<sup>65</sup> Le programme de travail du Comité de la main-d'œuvre, qui, à l'origine, était un Sous-Comité du Comité de l'industrie et des produits de base, a été soumis à l'OIT, en avril 1948, sur la demande des gouvernements qui siègent au Comité. Le Comité a donc interrompu ses travaux et, conformément à une décision prise par la Commission à sa quatrième session (E/ECE/SR.4/8), il n'a pas tenu d'autre réunion.

minéral de fer a examiné les perspectives d'approvisionnement de l'Europe pour l'année 1953 et les années suivantes. Le Groupe de travail prévoit pour 1953 un déficit de 2.890.000 à 5.260.000 tonnes de fer (ce chiffre se rapporte à la teneur en fer des minerais) selon les quantités de ferraille utilisées, et il a formulé des recommandations visant à accroître la production de minéral et à développer l'utilisation des fines de minéral et d'autres matières contenant du fer. Le Comité a également fait des recommandations en vue d'augmenter les quantités de ferraille disponibles, en vue d'établir des priorités pour l'approvisionnement de la sidérurgie en coke métallurgique et en vue de réunir des statistiques sur la production d'acier. En avril 1952, le secrétariat a publié une étude sur les "Tendances de la production et de la consommation de l'acier en Europe et dans le monde"<sup>66</sup>. Sur la demande de la CEAEO, le Comité de l'acier a envisagé d'aider les pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient à se procurer l'acier dont ils ont besoin de toute urgence<sup>67</sup>.

### Bois

239. Le Comité du bois a continué de suivre l'évolution de la situation du marché européen du bois. A sa huitième session, en août 1951, le Comité a constaté que les prévisions relatives aux besoins d'importation correspondaient assez bien au volume probable des excédents exportables et que la situation du marché européen des sciages résineux pour la fin de l'année 1951 ne paraissait pas soulever de difficultés particulières. Toutefois, après avoir consulté le Comité du charbon au sujet de la situation en matière de bois de mine, le Comité du bois a recommandé que l'on prenne des mesures pour accroître la production de bois de mine dans les principaux pays producteurs de charbon, et que les principaux pays exportateurs de bois donnent la priorité aux exportations de bois de mine.

240. Le Comité a également examiné divers problèmes intéressant les statistiques de la production du bois et l'utilisation plus rationnelle du bois. Il a prié le secrétariat de continuer, en prenant l'avis d'experts, à rechercher s'il n'y aurait pas intérêt à créer un centre international de documentation pour le bois, à étudier les questions que poseraient l'organisation, le financement et le choix du siège de ce centre. Faisant siennes les propositions formulées dans un rapport sur la formation des techniciens du bois, que l'OIT a rédigé à sa demande, le Comité s'est prononcé en faveur d'un certain nombre de mesures pratiques tendant à intensifier la collaboration internationale dans ce domaine.

241. A sa septième session, la Commission a pris acte de la résolution 374 (XIII) du Conseil qui prie les commissions économiques régionales de participer aux efforts en vue d'atténuer la pénurie de papier journal et de papier d'édition<sup>68</sup> et elle a invité le Secrétaire exécutif à se tenir au courant des besoins actuels et futurs de l'Europe en papier journal, en papier d'édition et en matières premières nécessaires pour la production de ces papiers; elle a demandé en outre

à tous ses organes subsidiaires intéressés de prendre part aux efforts déployés en vue d'accroître la production et l'offre des matières premières indispensables pour répondre aux besoins croissants de papier journal et de papier d'édition dans tous les pays<sup>69</sup>.

### Commerce

242. Pendant la période considérée, le Comité pour le développement du commerce ne s'est pas réuni. Toutefois, conformément à l'accord qui s'est fait à Genève, en août 1951, lors des "consultations au sujet des dispositions à prendre en vue d'une réunion spéciale sur le commerce"<sup>70</sup>, le secrétaire exécutif a poursuivi ses consultations avec les gouvernements pour étudier les possibilités de convoquer une conférence du commerce.

243. A sa septième session, la Commission économique pour l'Europe a adopté à l'unanimité une résolution où elle a, notamment, pris acte avec satisfaction des mesures que le secrétaire exécutif a prises en vue d'étudier les possibilités de développer les échanges commerciaux entre les pays de l'Europe orientale et ceux de l'Europe occidentale, ainsi que des déclarations des représentants qui ont fait connaître que leurs gouvernements seraient prêts à réaliser ce développement. La Commission a prié le secrétaire exécutif de poursuivre ses consultations et, si ces dernières font apparaître que l'on peut raisonnablement escompter des résultats concrets, de convoquer, au cours de l'automne de 1952, une réunion consultative d'experts des questions commerciales à l'issue de laquelle on jugerait s'il y a lieu de réunir une conférence spéciale du commerce.

244. La Commission a pris acte de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale intitulée "Développement économique intégré et accords commerciaux", des études que la CEE a entreprises en commun avec la CEPAL et avec la CEAEO, en collaboration avec la FAO, ainsi que de l'activité déployée par ses organes subsidiaires sur le plan de la coopération interrégionale; elle a décidé de chercher à assurer une collaboration plus étroite avec la CEPAL et la CEAEO; elle a chargé ses comités de mettre en œuvre la résolution de l'Assemblée générale et elle a invité le secrétaire exécutif à poursuivre ses consultations avec les services du siège et les secrétaires exécutifs de la

<sup>66</sup> Après que la Commission eut adopté son rapport, le Comité du bois a tenu sa neuvième session, en mai 1952. Le Comité a pris acte des résolutions adoptées par le Conseil et par la Commission économique pour l'Europe au sujet de la production et de la répartition du papier journal et du papier d'édition, et il a constaté que pour l'avenir proche, le rapport entre l'offre et la demande de produits à base de pâte de bois paraissait assez satisfaisant pour que le Comité s'abstienne jusqu'à nouvel ordre de prendre d'autres mesures. Le Comité a également jugé qu'il n'y aurait pas de pénurie ou d'excédent de sciages résineux en 1952. Il a constaté que les quantités de bois de mine disponibles pour 1952 étaient légèrement inférieures au volume des besoins, mais que l'on pouvait escompter de nouvelles ressources pour la fin de l'année et que plusieurs pays importateurs n'éprouveraient aucune difficulté à se procurer du bois de mine. Le Comité a décidé en outre d'examiner l'étude sur les tendances du marché du bois, à laquelle travaille le secrétariat, au cours de sa prochaine session qui sera organisée de manière à ménager une session commune avec la Commission européenne des forêts et des produits forestiers de la FAO. Le Comité a également abordé l'étude de diverses questions techniques.

<sup>70</sup> Voir: *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 3*, par. 332.

<sup>66</sup> E/ECE/149.

<sup>67</sup> Voir le paragraphe 258.

<sup>68</sup> Voir: *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 3*, par. 206-212. Voir également le chapitre II, section IV.

CEPAL et de la CEAEO afin de mettre au point les moyens propres à donner effet aux recommandations formulées dans la résolution de l'Assemblée générale et à faire rapport à ce sujet à la Commission, lors de sa prochaine session.

#### MESURES PRISES PAR LE CONSEIL À SA QUATORZIÈME SESSION

245. A sa quatorzième session, le Conseil a examiné le rapport annuel de la CEE (E/2187, E/2187/Add.1) ainsi que le programme et l'ordre de priorité des travaux de la Commission pour 1952/1953 qui figure dans une note du Secrétaire général (E/2221)<sup>71</sup>. Dans l'ensemble, les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits du travail accompli par la Commission.

246. La CEE et son secrétariat ont été félicités pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de faciliter les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale. Plusieurs membres du Conseil ont exposé les diverses mesures qui ont été prises dans leur pays pour augmenter le volume des échanges ainsi que pour favoriser la collaboration économique dont la Commission a jeté les bases. Certains représentants ont exprimé l'opinion que la situation économique en Europe occidentale avait empiré en raison de l'influence exercée par l'un des États Membres. D'autres délégations ont regretté que certains pays de l'Europe orientale n'aient pas voulu participer aux travaux de plusieurs des organes subsidiaires de la Commission.

247. Plusieurs membres du Conseil se sont félicités de l'étude publiée par la Commission et des divers travaux qu'elle a entrepris; en revanche, d'autres représentants ont jugé ces travaux décevants. Il a été souligné que si les recherches et les études présentent beaucoup d'intérêt, la Commission doit néanmoins consacrer avant tout ses efforts à des activités pratiques, en vue de réalisations concrètes. A ce propos, l'accent a été mis sur l'importance du rôle des organes subsidiaires de caractère technique, en particulier le Comité du charbon et le Comité des transports intérieurs. Les membres du Conseil se sont accordés à reconnaître que le développement de la coopération entre la CEE, la CEAEO et la CEPAL marquait une importante et salubre évolution.

248. Dans la résolution 418 (XIV), le Conseil a pris acte, à l'unanimité, du rapport annuel de la CEE (E/2187, E/2187/Add.1) ainsi que des vues exposées au cours de la septième session de la Commission.

#### Section XI. — Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

249. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a tenu sa huitième session à Rangoon (Birmanie) du 29 janvier au 8 février 1952. Le rapport annuel de la Commission (E/2171)<sup>72</sup>, qui contient un exposé des travaux de la Commission pendant la période allant du 8 mars 1951 au 8 février 1952 et un compte rendu des débats et des décisions prises à la

huitième session, a été soumis au Conseil à sa quatorzième session<sup>73</sup>.

#### RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES AUTRES ORGANISATIONS

250. La coopération entre la CEAEO et plusieurs institutions spécialisées s'est resserrée. Le secrétariat de la CEAEO a tenu périodiquement des réunions officielles avec les représentants à Bangkok de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et du FISE; il est également resté en relations avec le centre d'action de l'OIT pour la main-d'œuvre en Asie et avec les postes de coopération scientifique établis par l'UNESCO dans la région. Les secrétariats de la CEAEO et de la FAO ont pris des mesures en vue de créer une division mixte CEAEO/FAO de l'agriculture et de mettre au point un programme de travail commun. La Banque et le Fonds ont rédigé des notes à l'intention du Groupe de travail sur la mobilisation des capitaux nationaux et ils ont conseillé ce groupe dans l'accomplissement de sa tâche.

251. Le secrétariat de la CEAEO a obtenu la coopération d'institutions spécialisées pour les travaux des groupes de travail dont les noms suivent: le Groupe de travail mixte CEAEO/BIT/UNESCO sur la formation technique et le manque de personnel qualifié, le Groupe de travail de l'artisanat et des petites industries, le Groupe de travail mixte CEAEO/FISE/OMS/FAO chargé de l'examen des problèmes soulevés par la fabrication du DDT et d'autres produits pharmaceutiques et un Groupe de travail chargé d'étudier les disponibilités de la région en matériaux de construction. L'OACI, la CIOIC et l'OMS ont communiqué au secrétariat de la CEAEO des renseignements sur leurs domaines d'activité respectifs<sup>74</sup>.

252. Les autres organisations avec lesquelles le secrétariat de la CEAEO a entretenu des relations de travail sont l'Organisation économique du Commissaire général du Royaume-Uni dans l'Asie du Sud-Est, le Bureau du Commandant suprême des Puissances alliées au Japon et le Conseil pour la coopération technique dans l'Asie du Sud et du Sud-Est (plan de Colombo). Le Secrétaire exécutif de la Commission a été invité à assister à la réunion tenue par le Commonwealth Consultative Committee for South and South East Asia.

253. La Commission a également signalé que son secrétariat a coopéré utilement avec des organisations non gouvernementales. A sa huitième session, la Commission a pris en considération la résolution 414 (XIII) du Conseil relative au régime de consultations entre les commissions économiques régionales et les organisations non gouvernementales et elle a décidé d'amender les articles de son règlement intérieur relatifs au régime de consultations avec les organisations

<sup>71</sup> 594ème, 595ème et 596ème séances plénières. Le Secrétaire exécutif de la Commission a fait un exposé pour compléter les renseignements présentés dans le rapport. Les questions de l'admission du Japon en qualité de membre associé, de la représentation de la Chine et du lieu et de la date des prochaines sessions de la Commission sont traitées au chapitre premier (par. 94 à 96, 92 et 72, respectivement).

<sup>72</sup> On trouvera des renseignements supplémentaires sur la coopération avec des institutions spécialisées dans le chapitre du Répertoire des travaux d'ordre économique et social, 1952 (E/2200), concernant la CEAEO et dans les parties II et V du rapport de la Commission (E/2171).

<sup>73</sup> Voir: Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 3.

non gouvernementales en vue de les harmoniser avec les articles correspondants du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil<sup>75</sup>.

## PRINCIPAUX TRAVAUX

### *Industrie et commerce*

254. A sa huitième session, la Commission était saisie du rapport de la quatrième session du Comité de l'industrie et du commerce (E/CN.11/314). La Commission a constaté que le Comité avait confié une partie de plus en plus importante de sa tâche à des sous-comités, à des conférences et à des groupes de travail et elle a approuvé cette méthode. Elle a également pris note de l'étroite collaboration établie avec les institutions spécialisées pour la mise en œuvre de projets déterminés. Après les avoir complétées, la Commission a approuvé les recommandations du Comité qui peuvent être résumées de la façon suivante :

255. En ce qui concerne le développement industriel et la planification, le Comité a reconnu que le secrétariat pourrait fort utilement jouer le rôle de bureau central de renseignements sur les entreprises publiques ; il a approuvé la proposition tendant à organiser un cycle d'études sur la structure et le fonctionnement des entreprises industrielles du secteur public et il a recommandé la création d'instituts d'administration publique et de formation du personnel dirigeant des entreprises industrielles.

256. En ce qui concerne l'énergie électrique, le Comité a approuvé le rapport et les recommandations de la première session du Sous-Comité de l'énergie électrique (E/CN.11/I&T/55). Cet organe a été d'avis que les gouvernements de la région devraient jouer le rôle principal dans le développement des industries de l'énergie électrique ; il a souligné les avantages que présentaient les entreprises d'électricité contrôlées par l'Etat et financées conjointement par l'Etat et les capitaux privés, et il a insisté sur la nécessité d'assurer la coordination entre l'électrification et le développement industriel par des organisations nationales comprenant des représentants des organismes chargés de la planification, des entreprises industrielles, de l'Etat, des établissements financiers privés, etc. Le Sous-Comité a recommandé que les pays fournisseurs soient invités à accorder une attention particulière à l'amélioration des livraisons d'équipement pour les centrales et de matériel électrique et qu'un ou plusieurs pays de la région envisagent la création d'usines pour la fabrication de matériel électrique lourd.

257. En outre, la Commission a pris note de la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale et elle a signalé à l'Assemblée générale, au Conseil et à la Banque qu'il importait d'examiner avec une attention particulière l'urgente nécessité dans laquelle se trouvent les pays insuffisamment développés de recevoir une aide financière pour la mise en œuvre de leurs programmes d'électrification.

258. Dans le domaine de la sidérurgie, le Comité a approuvé le rapport de la quatrième session du Sous-Comité du fer et de l'acier ainsi que les recommandations qui y sont jointes. Par une résolution que le Sous-Comité a adoptée et que le Comité et la Com-

mission ont ultérieurement approuvée, les pays fournisseurs ont été invités à accorder une attention particulière aux besoins en acier de la région ; les pays membres et membres associés de la région ont été invités à adresser au Secrétaire exécutif la liste des produits sidérurgiques qu'ils devront importer en 1952 et 1953 ; le Secrétaire exécutif a été invité à communiquer aux principaux pays producteurs, à la CEE et à d'autres organisations internationales compétentes un relevé complet des besoins de la région. Le Comité a également approuvé les plans visant à permettre à un groupe d'experts de se rendre au Japon pour y étudier les méthodes et procédés techniques utilisés par l'industrie sidérurgique de ce pays. En outre, la Commission a invité instamment les pays producteurs à prendre immédiatement en considération les besoins en outillage et en équipement des pays insuffisamment développés.

259. Le Comité a approuvé le rapport du Groupe de travail de l'artisanat et des petites industries ainsi que le rapport du Groupe de travail sur la mobilisation des capitaux nationaux. Il a aussi approuvé la proposition tendant à réunir de nouveau ces deux groupes de travail en 1952.

260. Dans le domaine du développement des échanges, la réunion de la première Conférence de la CEAO sur le développement commercial à Singapour, en octobre 1951, a constitué un événement important. Cette conférence a été la première du genre tenue en Asie et en Extrême-Orient. Les nombreuses délégations qui y ont participé comprenaient des hommes d'affaires et représentaient non seulement les pays membres et membres associés de la Commission, mais aussi des pays non membres situés en dehors de la région, tels que la Belgique, le Canada, le Danemark et la Suède, ainsi que le Bureau du Commandant suprême des Puissances alliées au Japon. Pendant la Conférence, les représentants de plusieurs pays fournisseurs ont communiqué des renseignements et présenté des suggestions sur les possibilités d'approvisionnement des pays de la région en biens d'équipement ; les représentants de certains pays d'Asie ont fourni la liste de certains produits pour lesquels ils éprouvent ou s'attendent à éprouver des difficultés d'approvisionnement. Le Comité de l'industrie et du commerce a approuvé le rapport de la première Conférence sur le développement commercial et les recommandations qui y sont jointes. La Commission a agréé la recommandation du Comité tendant à réunir à Manille, en février 1953, une deuxième conférence de la CEAO sur le développement commercial.

261. En raison de l'importance que le soufre présente pour le développement industriel, la Commission a recommandé que la priorité soit accordée aux importations de soufre nécessaires aux pays de la région et elle a invité le Secrétaire exécutif à appeler l'attention des pays fournisseurs sur cette question.

262. La Commission a pris note de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale relative au développement économique intégré et aux accords commerciaux et a pris acte du rapport du Secrétaire exécutif (E/CN.11/315) sur l'approvisionnement en biens d'équipement. La Commission a notamment recommandé aux gouvernements membres et membres associés d'étudier les méthodes, y compris les accords commerciaux, à

<sup>75</sup> Résolution E/CN.11/339/Rev.1 de la Commission.

long terme ou autres, qui permettraient de faciliter les importations de biens d'équipement et de métaux indispensables à la mise en œuvre de leurs plans de développement économique; elle a recommandé aussi qu'à l'occasion de l'exécution du projet commun CEAE/O/CEE/FAO, sur le commerce avec l'Europe, on accorde une attention particulière aux besoins en matériel de transport, d'irrigation, de défense contre les inondations et de construction de barrages et en équipement électrique lourd. La Commission a recommandé que la conférence de la CEAE/O sur le développement commercial qui se tiendra en 1953 (voir le paragraphe 260) et à laquelle assisteront des experts des gouvernements des pays de production primaire et des pays industrialisés ainsi que les représentants des institutions spécialisées compétentes, formule des propositions relatives à un programme de travail qui portera sur les mesures propres à accroître les exportations des pays de la région et les recettes provenant de ces exportations.

263. En ce qui concerne l'approvisionnement en biens d'équipement, la Commission a manifesté, par sa résolution E/CN.11/343, l'inquiétude qu'elle éprouve devant l'influence fâcheuse que pourraient avoir d'importants retards dans les livraisons d'outillage, de matériel, de biens d'équipement, de métaux et de soufre. Elle a invité les pays fournisseurs à porter au maximum leur production et les quantités exportables et à accorder l'attention et la priorité désirables aux livraisons destinées aux pays de la région; elle a invité le Secrétaire exécutif à appeler l'attention des pays fournisseurs sur cette question.

264. La Commission a pris acte de la résolution 374 (XIII) du Conseil relative au papier journal et au papier d'édition; elle a reconnu que, dans ce domaine, ses attributions étaient limitées et que cette question devait être examinée dans le cadre des travaux relatifs à la pénurie de biens d'équipement et de produits de base.

265. Le secrétariat a poursuivi ses travaux sur le développement des échanges et les perspectives commerciales de la région. Il a également entrepris avec la CEE et en coopération avec la FAO une étude commune sur les échanges commerciaux entre la région et l'Europe et sur les moyens permettant de développer ces échanges. Le secrétariat a aussi poursuivi son analyse des accords commerciaux et financiers et il a procédé à des enquêtes sur la commercialisation et la distribution des produits; il a établi un glossaire de termes commerciaux et il a poursuivi ses travaux sur le développement du tourisme.

#### *Transports intérieurs*

266. La Commission a approuvé le rapport de la première session du Comité des transports intérieurs qui s'est tenue en décembre 1951. Le Comité a décidé de créer trois sous-comités, à savoir le Sous-Comité des chemins de fer, le Sous-Comité des transports routiers et le Sous-Comité des voies navigables. Le Comité a invité le Secrétaire exécutif à analyser les renseignements que lui transmettront les gouvernements sur la coordination des transports, à convoquer le cas échéant un groupe de travail chargé d'étudier ce problème, et à recueillir et à publier des statistiques concernant l'exploitation des chemins de fer.

267. Le Comité a approuvé la recommandation du Groupe de travail des chemins de fer visant à créer au plus tôt, en coopération avec l'AAT, un centre de formation destiné au personnel des services de signalisation et d'exploitation des chemins de fer et à organiser un voyage d'études qu'un groupe de hauts fonctionnaires effectuerait, sous les auspices de l'AAT et du secrétariat de la CEAE/O, pour étudier en Europe, aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon les systèmes modernes d'exploitation ferroviaire afin d'élaborer un programme et de choisir du matériel pour le centre de formation. Le Comité a confirmé que le Sous-Comité des chemins de fer, qui doit tenir sa première session en octobre 1952, se chargerait pour le moment d'encourager la coopération entre les diverses administrations ferroviaires de la région, et il a recommandé de renvoyer à une date ultérieure la création d'une association des chemins de fer de l'Asie et de l'Extrême-Orient.

268. Le Comité a approuvé des plans visant à l'amélioration des normes d'entretien des véhicules et à la formation de conducteurs et de mécaniciens. Ces plans doivent être communiqués aux gouvernements en même temps qu'un modèle de registre routier que les gouvernements pourront adopter en y apportant les modifications exigées par la situation particulière de chaque pays. Le Comité a invité le secrétariat à établir un registre standard des ponts, des formulaires uniformes pour consigner les renseignements relatifs aux chaussées en ciment et un manuel simplifié à l'intention des conducteurs; il l'a invité à poursuivre ses travaux sur la formation des conducteurs et des mécaniciens et sur la remise en état des pièces usées.

269. En 1951, un groupe d'experts en matière de voies navigables a entrepris, sous les auspices de la CEAE/O et de l'AAT, un voyage en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique pour étudier les progrès techniques réalisés dans le domaine des transports fluviaux. Le Groupe a soumis un rapport préliminaire à la première session du Comité des transports intérieurs. Le Comité a estimé qu'il était préférable d'organiser des voyages d'études en groupe au lieu d'avoir recours aux services d'experts étrangers qui peuvent ne pas être au courant des conditions propres à la région. Le Comité a proposé d'instituer en coopération avec l'AAT un projet témoin afin de procéder à des démonstrations sur l'amélioration de la construction et de l'exploitation des navires fluviaux.

#### *Hydraulique fluviale*

270. La Commission a examiné le rapport annuel du Bureau d'hydraulique fluviale (E/CN.11/311). Par sa résolution E/CN.11/338, elle a félicité le Bureau pour l'œuvre accomplie ainsi que pour les services techniques qu'il a rendus et l'aide qu'il a accordée aux pays de la région; elle a approuvé le programme de travail du Bureau en insistant particulièrement sur: 1) l'importance que présente, pour la région, une action concertée en vue de l'aménagement à fins multiples des bassins fluviaux; et 2) l'intérêt particulier du problème de la protection des berges pour la défense contre les inondations dans la région; elle a prié l'AAT d'envisager la création, en 1952 ou au début de 1953, en Asie, d'un centre destiné à donner aux ingénieurs une formation touchant la mise en valeur des ressources

hydrauliques et elle a invité instamment les gouvernements de la région à envisager de constituer des cadres permanents de personnel technique chargé de la mise en valeur des ressources hydrauliques et à s'efforcer de favoriser l'échange de ce personnel entre les différents pays de la région.

#### *Etude économique et autres travaux de recherche*

721. L'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1951* sera publiée pendant l'automne de 1952. Quatre numéros du *Bulletin économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient*, publication trimestrielle, ont paru pendant la période considérée. La Commission a fait l'éloge de ces deux publications. On a suggéré qu'il serait utile d'employer, notamment dans l'étude, une méthode plus analytique. Le secrétariat se propose de faire paraître en décembre 1952 l'édition de 1952 de l'étude qui portera sur la période de douze mois terminée en septembre.

722. Le secrétariat de la CEAE0, en collaboration avec le Bureau de statistique, a poursuivi ses travaux sur la série statistique de base de la région; il a poursuivi l'étude des méthodes utilisées dans les pays de la CEAE0 pour l'établissement des statistiques et il a continué l'enquête sur l'organisation des services nationaux de statistique et sur l'activité de ces services. Il a également entrepris des travaux en vue d'établir un index méthodique des statistiques économiques de l'Asie et de l'Extrême-Orient, qu'il se propose de terminer en 1953. A sa huitième session, la Commission a approuvé le rapport du Groupe de travail d'experts chargés d'étudier la Classification type pour le commerce international (E/CN.11/317) et elle a invité le Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Bureau de statistique, à examiner avec les gouvernements de la région qui siègent à la Commission la question de l'application de la CTCI en tenant compte du rapport du Groupe de travail et de toute décision que la Commission de statistique pourrait adopter ultérieurement. Le secrétariat a commencé à préparer la réunion d'une deuxième conférence régionale de statisticiens de la région de la CEAE0 qui doit se tenir en septembre 1952; cette conférence doit s'occuper principalement des statistiques de la production et des statistiques des prix. Par sa résolution E/CN.11/337, la Commission a recommandé au Secrétaire exécutif, en collaboration avec le Bureau de statistique et les institutions spécialisées intéressées, avec l'aide de l'AAT et sous réserve de l'assentiment de la deuxième conférence régionale de statisticiens, de réunir en 1953 ou 1954 une troisième conférence de statisticiens dans la région de la CEAE0 pour étudier l'application et la généralisation des normes internationales dans l'évaluation du revenu national des pays de la CEAE0.

723. Le secrétariat a publié des études sur "La mobilisation des capitaux nationaux dans certains pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient" (ST/ECAFE/4), sur "Les ressources en charbon et en minerai de fer de l'Asie et de l'Extrême-Orient" (E/CN.11/I & T/54, annexe A) et sur "Les méthodes et problèmes de la défense contre les inondations en Asie et en Extrême-Orient" (ST/ECAFE/SER.F/2). D'autres études, autorisées par la Commission, sont énumérées dans la partie V du rapport de la Commission intitulée: "Programme de travail et priorités".

#### *Services consultatifs et assistance technique*

274. A sa huitième session, la Commission était saisie d'un rapport (E/CN.11/313) qui rendait compte, notamment, des services consultatifs fournis par le secrétariat de la CEAE0 aux gouvernements membres et membres associés des pays situés dans la région de la CEAE0; ce rapport contenait en outre un exposé, établi par l'AAT, des services rendus aux pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient au titre des programmes d'assistance technique des Nations Unies.

275. Il convient de se rappeler que, lorsque le Conseil, par sa résolution 414 C.I (XIII), a maintenu la Commission en fonction pour une durée indéterminée, il a autorisé le secrétariat à fournir, dans la limite des moyens dont il dispose, les services consultatifs que les pays de la région pourraient désirer, à condition que ces services ne fassent pas double emploi avec ceux que fournissent les institutions spécialisées ou l'AAT. Conformément à cette disposition et en consultation avec le BAT et différentes institutions spécialisées, le secrétariat de la CEAE0 a fourni certains services consultatifs à l'occasion de la mise en œuvre de projets approuvés figurant au programme de travail et, notamment, de projets touchant les domaines de l'hydraulique fluviale, de l'énergie électrique, du fer et de l'acier, des ressources minérales, des accords commerciaux et financiers, des études de marchés, du développement des échanges commerciaux, de la commercialisation des produits de l'artisanat, de la mobilisation des capitaux nationaux et des statistiques. Le secrétariat de la CEAE0 a aidé les gouvernements de la région à obtenir des services d'experts soit directement des pays de la région, soit au titre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies.

#### *Réforme agraire*

276. A sa huitième session, la Commission a pris acte de la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale, de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social et des résolutions de la FAO relatives à la réforme de la structure agraire. Par sa résolution sur la réforme agraire (E/CN.11/341), la Commission a invité instamment les gouvernements de la région: 1) à coopérer avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et avec le Directeur général de la FAO en leur transmettant les renseignements et en effectuant les enquêtes qui sont demandés dans les résolutions précitées; 2) à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour réformer comme il convient le régime et la structure agraires conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la résolution 370 (XIII) du Conseil; 3) à recourir, dans toute la mesure du possible, à l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour résoudre certains problèmes particuliers relatifs à la réforme agraire. Elle a également invité le Secrétaire exécutif, en coopération avec les institutions spécialisées intéressées, à étudier des mesures précises de réforme agraire dans le cadre des plans de développement économique des pays de la région et à aider à l'élaboration et à la mise en œuvre coordonnée desdites mesures.

277. A sa quatorzième session, le Conseil a examiné<sup>76</sup> le rapport annuel de la CEAE0 (E/2171 et E/2171/Add.1). Le Conseil s'est déclaré satisfait du rôle important et utile joué par la CEAE0, et il a félicité la Commission et son secrétariat sur les progrès accomplis pendant l'année écoulée. Plusieurs membres du Conseil ont noté avec satisfaction plusieurs points, notamment la priorité accordée dans son programme de travail par la CEAE0 aux problèmes de développement économique, le souci croissant manifesté par la Commission à l'égard du développement des échanges commerciaux des pays de la CEAE0, entre eux et avec les pays situés en dehors de la région, l'intérêt qu'elle porte à la nécessité de développer et de diversifier les exportations de l'Asie et de l'Extrême-Orient, et enfin l'utilité que présentent l'étude annuelle sur la situation économique et le bulletin économique trimestriel.

278. Certains membres du Conseil, qui représentent des pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient, ont signalé la vive préoccupation que causent à la Commission les retards survenus dans les livraisons aux pays de la CEAE0 de biens d'équipement, notamment de matériel électrique destiné aux usines de force motrice, ainsi que d'outillage et d'équipement destinés à l'industrie sidérurgique, dont les pays ont absolument besoin pour réaliser leur développement économique. Des représentants de pays fournisseurs ont souligné que les approvisionnements de biens d'équipement s'étaient récemment améliorés.

279. Plusieurs membres du Conseil ont pris note avec satisfaction de la collaboration qui s'est établie entre la CEAE0 et les institutions spécialisées et ont notamment accueilli favorablement la création, par la FAO et la CEAE0, d'une Division mixte de l'agriculture au sein du secrétariat de la CEAE0. Il a été généralement admis que la coopération entre la CEAE0 et la CEE constituait un progrès important, et un représentant a proposé que la CEAE0 et la CEPAL établissent entre elles une coopération plus étroite, étant donné que les deux régions dont elles ont la charge se trouvent devant de nombreux problèmes analogues.

280. Enfin, le Conseil a adopté la résolution 419 (XIV), par laquelle il a pris acte du rapport annuel de la Commission ainsi que du programme et de l'ordre de priorité des travaux exposés dans ce document, et, ainsi qu'il est indiqué à la section IX du chapitre premier, il a approuvé la recommandation de la Commission visant à modifier son mandat de façon à inclure le Japon dans le rayon d'action de la Commission.

## Section XII. — Commission économique pour l'Amérique latine

281. La Commission économique pour l'Amérique latine a tenu sa quatrième session à Mexico, du 28 mai au 16 juin 1951. La cinquième session, qui doit se

tenir à Rio-de-Janeiro, a été renvoyée au mois d'avril 1953; en raison de cet ajournement, le Comité plénier s'est réuni à Santiago, du 11 au 14 février 1952. Le rapport annuel de la Commission (E/2185)<sup>77</sup>, qui a trait à la période allant du 17 juin 1951 au 14 février 1952 et contient un compte rendu des débats et des décisions du Comité plénier, a été soumis au Conseil à sa quatorzième session<sup>78</sup>.

### RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES, LES AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

282. Au cours de la période examinée, la Commission a encore resserré sa coopération avec les institutions spécialisées. Un accord intervenu entre la CEPAL et la FAO a abouti, en août 1951, à la création d'une section agricole mixte de la CEPAL et de la FAO. C'est en matière de migrations que la CEPAL et l'OIT ont eu principalement à collaborer, en particulier pour étudier les rapports existant entre le développement économique et l'immigration. La Commission est restée en liaison avec le Bureau régional latino-américain de l'OIT pour la main-d'œuvre, dont le siège est à Sao-Paulo (Brésil). Les décisions prises par la Commission lors de sa quatrième session ont provoqué la constitution d'un Comité régional chargé d'assurer la coordination entre les institutions compétentes dans le domaine des migrations et de s'occuper des problèmes de migrations. Lors de sa première réunion, à laquelle étaient représentées la CEPAL, l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OMS et l'Organisation des Etats américains, il a été décidé que le Comité remplirait un rôle consultatif et aurait pour tâche de faciliter la coordination des travaux et de prévenir les doubles emplois dans le domaine des migrations.

283. La Banque et la CEPAL ont pris l'initiative d'organiser un cycle d'études sur le développement économique, qui a eu lieu à Washington au cours de la deuxième quinzaine de juin 1951 et auquel ont participé des économistes de l'Amérique latine. La Banque et la CEPAL ont également pris part aux travaux du Centre latino-américain de formation agricole et ont étudié de concert les problèmes des migrations. Le Fonds a collaboré à quelques-unes des études de la Commission sur les mesures monétaires et fiscales dans leurs rapports avec le développement économique, et la possibilité d'organiser une réunion d'experts à ce sujet fait maintenant l'objet de discussions avec l'AAT.

284. La Commission a coopéré avec l'UNESCO au sujet de questions touchant l'importation et l'exportation de matériel éducatif, scientifique et culturel, ainsi que les échanges internationaux de papier journal et de papier d'édition. Le Bureau de Mexico a pris contact avec le représentant de l'OACI dans la région<sup>79</sup>.

<sup>78</sup> 596ème séance plénière. Au cours de cette séance, le Secrétaire exécutif de la Commission a fait un exposé pour compléter les renseignements présentés dans le rapport. Les questions du lieu et de la date des futures sessions de la Commission et de l'adoption du portugais comme langue de travail de la CEPAL sont traitées au chapitre premier (par. 73 et 74).

<sup>79</sup> La deuxième partie du rapport de la Commission (E/2185) et le chapitre du Répertoire des travaux d'ordre économique et social, 1952, concernant la CEPAL donnent des renseignements complémentaires sur les projets entrepris en coopération avec les institutions spécialisées.

<sup>76</sup> 597ème séance plénière.

<sup>77</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 2.*



285. A la suite d'une résolution adoptée par la Commission à sa quatrième session et par le Conseil économique et social interaméricain au cours de sa deuxième réunion extraordinaire, ces deux organes ont constitué en janvier 1952 un comité chargé de coordonner l'œuvre de leurs secrétariats pour assurer entre eux une coopération constante et éviter tout double emploi dans leurs programmes de travail respectifs. Ce comité de coordination a décidé de passer en revue deux fois par an le programme de travail du CESIA et celui de la CEPAL pour prendre des dispositions en vue de coordonner les échanges de renseignements et de personnel. Au cours de sa deuxième session, le Comité de coordination a passé en revue les programmes de travail des deux institutions et constaté qu'ils ne comportaient aucun double emploi.

286. Les échanges de documents et de renseignements avec la Commission des Caraïbes se sont poursuivis et il y a lieu de penser qu'ils se développeront encore grâce à l'installation à Mexico d'un Bureau de la CEPAL. La CEPAL a également échangé des renseignements avec le GATT et la CIOIC et elle a invité le PICMME à assister à la réunion préparatoire, dont il a été question ci-dessus, du Comité régional de coordination des divers organismes sur les migrations en Amérique latine.

287. La Commission a entretenu des relations consultatives avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales. Le Comité plénier a pris acte de la résolution 414 C.I (XIII) du Conseil concernant les relations consultatives avec les organisations non gouvernementales et a décidé de différer jusqu'à la cinquième session de la Commission toute modification éventuelle des dispositions du règlement intérieur relatives aux organisations non gouvernementales.

#### PRINCIPAUX TRAVAUX<sup>80</sup>

288. La rédaction de *l'Etude économique sur l'Amérique latine* est l'une des tâches les plus importantes du secrétariat. Etant donné que la Commission n'a pas tenu de session ordinaire en 1952, la prochaine édition de l'étude portera sur les années 1951 et 1952.

#### *Développement économique*

289. Pour favoriser cette œuvre, le Secrétaire exécutif a institué un centre de la CEPAL pour le développement économique et il a donné un caractère permanent aux études sur le développement économique. En outre, la Commission s'est entendue avec l'AAT au sujet de certains travaux communs qui se rapportent à la formation d'économistes, à l'aide dont les gouvernements ont besoin pour évaluer et définir leurs besoins en matière d'assistance technique, ainsi qu'aux centres d'études et aux réunions d'experts.

290. Pour s'acquitter de la partie de sa tâche qui consiste à aider les gouvernements à définir leurs besoins en matière d'assistance technique et à se fixer des buts selon leurs programmes précis de développe-

ment, la Commission a entrepris des études sur les problèmes généraux du développement dans les pays d'Amérique latine et sur l'évolution des besoins de la consommation par rapport à la production, aux importations et aux exportations.

291. Les travaux en cours sur les aspects financiers du développement économique comprennent un rapport sur les politiques fiscales et monétaires en fonction des nécessités du développement économique, une étude sur l'influence que les régimes fiscaux des pays exportateurs de capitaux exercent sur les décisions des contributeurs de ces pays touchant les investissements à l'étranger et une analyse du statut économique et juridique des investissements étrangers en Amérique latine. En outre, on envisage de réunir un groupe d'experts qui étudierait les politiques fiscales et monétaires dans leurs rapports avec le développement économique. Les études relatives au développement économique des différents pays se sont poursuivies.

292. Conformément aux résolutions adoptées par la Commission à sa quatrième session, une étude sur la recherche et la formation techniques sera consacrée aux types de projets de recherche et à la mesure dans laquelle ces projets et les possibilités de formation répondent aux besoins de l'agriculture et de l'industrie.

293. Une étude des plans qui permettraient d'intégrer progressivement les systèmes économiques des pays d'Amérique centrale est en cours. Une étude préliminaire, qui analyse les problèmes relatifs à la production agricole et industrielle et la possibilité d'élargir les marchés en augmentant l'échange de produits entre ces pays, servira de documentation de fond lors de la réunion des Ministres de l'économie nationale des pays d'Amérique centrale qui se tiendra en août 1952. Dans le cadre du projet d'intégration économique, une mission technique chargée d'étudier les moyens de transport existants et les possibilités de les étendre et de les améliorer s'est rendue en Amérique centrale; son rapport sera examiné au cours d'une réunion d'experts en matière de transports.

294. Le Comité plénier a constaté que si, dès ses premières réunions, la Commission a insisté sur l'importance que présentent les transports et l'énergie pour le développement économique, aucune étude spéciale n'a encore été consacrée à ces sujets. En conséquence, le Comité a adopté une résolution par laquelle il a demandé au Secrétaire exécutif d'étudier les disponibilités et les besoins en matière d'énergie, ainsi que les problèmes de transport, y compris les conditions de fonctionnement et de mécanisation des ports d'Amérique latine et le coût comparé de l'exploitation de ces ports.

295. La Commission a été d'avis que, par suite des rapports étroits qui existent entre l'intégration économique des pays d'Amérique centrale et le commerce intrarégional, il faudrait coordonner ces études, sans perdre de vue les répercussions que l'intégration pourrait avoir non seulement sur les systèmes économiques de l'Amérique centrale, mais encore sur ceux des autres pays de l'Amérique latine.

#### *Etudes sur des industries déterminées*

296. Outre les études qu'elle a entreprises sur des industries déterminées, la Commission a convoqué des

<sup>80</sup> On trouvera des renseignements complémentaires sur les études et les autres projets dans le chapitre sur le programme de travail et l'ordre de priorité (par. 150-157), dans les résolutions adoptées jointes au rapport de la Commission (E/2185) ainsi que dans le chapitre du *Répertoire des travaux d'ordre économique et social*, 1952, consacré à la CEPAL.



réunions d'experts en matière d'industries de base. Après l'étude sur l'industrie cotonnière, le développement de l'industrie sidérurgique fait maintenant l'objet d'une étude qui portera particulièrement sur les avantages comparés de certains emplacements en Amérique latine. Une réunion d'experts qui doit se tenir vers la fin de 1952 groupera des techniciens d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe. L'objet primordial de cette réunion sera de donner aux experts d'Amérique latine l'occasion d'étudier et de résoudre certains des problèmes fondamentaux que pose l'industrie sidérurgique dans la région.

297. La Commission a considéré qu'il fallait de toute urgence aider les pays d'Amérique latine à développer leur industrie du papier et de la pâte de bois. La CEPAL et la FAO ont entrepris de concert une étude qui a pour objet de déterminer l'emplacement et l'étendue des sources probables de matières premières, ainsi que les possibilités d'y accéder, le volume et les caractéristiques botaniques des ressources forestières, la demande présente et future de papier et de rayonne dans les divers pays de la région et les importations nécessaires, ainsi que d'analyser les problèmes de l'industrie qui existe en Amérique latine à l'heure actuelle, et le type d'assistance technique requis pour augmenter la capacité de production de pâte de bois et de papier<sup>81</sup>.

298. Au nombre des études portant sur des industries déterminées se trouve une monographie sur l'industrie des produits azotés qui a trait à la capacité de production présente et potentielle de cette industrie dans les pays d'Amérique latine, ainsi qu'à l'évolution de la consommation dans la région.

#### *Assistance technique*

299. Le Comité plénier a adopté une résolution (39 A.C.16) par laquelle il a renouvelé les recommandations contenues dans la résolution 12 (IV) de la session de Mexico et a chargé le secrétariat d'aider les gouvernements, s'ils le désirent, à formuler les requêtes qu'ils adressent à l'Administration de l'assistance technique pour l'étude de leurs ressources minérales.

300. L'AAT et la CEPAL mettent conjointement en œuvre un programme de formation à l'intention des économistes de l'Amérique latine au Centre de la CEPAL pour le développement économique. L'objet principal de ce programme est de donner à un groupe choisi d'économistes d'Amérique latine une formation spécialisée, portant principalement sur les recherches et les techniques liées à l'établissement de programmes économiques.

#### *Agriculture*

301. En application de l'entente mentionnée ci-dessus, la CEPAL et la FAO ont mis au point un programme de travail commun. Le programme pour 1951-1952 comprend non seulement des études sur le développement de l'économie agricole et sur les problèmes de pays déterminés, mais aussi une réunion d'experts en matière de crédit agricole qui se tiendra en Amérique centrale vers la fin de 1952. Cette réunion a pour objet de permettre un échange de renseignements et de contribuer à améliorer le fonctionnement du crédit dans les pays participants.

302. Une étude sur les encouragements à la production agricole, qui utilise les renseignements obtenus au cours d'entretiens avec des fermiers, a été entreprise et a pour objet de mettre en lumière les effets probables de plusieurs types d'encouragement à la production que les pouvoirs publics pourraient utiliser; cette étude devrait permettre de définir les politiques à appliquer pour accroître la production agricole et employer la main-d'œuvre de façon plus efficace.

303. Une série de rapports traitant, pour chaque pays, du développement agricole et des problèmes qui s'y rattachent est en cours d'élaboration. Ces études analyseront par pays les grandes lignes générales du développement agricole et fournissent ainsi une documentation de base pour l'étude de problèmes précis.

304. Le secrétariat de la Commission a participé à l'activité du Centre latino-américain de formation en vue de la planification agricole, réuni sur l'initiative du Gouvernement chilien, de la FAO, de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque.

#### *Commerce international*

305. Depuis l'étude sur le commerce, menée en commun par la CEPAL, la CEE et la FAO, les secrétariats intéressés envisagent quelles mesures pratiques les deux commissions pourraient prendre afin de développer les échanges entre l'Amérique latine et l'Europe.

306. Au cours des débats de la quatrième session, qui s'est tenue à Mexico, on a également souligné la nécessité d'augmenter le volume des échanges entre les pays de la région de façon à ouvrir des marchés plus vastes et à favoriser la spécialisation dans le développement industriel de l'Amérique latine. Les délégations d'Amérique latine ont considéré que la tâche dont le secrétariat s'acquittait dans ce domaine était d'une extrême urgence et ont prié le Secrétaire exécutif d'élargir la portée des études dans toute la mesure où les ressources dont il dispose le lui permettraient. Elles l'ont également autorisé à faire appel, chaque fois qu'il le jugerait nécessaire, à des experts non gouvernementaux, pour examiner les divers aspects du problème.

307. En conséquence, le secrétariat procède à une étude aussi complète que possible des conditions et des fluctuations actuelles des échanges commerciaux mutuels des pays d'Amérique latine, ainsi que des difficultés qui font obstacle à leur expansion. A ce sujet, le secrétariat étudie notamment l'influence qu'exercent sur le volume des échanges intrarégionaux, les facteurs suivants: taux de change et contingentements à l'importation et à l'exportation, traités et accords, coût du fret et moyens de transport disponibles, liens commerciaux et octroi de facilités financières, qualité et prix, problèmes posés par la balance des paiements.

308. Le secrétariat examine aussi la possibilité de développer les échanges de nouveaux produits. S'il importe de conserver et de développer l'échange de matières premières et de produits alimentaires, certains pays ont atteint, dans leur développement industriel, un stade qui leur permet d'exporter des produits manufacturés. L'étude en question porterait sur un nombre relativement restreint de produits déterminés, afin qu'il soit possible de déterminer avec plus de

<sup>81</sup> Voir le chapitre II, section IV, et le chapitre V, section VI.

précision les conditions requises pour l'échange de ces produits et d'apprécier les bénéfices que chaque pays retirerait de leur échange.

309. Le Comité plénier a également demandé une étude des répercussions que peut avoir le fonctionnement de l'Union européenne de paiements sur le développement économique de l'Amérique latine. Au cours de sa réunion, le Comité plénier a pris acte de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale relative au développement économique intégré et aux accords commerciaux. Des consultations entre secrétariats ont été entreprises afin de déterminer le concours que la Commission pourrait apporter au programme d'études et comment il conviendrait de présenter les conclusions de ces études aux Etats Membres pour les mettre en mesure de donner suite à la résolution.

#### *Installation à Mexico d'un Bureau de la CEPAL*

310. Conformément à la résolution 30 (IV) adoptée par la Commission à sa quatrième session et avec l'approbation de l'Assemblée générale, un Bureau de la CEPAL a été créé à Mexico pour permettre à la Commission de s'acquitter de sa tâche dans les pays septentrionaux de l'Amérique latine: Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua et Panama.

311. Les principaux travaux du Bureau de Mexico comprennent l'étude sur l'intégration économique de l'Amérique centrale, la préparation et l'organisation, en collaboration avec l'AAT, d'une réunion d'experts en matière de transports en Amérique centrale, la préparation et l'organisation, avec le concours de la FAO, d'une réunion d'experts des questions agricoles d'Amérique centrale, l'étude, dans les dix pays septentrionaux de l'Amérique latine, des tendances et des événements économiques récents, dont les résultats figureront dans l'*Etude sur la situation économique de l'Amérique latine en 1951-1952*, une étude du commerce intrarégional portant particulièrement sur le Mexique, l'Amérique centrale et les Antilles, ainsi qu'une enquête préliminaire sur les moyens permettant d'utiliser au maximum la zone franche de Colon (République de Panama).

#### MESURES PRISES PAR LE CONSEIL À SA QUATORZIÈME SESSION

312. A sa quatorzième session, le Conseil a examiné<sup>82</sup> le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine (E/2185 et Add.1).

313. Les membres du Conseil ont félicité la Commission du concours précieux qu'elle apporte aux efforts accomplis pour faire progresser le développement économique dans la région dont elle a la charge. Plusieurs représentants ont fait ressortir l'importance que présentent les études destinées à mettre au point des méthodes permettant d'élaborer des programmes de développement économique qui aideraient à déterminer les investissements dont les pays d'Amérique latine auront besoin au cours de leur développement, ainsi que l'urgence qu'il convient d'attribuer à ces besoins. Certains membres du Conseil ont constaté que la Commission mettait au point des mesures pratiques destinées à faciliter le développement économique des pays d'Amérique latine. Plusieurs membres ont commenté le projet conçu par la Commission de former des économistes venant des pays de l'Amérique latine et appliqué au Centre de la CEPAL pour le développement économique. Divers représentants se sont déclarés satisfaits de voir que la Commission, à la demande des pays intéressés, avait entrepris des études sur l'intégration économique des pays d'Amérique centrale et ont fait ressortir que ces pays s'attaquent au problème de l'intégration dès les premières étapes de leur industrialisation. Quelques membres du Conseil ont constaté avec satisfaction qu'après l'étude sur l'industrie textile la Commission avait entrepris des études sur d'autres industries, en particulier sur l'industrie sidérurgique et sur celle de la pâte de bois et du papier. Plusieurs membres ont estimé que l'étude sur les politiques monétaires et fiscales dans leurs rapports avec les nécessités du développement économique des pays d'Amérique latine aiderait ces pays à déterminer, chacun en ce qui le concerne, jusqu'à quel point et dans quelles conditions la politique monétaire peut contribuer au financement des plans de développement. Les membres du Conseil ont également noté que la Commission avait intensifié sa coopération avec les autres commissions économiques régionales, surtout en ce qui concerne les études relatives au commerce entreprises de concert avec la CEE.

314. Par la résolution 420 (XIV), le Conseil a pris acte du rapport annuel de la Commission. Il a également considéré que le programme de travail de la Commission, tel qu'il était exposé dans le rapport annuel, présentait "une importance capitale pour le développement économique de l'Amérique latine" et il a approuvé l'ordre d'urgence attribué par le Comité plénier aux divers projets.

#### Annexe I

##### RESOLUTIONS DU CONSEIL

418 (XIV). Rapport de la Commission économique pour l'Europe;

419 (XIV). Rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient;

420 (XIV). Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine;

421 (XIV). Rapport du Fonds monétaire international;

422 (XIV). Grave pénurie d'insecticides dans le domaine de la santé publique;

423 (XIV). Production et répartition du papier journal et du papier d'édition;

424 (XIV). Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

426 (XIV). Plein emploi: examen des réponses des gouvernements au questionnaire relatif au plein emploi;

427 (XIV). Plein emploi et stabilité économique internationale;

[416 (XIV).] Développement économique des pays insuffisamment développés.

<sup>82</sup> 596ème séance plénière.

## Annexe II

### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES DU CONSEIL ET DE SES COMITES

On trouvera ci-après, pour les séances tenues par le Conseil et par ses Comités pendant la quatorzième session, l'indication des comptes rendus analytiques qui se rapportent aux questions traitées dans les différentes sections du présent chapitre:

#### *Section I. — Situation de l'économie mondiale:*

587ème, 589ème à 594ème, 598ème à 601ème séances plénières.

#### *Section II. — Plein emploi et mesures en vue de la stabilité économique internationale:*

624ème, 625ème, 627ème à 631ème, 635ème à 638ème séances plénières.

#### *Section III. — Grave pénurie d'insecticides dans le domaine de la santé publique:*

628ème séance plénière; 124ème séance du Comité économique.

#### *Section IV. — Production et répartition du papier journal et du papier d'édition:*

654ème séance plénière.

#### *Section V. — Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture:*

604ème, 610ème et 611ème séances plénières.

#### *Section VI. — Rapport du Fonds monétaire international:*

584ème séance plénière.

#### *Section X. — Commission économique pour l'Europe:*

594ème à 596ème séances plénières.

#### *Section XI. — Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient:*

597ème séance plénière.

#### *Section XI\*. — Commission économique pour l'Amérique latine:*

596ème séance plénière.

## Annexe III

### EXPOSÉS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU CONSEIL OU À SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

#### *Confédération internationale des syndicats libres:*

Situation de l'économie mondiale, 589ème séance plénière.  
Plein emploi, 628ème séance plénière.

#### *Fédération syndicale mondiale:*

Situation de l'économie mondiale, 592ème séance plénière.  
Plein emploi, 627ème séance plénière.

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DES ARTICLES 80 ET 81 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

#### *Congrès juif mondial:*

Boycottage du commerce juif en Arabie saoudite. 117ème séance du Comité ONG.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

#### *National Association of Manufacturers:*

E/C.2/325. Mesures en vue de la stabilité économique internationale.

#### *Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications:*

E/C.2/326. Production et répartition du papier journal et du papier d'édition.

#### *Chambre de commerce internationale:*

E/C.2/327. Inflation et convertibilité des monnaies;

E/C.2/328. Les fonds gouvernementaux et les placements privés.

#### *Confédération internationale des syndicats libres:*

E/C.2/329. Production, investissements et crédit, balance des paiements;

E/C.2/330. Productivité du travail, main-d'œuvre, prix et salaires.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION DE STATISTIQUE PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

#### *Chambre de commerce internationale:*

E/CN.3/NGO/3. Recensements de la distribution.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

#### *Chambre de commerce internationale:*

E/CN.11/TRANS/61/Add.1. Coordination des transports intérieurs.

#### *Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies:*

E/CN.11/324. Logement.

#### *Confédération internationale des syndicats libres:*

E/CN.11/L.29. Rapport du BIT sur son activité dans la région de la CEAEAO;

E/CN.11/L.30. Programme de travail et priorités.

#### *Fédération syndicale mondiale:*

E/CN.11/L.40. Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1950.

#### *Union internationale des organismes officiels de tourisme:*

I et T/8. Domaines où le développement économique est entravé par le manque de personnel qualifié.

I et T/9. Activités relatives au développement du commerce et aux voyages.

I et T/10. Activités relatives au développement du commerce et aux voyages.

## Chapitre III

### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS INSUFFISAMMENT DEVELOPPES\* 1

315. A sa sixième session, l'Assemblée générale a adopté, au sujet des problèmes que pose le développement économique des pays insuffisamment développés, les résolutions ci-après : la résolution 520 (VI) intitulée : "Financement du développement économique des pays insuffisamment développés"; la résolution 521 (VI) intitulée : "Développement économique intégré" et qui a trait principalement à la question de l'industrialisation des pays insuffisamment développés; la résolution 522 (VI) intitulée : "Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde"; la résolution 523 (VI) intitulée : "Développement économique intégré et accords commerciaux" et la résolution 524 (VI) relative à la réforme agraire.

316. On trouvera dans le présent chapitre du rapport un aperçu des décisions que le Conseil a prises à sa quatorzième session comme suite à toutes les résolutions de l'Assemblée mentionnées ci-dessus, à l'exception de deux d'entre elles, ainsi qu'au sujet des dispositions connexes arrêtées par le Conseil lui-même et ses commissions. Les deux exceptions signalées sont la résolution 523 (VI) qui a trait au développement économique intégré et aux accords commerciaux, question qui est examinée dans le chapitre II du présent rapport à propos du rapport des experts intitulé *Mesures en vue de la stabilité économique internationale*<sup>2</sup> et la résolution de l'Assemblée relative à la réforme agraire à laquelle le Conseil n'avait pas à donner suite à sa quatorzième session. Le présent chapitre renferme aussi un compte rendu de l'activité de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et un aperçu des mesures que le Conseil a prises au sujet de la création d'une société financière internationale, question qui a fait l'objet d'un rapport de la Banque. On y trouvera également un compte rendu des débats sur les méthodes permettant d'accroître la productivité, sur la conservation et l'utilisation des ressources non agricoles, sur celles des

activités des commissions économiques régionales qui se rapportent au développement économique des pays insuffisamment développés, sur les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et sur le programme élargi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées<sup>3</sup>.

#### A

#### Section I. — Financement du développement économique

##### RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT

317. A sa quatorzième session, le Conseil a examiné le rapport annuel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/2168)<sup>4</sup> ainsi qu'un supplément à ce rapport concernant la période du 1er juillet 1951 au 31 mars 1952 (E/2168/Add.1).

318. Dans un exposé complémentaire présenté devant le Conseil, le Président de la Banque a déclaré que la Banque n'avait cessé d'étendre ses opérations de prêt en fournissant des fonds pour le développement économique. Le montant des prêts consentis par la Banque au cours de l'exercice financier 1950-1951 s'est élevé à 297 millions de dollars et, pour les neuf mois suivants, à 212 millions de dollars. Au 31 mars 1952, le montant total des prêts dépassait légèrement 1.300 millions de dollars; 26 Etats membres en avaient bénéficié à l'occasion de plus de 250 projets. Ces prêts ont servi à financer l'achat de centaines de tracteurs, de camions et de locomotives, à construire des routes, des centrales électriques, des usines sidérurgiques, à acheter des navires et à exécuter bien d'autres projets de développement. Dans la plupart des cas, la Banque a fourni une partie des fonds nécessaires et les dépenses en monnaie locale ont été couvertes au moyen des ressources nationales des pays intéressés.

319. Selon le Président de la Banque, on peut prévoir que la Banque continuera d'étendre le champ de ses activités. La Banque a réussi à réunir tous les fonds nécessaires pour ses opérations de prêt par l'émission d'obligations. Cependant, en raison des difficultés finan-

\* Le "Développement économique des pays insuffisamment développés" fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée générale; ce point se subdivise comme suit : financement du développement économique; méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde; réforme agraire; assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés. D'après l'ordre du jour provisoire de sa septième session, l'Assemblée générale doit aussi examiner, comme point distinct, la question de l'"Assistance supplémentaire à la Libye en vue de financer son développement économique et social", qui est également traitée dans le présent chapitre. On trouvera dans l'annexe I la liste des résolutions que le Conseil a adoptées à ce sujet. Dans sa résolution 433 B (XIV) intitulée "Programme élargi d'assistance technique", le Conseil économique et social recommande à l'Assemblée générale de prendre sans retard les dispositions voulues pour solliciter et recevoir les promesses de contributions des gouvernements et la prie d'approuver, au début de sa septième session, les dispositions financières indiquées dans la résolution.

<sup>1</sup> La question du développement économique est traitée séparément dans le présent chapitre conformément à la demande de l'Assemblée générale qui, dans sa résolution 306 (IV), a recommandé au Conseil de réserver dans le rapport qu'il présente chaque année à l'Assemblée générale un chapitre spécial aux mesures prises ou mises à l'étude en vue de favoriser le développement économique.

<sup>2</sup> Voir le chapitre II, section II.

<sup>3</sup> La question des "Fonctions consultatives en matière de service social" est traitée au chapitre IV, section I.

<sup>4</sup> 605ème et 606ème séances plénières.

<sup>5</sup> Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Sixième rapport annuel, 1950-1951, Washington (D.C.).

cières du moment, bon nombre d'Etats membres hésitent à autoriser la Banque à utiliser pour ses opérations de prêt une partie importante de la fraction de 18 pour 100 de leur quote-part versée en monnaie locale, ce qui a sensiblement limité l'activité de la Banque. Néanmoins, plusieurs gouvernements ont été en mesure d'autoriser la Banque à utiliser une fraction de leur quote-part versée en monnaie nationale et l'on a pu enregistrer une augmentation des prêts consentis par la Banque dans des monnaies autres que le dollar. Un des membres de la Banque vient d'annoncer qu'il est disposé à libérer, aux fins des opérations de prêt de la Banque, le solde de la fraction de 18 pour 100 de sa quote-part.

320. Le Président de la Banque a fait observer que le programme d'assistance technique de la Banque est la deuxième des activités principales de cette institution; cette assistance a pris, en particulier, la forme de missions générales d'étude destinées à aider les gouvernements des pays membres à dresser des programmes de développement à long terme. Les pays sont de plus en plus nombreux à instituer des organes centraux de planification et de coordination qui répondent à des besoins essentiels et les gouvernements reconnaissent de plus en plus qu'il importe d'assurer la stabilité monétaire pour que le développement économique s'effectue dans des conditions rationnelles.

321. Au cours du débat, plusieurs membres du Conseil ont été heureux de constater que la plupart des prêts consentis par la Banque avaient servi à financer des projets de développement essentiels et que les opérations d'assistance technique de la Banque avaient favorisé le progrès économique. Les membres du Conseil ont également pris acte avec satisfaction du fait que la Banque assouplissait de plus en plus ses techniques d'emprunt et de prêt et qu'elle étendait ses opérations de prêt dans des monnaies autres que le dollar. Ils ont exprimé l'espoir qu'un plus grand nombre de pays seraient en mesure de libérer une partie de la fraction de 18 pour 100 de leur quote-part versée en monnaie locale pour permettre à la Banque d'accroître ses prêts en monnaies autres que le dollar. Un des membres du Conseil a déclaré qu'en raison de l'état de sa balance des paiements, son gouvernement ne pouvait rien faire de plus pour le moment, mais qu'il envisagerait la possibilité de prendre à l'avenir une part plus active aux opérations de la Banque.

322. Certaines délégations ont fait observer que les pays insuffisamment développés éprouvent des difficultés à assurer le service de leur dette envers la Banque étant donné le niveau des taux pratiqués par cette institution et elles ont exprimé l'espoir que la Banque pourrait accorder des facilités à ces pays en abaissant le taux des intérêts qu'elle leur demande. D'autres délégations se sont félicitées de voir la Banque encourager l'initiative privée en accordant des prêts à des institutions financières locales, qui mettront les fonds ainsi réunis à la disposition des entreprises privées de petite et moyenne importance. Plusieurs membres du Conseil ont insisté sur la nécessité de coordonner étroitement les opérations d'assistance technique de la Banque avec celles des autres institu-

tions spécialisées. Certaines délégations ont exprimé l'avis que la Banque avait encore beaucoup à faire dans le domaine de l'assistance aux pays insuffisamment développés. Un des membres du Conseil a soutenu que la Banque s'était faite l'instrument de la politique étrangère d'un des Etats membres.

323. Par sa résolution 416 B (XIV), le Conseil a pris acte du rapport de la Banque.

#### PROPOSITION RELATIVE À LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE<sup>9</sup>

324. A sa treizième session, le Conseil, dans sa résolution 368 (XIII), avait fait sienne une des recommandations formulées par le groupe d'experts dans son rapport intitulé *Mesures à prendre pour assurer le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986)<sup>7</sup>, recommandation selon laquelle il y avait lieu d'étudier la possibilité de créer une société financière internationale pour favoriser le financement d'entreprises privées productives, soit au moyen d'emprunts non garantis par l'Etat, soit au moyen d'investissements en valeurs mobilières à revenu variable, soit par toute autre méthode visant au même but. Le Conseil avait demandé à la Banque d'examiner la contribution qu'un tel organisme pourrait apporter, et de lui faire rapport, à sa quatorzième session, sur les conclusions auxquelles cette étude aurait abouti.

325. La Banque a donc présenté son rapport (E/2215)<sup>8</sup> au Conseil, à sa quatorzième session, en faisant observer, dans la lettre au Secrétaire général qui accompagnait le rapport, que les administrateurs de la Banque ne se prononçaient pas sur la valeur de la proposition et n'exprimaient non plus aucune opinion au nom des gouvernements qu'ils représentent; que la Banque continuait à examiner la proposition, qu'elle transmettait le rapport à ses membres et qu'elle poursuivait ses entretiens avec les représentants du monde des affaires et de la finance, afin que la proposition puisse faire l'objet d'une étude plus approfondie.

326. Selon le rapport de la Banque, la société financière serait affiliée à la Banque internationale et ferait le plus large usage possible des services techniques et administratifs de la Banque. Toutefois, cette affiliation avec la Banque n'entraînerait pas une affiliation financière; le capital de la société serait fourni par les Etats membres et non par la Banque. Tous les membres de la Banque pourraient être membres de la société. On trouve aussi dans le rapport un exposé des raisons qui expliquent l'insuffisance des investissements privés dans les pays insuffisamment développés, état de choses qui a eu pour conséquence la création d'un certain nombre d'établissements nationaux d'investissement, de caractère public ou semi-public, qui ont pour but de compléter l'apport des capitaux privés au moyen de prêts à l'entreprise privée ou, dans certains cas, d'une participation sous la forme d'actions. Cependant, la Banque a fait observer que les institutions qui existent à l'heure actuelle, qu'il s'agisse d'institutions internationales ou d'institutions nationales, "ne répondent pas dans l'ensemble à la nécessité de

<sup>7</sup> Publications des Nations Unies, numéro de vente: 1951. II.B.2.

<sup>8</sup> *Rapport sur la proposition relative à la création d'une société financière internationale*, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, avril 1952.

<sup>9</sup> Le Conseil a examiné cette question en même temps que celle des méthodes de financement du développement économique.

stimuler les investissements de capitaux étrangers". Le rapport signale d'autre part les facteurs qui limitent les possibilités qu'a la Banque de contribuer directement à l'expansion des placements de capitaux privés. Il précise que les opérations de la société devraient compléter et non pas supplanter celles du capital privé et qu'il faudrait que la société ait pouvoir pour souscrire des emprunts non garantis aussi bien que pour placer des capitaux sous forme d'actions. Cependant les auteurs du rapport ont admis en principe que la société ne devrait pas acquérir des intérêts qui lui donnent un contrôle effectif des entreprises qu'elle aide à financer ou qui l'obligent à participer à la gestion des affaires de ces entreprises; de même, ces entreprises ne jouiraient d'aucun privilège ou immunité particuliers résultant de la participation de la société. La société aurait pour principe de vendre des valeurs de son portefeuille chaque fois qu'elle trouverait un acheteur disposé à les acheter à un prix équitable.

327. En présentant le rapport, le Président de la Banque a émis l'opinion<sup>9</sup> que le capital privé qui existe en puissance dans chaque pays membre intéressé et à l'étranger, ainsi que le concours de techniciens et de personnel de direction appartenant à l'entreprise privée qui accompagne l'investissement de ce capital, pourraient contribuer très efficacement au développement économique si l'on créait l'atmosphère propre à attirer ce capital. De l'avis du Président de la Banque, la société financière internationale pourrait stimuler de trois façons différentes l'apport de capitaux et de compétences techniques dans les entreprises privées des pays insuffisamment développés. En premier lieu, elle permettrait aux détenteurs de capitaux privés, tant dans le pays qu'à l'étranger, de mettre en œuvre des projets dont l'exécution est actuellement retardée par le manque de capitaux. En second lieu, elle pourrait inciter les détenteurs de capitaux privés à effectuer des placements destinés au développement économique, en appelant leur attention sur des possibilités d'investissement dont ils n'auraient pas autrement eu connaissance. En troisième lieu, elle encouragerait les capitalistes à se lancer dans l'exécution de projets qu'ils hésitent à entreprendre moins par manque de capitaux que par manque de confiance.

328. Le Président de la Banque a souligné qu'il était impossible de prévoir si les opérations de la société porteraient davantage sur les prêts que sur les placements sous forme d'actions. L'important est que la société ne soit pas astreinte à appliquer l'un ou l'autre de ces modes de financement; elle devrait fonctionner avec assez de souplesse pour adapter ses méthodes de financement aux besoins dans chaque cas particulier et mettre ainsi à la disposition de la communauté internationale toute la gamme des moyens financiers dont disposent normalement les hommes d'affaires lorsqu'ils s'attaquent à des problèmes de cet ordre.

329. Enfin, le Président de la Banque a fait observer que le rapport n'était qu'une étude préliminaire. C'est seulement après avoir examiné avec le plus grand soin les observations des gouvernements et des bailleurs de fonds éventuels que la Banque pourra décider s'il est souhaitable et opportun de présenter à ses membres des propositions concrètes touchant l'organisation de la société financière internationale. C'est en tenant

compte de la réaction des milieux d'affaires et des milieux financiers ainsi que des vues exprimées devant le Conseil que la Banque décidera si elle doit donner suite au projet, et ces avis la guideront dans l'examen des problèmes nombreux et complexes qui resteraient à résoudre au cas où la société financière que l'on envisage d'instituer viendrait à être créée.

330. Le représentant du Chili, pays qui n'est pas membre du Conseil, et le représentant de l'OIT ont pris part au débat sur le rapport<sup>10</sup>. Le représentant de la Confédération internationale des syndicats libres a également fait une déclaration. Plusieurs représentants ont posé un certain nombre de questions concernant la constitution du conseil d'administration de la société envisagée; la situation dans laquelle se trouveraient les pays qui, sans être membres de la Banque, désireraient participer à la société; les méthodes qui régiraient le renouvellement des capitaux de la société; les possibilités de conversion dans les différentes monnaies des bénéfices de la société et du produit de la vente de certaines valeurs de portefeuille; la représentation de la société dans la direction des entreprises qu'elle financerait et la mesure dans laquelle les souscriptions au capital de la société seraient convertibles. Répondant à certaines de ces questions au cours du débat, le Président de la Banque a donné au Conseil l'assurance que les administrateurs de la Banque étudieraient attentivement tous ces aspects du problème. Il a également déclaré que les questions techniques soulevées par bon nombre de représentants montraient que le problème est extrêmement complexe et que seule l'expérience du fonctionnement de la société envisagée permettrait de répondre à certaines de ces questions.

331. Plusieurs représentants ont fait connaître que leurs gouvernements respectifs rencontraient des difficultés à équilibrer leur balance des paiements et que, de ce fait, ils ne pourraient pour le moment verser des contributions à la société prévue. On a fait valoir cependant que la société pourrait commencer ses opérations en ne groupant qu'un nombre limité de membres, et que sa composition pourrait être étendue par la suite au fur et à mesure que d'autres pays amélioreraient la situation de leur balance des paiements et se trouveraient en mesure de souscrire au capital. Certaines délégations ont exprimé la crainte que les contributions versées à la société n'aient pour effet d'empêcher certains capitaux de s'orienter vers d'autres formes d'assistance financière aux pays insuffisamment développés ou de réduire la masse de fonds auxquels les institutions internationales existantes peuvent faire appel. Cependant, plusieurs membres du Conseil ont insisté pour que la création de la société n'exclue ou ne compromette nullement l'adoption d'autres mesures, qu'il s'agisse par exemple d'opérations entreprises par l'intermédiaire des institutions existantes ou comme suite à la création du fonds spécial envisagé dans la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale. Plusieurs délégations ont fait connaître que leurs gouvernements respectifs seraient disposés à participer à la création de la société si un examen complémentaire de la question en montrait la possibilité et l'utilité. On a fait valoir aussi qu'il ne fallait pas étudier la question de la création de la société sans tenir compte des autres

<sup>9</sup> 606ème séance plénière.

<sup>10</sup> 606ème à 610ème et 613ème à 615ème séances plénières.

méthodes, telles que l'institution de stimulants d'ordre fiscal, qui permettraient de favoriser l'apport des capitaux privés dans les pays insuffisamment développés. La plupart des membres du Conseil ont exprimé l'opinion qu'il fallait voir dans le document soumis par la Banque un rapport provisoire et que le Conseil devait prier la Banque de poursuivre et d'étendre ses recherches et ses pourparlers en vue d'aboutir à des propositions précises.

332. Par sa résolution 416 C (XIV), le Conseil a félicité la Banque de l'utile contribution qu'elle a apportée à l'étude de la proposition tendant à créer une société financière internationale et il l'a invitée à tenir compte, lorsqu'elle poursuivra l'examen de cette proposition, des observations formulées lors de la quatorzième session du Conseil au sujet du rapport qu'elle a présenté; le Conseil a proposé que les gouvernements consultent à cette occasion les organismes et les groupements d'affaires nationaux qui s'intéressent aux moyens d'encourager la participation des capitaux privés, tant nationaux qu'étrangers, au développement économique des pays insuffisamment développés; il a prié la Banque de demander à ses membres leurs avis sur l'opportunité de créer une société financière du type envisagé et il a invité les autres gouvernements intéressés à communiquer à la Banque toutes autres observations et questions qu'ils désireraient formuler au sujet de cette proposition; enfin, le Conseil a invité la Banque à faire connaître au Conseil en 1953 les résultats du nouvel examen auquel elle aura procédé ainsi que les mesures qu'elle aura prises au sujet de la proposition en question.

#### FONDS SPÉCIAL POUR L'OCTROI DE SUBVENTIONS ET DE PRÊTS À FAIBLE INTÉRÊT ET À LONG TERME

333. Dans sa résolution 368 (XIII), le Conseil, "sans accepter ni rejeter le principe de la création d'un Fonds international qui aurait pour objet d'aider au financement du développement économique des pays insuffisamment développés, ou d'un office international du développement", avait demandé au Secrétaire général, après consultation avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et les autres institutions spécialisées compétentes, de définir les différentes méthodes qui permettraient de résoudre le problème de l'assistance au moyen de subventions et de faire rapport sur ces méthodes à la session du Conseil qui précéderait la septième session ordinaire de l'Assemblée générale. Par sa résolution 520 A (VI), l'Assemblée générale a demandé au Conseil de lui soumettre, à sa prochaine session ordinaire, un plan détaillé pour la création, aussitôt que les circonstances le permettront, d'un Fonds spécial en vue de l'octroi aux pays insuffisamment développés de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme pour les aider, lorsqu'ils le demanderont, à accélérer leur développement économique et à financer les projets non amortissables qui sont d'une importance fondamentale pour leur développement économique. L'Assemblée a également demandé au Conseil de lui soumettre une série de recommandations concernant:

"a) L'importance, la composition et la gestion du Fonds spécial en gardant présent à l'esprit, pour ce qui est de la gestion du fonds, le fait que la

création d'une nouvelle organisation internationale ne doit être envisagée que dans le cas où un examen attentif des fonctions des organisations existantes démontre que les fonctions voulues ne peuvent être remplies par ces organisations;

"b) Les modalités de recouvrement des contributions au Fonds spécial, en tenant compte de l'intérêt que présenteraient une participation universelle et l'utilisation, entre autres sources de contributions, de toutes les sommes qui pourraient être économisées par suite de la mise en application d'un programme de désarmement;

"c) Le caractère des contributions des Etats Membres et non membres des Nations Unies;

"d) La politique, les conditions et les méthodes à appliquer pour l'octroi aux pays insuffisamment développés de subventions et de prêts provenant du Fonds spécial;

"e) Les principes auxquels devraient se conformer les pays qui reçoivent des subventions et des prêts du Fonds spécial."

334. En outre, l'Assemblée a invité les gouvernements des Etats Membres à présenter au Conseil des propositions relatives aux recommandations énoncées ci-dessus, et elle a prié le Secrétaire général d'aider le Conseil à s'acquitter des tâches qui lui sont confiées par cette résolution.

335. En conséquence, le Conseil s'est trouvé saisi de propositions présentées par les gouvernements de divers Etats Membres (E/2242 et addenda) et d'un document de travail (E/2234)<sup>11</sup> rédigé par le Secrétaire général. C'est ce document de travail que le Conseil a pris comme base de discussion. Dans l'introduction, le Secrétaire général a déclaré qu'il avait estimé que le meilleur moyen d'aider le Conseil était de lui laisser le choix entre plusieurs façons de régler les diverses questions qui entrent dans le cadre du plan détaillé à établir. Il a précisé d'ailleurs qu'aucune des différentes méthodes exposées dans le document de travail ne devait être considérée comme une recommandation personnelle de sa part, qu'il n'avait pas cherché à justifier la nécessité de créer un fonds de cet ordre et qu'il ne s'était pas proposé d'examiner si les circonstances permettaient la création du fonds, car il avait pensé que les gouvernements tiendraient à se prononcer eux-mêmes sur cette question. Le document de travail traite des ressources du fonds spécial, du montant du fonds et des modalités de versement des contributions, notamment des facteurs régissant la composition et le caractère des sommes qu'il serait possible de recueillir, des opérations du Fonds spécial et des dépenses à couvrir à l'aide de ses ressources, des principes directeurs à appliquer et des méthodes de répartition des fonds; en outre, un court passage de ce document est consacré à la question de l'organe intergouvernemental de direction, à celle de la gestion du Fonds spécial et à celle de la durée des opérations du Fonds spécial. Le Secrétaire général a attiré l'attention du Conseil sur le fait que, s'il était décidé de n'accorder des subventions que pour des projets non amortissables, cette politique aurait pour seul effet de contraindre les gouvernements à adopter de nouvelles mesures fiscales

<sup>11</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 5 de l'ordre du jour.



pour consacrer leurs ressources financières, qu'ils auraient normalement affectées à certains types de projets, parfois essentiels, à des fins moins importantes et pouvoir ainsi bénéficier de l'aide du Fonds spécial. Il a donc semblé que l'aide financière consentie par le Fonds spécial devrait viser à pallier l'insuffisance des ressources financières dont un pays dispose pour son développement économique plutôt qu'à financer des projets de développement d'un type déterminé, ou seulement à répondre aux besoins du pays en devises étrangères. A propos de la gestion du Fonds spécial, le Secrétaire général a précisé qu'à son avis "on commettrait une erreur grave en créant une autre organisation internationale pour gérer un Fonds spécial, et qu'il faudrait examiner soigneusement la possibilité de confier la gestion du Fonds spécial soit à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, soit à l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, que l'on adopte la première ou la deuxième de ces solutions, il faudrait assurer entre ces deux organisations internationales la collaboration la plus étroite possible."

336. Outre les membres du Conseil, les représentants du Chili, de l'Inde et de la Yougoslavie ont participé au débat sur cette question<sup>12</sup>. Les représentants de la FAO, de l'OIT et du Fonds monétaire international ont également pris part à la discussion. Le représentant de cette dernière institution a parlé des effets de l'inflation sur le développement économique.

337. Les débats relatifs à la question de la création d'un fonds spécial ont surtout porté sur un projet de résolution commun, présenté par sept pays<sup>13</sup> (E/L.363/Rev.1)<sup>14</sup>, qui prévoyait la création d'un comité chargé de préparer un plan détaillé pour la création d'un fonds spécial.

338. Tout en appuyant la proposition tendant à créer un comité de ce genre, plusieurs représentants ont appelé l'attention du Conseil sur le préambule de la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale, où il est dit que la participation à l'étude et à l'élaboration de plans détaillés ne peut et ne doit être considérée comme impliquant l'engagement de verser une contribution à ce fonds s'il vient à être créé. Certaines délégations ont d'ailleurs réservé expressément leur position, ainsi qu'elles l'avaient déjà fait précédemment au cours de la sixième session de l'Assemblée générale, en ce qui concerne soit leur contribution éventuelle au fonds spécial, soit l'opportunité d'élaborer dès maintenant un plan détaillé, soit encore le principe de l'octroi, par un organisme international, de subventions destinées à financer le développement. En même temps, ces délégations ont tenu à préciser que leurs réserves ne s'appliquaient qu'au projet d'organisme à l'étude et ne visaient en rien les buts ou les principes de l'aide extérieure à fournir aux pays insuffisamment développés au moyen de subventions, de prêts, d'assistance technique ou de toute autre méthode appropriée.

339. Au cours de la discussion, certains représentants ont souligné le caractère complémentaire des fonctions de la société financière internationale et de celles du fonds spécial envisagé. Ils ont fait ressortir que l'on

ne saurait attendre du capital privé qu'il assure le financement de projets non amortissables et que par conséquent la création d'un fonds pour l'octroi de subventions présentait une importance toute particulière. Plusieurs membres du Conseil ont insisté aussi sur le rapport entre les prêts et les subventions d'une part et les recettes que les pays insuffisamment développés tirent de leurs exportations de produits primaires d'autre part. On a également fait valoir qu'il était nécessaire d'accorder toute l'attention voulue au développement social aussi bien qu'au développement économique. Une des délégations au Conseil a exprimé l'avis que les opérations du Fonds spécial devraient porter principalement sur le développement agricole et notamment sur la mise en valeur des terres. Si certains représentants ont vu dans le financement de projets non amortissables la justification essentielle de la création d'un fonds spécial, d'autres ont contesté cette opinion et ils ont fait valoir que l'on ne devrait accorder des subventions que pour fournir l'appoint dont les pays ont besoin pour combler l'écart éventuel entre les exigences de leurs programmes de développement essentiels et les ressources qu'ils peuvent consacrer aux investissements. Il a été également avancé que les subventions devraient servir uniquement à financer des dépenses d'investissements, à l'exclusion de toute dépense périodique.

340. Plusieurs représentants ont exprimé l'espoir que les membres du comité spécial envisagé seraient des personnalités habituées à résoudre des problèmes analogues à ceux qui se présenteraient vraisemblablement dans la gestion d'un fonds spécial. Selon un autre avis, les membres du comité devraient être des représentants de leurs gouvernements. A l'issue de la discussion, le Conseil a adopté la résolution 416 A (XIV) par laquelle il a créé un comité chargé de préparer un plan détaillé pour la création d'un fonds spécial en s'inspirant de la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale. Ce comité se composera de neuf membres au maximum qui seront choisis à titre personnel dans différentes parties du monde de manière à représenter de façon appropriée la distribution géographique des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et qui devront posséder l'expérience et les hautes capacités qu'exigent l'importance et la complexité de la tâche qui leur sera confiée. C'est le Secrétaire général qui désignera les membres du comité. Le comité se réunira au plus tard en décembre 1952 et il devra terminer son rapport au Conseil avant le 1er mars 1953. Dans ses travaux, le comité devra s'inspirer, indépendamment de la résolution 520 (VI) de l'Assemblée générale, des débats de l'Assemblée générale et du Conseil touchant la préparation d'un plan détaillé ainsi que des propositions, principes et possibilités exposés dans le document E/2234, en particulier aux paragraphes 8, 14, 19, 22 à 25, 28, 29, 32, 42, 50 et 51.

#### STIMULANTS D'ORDRE FISCAL TENDANT À AUGMENTER LE COURANT INTERNATIONAL DES CAPITAUX PRIVÉS DESTINÉS AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PAYS INSUFFISAMMENT DÉVELOPPÉS

341. Le Conseil a également examiné des propositions relatives aux stimulants d'ordre fiscal tendant à aug-

<sup>12</sup> 608ème à 610ème et 613ème à 615ème séances plénières.

<sup>13</sup> Le projet a été présenté par Cuba, l'Égypte, l'Iran et les Philippines ainsi que par la Birmanie, le Chili et la Yougoslavie.

<sup>14</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 5 de l'ordre du jour.



menter le courant international des capitaux privés destinés au développement économique des pays insuffisamment développés. La discussion a surtout porté sur deux projets de résolution. Le premier de ces textes, présenté par la délégation de Cuba (E/L.365 et Rev.1), demandait au Conseil de déclarer que les revenus provenant d'investissements de capitaux étrangers dans les pays insuffisamment développés ne doivent être soumis à l'impôt que dans ces pays et qu'ils doivent être entièrement exonérés dans tous les autres pays, et de recommander que chaque pays prenne les mesures législatives nécessaires pour assurer sans retard la mise en œuvre de ce principe. Selon ce texte, le Conseil aurait en outre recommandé que ce principe figure dans les conventions fiscales bilatérales conclues entre des pays développés et des pays insuffisamment développés. D'après le second texte, présenté en commun par les délégations de Cuba, de l'Iran et des Philippines (E/L.383, Corr.1 et Rev.1)<sup>15</sup>, le Conseil aurait invité la Commission des finances publiques à examiner la proposition et à présenter les résultats de son étude dans un chapitre spécial du prochain rapport qu'elle adressera au Conseil économique et social<sup>16</sup>.

342. Le Conseil a adopté la résolution 416 D (XIV) par laquelle il a reconnu qu'il importe, en vue d'accélérer le développement économique, de trouver des moyens propres à encourager l'investissement dans les pays insuffisamment développés de capitaux privés provenant des pays économiquement développés; que si l'obstacle aux investissements internationaux constitué par la double imposition internationale se trouve déjà fortement réduit grâce aux conventions fiscales internationales et aux mesures unilatérales, ces mesures ne paraissent pas toutefois stimuler de façon efficace les investissements internationaux privés car le courant international de capitaux ne suffit pas à répondre aux besoins du développement économique des pays insuffisamment développés. Par cette résolution, le Conseil a invité la Commission des finances publiques à continuer l'examen des questions d'imposition dans leurs rapports avec les investissements internationaux, en tenant compte des études complémentaires auxquelles procède actuellement le Secrétaire général, en vertu de la résolution 378 (XIII) du Conseil et de la résolution 3 (IV) de la CEPAL, et à examiner, en vue de faire rapport au Conseil, la proposition tendant à exonérer d'impôts dans tout autre pays le revenu des investissements étrangers acquis dans les pays insuffisamment développés.

343. Au cours de la discussion<sup>17</sup>, plusieurs représentants ont fait observer que vingt pays de l'Amérique latine membres de la CEPAL et bon nombre d'autres pays, dont certains pays exportateurs de capitaux, se sont prononcés en faveur du principe de la suppression de la double imposition, de façon que le revenu ne soit imposé que dans le pays où il a été acquis. Toutefois, d'autres représentants ont contesté la valeur de tout principe en vertu duquel les capitaux investis à l'étranger bénéficieraient d'un traitement préférentiel par rapport à ceux qui sont investis dans le pays même. Les pays insuffisamment développés, a-t-on dit, ne devraient pas appliquer de taux d'imposition sensible-

ment inférieurs aux taux des impôts perçus dans les pays exportateurs de capitaux, ce qui a pour effet de compromettre leur situation financière et budgétaire, et ils ne devraient pas davantage accorder un traitement préférentiel spécial aux nouvelles entreprises étrangères. Certains représentants ont également fait ressortir les avantages que présenterait la conclusion d'accords bilatéraux en vue de la suppression de la double imposition. Il a d'autre part été précisé que la résolution que pourrait adopter le Conseil devrait prévoir des garanties contre toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures des pays insuffisamment développés et ne devrait pas avoir pour seul objet d'assurer aux entreprises étrangères des dégrèvements qui augmenteraient leurs bénéfices. Plusieurs membres du Conseil ont indiqué que la Commission des finances publiques aurait intérêt, lorsqu'elle examinera ce problème, à consulter le compte rendu des débats consacrés à cette question pendant la quatorzième session du Conseil.

## Section II. — Méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde

344. Dans sa résolution 522 (VI), l'Assemblée générale a déclaré que l'accélération du progrès économique dans le monde entier exige une coopération plus étroite des nations pour favoriser l'utilisation la meilleure des réserves mondiales de main-d'œuvre, des ressources naturelles et de l'équipement servant à la production, et qu'une expansion de l'économie mondiale en vue de relever les niveaux de vie exige le développement économique rapide des pays insuffisamment développés. En conséquence, l'Assemblée générale a invité le Conseil à étudier les moyens par lesquels la productivité pourrait être universellement accrue par l'application des connaissances scientifiques et techniques existantes, et à recommander, dès que ce sera possible, des méthodes grâce auxquelles les résultats de ces études pourront, sur leur demande, être mis à la disposition des pays insuffisamment développés. L'Assemblée a également invité le Conseil à lui faire rapport à sa septième session ordinaire sur les progrès accomplis comme suite à cette résolution.

345. A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi d'un document de travail rédigé par le Secrétaire général (E/2265), dans lequel figuraient un bref aperçu des caractéristiques principales des programmes nationaux visant à accroître la productivité et une ébauche des méthodes que l'on pourrait adopter pour entreprendre une action internationale dans ce domaine. Le Secrétaire général a précisé qu'il s'était borné à examiner certains aspects particuliers de la question de l'accroissement de la productivité dans l'industrie par l'utilisation plus efficace de l'équipement actuel, notamment grâce à l'élaboration de statistiques de la productivité qui soient comparables, entre elles, à l'organisation de campagnes nationales de productivité, à la création de centres de productivité et de développement adaptés à la situation économique et sociale actuelle de chaque pays et à l'application de techniques et de procédés industriels améliorés, ainsi qu'à l'échange et à la diffusion de renseignements scientifiques et

<sup>15</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 5, b, de l'ordre du jour.

<sup>16</sup> Voir le chapitre II, section VIII.

<sup>17</sup> 626 et 627<sup>ème</sup> séances plénières.

techniques: Le Secrétaire général a fait observer en outre qu'à la longue le niveau de la productivité dans les pays insuffisamment développés dépendra de la mise en œuvre de programmes coordonnés de développement économique qui tendent à réaliser l'utilisation harmonieuse des ressources de ces pays en vue d'élever le niveau de vie de la population. Le Secrétaire général a également fait mention des possibilités offertes par l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Il a insisté sur les différences considérables qui existent entre les ressources en hommes, les ressources naturelles et les ressources en capitaux des pays insuffisamment développés et les ressources de même nature dont disposent les pays industrialisés ainsi que sur l'importance que présentent ces différences lorsqu'il s'agit d'appliquer des techniques destinées à élever le niveau de la productivité et d'adapter ces techniques aux besoins particuliers des pays insuffisamment développés.

346. Le Conseil a été également saisi d'un document soumis par l'OIT (E/2224), dans lequel cette institution rappelle des parties pertinentes de son cinquième et de son sixième rapport et expose les initiatives qu'elle a prises récemment dans le domaine de la productivité. L'OIT a notamment fourni une assistance technique pour la formation de cadres et d'agents de maîtrise, pour la formation professionnelle en général, pour l'amélioration des conditions de travail, de la sécurité et de l'hygiène dans l'industrie et pour l'organisation de l'artisanat.

347. Au cours de la discussion<sup>18</sup>, la plupart des membres du Conseil ont noté avec satisfaction les conclusions présentées par le Secrétaire général dans le document de travail et ils ont souligné qu'il importait d'appliquer les techniques les mieux adaptées aux conditions propres à chaque pays. De nombreux représentants ont également reconnu que chaque pays devrait se spécialiser dans certains domaines déterminés et ils ont déclaré qu'il faudrait, à cette fin, que les pays insuffisamment développés améliorent la productivité non seulement dans les industries manufacturières, mais aussi dans d'autres secteurs de l'économie, notamment dans l'agriculture les mines, les transports, les industries de la construction et la distribution. Un des membres du Conseil a souligné qu'en raison notamment de l'impossibilité où se trouvent les pays insuffisamment développés d'obtenir le matériel indispensable, il arrive fréquemment que les usines existantes ne peuvent pas produire à pleine capacité; il a insisté sur le rôle que doivent jouer les pays industrialisés dans la fourniture des biens d'équipement, qui permettraient aux pays insuffisamment développés d'accroître leur productivité.

348. Un autre représentant a dit que les pays exportateurs de capitaux devraient prendre des mesures en vue de faire participer les sociétés étrangères à la formation de techniciens recrutés sur place. On a également proposé que le Conseil envisage la création

d'un centre scientifique de liaison dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies afin de tenir les pays insuffisamment développés au courant des progrès réalisés dans le domaine technique. Si les membres du Conseil ont reconnu dans l'ensemble que des centres de productivité pourraient aider, de manière efficace, à élever le niveau de la productivité, un représentant a fait valoir qu'il faudrait définir avec précision le rôle de ces centres pour obtenir des résultats concrets. En outre, les membres du Conseil ont généralement admis que l'envoi à l'étranger d'"équipes de productivité", composées d'experts, pouvait contribuer de façon sensible non seulement à diffuser dans les pays insuffisamment développés l'expérience et les connaissances acquises par les pays industrialisés, mais aussi à faciliter la compréhension des différents modes d'organisation de la production dans les divers pays.

349. On a également fait valoir que l'application des connaissances techniques actuelles aux opérations de production dans les pays insuffisamment développés ne nécessiterait que des investissements relativement peu élevés; ce facteur présente une importance particulière pour les pays qui éprouvent des difficultés à réunir des capitaux supplémentaires. A cet égard on a signalé qu'il était possible d'améliorer la productivité par une meilleure gestion des usines actuellement en exploitation.

350. Plusieurs représentants ont indiqué que l'application des connaissances techniques et scientifiques ne permettrait d'atteindre les résultats désirés que si l'on tenait compte des incidences sociales de la technique et de la science. Les commissions économiques régionales ont été invitées de façon pressante à se pencher sur les problèmes de productivité communs aux pays de leurs régions respectives et on a indiqué que le Secrétaire général, lorsqu'il procèdera aux études envisagées, devrait charger des experts d'étudier en collaboration avec des techniciens des pays insuffisamment développés les obstacles qui s'opposent à l'amélioration de la productivité et de recommander des mesures pratiques qui permettraient de surmonter ces obstacles.

351. Le représentant de l'OIT a exposé les travaux récemment entrepris par cette institution dans ce domaine et il a précisé que l'OIT avait toujours cherché à rattacher la question des méthodes permettant d'accroître la productivité à celle de la répartition équitable des bénéfices réalisés grâce au relèvement de la productivité et à celle de la protection des intérêts des travailleurs que les mesures prises à cet effet pourraient obliger à changer d'emploi. Le représentant de la Fédération syndicale mondiale a déclaré que son organisation accueillait favorablement les efforts déployés en vue d'améliorer la productivité, à condition que les méthodes employées reposent sur le perfectionnement des techniques et non sur une intensification du travail de nature à provoquer une plus grande exploitation des travailleurs, à abaisser les niveaux de vie et à compromettre la condition physique des travailleurs. A son avis, il y a lieu de chercher à améliorer la productivité par la réforme agraire et par l'adoption de programmes d'industrialisation rationnels fondés principalement sur le développement de l'industrie lourde.

<sup>18</sup> 623ème, 629ème, 634ème et 638ème séances plénières.

352. Après avoir examiné plusieurs projets de résolution et plusieurs propositions d'amendements<sup>19</sup> le Conseil a adopté la résolution 416 E (XIV) par laquelle il a recommandé aux gouvernements des pays insuffisamment développés : a) d'étudier les moyens d'augmenter la productivité dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour élever le niveau de leur production nationale en encourageant le développement économique général qui vise à élever les niveaux de vie de leurs populations; et b) d'envisager, dans le cadre de leurs plans de développement économique, la création de centres nationaux de productivité adaptés à la situation économique et sociale de leurs pays respectifs, pour favoriser particulièrement la recherche et la diffusion de renseignements touchant l'amélioration des méthodes et des techniques et leur application pratique aux divers secteurs de l'activité économique, compte tenu de l'assistance technique internationale qui leur est offerte. En outre, le Conseil a instamment prié les gouvernements d'utiliser au maximum le Programme élargi d'assistance technique, et il a recommandé que les pays d'une même région coopèrent par l'intermédiaire des commissions économiques régionales compétentes et en recourant aux moyens mis à leur disposition par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées; il a réaffirmé la recommandation relative à la nécessité d'assurer une production suffisante et une répartition équitable des biens qui figure au paragraphe 1 de la résolution 341 (XII) du Conseil, et il a recommandé aux gouvernements d'encourager l'intégration économique des marchés internationaux par l'augmentation des échanges extérieurs dans des conditions de stabilité et d'équité en vue de contribuer à l'accroissement de la productivité dans le monde.

353. Par la même résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général de prendre, après avoir consulté les institutions spécialisées intéressées, les mesures nécessaires pour continuer à étudier les problèmes de l'augmentation de la productivité dans les pays insuffisamment développés, notamment dans les domaines de l'agriculture, des industries manufacturières et extractives, des transports, du bâtiment et de la distribution, et pour rédiger des documents de travail sur la question de l'accroissement de la productivité, étudiée en liaison avec les programmes visant à augmenter la production dans ces domaines, et sur le rôle de la main-d'œuvre dans les programmes visant à accroître la productivité. Enfin, le Conseil a décidé d'inscrire la question des méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde à l'ordre du jour de la session appropriée de 1953.

<sup>19</sup> Projet de résolution commun présenté par la Belgique, le Canada et le Pakistan (E/L.391), amendements à ce texte soumis par la France (E/L.392), l'Argentine (E/L.394), l'Iran (E/L.402) et amendement commun présenté par l'Iran, le Mexique, le Pakistan et les Philippines (E/L.397); projet de résolution commun présenté par l'Argentine, la Belgique, le Canada, l'Iran, le Mexique, le Pakistan et les Philippines (E/L.407) destiné à remplacer le projet de résolution ci-dessus et les amendements s'y rapportant; les auteurs de ce dernier projet de résolution ont accepté un amendement soumis par la France (E/L.409). Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 5, e, de l'ordre du jour.

<sup>20</sup> 638ème, 639ème et 640ème séances plénières.

### Section III. — Développement économique intégré

354. Consciente de la nécessité d'étudier tous les aspects du développement économique d'une façon suivie, complète et systématique, afin de mieux orienter les efforts et l'utilisation des ressources en vue de favoriser le progrès économique des pays insuffisamment développés, l'Assemblée générale avait demandé au Conseil, par sa résolution 521 (VI): a) d'encourager des études consacrées à un programme d'industrialisation rapide des pays insuffisamment développés, notamment aux problèmes économiques, sociaux, fiscaux, techniques et d'organisation qui se posent, ainsi qu'au rôle que les pays industrialisés et les pays insuffisamment développés doivent nécessairement jouer dans ce programme; et b) de présenter à l'Assemblée, aussitôt que possible, des propositions concrètes quant aux mesures qui pourraient aider ces pays à faire face aux problèmes mentionnés.

355. Au cours du débat sur cette question<sup>20</sup>, le Conseil a été saisi d'une proposition<sup>21</sup> selon laquelle il aurait reconnu qu'une politique coordonnée visant à assurer le développement économique sous tous ses aspects doit prévoir la diversification de l'industrie afin d'assurer l'indépendance économique du pays et le bien-être social de la population; rappelé la résolution 519 A (VI) de l'Assemblée générale, relative à l'assistance technique, et prié le Secrétaire général de désigner un petit groupe d'experts chargés d'établir un rapport contenant des recommandations relatives aux propositions concrètes visées par la résolution 521 (VI) de l'Assemblée générale et qui aurait été présenté à la quinzième session du Conseil; le Conseil aurait prié en outre le Secrétaire général de poursuivre ses études d'ensemble et ses études concrètes sur le développement économique des pays insuffisamment développés, en s'attachant particulièrement aux obstacles qui empêchent ou qui gênent l'industrialisation rapide du pays; recommandé que le Secrétaire général et les institutions spécialisées accordent la priorité aux demandes portant sur des formes d'assistance technique qui, de l'avis des gouvernements des pays peu développés, aideraient à assurer l'industrialisation rapide de ces pays, et appelé l'attention des gouvernements sur les services d'assistance technique offerts par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Par la suite, cette proposition a été remaniée; dans sa nouvelle version, il était demandé que le Secrétaire général poursuive ses études en s'attachant tout particulièrement aux problèmes mentionnés dans la résolution 521 (VI) de l'Assemblée générale, et il n'était plus question de la recommandation adressée au Secrétaire général et aux institutions spécialisées en ce qui concerne les demandes d'assistance technique.

356. Plusieurs membres du Conseil ont exprimé l'avis que le sujet proposé était si vaste et si complexe qu'il n'était pas possible d'en confier l'étude à un groupe

<sup>21</sup> Projet de résolution présenté par l'Argentine (E/L.400 et E/L.400/Rev.1) et propositions d'amendement de la France (E/L.410) et du Pakistan (E/L.411). Par la suite, ces projets ont été remplacés par un projet de résolution commun de l'Argentine, du Pakistan, du Royaume-Uni et de la Suède (E/L.412). Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 5, d, de l'ordre du jour.

d'experts sans définir plus nettement le problème et sans préciser leur mandat. D'autres représentants ont fait valoir que la résolution de l'Assemblée générale n'était pas rédigée en termes trop vagues en ce qui concerne la nature des études demandées, et ils se sont déclarés partisans de confier ces études à un groupe d'experts, cette méthode ayant donné de bons résultats dans le passé. Les experts ne chercheraient ni à établir un programme général qu'une institution internationale serait chargée d'exécuter, ni à imposer des programmes de développement aux pays insuffisamment développés. Il leur serait demandé au contraire de traiter le problème du point de vue technique et de rédiger une étude sur laquelle le Conseil pourrait se fonder pour faire les recommandations demandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 521 (VI). Plusieurs délégations ont estimé toutefois qu'il était peu probable qu'un groupe d'experts puisse présenter un rapport avant la seizième session du Conseil et que, par conséquent, il vaudrait mieux demander au Secrétaire général de rédiger un rapport préliminaire qui aiderait le Conseil à définir le problème et qui permettrait aux experts de travailler avec plus d'efficacité si le Conseil décidait de confier la tâche à un groupe d'experts. Il a été également proposé de désigner un groupe de travail, composé de membres du Conseil, qui serait chargé d'établir ce rapport avec le concours du Secrétaire général.

357. Bon nombre de représentants ont pensé qu'en raison de l'importance de plus en plus grande que l'on attache à l'accroissement de la productivité dans l'agriculture des pays insuffisamment développés, il n'était pas souhaitable d'insister uniquement sur l'aspect industriel du développement économique. La discussion a porté aussi sur le sens de l'expression "indépendance économique" qui figurait dans le préambule du projet de résolution (E/L.400). Ceux des membres du Conseil qui donnaient leur appui à la proposition ont précisé que cette expression ne signifiait nullement que les pays insuffisamment développés devaient viser à l'autarcie. Il s'agissait, pour chaque pays, de développer les secteurs de son économie dont l'essor est indispensable pour favoriser le progrès dans la voie choisie par la population et pour assurer la participation du pays à la vie de la communauté mondiale sur un pied d'égalité avec les autres nations. A leur avis, l'objectif essentiel était de ménager, dans l'intérêt du commerce mondial et de la stabilité économique, la diversification de l'économie de tous les pays.

358. Certaines délégations ont regretté que le projet de résolution remanié (E/L.400/Rev.1) ne fit plus mention de l'étude des obstacles à l'industrialisation rapide des pays insuffisamment développés. Elles ont soutenu que l'industrialisation rapide était un des principaux éléments de la solution des problèmes que pose le développement économique, mais l'auteur du projet de résolution a fait valoir qu'il n'était pas nécessaire de réaffirmer les idées si clairement énoncées dans la résolution 521 (VI) de l'Assemblée générale, rappelée dans le préambule du projet remanié.

359. A l'issue de la discussion, le Conseil a adopté la résolution 416 F (XIV) dont le texte est celui d'un projet de résolution commun (E/L.412) qui conciliait plusieurs des opinions exprimées. Dans cette résolution, le Conseil reconnaît que des politiques coordonnées et

intégrées de développement économique doivent prévoir la diversification de l'industrie, parallèlement au développement de la production agricole, afin d'assurer l'indépendance économique des pays intéressés, de tirer pleinement parti des avantages qu'apporte le commerce international et de favoriser le bien-être social des populations. Il demande au Secrétaire général de préparer et de présenter le plus tôt possible au Conseil un document de travail relatif aux propositions concrètes visées par la résolution 521 (VI) de l'Assemblée, et de poursuivre les études générales et les études concrètes qu'il a entreprises sur le développement économique des pays insuffisamment développés, en accordant une attention particulière aux problèmes mentionnés dans la résolution de l'Assemblée. Par cette résolution, le Conseil attire aussi l'attention des gouvernements, au sujet de la résolution 519 (VI) de l'Assemblée, sur les services d'assistance technique que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées tiennent à leur disposition.

#### **Section IV. — Conservation et utilisation des ressources non agricoles, régularisation et utilisation des eaux et mise en valeur des terres arides**

360. A sa quatorzième session, le Conseil a examiné un rapport sur la "coopération internationale en matière de régularisation et d'utilisation des eaux" (E/2205 et Corr.1 et Add.1), que le Secrétaire général avait rédigé comme suite à la résolution 346 (XII) du Conseil, et un rapport sur la "mise en valeur des terres arides" (E/2191), établi en exécution de la résolution 402 (V) de l'Assemblée générale. Le premier de ces rapports avait essentiellement pour objet de décrire et d'analyser les activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et d'une trentaine d'organisations internationales dans le vaste domaine de la régularisation et de l'utilisation des eaux. Il exposait en outre les conclusions du Secrétaire général concernant les lacunes qui subsistent dans les activités actuelles et les mesures qu'il serait nécessaire et possible de prendre pour coordonner ces activités. Le second rapport donnait un aperçu des principales activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées touchant la mise en valeur des terres arides, des moyens techniques et financiers mis en œuvre et de leur coordination.

361. Le Conseil a également pris connaissance d'un deuxième rapport du Secrétaire général (E/2207) établi en exécution de la résolution 345 (XII) du Conseil qui priait le Secrétaire général de présenter à chaque session du Conseil un exposé concernant les projets spécialement conçus en vue de la conservation et de l'utilisation des ressources non agricoles et les mesures prises à cette fin. Dans ce document, le Secrétaire général rendait compte des progrès accomplis dans l'exploration et l'inventaire des ressources en minerai de fer et faisait savoir au Conseil qu'il envisageait d'entreprendre, en 1952 et 1953, l'étude des ressources en charbon et en lignite dans des conditions identiques à celles qui étaient prévues pour le minerai de fer dans le document E/2038.

362. Les débats du Conseil<sup>22</sup>, auxquels ont pris part les représentants de la FAO, de la Banque, de l'UNESCO et de l'OMS, ont fait ressortir l'importance que présentait, pour le développement économique de diverses régions du monde, une action efficace en vue de la régularisation et de l'utilisation des eaux et de la mise en valeur des terres arides. Certains représentants ont fait valoir que c'est essentiellement aux gouvernements des différents pays qu'il incombe d'assurer l'utilisation et le développement rationnels de ces ressources naturelles. Cependant, les organisations internationales pourraient jouer un rôle utile en favorisant les échanges internationaux de connaissances et de renseignements, et en fournissant une assistance technique aux gouvernements qui en feraient la demande. La plupart des délégations ont reconnu la nécessité de prendre des mesures pour coordonner les activités des organisations internationales. Plusieurs représentants ont suggéré de faire une plus large place aux efforts nationaux dans les rapports futurs au Conseil concernant ces ressources.

363. Certaines délégations ont émis l'opinion que l'Organisation des Nations Unies devrait prendre l'initiative d'une action internationale dans le domaine des ressources en eau et, de concert avec les institutions spécialisées, formuler une politique du développement des ressources en eau fondée sur le principe de l'exploitation à des fins multiples. On a fait observer que l'utilisation rationnelle des ressources en eau implique souvent la combinaison de nombreux facteurs tels que l'irrigation, la production d'énergie, la lutte contre les inondations, la navigation, la lutte contre la pollution des eaux, la création de pêcheries, l'amélioration des méthodes agricoles, la consommation industrielle et municipale, etc. Le Conseil a été saisi d'un projet de résolution<sup>23</sup>, qui reprenait cette thèse et d'après lequel le Conseil aurait invité le Secrétaire général à favoriser, en ce qui concerne les ressources en eau, le rassemblement des données de base indispensables pour élaborer des programmes d'exploitation détaillés. On a fait observer que ce texte serait conforme à la résolution 345 (XII) du Conseil qui priait le Secrétaire général de mettre en œuvre un programme pour encourager l'exploration et l'inventaire systématique des ressources naturelles non agricoles. Dans l'accomplissement de sa tâche, le Secrétaire général devait veiller à ne pas empiéter sur les fonctions et les programmes des institutions spécialisées mais à faciliter leur travail et à rechercher leur coopération par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination.

364. Au cours de la discussion de ce projet de résolution commun, le Conseil a été saisi d'un amendement (E/L.341) aux termes duquel le Secrétaire général

aurait été prié d'encourager la coordination de l'action internationale dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques et dans celui de la mise en valeur des terres arides et non de chercher à organiser une action internationale concertée dans ce sens. Le second amendement (E/L.343) aurait eu pour effet de mentionner de façon plus explicite dans la résolution la nécessité de continuer à suivre attentivement la question de la mise en valeur des terres arides. Certaines délégations ont également exprimé l'opinion que la coordination indispensable des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées devait être assurée non seulement au moyen du CAC, mais encore par l'intermédiaire du BAT.

365. Le projet de résolution commun a été adopté sous une forme remaniée et il est devenu la résolution 417 (XIV) du Conseil. Dans cette résolution, le Conseil prie le Secrétaire général, en consultation avec les institutions spécialisées et les autres organisations intéressées: a) de se charger d'encourager et de coordonner l'action internationale dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques, ainsi que la coopération entre les autorités nationales et les organisations internationales en vue de contribuer au maximum au développement économique grâce à la mise en valeur, à la régularisation et à l'utilisation rationnelles des ressources hydrauliques; b) d'encourager l'établissement de données de base plus nombreuses sur les ressources hydrauliques afin d'atteindre ces objectifs et de mettre en œuvre la résolution 345 (XII) du Conseil<sup>24</sup>, de favoriser l'échange, sur le plan international, des renseignements et de l'expérience acquis dans ce domaine, et, à cet égard, de faire rapport sur l'activité des organisations internationales et des autorités nationales touchant les ressources hydrauliques; c) de préparer pour le Conseil des rapports périodiques sur les progrès accomplis par les organisations internationales dans le domaine des ressources hydrauliques; dans ces rapports devront figurer des recommandations tendant à mieux coordonner et à développer progressivement l'activité de ces organisations; d) de préparer pour le Conseil des recommandations tendant à encourager la coopération et l'action internationales, dans les domaines et les régions géographiques où l'activité des organisations internationales serait insuffisante, en accordant une attention toute particulière au problème que pose l'intégration des ressources hydrauliques; e) d'examiner dans l'accomplissement de ces tâches les suggestions faites par les Etats membres; de s'assurer, le cas échéant, la coopération des commissions économiques régionales et de demander l'avis d'experts; de collaborer avec les institutions spécialisées compétentes en prenant

<sup>22</sup> 581ème, 582ème et 584ème à 586ème séances plénières. La question de la coopération internationale en matière de régularisation et d'utilisation des eaux et celle de la mise en valeur des terres arides ont été examinées ensemble par le Conseil.

<sup>23</sup> Projet de résolution commun présenté par les Etats-Unis d'Amérique et les Philippines (E/L.337); des amendements à ce projet ont été proposés par la Belgique et le Canada (E/L.341) et par la France (E/L.343); les Philippines et les Etats-Unis d'Amérique ont proposé un amendement commun (E/349) à l'amendement de la France. Tous ces textes ont été refondus en un projet de résolution commun de la Belgique, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et des Philippines (E/L.337/Rev.1 et Corr.1). Un amendement du Pakistan (E/L.345 et Rev.1) comportant un amendement du

Canada (E/L.350) a été retiré après discussion. Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 6 et 7 de l'ordre du jour.

<sup>24</sup> Au cours de l'examen des incidences financières de ces propositions, le Secrétaire général adjoint, se référant au document E/2207 qui renferme le plan du Secrétaire général relatif aux travaux à entreprendre dans le domaine des ressources, en exécution de la résolution 345 (XII), ainsi qu'au document E/L.348, a fait observer que les activités prévues en ce qui concerne les ressources hydrauliques pourraient être entreprises sans personnel supplémentaire, si elles étaient reportées à 1954-1955. Voir également: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 6 et 7 de l'ordre du jour.

les dispositions voulues pour assurer les consultations avec les institutions spécialisées et les autres organisations internationales, et de conclure, par l'entremise du Comité administratif de coordination et, le cas échéant, du Bureau de l'assistance technique, les arrangements entre institutions permettant de poursuivre les consultations. Le Conseil a également décidé de continuer à étudier la question de la coopération internationale dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques, d'inscrire cette question à l'ordre du jour d'une de ses sessions de 1954, et de continuer à suivre avec attention les travaux des institutions spécialisées touchant la mise en valeur des terres arides.

### **Section V. — Activités des commissions économiques régionales des Nations Unies se rapportant au développement économique des pays insuffisamment développés**

366. Les commissions économiques régionales ont toutes les trois effectué des travaux qui se rapportent directement aux problèmes du développement économique. Leur activité dans ce domaine, notamment celle de la CEAEO et de la CEPAL, a continué de prendre une importance croissante, comme suite à la résolution 414 C.I (XIII) par laquelle le Conseil a modifié le mandat de ces organes, de manière à mettre davantage l'accent sur les problèmes du développement économique. Les commissions économiques régionales ont, en particulier, pris des mesures pour mettre en œuvre la résolution 523 (VI) dans laquelle l'Assemblée générale a, notamment, recommandé au Conseil et à ses commissions économiques régionales d'encourager les efforts entrepris par les gouvernements en vue d'assurer une production suffisante et une juste répartition des produits essentiels, de réglementer les prix de ces produits à des niveaux équitables et d'examiner la possibilité de faciliter par des accords commerciaux le mouvement des machines et des matières premières nécessaires au développement économique des pays insuffisamment développés et à la mise en valeur de leurs ressources naturelles. L'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général d'effectuer les études qui permettraient aux gouvernements et aux commissions économiques régionales de donner effet aux recommandations contenues dans la résolution.

#### **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

367. A sa septième session<sup>25</sup>, la Commission économique pour l'Europe a pris note de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale relative au développement économique intégré et aux accords commerciaux, ainsi que des études sur les échanges commerciaux déjà entreprises conjointement par la Commission économique pour l'Europe, la Commission économique pour l'Amérique latine, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. La Commission a chargé ses comités de mettre en œuvre, dans leurs domaines respectifs, la résolution de l'Assemblée générale, et elle a invité le

secrétaire exécutif à poursuivre ses consultations avec les services du siège et les secrétaires exécutifs des autres commissions économiques régionales, en vue de mettre au point les moyens permettant de donner effet à la résolution<sup>26</sup>.

368. Au cours de la même session, la Commission a pris des dispositions en vue de poursuivre l'étude des possibilités de développement des échanges intra-européens. Elle a prié le secrétaire exécutif de continuer à examiner les possibilités pratiques de développer ces échanges et, au cas où ces recherches feraient apparaître une chance raisonnable d'aboutir à des résultats concrets, de convoquer, au cours de l'automne de 1952, une réunion consultative d'experts commerciaux à l'issue de laquelle il serait possible d'étudier l'opportunité de tenir une conférence spéciale sur le commerce<sup>27</sup>. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe a continué de coopérer dans une large mesure à la mise en œuvre des programmes d'assistance technique.

#### **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT**

369. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a continué de donner aux problèmes du développement économique un rang de priorité élevé dans son programme de travail. Parmi les résolutions qu'elle a adoptées à sa huitième session<sup>28</sup>, on peut citer celles qui traitent des problèmes du développement économique de la région de la CEAEO dans les domaines suivants: industrie et commerce, transports intérieurs, hydraulique fluviale, réforme agraire, approvisionnement en biens d'équipement et en produits de base.

370. Pour ce qui est de l'industrie et du commerce, la Commission a approuvé un certain nombre de projets intéressant divers aspects du développement industriel, notamment: la réunion d'une conférence d'experts en matière de ressources minérales, la convocation d'une deuxième session du Sous-Comité de l'énergie électrique et d'une deuxième session du Groupe de travail de l'artisanat et de la petite industrie, et l'organisation d'un cycle d'études sur la production et l'utilisation de l'alcool carburant, d'une visite des installations sidérurgiques japonaises par un groupe d'experts chargé d'étudier les méthodes et procédés utilisés par l'industrie du fer et de l'acier au Japon, et d'un cycle d'études sur la structure et le fonctionnement des organisations industrielles. La Commission a également approuvé la poursuite des travaux déjà entrepris au sujet de la production et de la distribution de DDT et de substances antibiotiques, l'examen des possibilités d'échange de personnel technique entre les pays de la région, et le projet d'étude sur l'amélioration des méthodes d'utilisation des matériaux de construction disponibles dans la région. Elle a enfin donné sa sanction aux études entreprises en collaboration avec la CEE et la FAO sur les échanges commerciaux entre les pays de la région et l'Europe. D'autre part, la Commission a adopté une résolution dans laquelle elle a souligné l'importance du développement des expor-

<sup>25</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 5.*

<sup>26</sup> Voir le chapitre II, section II.

<sup>27</sup> Voir le chapitre II, section X.

<sup>28</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 3.*

tations comme moyen d'obtenir les devises étrangères nécessaires au progrès économique de la région, rappelé la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale sur le développement économique intégré et les accords commerciaux, et recommandé à la deuxième conférence régionale sur le développement des échanges commerciaux de formuler des propositions relatives à un programme de travail qui porterait sur les mesures propres à accroître les exportations des pays de la région et les recettes tirées de ces exportations. La Commission, qui attache la plus grande importance à la mobilisation des capitaux nationaux en vue du développement économique, a autorisé la convocation d'une deuxième réunion du groupe d'experts chargé d'étudier la question. Les études rédigées par le Secrétariat concernant la mobilisation des capitaux nationaux dans certains pays d'Asie et d'Extrême-Orient ont été publiées dans le courant de l'année.

371. En ce qui concerne les transports intérieurs, le Comité des transports intérieurs a créé trois sous-comités chargés de s'occuper, respectivement, des chemins de fer, des routes et des voies fluviales. L'attention s'est portée tout particulièrement sur la diffusion de renseignements relatifs aux progrès techniques que les pays développés ont réalisés dans ces différents domaines. A cette fin, des experts de la région, spécialistes des transports fluviaux, ont effectué un voyage d'étude en Europe et en Amérique. La Commission organise actuellement un voyage analogue pour un groupe de techniciens de la signalisation et de l'exploitation des chemins de fer et se propose de créer par la suite un centre de formation pour le personnel des chemins de fer dans l'un des pays de la région.

372. A propos des travaux d'hydraulique fluviale et de la mise en valeur des ressources hydrauliques, la Commission a souligné l'importance que présentent pour la région les projets d'aménagement à fins multiples des bassins fluviaux. En outre, la Commission a prié l'Administration de l'assistance technique d'envisager favorablement la création en Asie, en 1952 ou au début de 1953, d'un centre destiné à former des ingénieurs spécialisés dans la mise en valeur des ressources hydrauliques.

373. En matière d'assistance technique, le secrétariat de la Commission, conformément aux dispositions du mandat révisé de cet organe, a fourni des services consultatifs aux pays de la région<sup>29</sup>. L'Administration de l'assistance technique, pour sa part, a nommé un représentant régional chargé d'assurer la liaison au siège de la Commission. On trouvera dans la section III du rapport du Secrétaire général (E/2209), un exposé détaillé sur l'activité de la CEAEO dans le cadre du programme d'assistance technique des Nations Unies.

#### COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

374. Les principales activités de la Commission économique pour l'Amérique latine se rapportent directement au développement économique et ses travaux dans des domaines tels que le commerce international

touchent de très près aux problèmes du développement économique de la région.

375. Parmi les travaux entrepris par la Commission dans le domaine précis du développement économique, il faut citer l'étude des questions suivantes : problèmes posés par le développement économique, et technique requise pour l'établissement de programmes ; aspects financiers du développement économique, c'est-à-dire politiques fiscales et monétaires dans leurs rapports avec les nécessités du développement économique ; statut économique et juridique des investissements étrangers en Amérique latine ; mesures pour accélérer le rythme de la formation interne du capital et pour orienter l'épargne vers des fins productives. Le programme de travail de la Commission prévoit également d'autres études relatives au développement économique ; il s'agit d'études sur le développement de pays déterminés, sur l'intégration économique de l'Amérique centrale, sur le développement d'industries déterminées, sur la recherche et la formation techniques, sur les rapports entre l'immigration et le développement économique.

376. Le Comité plénier de la Commission<sup>30</sup> a mis tout particulièrement l'accent sur le développement économique, réaffirmant ainsi une tendance qui s'était déjà manifestée dans les travaux de la Commission ; il a, notamment, insisté sur le rôle des transports et de l'énergie dans le développement économique et il a exprimé l'avis que des études consacrées à ces questions faciliteraient grandement l'élaboration de plans et de programmes de développement économique. En ce qui concerne la participation de la Commission au programme d'assistance technique en vue du développement économique, le Comité plénier a recommandé au Secrétariat d'aider les gouvernements des pays de l'Amérique latine à établir leurs demandes d'assistance technique concernant l'étude des ressources minérales potentielles. On trouvera dans la section III du rapport du Secrétaire général (E/2209)<sup>31</sup> un exposé détaillé sur l'activité de la CEPAL dans le cadre du programme d'assistance technique des Nations Unies.

377. Le Comité plénier a également pris note de la résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale intitulée "Développement économique intégré et accords commerciaux" et il a noté que des consultations étaient en cours entre le Secrétariat du siège et les services du Secrétariat dans les autres régions.

#### Section VI. — Aide au Royaume-Uni de Libye\*

378. Par sa résolution 515 (VI), l'Assemblée générale avait prié le Conseil d'étudier, en consultation avec le Gouvernement du Royaume-Uni de Libye, les moyens qui doivent permettre à l'Organisation des Nations Unies, avec la coopération de tous les gouvernements et des institutions spécialisées compétentes, d'apporter, sur la demande du Gouvernement de la Libye, une assistance à ce pays en vue de financer ses programmes de développement économique et social. En conséquence, cette question avait été inscrite à

<sup>29</sup> Voir également le chapitre II, section XI.

<sup>30</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 2.*

<sup>31</sup> Voir également le chapitre II, section XII.

\* Point distinct de l'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée générale.



l'ordre du jour de la quatorzième session du Conseil. Le Secrétaire général a signalé au Conseil que le Gouvernement de la Libye avait exprimé le désir de voir l'examen de cette question reporté à 1953 (E/2282)<sup>32</sup>.

379. Un représentant a insisté sur la nécessité de prendre des mesures sur le plan international en vue de combler le déficit budgétaire de la Libye de manière que l'indépendance politique et économique de ce pays puisse être sauvegardée et il a demandé que le Conseil prenne immédiatement des mesures en vue de fournir à la Libye une assistance technique destinée à faire progresser son développement économique et social.

380. Le Conseil, tenant compte de la demande du Gouvernement du Royaume-Uni de Libye, a décidé<sup>33</sup> de reporter à l'année 1953 l'examen de la question de l'aide à ce pays.

## B

### Section VII. — Assistance technique en vue du développement économique<sup>34</sup>

#### PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

381. Le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport (E/2209) dans lequel il donne des renseignements sur l'assistance technique fournie aux gouvernements par l'Organisation des Nations Unies entre le 1er janvier 1951 et le 31 mars 1952, dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, ainsi que dans le cadre des trois programmes connexes prévus par les résolutions 200 (III), 246 (III) et 418 (V) de l'Assemblée générale. Le rapport mentionne les activités régionales, y compris celles auxquelles collaborent les commissions économiques régionales. L'activité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, en matière d'assistance technique, fait également l'objet d'un exposé succinct.

382. Le Secrétaire général a informé le Conseil des progrès enregistrés dans la solution de certains problèmes pratiques qui, jusqu'à présent, avaient sérieusement retardé l'octroi d'assistance technique et diminué le rendement du programme. Les demandes d'assistance présentées par les gouvernements sont maintenant mieux définies et accompagnées d'une documentation plus complète que certaines des demandes précédentes; de plus en plus, les gouvernements créent des organismes de coordination chargés de formuler des demandes bien conçues. Sans doute la difficulté que l'on éprouve à trouver des candidats qualifiés disposés à accepter des missions d'assistance technique reste-t-elle un sérieux problème, mais la cadence du recrutement d'experts a plus que doublé au cours de la dernière année. Plusieurs gouvernements ont contribué dans une grande mesure à faciliter le recrutement en créant des comités ou des bureaux administratifs qui se chargent du recrutement d'experts et d'autres aspects de la participation des gouvernements au programme

d'assistance technique. Des représentants des comités et organismes de ce genre créés par les gouvernements européens ont, sur la demande du Secrétaire général, rencontré à Paris les représentants des secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, afin d'examiner les méthodes propres à améliorer le recrutement des experts ainsi que d'autres questions intéressant le programme d'assistance technique. Ces représentants ont formulé plusieurs recommandations qui invitaient les comités et les organisations participantes à collaborer plus étroitement; ces recommandations ont été ensuite transmises au BAT.

383. Le Secrétaire général a indiqué ensuite dans son rapport les mesures prises pour donner des instructions aux experts de l'assistance technique selon un système méthodique, et il a attiré tout particulièrement l'attention du Conseil sur le rapport relatif aux services fournis pendant les cinq premières années en exécution du programme de fonctions consultatives en matière de service social (E/CN.5/266); dans cette étude, on a essayé pour la première fois d'évaluer les résultats de l'assistance technique dans le domaine social. Le Secrétaire général a signalé que le nombre de demandes d'assistance en matière d'administration publique était en augmentation constante et qu'il avait organisé, au sein de l'AAT, une petite section organique chargée de donner à ces demandes la suite qu'elles comportent et de l'aider à remplir les obligations que lui impose la résolution 246 (III) de l'Assemblée générale.

384. Le rapport signale qu'au cours de la période examinée 165 experts de 35 nationalités différentes ont donné des avis aux gouvernements de plus de 30 pays et territoires, et qu'en 1951, 451 personnes originaires de 56 pays et territoires différents ont bénéficié de bourses d'études ou de perfectionnement des Nations Unies. Ces bourses se sont réparties comme suit: développement économique, 163; service social, 190; administration publique, 98.

385. Le Secrétaire général a en outre attiré l'attention du Conseil sur un certain nombre de projets régionaux et autres mis au point en 1951, dans la plupart des cas avec la collaboration des institutions spécialisées et des secrétariats des commissions économiques régionales. Au nombre de ces projets figurent, dans le domaine du développement économique: l'organisation de deux centres de formation en matière de statistiques démographiques et sanitaires pour les régions de l'Asie du Sud-Est et de la Méditerranée orientale, qui ont fonctionné, l'un à Ceylan et l'autre en Egypte; d'un stage d'études pratiques interaméricain consacré aux statistiques agricoles, à Costa-Rica; d'une conférence sur les statistiques du commerce extérieur et de la balance des paiements, à Panama; d'un groupe de travail d'experts originaires d'Asie et d'Extrême-Orient, qui a séjourné en Europe et en Amérique du Nord pour étudier les progrès techniques accomplis dans le domaine des transports par voies navigables intérieures; d'un centre latino-américain et d'un centre méditerranéen de formation sur l'élaboration et l'évaluation économique des plans et projets

<sup>32</sup> 654ème séance plénière.

<sup>33</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes, point 44 de l'ordre du jour.*

<sup>34</sup> Voir aussi le chapitre IV, section I: "Fonctions consultatives en matière de service social".



agricoles et autres entreprises connexes, au Chili et en Turquie; et d'une conférence d'experts en matière de finances publiques comparées, qui s'est réunie à Genève. Les projets de ce genre dans le domaine social comprennent l'organisation de cycles d'études en matière de protection de la jeunesse, dans l'Inde; de cycles d'études sur l'alcoolisme, problème de santé publique et problème social, au Danemark; de cycles d'études sur l'examen médical, psychiatrique et social des délinquants, en Belgique; et de cycles d'études sur l'enseignement et le contrôle du traitement des cas individuels, aux Pays-Bas. Dans le domaine de l'administration publique, un comité spécial des problèmes de l'administration publique s'est réuni à New-York et un cycle d'études ainsi que des cours spéciaux ont été organisés au Brésil en collaboration avec le gouvernement de ce pays.

386. Le Conseil a examiné à sa quatorzième session<sup>35</sup> le rapport du Secrétaire général, en même temps que le rapport du Comité de l'assistance technique (E/2304)<sup>36</sup>. Plusieurs représentants ont fait connaître que, dans l'ensemble, ils étaient satisfaits des progrès signalés par le Secrétaire général dans son rapport. Le Conseil a insisté sur l'intérêt qu'il y aurait à concentrer les ressources de l'assistance technique sur les activités qui semblent devoir le mieux s'adapter aux besoins essentiels des pays peu développés et les plus capables de faire progresser le développement de ces pays. À ce sujet, on a souligné qu'il était absolument nécessaire de former des experts originaires des pays peu développés, étant donné que, dans beaucoup de cas, l'exécution des programmes de développement ne pouvait être poursuivie d'une manière efficace sans la présence de techniciens dans les pays eux-mêmes. Le Conseil a adopté la résolution 432 (XIV) et a pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur le programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies.

#### PROGRAMME ÉLARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE

387. À sa quatorzième session, le Conseil a été saisi des quatrième<sup>37</sup> (E/2238)<sup>38</sup> et cinquième<sup>39</sup> (E/2304)<sup>38</sup> rapports du Comité de l'assistance technique concernant respectivement les dispositions administratives relatives au programme élargi d'assistance technique et les progrès accomplis jusqu'à présent dans l'exécution de ce programme.

#### *Quatrième rapport du CAT*

##### *Dispositions administratives*

388. Dans son quatrième rapport, le CAT a constaté que le CAC, dans son rapport (E/2161, par. 12)<sup>40</sup>, avait mentionné la nécessité de "renforcer la direction centrale et de faire en sorte que des directives centrales et suivies" permettent d'élaborer et d'exécuter des programmes bien coordonnés et bien équilibrés, de

façon à exercer une action décisive sur le développement économique et social des pays insuffisamment développés et à utiliser de la manière la plus efficace les ressources disponibles pour le programme élargi. Le CAT a également estimé qu'il convenait, en raison de l'évolution de la situation depuis 1949, d'apporter certaines modifications à l'appareil administratif prévu pour l'exécution du programme. Il a donc proposé de remanier<sup>41</sup> le paragraphe 3 de la résolution 222 A (IX) de manière à prévoir la nomination d'un Président directeur du Bureau, qui consacrerait à sa tâche la totalité de son temps et que le Secrétaire général désignerait après avoir consulté les directeurs généraux des organisations participantes.

389. Les fonctions générales que le CAT, dans l'annexe II de son rapport (E/2238), a proposé de confier au Président du Bureau sont les suivantes: examiner les propositions que les organisations participantes présenteront au sujet des programmes; faire au Bureau de l'assistance technique des recommandations concernant ces propositions ou projets, y compris l'affectation ou l'allocation des fonds; procéder à l'affectation et à l'allocation des fonds nécessaires à l'exécution des programmes ou projets approuvés par le BAT, sans en référer de nouveau au BAT; exercer un contrôle sur l'exécution du programme et évaluer l'efficacité des travaux financés au moyen du compte spécial, en tenant compte de la nécessité de maintenir le rapport entre les dépenses d'administration et les dépenses d'exécution au niveau minimum compatible avec un bon rendement et en s'assurant, dans toute la mesure du possible, le concours des représentants des organisations participantes pour faire des recommandations au BAT. Le Président directeur examinerait également la mesure dans laquelle est assurée la coordination des travaux financés par le compte spécial, en se tenant exactement au courant des autres activités entreprises par les organisations participantes en matière d'assistance technique et de tous les programmes bilatéraux ou multilatéraux d'assistance technique, et il présenterait au Bureau les recommandations qu'il jugerait utiles à ce sujet. Il convoquerait et présiderait les réunions du BAT; il agirait au nom du Bureau dans l'intervalle entre les sessions, il ferait rapport au Bureau sur les mesures prises en son nom et sous réserve des conditions fixées par le Bureau, il signerait ou donnerait pouvoir de signer les accords de base et les accords généraux à conclure avec les gouvernements; en accord avec le Bureau, il nommerait également les représentants résidents de l'assistance technique et définirait leur mandat; il exercerait un contrôle sur l'activité de ces représentants et établirait un système qui lui permette de recevoir des rapports de ces représentants; il élaborerait aussi, en consultation avec le Bureau, un règlement administratif touchant notamment la présentation des rapports, la définition des postes de dépenses, les traitements, etc. Il présenterait en outre, au nom du Bureau, un rapport au CAT sur l'avancement du programme et sur les projets envisagés pour l'avenir et il dirigerait le secrétariat du Bureau.

<sup>35</sup> 653ème et 654ème séances plénières.

<sup>36</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 22 de l'ordre du jour.

<sup>37</sup> 599ème et 600ème séances plénières. Voir aussi les rapports du Groupe de travail du Comité de l'assistance technique: E/TAC/L.18 et 19.

<sup>38</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 22 de l'ordre du jour.

<sup>39</sup> 653ème et 654ème séances plénières.

<sup>40</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 33 de l'ordre du jour.

<sup>41</sup> Comme il est indiqué dans l'annexe 1 du document E/2238.

390. Le CAT a proposé de plus de modifier l'alinéa *h* du paragraphe 3 de la résolution 222 A (IX) en prévoyant que les décisions seront prises d'un commun accord par le Président Directeur et les membres du Bureau ou, si l'accord n'est pas réalisé, par renvoi au CAT. Le CAT a également préconisé de renforcer le secrétariat du BAT dans la mesure où le Président le jugerait nécessaire, mais d'en maintenir les effectifs au niveau le plus bas possible et d'utiliser autant que faire se pourra les services du Secrétariat des Nations Unies et des organisations participantes.

391. Enfin le CAT a estimé que le meilleur moyen de concilier la nécessité d'une coordination plus poussée des programmes d'assistance technique avec le principe selon lequel c'est aux gouvernements intéressés qu'il appartient de prendre l'initiative des programmes et de les formuler serait de désigner, dans les pays bénéficiaires, des représentants résidents directement responsables devant le BAT et son Président. De l'avis du Comité, il faudrait nommer des représentants résidents toutes les fois qu'il sera nécessaire de le faire et, dans certains cas, un même représentant pourrait être chargé d'exercer ses fonctions dans plusieurs pays; ces agents assureraient la coopération avec les fonctionnaires des gouvernements participants et avec les représentants chargés des programmes bilatéraux et multilatéraux; leurs fonctions principales, régies par les principes généraux énoncés dans la résolution 222 (IX) du Conseil, seraient de coopérer avec le gouvernement du pays intéressé en ce qui concerne l'établissement de plans et de projets et de coordonner les travaux d'assistance technique des organisations participantes à l'intérieur du pays en question. Ils compteraient sur les représentants de ces organisations pour régler les questions techniques et ils fourniraient en cas de besoin une aide en matière d'administration.

392. Au cours du débat, les membres du Conseil ont souscrit d'une manière générale aux recommandations du CAT et le Secrétaire général a fait connaître qu'après avoir consulté les directeurs généraux des organisations participantes, il avait désigné M. David Owen, Secrétaire général adjoint chargé du Département des questions économiques, comme Président Directeur du BAT. Les membres du Conseil ont accueilli favorablement la nomination de M. Owen, dont la compétence et l'intégrité dans l'exercice de ses fonctions ont fait l'objet de vifs éloges. Certains membres du Conseil ont regretté que le CAT, dans sa proposition, n'ait pas précisé la durée du mandat du Président Directeurs équivaudraient à un droit de veto; à plus tard sa décision sur cette question.

393. En ce qui concerne l'amendement concernant la procédure de vote, plusieurs membres du Conseil ont fait valoir que les pouvoirs qui seraient conférés au Président Directeur équivaudraient à un droit de veto, toutefois, le Conseil a pris acte des assurances données dans le rapport du CAT, selon lesquelles le recours à un vote serait l'exception plutôt que la règle, car les décisions du Bureau seraient normalement prises d'un commun accord.

394. Après avoir examiné un amendement concernant le droit du Conseil de modifier les pouvoirs du Président Directeur lorsqu'il le juge bon, le Conseil a fait

du texte remanié du projet de résolution du CAT sa résolution 433 A (XIV). Par cette résolution le Conseil a décidé de modifier sa résolution 222 (IX) de la façon suivante:

### *Paragraphe 3*

Remplacer la phrase: "Le Secrétaire général, ou son représentant, sera Président du Bureau" par le texte suivant:

"Le Secrétaire général, après avoir consulté les directeurs généraux des organisations participantes, nommera un Président Directeur du Bureau dont les attributions et les fonctions seront définies, dans le cadre de la présente résolution, par le Conseil économique et social, qui pourra les modifier lorsqu'il le jugera utile."

Remplacer l'alinéa *h* par le texte suivant:

"*h*) Les décisions relatives aux recommandations ou propositions faites par le Président Directeur ou les membres du Bureau seront, en règle générale, adoptées d'un commun accord par le Président Directeur et tous les membres du Bureau. Lorsque cet accord général ne sera pas réalisé, les recommandations ou propositions seront considérées comme adoptées si la majorité des membres du Bureau présents et votants et le Président Directeur sont d'accord. S'ils ne sont pas d'accord, la question pourra être renvoyée au Comité de l'assistance technique par décision soit de la majorité des membres du Bureau présents et votants, soit du Président Directeur."

### *Paragraphe 4*

Supprimer ce paragraphe et modifier en conséquence la numérotation des paragraphes suivants:

### *Nouveau paragraphe 4*

Remplacer le paragraphe 5 par le texte suivant:

"Sous l'autorité du Président Directeur, le secrétariat du Bureau de l'assistance technique exercera les fonctions que pourra exiger le fonctionnement efficace du Bureau. Le Président Directeur prendra les dispositions voulues pour que les directeurs généraux des organisations participantes puissent, selon les besoins, transférer des membres de leur personnel au Secrétariat du Bureau de l'assistance technique."

395. Enfin, le Conseil a approuvé le mandat du Président Directeur, tel qu'il est défini dans la résolution du Comité de l'assistance technique<sup>42</sup>.

### *Cinquième rapport du CAT*

396. Le Conseil a été saisi du cinquième rapport du CAT (E/2304)<sup>43</sup> dans lequel le Comité examine l'avancement du programme élargi d'assistance technique en se fondant sur le quatrième rapport du BAT (E/2213) (volumes I et II) qui renferme une description détaillée du programme et de certains projets, un exposé des aspects financiers du programme, des propositions pour 1953 et des résumés descriptifs, par pays, de l'assistance technique fournie au cours du

<sup>42</sup> Voir le document E/2238, annexe II et le paragraphe 389 ci-dessus.

<sup>43</sup> Ce rapport a trait aux 24ème, 25ème, 26ème, 27ème et 28ème séances du CAT.

premier exercice financier. Dans cet examen, le CAT a tenu compte des recommandations du groupe de travail qu'il avait créé à sa 23<sup>ème</sup> séance. Les représentants de toutes les organisations participantes ont assisté aux séances du groupe de travail. Comme les conclusions du groupe de travail<sup>44</sup> et par la suite le rapport du CAT, les débats du Conseil ont porté sur les problèmes d'exécution, sur le programme pour 1953, sur les rapports futurs du BAT et sur l'utilisation future des services du groupe de travail.

### *Problèmes d'exécution*

397. *Experts.* — Le Comité a proposé que lorsque les gouvernements formulent leurs requêtes, et lorsque les organisations participantes décrivent les postes à pourvoir, les uns et les autres s'attachent à préciser clairement les titres requis des experts; que les gouvernements tiennent compte davantage, dans leurs demandes, du recrutement d'experts moins connus qui peuvent être tout aussi au courant des problèmes pratiques qui se posent que les techniciens de réputation internationale, et dont l'engagement pour des périodes de courte durée serait plus facile; et que les organisations participantes engagent des experts sur la base de contrats de longue durée toutes les fois qu'elles le jugeront utile. Le Comité a également souligné que le BAT et les organisations participantes doivent mettre les experts au courant de façon satisfaisante.

398. *Utilisation des services de sociétés d'experts-conseils.* — Le CAT a reconnu que lorsque les opérations exigent, dans un court laps de temps, des concours techniques divers, il y aurait avantage à faire appel aux services de sociétés d'experts-conseils. Il a toutefois précisé que les services de ces sociétés ne devraient pas être sensiblement plus onéreux que ne le seraient la rétribution d'experts engagés à titre individuel et l'achat du matériel nécessaire; qu'aucune préférence ne devrait être accordée à certains établissements industriels et commerciaux, ou à certains soumissionnaires; que le gouvernement requérant devrait approuver le recours à ce genre de services; et qu'on devrait s'efforcer de choisir des sociétés de nationalités très variées.

399. *Bourses de perfectionnement et formation.* — Le Comité a constaté avec satisfaction qu'il est prévu dans les divers programmes<sup>45</sup> de formation de personnel local que ce personnel doit par la suite être employé à des travaux utiles au pays. Il a exprimé l'espoir qu'à l'avenir les dispositions prises en matière de bourses de perfectionnement par les diverses organisations participantes seront plus uniformes et que les pays bénéficiaires s'efforceront de développer les possibilités de formation dans leur propre territoire. Il a mentionné le système des "voyages d'observation", système de bourses de perfectionnement collectives moins coûteux suivant lequel des techniciens ressortissants de pays bénéficiaires sont envoyés dans quelques pays développés pour y étudier la manière de résoudre les problèmes qui les intéressent.

400. *Matériel et fournitures.* — Le Comité a noté que d'après le système adopté par le Bureau, les organisations participantes fixent les quantités de

matériel à fournir pour chaque projet. Il a recommandé au BAT de donner, dans ses rapports futurs, des renseignements sur les cas où le prix de l'équipement représente plus de 25 pour 100 du montant total des dépenses relatives au projet. Le retard apporté à la livraison du matériel ayant parfois entravé la réalisation d'importants projets, le CAT a fait valoir que les gouvernements des pays où l'on fabrique ce matériel pourraient prendre les mesures nécessaires en vue d'améliorer la situation, à condition d'être informés des difficultés rencontrées.

401. *Utilisation des devises non convertibles.* — Le Comité a noté que le Bureau et les organisations participantes s'efforcent d'utiliser au mieux les devises non convertibles versées au compte spécial. Il a préconisé, au cas où ces devises ne peuvent servir à la rémunération des services techniques ou à l'achat du matériel, que les organisations aient la faculté d'échanger les devises versées au compte spécial contre d'autres devises dont elles disposent au titre de leur programme régulier. Le CAT a insisté de nouveau sur l'opportunité de verser les contributions au compte spécial, en partie sinon en totalité, en devises convertibles.

402. *Dépenses locales.* — Dans son rapport, le BAT a souligné les difficultés auxquelles on se heurte au sujet de la participation du gouvernement des pays bénéficiaires aux dépenses locales afférentes à l'assistance technique. Après avoir longuement étudié cette question, le CAT a adopté une résolution<sup>46</sup> élaborée par le groupe de travail, dans laquelle il constate que la plupart de ces difficultés ont trait à la fourniture de logements et de moyens de transports locaux aux experts, ainsi qu'aux frais de voyage à l'étranger des boursiers, et réaffirme le principe selon lequel les gouvernements doivent assumer une part importante des frais de l'assistance technique, en monnaie locale ou en nature. Le CAT a décidé que le Président directeur devra, en consultation avec les organisations participantes et avec le concours des représentants résidents, partout où il en aura été désigné, veiller à ce que les contributions des gouvernements aux dépenses locales soient conformes au principe réaffirmé ci-dessus et à ce que toute l'uniformité possible soit assurée dans les accords relatifs à des projets de même nature; le CAT a décidé en outre que les gouvernements requérants ne seront pas tenus de prendre à leur charge les frais de logement ou l'indemnité de subsistance des experts en ce qui concerne les projets et programmes pour la mise en œuvre desquels ils fournissent un nombreux personnel et d'autres services; que, dans tous les cas, les gouvernements requérants devront s'engager à procurer aux experts un logement satisfaisant; que le BAT pourra dispenser les gouvernements requérants d'assurer les transports locaux, quand cette condition risque d'entraver l'exécution d'un projet par suite de circonstances spéciales existant dans le pays bénéficiaire; que les gouvernements requérants, puisqu'ils assument normalement des dépenses considérables au titre des bourses de perfectionnement et d'études attribuées dans le cadre du programme élargi, notamment en ce qui concerne les traitements, les indemnités, les frais de voyage à l'intérieur du pays, les primes d'assurance, etc., ne seront

<sup>44</sup> Voir E/TAC/L.21.

<sup>45</sup> Enumérés dans E/2304, par. 14.

<sup>46</sup> Cette résolution, adoptée au cours de la 27<sup>ème</sup> séance du CAT, figure à l'annexe II du document E/2304.

pas nécessairement tenus d'assumer les frais de voyage à l'étranger des boursiers. Le Comité a également prié instamment les gouvernements requérants de participer dans toute la mesure possible aux frais des programmes d'assistance technique. Reconnaissant que la méthode actuelle de répartition des dépenses locales donne naissance à un certain nombre de difficultés, le CAT a décidé d'étudier d'autres méthodes de répartition des dépenses locales sur la base d'un rapport qui sera établi par le BAT.

#### *Programme pour 1953*

403. En se fondant sur le quatrième rapport et sur les renseignements complémentaires communiqués par le BAT, le groupe de travail et le CAT ont procédé à une étude du programme pour 1953, institution par institution. Le CAT a estimé que les gouvernements requérants et les organisations participantes devraient s'efforcer de concentrer leurs efforts sur un nombre plus restreint de domaines dans lesquels on peut compter, à la lumière de l'expérience, obtenir le maximum de résultats, et sur les projets comportant des perspectives d'action complémentaire de la part des gouvernements.

404. Pour ce qui est des demandes relatives à des missions générales qui nécessitent la participation de plusieurs institutions, le CAT a exprimé l'avis que le Président Directeur devrait déterminer, en consultation avec le Bureau, l'organisation à laquelle sera confiée la direction du projet; lorsque les demandes intéressent deux ou plusieurs organisations, il faudrait que ces organisations déterminent leur champ d'action respectif "d'une façon pratique et sans s'attacher étroitement à la définition de leur compétence qui figure dans leurs statuts".

#### *Dispositions d'ordre financier prises pour 1952*

405. Etant donné qu'il ressort des dernières prévisions établies par le BAT que les accords déjà conclus en ce qui concerne les travaux futurs comportent l'utilisation de toutes les sommes promises pour les premier et deuxième exercices financiers, le CAT a recommandé de fixer à 25 millions de dollars le but à atteindre en 1953 en ce qui concerne les contributions, et il a formulé des recommandations concernant l'affectation des contributions reçues pour le troisième exercice financier. Ces recommandations<sup>47</sup> ont été incorporées à la résolution 433 B (XIV) du Conseil, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous.

#### *Rapports futurs du BAT et utilisation future des services du groupe de travail*

406. Le Comité a jugé que, s'il donne beaucoup de renseignements précieux, le quatrième rapport du BAT ne renferme cependant pas tous les renseignements qui permettraient d'examiner comme il convient les programmes de 1953. Le CAT a donc formulé des propositions fondées sur les recommandations de son groupe de travail concernant la teneur et la périodicité des futurs rapports du BAT au CAT<sup>48</sup>. Il a proposé que le groupe de travail, en raison de l'œuvre précieuse qu'il a accomplie en ce qui concerne l'étude du rapport du BAT, soit maintenu en fonctions jusqu'à nouvel avis du CAT, et qu'il se réunisse normalement au moins deux fois par an et à tout moment sur la convocation du Président.

#### *Décisions du Conseil*

407. Se fondant sur le cinquième rapport du CAT, ainsi que sur le quatrième rapport du BAT, le Conseil a adopté la résolution 433 B (XIV), dans laquelle il se déclare satisfait, d'une manière générale, des progrès accomplis dans l'exécution du programme élargi d'assistance technique et persuadé qu'il est nécessaire de fournir une assistance de plus en plus importante. Le Conseil prie instamment les gouvernements d'apporter au programme, pour l'année 1953, des contributions dont le montant total devrait atteindre 25 millions de dollars, et il recommande à l'Assemblée générale de prendre sans retard les dispositions voulues pour solliciter et recevoir les promesses de contribution des gouvernements. Il prie l'Assemblée générale d'approuver, au début de sa septième session, des dispositions financières selon lesquelles le montant des contributions reçues pour le troisième exercice financier serait réparti comme suit: a) 50 pour 100 du montant des contributions promises pour 1953, jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars, seraient automatiquement répartis entre les organisations participantes conformément à l'alinéa c du paragraphe 9 de la résolution 222 A (IX), par prélèvements sur les contributions reçues pour le troisième exercice financier; b) le solde des contributions reçues serait versé au compte spécial, pour répartition ultérieure, ainsi qu'il est prévu dans la résolution 433 A (XIV) du Conseil. De plus, le Conseil a prié instamment les gouvernements qui n'ont pas payé les contributions qu'ils s'étaient engagés à fournir pour le premier ou le deuxième exercice financier de les verser sans retard au compte spécial.

#### **Annexe I**

##### **RESOLUTIONS ET DECISIONS DU CONSEIL**

416 (XIV). Développement économique des pays insuffisamment développés;

417 (XIV). Coopération internationale en matière de régularisation et d'utilisation des eaux et en matière de mise en valeur des terres arides;

432 (XIV). Programme ordinaire d'assistance technique;

433 (XIV). Programme élargi d'assistance technique.

#### *Décision*

Renvoi à l'année 1953 de la question de l'aide au Royaume-Uni de Libye.

<sup>47</sup> Voir E/2238, annexe II.

<sup>48</sup> Voir E/2304, annexe VI.

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES  
DU CONSEIL ET DE SES COMITES

## A

*Section I. — Financement du développement économique:*  
605ème à 610ème, 613ème à 615ème, 626ème et 627ème  
séances plénières.

*Section II. — Méthodes destinées à accroître la productivité  
dans le monde:*  
623ème, 629ème, 634ème et 638ème séances plénières.

*Section III. — Développement économique intégré:*  
638ème à 640ème séances plénières.

*Section IV. — Conservation et utilisation des ressources non  
agricoles, régularisation et utilisation des eaux et mise en  
valeur des terres arides:*  
581ème, 582ème et 584ème à 586ème séances plénières.

*Section V. — Activité des commissions économiques régio-  
nales des Nations Unies se rapportant au développement  
économique des pays insuffisamment développés:*  
594ème à 597ème séances plénières.

*Section VI. — Aide au Royaume-Uni de Libye:*  
654ème séance plénière.

## B

*Section VII. — Assistance technique en vue du développe-  
ment économique:*  
24ème à 28ème séances du Comité de l'assistance technique.  
599ème, 600ème, 653ème et 654ème séances plénières.

EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS  
NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU CONSEIL OU À SES COMITÉS PAR  
DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DE  
L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

*Confédération internationale des syndicats libres:*

Méthodes de financement du développement économique,  
610ème séance plénière;  
Programme élargi d'assistance technique, 653ème séance  
plénière.

*Fédération syndicale mondiale:*

Méthodes destinées à accroître la productivité dans le  
monde, 634ème séance plénière.

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES  
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES PAR DES ORGANISA-  
TIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DES ARTICLES 80 ET  
81 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

*Fédération mondiale des anciens combattants:*

Méthodes de financement du développement économique,  
115ème séance du Comité chargé des organisations non  
gouvernementales.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS  
NON GOUVERNEMENTALES

*Indian Council of World Affairs:*

E/C.2/333. Financement du développement économique.

## QUESTIONS SOCIALES

### Section I. — Services sociaux

408. Le Conseil, après avoir procédé à l'examen<sup>1</sup> du rapport de la Commission des questions sociales sur les travaux de sa huitième session (E/2247)<sup>2</sup>, a adopté la résolution 434 C (XIV), par laquelle il prend acte avec satisfaction du rapport de la Commission. On trouvera ci-après un exposé des principaux aspects des questions traitées par la Commission et le Conseil au cours de la période considérée. Ces questions peuvent être divisées en deux catégories: celles qui appelaient une décision de la part du Conseil et celles qui se rapportaient aux recommandations formulées par la Commission, mais qui n'appelaient pas de décision.

#### POLITIQUE ET PROGRÈS EN MATIÈRE SOCIALE

##### *Rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde*

409. Par sa résolution 280 (III), l'Assemblée générale avait invité le Conseil à examiner la possibilité d'élaborer un rapport général sur la situation sociale et culturelle dans le monde. Le Conseil, dans sa résolution 309 F (XI), a approuvé la recommandation, adoptée par la Commission des questions sociales à sa sixième session, aux termes de laquelle le Secrétaire général était prié de présenter à la Commission des questions sociales, à sa huitième session, un rapport sur la situation sociale dans le monde fondé sur les renseignements dont disposaient déjà l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées; ce document devait traiter des besoins et des problèmes dont l'existence est universellement reconnue, exposer la situation sociale réelle plutôt que les mesures prises à son sujet, et ne pas aborder l'analyse de facteurs qui témoignent de conceptions et de valeurs différentes.

410. Ayant en vue ce rapport, l'Assemblée générale, dans sa résolution 535 (VI), a invité le Conseil à établir, en tenant dûment compte des conclusions qui y seraient formulées et des suggestions que soumettraient les pays intéressés, un programme d'action pratique pour l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées dans le domaine social, qui devrait lui être soumis, si possible, lors de sa septième session. L'Assemblée a en outre prié le Conseil d'examiner en détail les travaux entrepris par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées dans le domaine social et de prendre les mesures néces-

saires pour que leurs efforts, aussi bien que leurs ressources, soient effectivement concentrés sur les problèmes sociaux dont une action internationale faciliterait la solution rapide, particulièrement dans les pays insuffisamment développés.

411. Dans le rapport qu'il a élaboré en collaboration avec la FAO, l'OIT, l'UNESCO et l'OMS (E/CN.5/267), le Secrétariat a examiné la situation sociale dans le monde et les niveaux de vie en particulier<sup>3</sup>, sans essayer d'entreprendre l'analyse des diverses structures sociales, religions, croyances, cultures et valeurs, sauf dans la mesure où ces facteurs exercent une influence sur les niveaux de vie. Des questions comme les droits de l'homme, le crime et la délinquance, la toxicomanie et autres sujets analogues, que l'on considère en général comme étant en rapport étroit avec les niveaux de vie dans l'acceptation la plus large de ce terme, n'ont pu être examinées dans le rapport faute d'éléments d'information suffisants. Après une introduction et un chapitre où sont présentées des données d'ordre démographique, le Secrétariat a examiné successivement les conditions sanitaires, l'alimentation et la nutrition, l'habitation, l'enseignement et les moyens de diffusion de la pensée, les conditions de travail et d'emploi, les problèmes spéciaux ayant une influence sur les niveaux de vie et sur les niveaux généraux des revenus et du bien-être. Le rapport se termine par une étude des facteurs déterminant les conditions de vie dans l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et du Sud-Est.

412. Le Secrétariat a souligné que les plus grands obstacles au progrès social — maladie, ignorance et pauvreté — existent depuis toujours et que chacun d'eux est en partie la cause et en partie la conséquence de l'existence des autres; il a cependant indiqué que l'action nationale et internationale entreprise pour en triompher gagne du terrain; l'application des méthodes de lutte généralisée contre la maladie, par exemple, a permis de réaliser au cours des dernières années des progrès notables et de faire baisser de 50 pour 100 les taux de mortalité de certains pays insuffisamment développés. Néanmoins, des millions d'êtres humains sont encore frappés par des maladies qui sont la cause d'une détresse profonde et d'immenses pertes économiques, et contre lesquelles, pourtant, il est possible de lutter. En ce qui concerne l'analphabétisme et l'ignorance, les obstacles et les difficultés restent toujours très grands malgré l'avance notable accomplie récemment dans les pays insuffisamment développés.

<sup>1</sup> 223ème à 226ème séances du Comité social; 640ème à 646ème, 658ème à 661ème et 663ème séances plénières; voir aussi le rapport du Comité social (E/2305): *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 11 de l'ordre du jour.

<sup>2</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 9*.

<sup>3</sup> En ce qui concerne les débats sur la question de l'évaluation des niveaux de vie, ainsi que les décisions prises par le Conseil à ce sujet, voir les paragraphes 430-432 ci-dessous.

413. Les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté ont été irréguliers et généralement faibles dans les régions où les besoins sont les plus grands. Si, dans les temps récents, le monde a fait des efforts considérables, bien qu'inégaux, en ce qui concerne la production industrielle des biens de consommation, le taux par habitant de la production des denrées alimentaires, à laquelle sont employés la plupart des habitants des pays insuffisamment développés, n'est pas plus élevé aujourd'hui dans l'ensemble du globe qu'il ne l'était avant la deuxième guerre mondiale et, dans les pays insuffisamment développés, il est sensiblement inférieur en raison de l'accroissement de la population, des ravages causés par la guerre, des troubles politiques et d'autres facteurs. La différence entre les niveaux généraux de production et de consommation des pays pauvres et des pays riches est plus grande qu'avant la guerre.

414. D'après le rapport, la situation de la main-d'œuvre des grandes entreprises industrielles et des plantations s'est améliorée, mais parmi les grandes masses de population — qui sont constituées la plupart du temps par des paysans analphabètes travaillant dans de petites exploitations agricoles et ne disposant que d'un outillage primitif — la lutte contre la pauvreté n'a guère progressé au cours des dernières années et, même, dans certaines régions très étendues, il semble que la situation se soit aggravée par suite de l'abaissement du taux par habitant de la production agricole.

415. Le rapport a mis en lumière le lien qui existe entre certains des problèmes et des besoins sociaux qui présentent à l'heure actuelle le plus d'urgence et le processus d'évolution et de développement. D'un côté, les taux de mortalité sont considérablement abaissés dans certaines régions insuffisamment développées; de l'autre, les taux de natalité s'y maintiennent à un niveau élevé et il est peu probable qu'ils déclinent sensiblement dans un avenir proche; il en résulte un accroissement rapide de la population. Cet accroissement, conjugué avec les conséquences de la guerre et les difficultés économiques, a aggravé la crise du logement dans de nombreuses régions du monde et, notamment, dans les régions insuffisamment développées, qui ne possèdent pas les moyens économiques et techniques nécessaires pour y faire face. C'est surtout dans les pays dont le développement a pris au cours des dix dernières années une ampleur considérable, principalement du fait de la migration des ruraux vers les villes, que l'on constate un surpeuplement et l'existence de logements insalubres. Les villes d'un grand nombre des pays peu développés comptent actuellement une importante population flottante, composée d'ouvriers non spécialisés d'origine campagnarde, en butte à de nombreuses difficultés et besoins. Une telle situation, ajoutée au sous-emploi très répandu parmi les populations rurales, représente un énorme gaspillage d'une main-d'œuvre qui pourrait être productive.

416. Enfin, selon le rapport, plus de la moitié de la population du monde continue à vivre dans des conditions qui ne lui assurent, ni une protection suffisante contre la maladie, ni un régime alimentaire nécessaire à la santé, ni un logement répondant aux besoins élémentaires de l'homme, ni l'instruction indispensable à l'amélioration des conditions de vie et au progrès social, ni, enfin, des conditions de travail qui soient

productives du point de vue technique, profitables du point de vue économique et satisfaisantes du point de vue social.

### *Examen du rapport par le Conseil*

417. Lors de l'examen du rapport, la plupart des membres du Conseil se sont déclarés satisfaits de l'ensemble du document, dans lequel ils ont vu un apport venant s'insérer au centre des travaux du Conseil, qui sont à la fois d'ordre économique et social. Mention a été faite du parallélisme étroit qui existe entre les problèmes exposés dans le "Rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde" et ceux qui sont traités dans le *Rapport sur l'économie mondiale*. A la lumière du premier document, on peut considérer désormais que toute distinction entre questions "sociales" et questions "économiques" ne correspond en réalité qu'à deux manières différentes d'envisager une seule et même chose. On a tout particulièrement insisté sur l'importance de l'entraide et de l'effort personnel pour favoriser le développement économique et social, notamment dans les régions insuffisamment développées; et la nécessité d'organiser de façon efficace cette entraide et cet effort personnel est peut-être la principale des conclusions à tirer de ce document.

418. Le rapport a permis au Conseil de procéder à un examen d'ensemble de la situation sociale dans le monde et servi de point de départ pour l'élaboration d'un programme d'action pratique pour l'Organisation des Nations Unies dans le domaine social, susceptible d'être mis en œuvre par les Nations Unies avec la collaboration des institutions spécialisées. Certains membres du Conseil ont estimé qu'il devait être considéré comme un document important et utile, dont il convenait de féliciter le Secrétaire général et les institutions spécialisées intéressées.

419. D'autres représentants ont cependant été d'avis que le rapport était fondé sur des prémisses erronées. Ils ont avancé que la situation critique du monde y était attribuée à des facteurs démographiques afin de détourner l'attention des causes réelles des conditions sociales déplorable qui règnent dans les pays capitalistes; que la situation économique de ces pays était précaire, qu'elle aggravait sérieusement la situation sociale de leurs populations et qu'elle faisait obstacle au développement économique nécessaire à l'amélioration des conditions d'existence dans les pays insuffisamment développés. Le représentant de la FSM a appuyé cette opinion. Un membre a estimé que le rapport ne rattachait pas la pauvreté générale qui règne dans les pays asiatiques à ses causes véritables, qui sont, à son avis, le surpeuplement et l'impossibilité, pour ces pays, de planifier leur économie pendant la période du colonialisme.

420. Le représentant de la CISL a reconnu que malgré la difficulté présentée par le rassemblement de données d'ordre social, qui varient plus largement d'un pays à l'autre que les données économiques, les auteurs du rapport étaient parvenus à en faire un document méritoire.

421. La plupart des membres, reconnaissant que ce document constituait une réalisation remarquable, ont formulé des suggestions relatives à l'élaboration des

rapports futurs. Ils ont estimé que le rapport préliminaire ne se présentait pas comme une étude complète et équilibrée de la situation sociale dans le monde, mais plutôt comme une série de documents traitant des différents aspects d'un problème complexe considéré de divers points de vue; que tous les chapitres n'avaient pas la même qualité; que les conceptions de la tâche entreprise qui s'en dégageaient variaient, et qu'il était nécessaire, pour aboutir à une méthode de travail plus uniforme, de réaliser une coordination et une direction centrale plus grandes. Le manque général d'informations sur la situation sociale dans de vastes régions du monde a été noté et l'on a exprimé l'espoir qu'il serait possible à l'avenir de combler les lacunes existantes. Les gouvernements ont été invités à améliorer leurs statistiques sociales et à présenter à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées le plus grand nombre possible de renseignements sur la situation sociale. En ce qui concerne les rapports futurs, un membre a proposé que l'on tienne compte dans une plus large mesure des organisations non gouvernementales, puisque c'est dans le domaine social que leur action s'exerce avec le plus d'efficacité.

422. Le Conseil a examiné la question de savoir s'il était souhaitable de publier aussi, en liaison avec les rapports futurs, des renseignements sur les programmes gouvernementaux destinés à améliorer les conditions existantes. Certains membres ont exprimé l'opinion qu'il serait sans intérêt pratique d'étudier des conditions données sans examiner en même temps les plans élaborés par les gouvernements pour les améliorer; d'autres membres ont déclaré douter de l'utilité de rapports portant sur des programmes qui ne se traduisent pas toujours par des réalisations.

423. Lors de la discussion des différents chapitres, deux des membres ont attiré l'attention du Conseil sur celui qui a trait à la santé et qui, à leur avis, d'une part ne fait pas une assez grande place à la question de la médecine préventive, et, d'autre part, n'accorde pas toute l'attention voulue au système de protection de la santé publique appliqué dans le secteur socialisé du monde.

424. En ce qui concerne le chapitre sur l'habitation, un membre a estimé que le problème du logement était envisagé sous un angle trop étroit, et que l'on n'avait pas établi entre la question du logement et celle de l'urbanisme le rapport nécessaire.

425. Lors de la discussion du chapitre relatif à l'enseignement, on a émis l'avis que dans un rapport de ce genre, il ne convenait pas d'aborder le problème de l'éducation dans son ensemble, mais seulement ses aspects sociaux tels que l'enseignement professionnel et technique, ainsi que les difficultés rencontrées en matière d'éducation par suite du manque de ressources.

426. Au cours de l'examen du chapitre ayant trait aux niveaux généraux des revenus et du bien-être, on a exprimé le regret que le rapport n'ait pas traité en détail l'importante question de la sécurité sociale, et que les tableaux de répartition du revenu national ne donnent pas de renseignements sur les pays insuffisamment développés. On a jugé qu'il pourrait être utile d'ajouter à ce chapitre quelques renseignements sur les politiques nationales en matière fiscale, étant donné qu'elles ont une incidence sur les niveaux de vie rela-

tifs et une influence importante sur la distribution du revenu national

427. Les chapitres traitant des conditions sociales par région ont été considérés, dans l'ensemble, comme représentant exactement les conditions existantes. En ce qui concerne le Moyen-Orient, un des membres a exprimé l'avis que le grand effort accompli par les pays de cette région en vue de la réforme sociale n'avait pas été suffisamment souligné. Lors de l'examen de la situation dans les pays asiatiques, un membre a exprimé le regret qu'aucune mention n'ait été faite de la question du Cachemire ni de ses répercussions sur la situation sociale et économique de l'Inde et du Pakistan, et que l'on n'ait pas suffisamment insisté sur les conséquences qu'entraîne, dans l'ordre social, un mouvement massif de réfugiés entre les deux pays.

428. Quelques membres ont félicité la délégation du Liban d'avoir pris, en 1949, l'initiative de demander l'élaboration d'un tel rapport. Sur l'invitation du Président, le représentant du Liban, pays qui n'est pas membre du Conseil, a pris la parole et souligné l'utilité du document. Il a exprimé l'espoir qu'à l'avenir, on s'attacherait à étudier les facteurs fondamentaux de certaines conditions sociales et qu'il serait fait mention des réalisations accomplies dans le domaine culturel.

429. Dans sa résolution 434 A (XIV), le Conseil a félicité de la rédaction du rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde le Secrétaire général et les institutions spécialisées qui y ont collaboré; il a attiré sur ce document l'attention des Etats Membres des Nations Unies et des institutions spécialisées, qu'il a invités à lui adresser, à la lumière du rapport, des propositions et des recommandations touchant la rédaction du programme d'action pratique mentionné dans la résolution 535 (VI) de l'Assemblée générale. Le Conseil, reconnaissant qu'il existe une interdépendance fondamentale entre l'amélioration des conditions sociales et le relèvement des niveaux de vie, et qu'il est urgent de briser l'enchaînement pernicieux de la maladie, de l'ignorance et de la misère qui accablent plus de la moitié de la population du monde, a transmis le rapport aux institutions spécialisées pour qu'elles prennent, dans leur domaine propre, les mesures voulues, et les a invitées à présenter des recommandations pour la mise au point de programmes d'action pratique dans le domaine social. Le Conseil a prié le Secrétaire général, en collaboration avec les directions des institutions spécialisées intéressées, de rédiger et de présenter en 1953, à la Commission des questions sociales et au Conseil, toutes suggestions dans ce domaine qui, à son avis, pourraient leur être utiles; il a en outre autorisé la Commission des questions sociales à tenir sa session ordinaire en 1953, en la priant en particulier de lui soumettre, en 1953, des recommandations relatives à un programme d'action concertée dans le domaine social, conformément à la résolution 535 (VI) de l'Assemblée générale, en tenant compte de l'ordre de priorité qu'il a établi, à sa quatorzième session, dans le domaine social, des opinions exprimées par les Etats Membres, les institutions spécialisées et le Secrétaire général, ainsi que des décisions adoptées et des observations présentées lors de l'examen du rapport sur la situation sociale dans le monde, auquel il a procédé au cours de sa quatorzième session. Le Conseil a en outre invité le Secrétaire général, de concert avec les



institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales appropriées: a) à rédiger, pour le publier en 1954, un rapport supplémentaire sur les mesures d'ordre social et international prises pour améliorer les conditions sociales dans le monde entier; b) à rédiger, pour la publier en 1956, une deuxième version du rapport sur la situation sociale dans le monde, qui indiquera notamment les changements survenus. Le Conseil a attiré l'attention des gouvernements sur l'urgente nécessité d'intensifier les efforts nationaux et la coopération internationale dans le domaine social, particulièrement en ce qui concerne les problèmes sociaux qui influent directement sur le développement économique.

### *Evaluation des niveaux de vie*

430. Le Conseil a examiné<sup>4</sup> la résolution 527 (VI) par laquelle l'Assemblée générale invitait le Conseil "à faire élaborer des méthodes et des techniques statistiques appropriées de manière à faciliter au maximum le rassemblement et l'emploi de données pertinentes afin que le Secrétaire général puisse publier régulièrement des rapports annuels indiquant, en chiffres absolus, les changements intervenus dans tous les pays en ce qui concerne les conditions de vie, de façon à rendre possible l'étude de la question en fonction de l'étude générale de la situation économique".

431. Lors de l'examen de cette question, tous les membres ont été d'accord pour reconnaître qu'elle revêtait un caractère à la fois complexe et important. Certains représentants se sont déclarés opposés à la convocation d'une réunion d'experts en vue d'obtenir des avis sur les meilleures méthodes à employer pour définir et évaluer les niveaux de vie, estimant que cette question devrait être renvoyée à la Commission de statistique. La plupart des membres ont jugé que le problème n'était pas exclusivement d'ordre statistique, car il comporte des éléments en rapport avec la diversité des climats et des cultures. Il a été décidé que les comparaisons effectuées sur le plan international ne se limiteraient pas à des comparaisons entre les pays les plus développés et les moins développés, et que les évaluations ne reposeraient pas exclusivement sur les données communiquées par les gouvernements.

432. Dans sa résolution 434 B (XIV), le Conseil, ayant pris note de la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 527 (VI), a constaté que le programme de travail de la Commission des questions sociales pour 1953 préconise une étude des méthodes à employer pour évaluer les niveaux de vie; il a noté l'intérêt soutenu que l'OIT porte à cette question et prié le Secrétaire général de réunir, en se concertant avec l'OIT et les autres institutions spécialisées intéressées, un petit groupe d'experts qui devra rédiger un rapport sur les méthodes qui permettraient le mieux de définir et d'évaluer le niveau de vie et ses variations dans les différents pays en ménageant la possibilité d'établir des comparaisons sur le plan international, d'inviter la Commission de statistique et la Commission des questions sociales à présenter leurs observations à ce sujet et de faire rapport au Conseil économique et social aussitôt que possible.

### FONCTIONS CONSULTATIVES EN MATIÈRE DE SERVICE SOCIAL<sup>5</sup>

433. A sa huitième session, la Commission des questions sociales a examiné deux rapports ayant trait aux fonctions consultatives en matière de service social qui lui ont été soumis par le Secrétaire général et qui traitent: l'un (E/CN.265), de la mise en œuvre, pendant l'année civile 1951, du programme des fonctions consultatives en matière de service social, en vertu de la résolution 418 (V) de l'Assemblée générale; l'autre (E/CN.5/266), de l'appréciation des services fournis au titre de ce programme de 1947 à 1951.

434. La Commission des questions sociales a recommandé de poursuivre l'application du programme spécial pour l'Europe et d'amplifier à une époque rapprochée les services régionaux dans les pays moins développés, en se fondant sur l'expérience acquise en Europe. En ce qui concerne le programme des bourses de perfectionnement, la Commission a adopté les conclusions du Secrétaire général: les candidats doivent recevoir rapidement des renseignements complets concernant la suite donnée à leur demande et les dispositions qu'ils ont à prendre; des bourses doivent être accordées à des requérants autres que ceux qui exercent des fonctions publiques, et notamment à ceux qui ont été choisis par les comités nationaux de sélection avant que leur demande ne soit présentée par les gouvernements; les boursiers, une fois de retour chez eux, devraient occuper un poste où ils soient en mesure de faire bénéficier leur pays des fruits de leur stage d'observation.

435. La Commission a fait valoir que, d'une manière générale, les experts devraient, non seulement avoir les qualifications professionnelles requises, mais aussi être au courant des conditions économiques, sociales et culturelles des pays qui demandent une assistance; qu'ils ne devraient pas se borner à élaborer des plans pour le développement de services, mais donner aussi des avis au sujet de leur application pratique. La Commission n'a pas recommandé, pour l'instant, la formation d'un corps permanent d'experts internationaux, mais elle a approuvé le Secrétaire général d'avoir pris l'initiative d'affecter, à titre temporaire, quelques fonctionnaires spécialistes des services sociaux en qualité de consultants auprès des gouvernements.

436. Après avoir souligné l'importance des cycles d'études pour l'examen des problèmes et les échanges de vues sur le plan régional, la Commission a noté avec inquiétude les variations qui se sont produites quant au genre et à la fonction de ces services. Tout en reconnaissant que le terme "cycle d'études", qui figure dans la résolution 418 (V) de l'Assemblée générale, doit être interprété avec souplesse, elle a recommandé qu'à l'avenir on s'attache à définir plus clairement l'objet et le programme de chaque cycle et à préciser les qualités requises des personnes appelées à y participer.

437. La Commission a noté avec satisfaction que le Secrétaire général a diffusé des renseignements, puisés dans les rapports du BAT et du CAT, sur les mesures prises par les gouvernements pour coordonner sur le plan national les activités d'assistance technique. Elle

<sup>4</sup> 223ème séance du Comité social; 659ème séance plénière.

<sup>5</sup> Voir aussi le chapitre III, section VII.

a exprimé l'espoir que le Conseil inviterait instamment tous les gouvernements à créer et à utiliser, sur le plan national, les rouages de coordination nécessaires à l'examen des demandes et des projets rentrant dans le cadre des fonctions consultatives en matière de service social et de l'assistance technique en général. La Commission a proposé au Secrétaire général d'étudier avec les gouvernements la possibilité de désigner des correspondants nationaux en vue d'arriver à une collaboration plus étendue dans ce domaine. Elle a décidé que les travaux d'ordre social, dans le domaine de l'assistance technique, devraient bénéficier d'un concours maximum de la part de la Division des activités sociales, et s'est félicitée de ce que des projets ont été élaborés en commun par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées.

438. Etant donné que, par le passé, les dépenses sont demeurées inférieures aux crédits budgétaires et que l'on rencontre souvent des conditions et des problèmes analogues dans plusieurs pays d'une même région, la Commission a recommandé au Conseil d'inviter le Secrétaire général à étudier avec les gouvernements la possibilité de mettre sur pied un ou plusieurs projets régionaux à long terme visant à faire face aux besoins urgents des gouvernements dans des domaines particuliers auxquels une priorité élevée est attribuée dans le programme de travail de la Commission des questions sociales<sup>6</sup>.

439. La Commission, estimant qu'il conviendrait de faire connaître davantage le programme de fonctions consultatives en matière de service social, a invité le Secrétaire général à prendre les dispositions nécessaires pour faire imprimer et largement diffuser le rapport qu'il a rédigé sur l'appréciation des services fournis, au cours des années 1947-1951, au titre de ce programme (E/CN.5/266).

440. Après avoir procédé à l'examen des parties du rapport de la Commission des questions sociales<sup>8</sup> ayant trait aux fonctions consultatives en matière de service social, le Conseil a sanctionné dans l'ensemble les vues de la Commission. L'affectation, à titre temporaire, de plusieurs fonctionnaires du Secrétariat spécialistes des services sociaux en qualité de consultants auprès des gouvernements a été approuvée; le rapport étroit qui existe entre les aspects sociaux et économiques des programmes d'assistance technique, ainsi que l'importance des programmes régionaux en matière de formation professionnelle, a été souligné, et l'on a suggéré que le Secrétaire général présente des rapports périodiques sur l'appréciation des services fournis au titre du programme de fonctions consultatives en matière de service social.

441. Le Conseil a ensuite adopté sans modification [résolution 434 D (XIV)] un projet de résolution présenté par la Commission. Dans cette résolution, le Conseil a reconnu l'importance des fonctions consultatives en matière de service social et rappelé que la Commission des questions sociales a, dès l'origine, porté intérêt à ce programme et qu'elle n'a cessé de s'y intéresser; il a en outre invité le Secrétaire général à continuer de souligner l'importance de ce champ d'activité et à exécuter le programme conformément

aux dispositions de la résolution 418 (V) de l'Assemblée générale, en tenant dûment compte des observations présentées et des points de vue exprimés par la Commission des questions sociales à sa huitième session, ainsi que par le Conseil.

#### FORMATION ET PERFECTIONNEMENT EN COURS D'EMPLOI DU PERSONNEL DE SERVICE SOCIAL

442. A sa huitième session, la Commission des questions sociales était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur "La formation et le perfectionnement en cours d'emploi dans les services sociaux" (E/CN.5/261). Ce document fait partie d'une série d'études entreprises en application de la résolution 43 (IV) du Conseil sur les moyens de mettre en œuvre un programme à long terme de formation du personnel de service social pour aider les gouvernements. Après avoir examiné de nouveau les recommandations qu'elle avait formulées à sa septième session au sujet de la formation en vue du service social et que le Conseil a adoptées dans sa résolution 390 B (XIII), la Commission a recommandé l'adoption des principes suivants<sup>9</sup>: la formation en vue du service social devrait s'effectuer suivant des méthodes adaptées aux besoins des différents pays; les programmes de formation et de perfectionnement en cours d'emploi devraient être considérés comme un élément essentiel de l'administration des institutions de service social, et tous les travailleurs sociaux, quelle que soit leur catégorie, aussi bien ceux qui ont suivi un enseignement régulier que ceux qui n'ont pas reçu cet enseignement, devraient pouvoir en bénéficier; la formation et le perfectionnement en cours d'emploi devraient être considérés comme destinés à compléter, et non à remplacer, un cours d'enseignement professionnel régulier; il faudrait que les programmes de formation mettent aussi pleinement en œuvre que possible les moyens de formation disponibles, tels que les universités, les écoles spécialisées de service social et autres institutions reconnues; les organisations de service social devraient désigner un fonctionnaire qualifié qui serait chargé de former et de perfectionner le personnel.

443. La Commission a recommandé que le Secrétaire général, après avoir consulté les institutions spécialisées, aide les gouvernements qui en feront la demande à créer les types nécessaires de formation en vue du service social, et notamment à développer la formation et le perfectionnement en cours d'emploi.

444. Le Conseil, après avoir examiné<sup>10</sup> le rapport du Secrétaire général et les recommandations de la Commission des questions sociales, a adopté [résolution 434 F (XIV)] le projet de résolution soumis par la Commission et recommandé aux Etats Membres d'avoir dûment égard aux principes qu'elle avait adoptés.

#### PROTECTION DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

445. A sa huitième session, la Commission était saisie de deux rapports du Secrétaire général, qu'elle avait demandés à sa septième session: "Programme coordonné visant à faire face aux besoins de l'enfance"

<sup>6</sup> E/2247, page 22.

<sup>7</sup> 223ème et 224ème séances du Comité social; 659ème séance plénière.

<sup>8</sup> E/2247, par. 31-52.

<sup>9</sup> Voir aussi le paragraphe 446.

<sup>10</sup> 224ème séance du Comité social; 659ème séance plénière.

(E/CN.5/256) et "Rapport sur l'extension des mesures de protection des mères, des nourrissons et des enfants" (E/CN.5/257).

446. La Commission a approuvé les recommandations du CAC tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies — y compris le FISE et l'AAT — et les institutions spécialisées intéressées donnent la priorité aux deux types de programmes ci-après: a) étude des besoins des pays en vue d'encourager et d'aider les gouvernements à recenser les services créés en faveur de l'enfance et à élaborer, concernant ces services, des programmes nationaux, larges et bien conçus, dans le cadre d'un plan général de services sociaux nationaux. Ces plans nationaux devraient indiquer le type d'assistance internationale qui serait le plus à recommander; b) élaboration de plans relatifs à la formation d'un personnel spécialisé en matière d'hygiène, de nutrition et de service social, en vue de l'exercice de fonctions professionnelles et auxiliaires, ainsi que de méthodes tendant à en augmenter l'effectif et à utiliser ses services le plus tôt possible, surtout dans les régions rurales.

447. La Commission a demandé que la liste proposée de mesures spécifiques, comprenant les mesures essentielles à la sécurité sociale de la famille, soit développée; que les méthodes et activités envisagées soient examinées par région, compte tenu des services apparentés; et que les suggestions formulées soient groupées sous une forme pratique à l'intention des gouvernements et des conseillers techniques.

448. La Commission a proposé que les pays qui, avec l'aide internationale, ont recensé leurs besoins et établi des plans pour le développement de leurs services de protection de l'enfance, fassent, au moyen de cycles d'études organisés sur le plan régional, bénéficier de leur expérience les pays voisins auxquels se posent des problèmes de même nature.

449. La Commission a en outre examiné un rapport définitif du Secrétaire général sur les enfants privés d'un milieu familial normal (E/CN.5/271 et Add.1). A sa septième session, elle avait ajourné l'examen d'un projet de rapport sur les enfants privés de foyer dans leur pays natal (E/CN.5/237) et demandé que l'on communique ce projet aux gouvernements en les priant de formuler leurs observations; elle a approuvé à l'unanimité les conclusions et recommandations contenues dans le chapitre VII du rapport définitif.

450. Le Conseil a examiné<sup>11</sup> le projet de résolution soumis par la Commission, qui a reçu son approbation. De l'avis du Conseil, ce projet fournit un plan satisfaisant pour la préparation d'un programme coordonné visant à assurer la protection de l'enfance, conformément à la priorité donnée par le Comité de coordination au renforcement des programmes nationaux de protection de l'enfance<sup>12</sup>. Dans sa résolution 434 E (XIV), le Conseil a, *inter alia*, invité le Secrétaire général, en collaboration avec le FISE, les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales intéressées et les autres organismes internationaux compétents: a) à encourager et à aider les gouvernements à déter-

miner dans quelle mesure il est nécessaire de créer des services destinés à l'enfance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan d'action applicable à la fois aux régions rurales et aux régions urbaines, et à indiquer, le cas échéant, le genre d'aide de caractère international dont ils ont besoin; b) à élaborer des programmes pour la formation d'un personnel suffisant; c) à mettre au point toutes les étapes du programme coordonné visant à faire face aux besoins de l'enfance, présenté à la Commission des questions sociales à sa huitième session (E/CN.5/256 et E/CN.5/257); d) à concentrer leur attention sur la fourniture d'une alimentation suffisante, au point de vue nutritif, spécialement dans les pays où le problème d'une alimentation adéquate demeure primordial; e) à faire rapport sur les progrès des activités susmentionnées à la Commission des questions sociales lors de sa prochaine session ordinaire. Le Conseil a en outre recommandé que, dans l'élaboration des futurs programmes de protection de l'enfance, on continue d'accorder une attention particulière aux pays insuffisamment développés, et il a invité instamment les gouvernements à prendre toutes dispositions utiles pour mettre en œuvre leurs programmes de protection de l'enfance en s'inspirant des principes proposés.

#### RÉADAPTATION DES PERSONNES PHYSIQUEMENT DIMINUÉES

451. Conformément à la résolution 309 E (XI), par laquelle le Conseil économique et social invitait le Secrétaire général "à préparer, en commun avec les institutions spécialisées et en consultation avec les organisations non gouvernementales intéressées, un programme international judicieusement coordonné pour la réadaptation des personnes physiquement diminuées", la Commission a examiné, à sa huitième session, deux rapports du Secrétaire général: l'un qui exposait les grandes lignes d'un programme de réadaptation des personnes physiquement diminuées (E/CN.5/259), l'autre qui traitait de certaines caractéristiques indispensables d'un programme international de réadaptation des aveugles (E/CN.5/260).

452. Dans une résolution<sup>13</sup>, la Commission a approuvé les propositions relatives à un programme international pour la réadaptation des personnes physiquement diminuées, ainsi que pour la prévention et le traitement de la cécité, et a invité le Secrétaire général à mettre en œuvre, en collaboration avec les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées, ceux des projets autorisés dans le programme de travail qui comprend, pour 1952-1953, la réadaptation des personnes déficientes, des infirmes (projet de réadaptation en faveur de certains groupes de personnes déficientes), la réadaptation des personnes physiquement diminuées dans les régions insuffisamment développées et la protection des sourds. La Commission demandait instamment l'intensification et l'extension de l'aide directe aux pays insuffisamment développés, en vue de l'élaboration d'un programme pratique de réadaptation, comportant un programme pour la prévention de la cécité et la protection des aveugles.

<sup>11</sup> 224ème séance du Comité social; 659ème séance plénière.  
<sup>12</sup> Voir le rapport du Comité de coordination (E/2306) joint à la résolution 451 A (XIV) du Conseil; *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 1*.

<sup>13</sup> E/2247, par. 52.

453. Par sa résolution 451 A (XIV), le Conseil a décidé d'inclure dans les programmes prioritaires l'assistance aux invalides et, dans sa résolution 434 H (XIV), il a approuvé le programme de travail de la Commission des questions sociales et les projets particuliers recommandés par la Commission<sup>14</sup>.

#### HABITATION, URBANISME ET AMÉNAGEMENT DES CAMPAGNES

454. A sa huitième session, la Commission des questions sociales a étudié deux problèmes importants relatifs à ce domaine. Elle a examiné, en liaison avec la résolution 537 (VI) de l'Assemblée générale, un rapport intérimaire du Secrétaire général contenant des renseignements d'intérêt actuel sur les régimes fonciers urbains (E/CN.5/264) et discuté du financement de l'habitation au moyen de fonds d'origine intérieure et extérieure.

455. En ce qui concerne les régimes fonciers urbains, la Commission s'est intéressée au rapport à établir entre, d'une part, le prix de la construction de logements, et, d'autre part, les dépenses afférentes aux services collectifs et d'utilité publique dans les nouveaux groupes d'habitations. Elle a estimé que des recommandations d'ordre pratique relatives au régime foncier urbain devraient être élaborées au cours de réunions d'experts, et qu'il conviendrait d'organiser ces réunions, par priorité, dans les régions d'Asie et d'Extrême-Orient.

456. Au sujet du financement des programmes de logement et d'aménagement général des collectivités, la Commission a adopté une résolution recommandant au Conseil d'inviter le Secrétaire général, *inter alia*, à étudier les possibilités de financer les programmes de logement et d'aménagement des collectivités au moyen de sources extérieures, et d'accorder, à cet égard, une attention spéciale à la construction d'habitations pour les éléments de la population à faible revenu; à l'utilisation la plus complète possible des sources locales de matériaux de construction; à la productivité des industries de construction et à l'intérêt qu'il y aurait à encourager et à financer la création d'industries produisant des matériaux de construction dans les pays qui, à l'heure actuelle, doivent importer une grande partie de ces matériaux. Le Secrétaire général a en outre été invité à prendre en considération les besoins particuliers et la situation économique des régions et des pays insuffisamment développés, et à faire rapport sur les progrès réalisés aux organes compétents des Nations Unies.

457. Au cours de ses débats<sup>15</sup>, le Conseil a examiné, en liaison avec la résolution 537 (VI) de l'Assemblée générale, les parties pertinentes du rapport de la Commission ainsi qu'un mémoire du Secrétaire général sur l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des campagnes (E/2284). Le Conseil a constaté que la Commission a insisté sur les possibilités de financer les programmes de logement et d'aménagement général des collectivités au moyen de sources extérieures. Bien que certains membres du Conseil aient estimé que le financement des programmes de logement incombe dans une grande mesure aux gouvernements, qu'il convient de l'assurer au moyen des ressources nationales et de

l'encourager par diverses mesures d'ordre national, le Conseil a reconnu qu'un rapport existe entre le financement des programmes de logement et celui des programmes généraux de développement économique et il n'a pas exclu la possibilité d'un financement extérieur. L'action internationale peut être particulièrement utile en matière d'assistance technique ainsi que pour encourager le commerce des matériaux de construction.

458. Le Conseil a adopté la résolution 434 I (XIV), aux termes de laquelle, ayant constaté que l'Assemblée générale a, dans sa résolution 537 (VI), demandé que l'on étudie d'urgence des mesures pratiques destinées à aider les gouvernements à accroître le nombre des logements disponibles pour les éléments de la population qui ont les revenus les plus bas, et constaté en outre, d'après le rapport préliminaire du Secrétaire général sur la situation sociale dans le monde, l'importance du problème de l'habitation et de l'aménagement des collectivités; considérant la résolution relative au financement des programmes de logement et d'aménagement des collectivités adoptée par la Commission des questions sociales, les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de travail de la Commission dans ce domaine, la collaboration croissante qui existe entre les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées et l'importance croissante des demandes d'aide directe formulées par les gouvernements, le Conseil a constaté que les gouvernements prennent une part croissante à l'établissement et au financement des programmes de logement et d'aménagement des collectivités dans le cadre de leur développement général dans le domaine économique et social, et il a recommandé notamment aux gouvernements: a) de mettre au point une politique à long terme et des programmes généraux d'habitation et d'aménagement des collectivités et d'en encourager la réalisation; b) de faciliter l'échange de renseignements dans ce domaine entre les différents pays; c) d'examiner les mesures propres à encourager les échanges de matériaux et d'outillage de construction entre les différents pays; d) d'encourager, avec l'aide des organisations patronales et ouvrières intéressées, une plus haute productivité et un plus grand développement des industries du bâtiment, ainsi que la fabrication de matériaux de construction à partir des ressources locales. Le Conseil a, de plus, invité les commissions économiques régionales à aider les gouvernements à appliquer ces recommandations en élargissant l'action régionale en collaboration avec les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales. Il a recommandé au Bureau de l'assistance technique de continuer à étendre son action dans ce domaine et émis le vœu que l'on prenne en considération les besoins particuliers et les conditions économiques des pays moins développés, en liaison avec ses recommandations.

#### PROGRAMME GÉNÉRAL DE TRAVAIL

459. A sa huitième session, la Commission a examiné les progrès accomplis par le Secrétariat dans l'exécution de son programme de travail (E/CN.5/268). Elle

<sup>15</sup> 225 et 226èmes séances du Comité social; 659ème séance plénière.

<sup>14</sup> Voir le paragraphe 464.

a aussi pris note de deux rapports intitulés : "Méthodes d'administration en matière d'assistance aux nécessiteux" (E/CN.5/273) et "Mesures économiques en faveur de la famille" (ST/SOA/8) qui avaient été établis sur sa demande.

460. Conformément à la résolution 402 (XIII) du Conseil, le programme de travail approuvé par la Commission a été divisé en quatre sujets généraux : politique et progrès en matière sociale ; services sociaux ; habitation, urbanisme et aménagement des campagnes ; défense sociale. Les projets, travaux ou fonctions se rapportant à chacun de ces sujets généraux ont été répartis entre les groupes suivants : a) fonctions continues ; projets et travaux prioritaires ; b) projets et travaux spéciaux, également prioritaires ; et c) projets à différer ou à ne mettre en œuvre que si les ressources disponibles le permettent.

461. Le programme complet recommandé par la Commission fait l'objet de l'annexe II de son rapport au Conseil<sup>16</sup>. En élaborant ce programme, la Commission a réuni certains projets qui figuraient dans son programme de travail antérieur, différé la mise en œuvre des moins urgents et mis l'accent sur les fonctions continues et les projets spéciaux de nature à fournir des solutions pratiques pour les problèmes sociaux qui se posent dans un grand nombre d'Etats Membres. D'autre part, elle a estimé qu'il serait prématuré d'apporter de profonds changements au programme tant que le Conseil n'aura pas achevé l'examen détaillé des travaux entrepris dans le domaine social, auquel il a été invité à procéder par la résolution 535 (VI) de l'Assemblée générale ; c'est notamment en raison de ce fait qu'elle a recommandé que cette question soit inscrite à son propre ordre du jour en 1953.

462. L'absence, dans le programme de travail de la Commission, des questions relatives à la sécurité sociale, à l'éducation et à la santé a soulevé des objections de la part de certains membres qui désiraient les voir mises à l'étude au cours des années 1952-1954. Toutefois, la plupart des membres de la Commission, tout en se préoccupant également de ces questions importantes, ont estimé qu'elles sont de la compétence des institutions spécialisées et que leur inscription au programme de travail de la Commission entraînerait une répétition d'efforts.

463. La Commission, au lieu d'ajouter des questions spécifiques à son programme, a décidé de recommander au Conseil de faire en sorte que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées accordent aussitôt que possible une attention particulière aux questions suivantes, en vue d'élaborer à leur sujet des recommandations d'ordre pratique : mesures de sécurité sociale telles que les assurances sociales et l'aide aux chômeurs, aux vieillards, aux malades, aux enfants sans soutien et aux autres groupes qui ont besoin d'une assistance ; accès à l'instruction et introduction de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous ; possibilités pour tous de bénéficier de mesures

visant à assurer et à maintenir un bon état de santé ainsi qu'à prévenir et à traiter les maladies ; mesures à prendre d'urgence en vue de favoriser le progrès social.

464. Le Conseil a examiné<sup>17</sup> le rapport de la Commission des questions sociales sur son programme de travail. Quelques membres ont exprimé des vues semblables à celles qu'ils avaient exposées à la Commission, mais la plupart des membres ont été d'avis que les principaux programmes d'action dans ce domaine relèvent de la compétence des institutions spécialisées ou d'autres organes des Nations Unies. Dans sa résolution 434 H (XIV), le Conseil a approuvé le programme de travail élaboré par la Commission des questions sociales au cours de sa huitième session, et a signalé à l'attention de la Commission les comptes rendus des débats de la quatorzième session du Conseil relatifs au programme de travail, ainsi que la section II du rapport du Comité de coordination du Conseil concernant les programmes prioritaires des Nations Unies, telle qu'elle a été approuvée par le Conseil<sup>18</sup>.

## Section II. — Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance

465. A sa quatorzième session<sup>19</sup>, le Conseil a été saisi du rapport que le Conseil d'administration du FISE (E/2214)<sup>20</sup> avait établi à l'issue de sa session d'avril 1952. Le Conseil a été saisi également du rapport de la Commission des questions sociales (E/2247)<sup>21</sup> qui avait examiné le rapport du FISE à sa huitième session.

466. Au cours de l'examen de ces rapports, le Conseil économique et social, comme la Commission des questions sociales, a rendu hommage au FISE dont l'œuvre constitue un remarquable exemple de collaboration internationale. Le FISE a amélioré le sort de dizaines de millions d'enfants et l'aide qu'il a fournie a permis d'étendre les services d'assistance à l'enfance dans les pays bénéficiaires ; les quantités relativement modestes de fournitures et de matériel qu'il a dispensées ont constitué les fondements de services permanents de protection de l'enfance. Le FISE a été félicité pour les capacités dont il a fait preuve touchant la distribution rapide de secours aux victimes des catastrophes naturelles et autres, pour les sains principes dont il s'inspire, pour la souplesse de ses méthodes de travail et le caractère économique de son administration et pour sa collaboration étroite avec les autres organes des Nations Unies.

467. Le Conseil a adopté sans modification le projet de résolution présenté par la Commission des questions sociales. Dans cette résolution [434 J (XIV)], le Conseil a pris acte du rapport du Conseil d'administration du FISE dans lequel ce conseil approuve la participation du FISE à 53 programmes de protection de l'enfance intéressant 39 pays et territoires ; il a noté que ces programmes seront étendus à 72 pays et territoires ; que cette aide est surtout destinée aux pays insuffisamment développés du point de vue économique

<sup>16</sup> E/2247, pages 22-25.

<sup>17</sup> Pour les débats portant sur des points de l'ordre du jour touchant le programme de travail, voir : point 11, a, 660ème et 661ème séances plénières ; point 11, b, 224ème et 225ème séances du Comité social ; 659ème, 661ème et 663ème séances plénières ; point 11, d, 641ème à 645ème, 660ème et 661ème séances plénières ; point 3, b, 112ème séance du Comité de coordination ; 661ème et 662ème séances plénières.

<sup>18</sup> Voir aussi le chapitre VII, sections I et II.

<sup>19</sup> 658ème et 659ème séances plénières.

<sup>20</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 7.*

<sup>21</sup> *Ibid.*, Supplément No 9.

et qu'elle se rapporte à la protection de la maternité et de l'enfance dans ses aspects essentiels, à la formation professionnelle de travailleurs auxiliaires, aux campagnes de lutte contre les principales maladies épidémiques et endémiques qui affectent l'enfance, à l'alimentation des enfants, à la conservation du lait et à la création d'installations pour la production des antibiotiques, des insecticides et des vaccins; il a noté la rapidité des secours d'urgence fournis par le FISE. Le Conseil a approuvé l'extension aux pays d'Afrique de l'aide fournie par le FISE; il s'est félicité de l'intérêt que le Conseil d'administration du FISE porte à la formation des auxiliaires; il a recommandé que l'on s'efforce de faire mieux connaître l'œuvre que le FISE a accomplie en collaborant dans le monde entier avec l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les gouvernements; il a constaté avec inquiétude que le manque de crédits avait empêché le FISE de réaliser son programme optimum de 30 millions de dollars au cours de l'exercice allant du 30 juin 1951 au 1er juillet 1952 et il a signalé aux gouvernements et aux particuliers qu'il importe de mettre le FISE en mesure de réaliser le programme optimum de 20 millions de dollars que le Conseil d'administration a arrêté pour l'exercice allant du 1er juillet 1952 au 30 juin 1953.

#### ETENDUE DE L'AIDE APPORTÉE (JUILLET 1951-JUIN 1952)

468. Au cours de l'exercice allant de juillet 1951 à juin 1952, le FISE a continué de venir principalement en aide aux pays insuffisamment développés du point de vue économique. Le Conseil d'administration avait approuvé une aide d'un montant total de 15 millions de dollars environ pour une centaine de programmes d'assistance à l'enfance dont près de la moitié représentaient des formes nouvelles d'aide à l'enfance dans les pays intéressés, les autres programmes étant la suite ou le complément de programmes déjà en cours. Le FISE a continué de donner son aide aux mères et aux enfants réfugiés de Palestine. Lorsque tous les programmes qui bénéficient de l'aide du FISE seront mis à exécution, les activités du FISE s'étendront aux 72 pays et territoires suivants:

##### Afrique (10)

Afrique-Equatoriale française*,	Congo belge*,
Afrique-Occidentale française*,	Liberia*,
Algérie,	Maroc,
Cameroun sous administration française*,	Ruanda-Urundi*,
	Togo*,
	Tunisie.

##### Asie (19)

Afghanistan,	Indonésie,
Birmanie,	Japon,
Bornéo du Nord,	Malaisie,
Brunéi,	Pakistan,
Ceylan,	Philippines,
Chine,	République de Corée,
Hong-kong,	Sarawak,
Inde,	Singapour,
Indochine (Cambodge*,	Thaïlande.
Vietnam*),	

##### Méditerranée orientale (11)

Aden*,	Iran,
Egypte,	Israël,
Ethiopie*,	Liban,
Irak,	Libye,

Royaume hachémite de Jordanie,

Syrie,  
Turquie.

##### Europe (12)

Autriche\*\*,  
Bulgarie\*\*,  
Finlande\*\*,  
France,  
Grèce,  
Italie,  
Malte\*\*,

Pologne\*\*,  
Portugal\*\*,  
République fédérale d'Allemagne,  
Tchécoslovaquie\*\*,  
Yougoslavie.

##### Amérique latine (20)

Bolivie,  
Brésil,  
Chili,  
Colombie,  
Costa-Rica,  
Equateur,  
Grenade\*,  
Guatemala,  
Haïti,  
Honduras,

Honduras britannique,  
Jamaïque,  
Nicaragua,  
Panama,  
Paraguay,  
Pérou,  
République Dominicaine,  
Salvador,  
Trinité,  
Uruguay.

\* Aide approuvée pour la première fois par le Conseil d'administration du FISE au cours de l'exercice se terminant le 30 juin 1952.

\*\* Aide apportée au titre d'allocations approuvées avant juin 1951.

469. Lorsque ces programmes auront été mis en œuvre, plus de soixante millions d'enfants en auront bénéficié directement, sans compter ceux qui bénéficieraient de services généraux de protection de la maternité et de l'enfance pour lesquels on ne possède pas encore de données statistiques ni ceux qui en profitent de manière indirecte. Bon nombre d'enfants auront reçu une aide au titre de plusieurs programmes.

#### FORMES D'AIDE

470. Pour stimuler le développement de programmes qui offrent à l'enfance des avantages durables, le FISE, au cours de l'année, a affecté environ les deux tiers de son aide à des projets à long terme se rapportant à la protection de la mère et de l'enfant dans ses aspects essentiels, tels que la création et l'élargissement de services de base, la formation du personnel de protection de l'enfance nécessaire à ces services, les campagnes contre les maladies qui atteignent un grand nombre d'enfants ainsi que les programmes d'alimentation de l'enfance et de conservation du lait. Un tiers environ de l'aide a été consacré à des groupes particuliers qui se trouvaient dans le besoin en raison de circonstances extraordinaires.

#### Formation professionnelle et services fondamentaux en matière de protection de la mère et de l'enfant

471. Le FISE s'emploie de plus en plus à procurer aux pays bénéficiaires de son aide des fournitures et du matériel pour les centres d'hygiène maternelle et infantile dans les régions rurales et il a contribué à la création de 2.100 centres de ce genre; la valeur des fournitures du FISE est de 350 dollars environ par centre. Pendant l'exercice 1952-1953, les dépenses du FISE afférentes à ce type d'assistance seront accrues dans une proportion plus forte que les dépenses engagées à tout autre titre. On estime qu'il faudrait encore créer 100.000 centres en Asie, dans la région de la Méditerranée orientale et dans l'Amérique latine; on n'a pas pu établir de prévisions pour l'Afrique.

472. A sa session d'avril 1952, le Conseil d'administration, reconnaissant que le développement des services de protection de la mère et de l'enfant exige la formation d'un personnel auxiliaire, s'est déclaré disposé, sous certaines conditions, à contribuer aux dépenses engagées sur place pour la formation d'auxiliaires tels que les sages-femmes de village, les infirmières auxiliaires et les vaccinateurs. Les mesures prises par le FISE correspondent au plan dressé par le Groupe de travail pour l'action à long terme en faveur de l'enfance que le Comité administratif de coordination a constitué.

473. En outre, le FISE a continué, au cours de l'année, d'apporter son assistance au Centre international de l'enfance de Paris qui offre aux travailleurs sociaux de toutes les parties du monde un programme de formation professionnelle, de recherche et de démonstrations en matière d'hygiène et de protection de la mère et de l'enfant.

### *Campagnes sanitaires*

474. Les deux tiers des crédits affectés par le FISE aux programmes à long terme ont été consacrés à la lutte contre les maladies transmises par les insectes, comme le paludisme, et à la vaccination antituberculeuse par le BCG. Comme autres domaines d'assistance on peut citer les programmes de lutte contre le pian, le bétel et la syphilis prénatale et, depuis la session du Conseil d'administration d'avril 1952, les projets témoins de lutte contre le trachome. L'assistance du FISE a pris la forme de fournitures médicales et de matériel, de moyens de transport, de DDT, de pénicilline et de certains types d'équipement de production. Le FISE a également aidé à produire sur place des insecticides, des antibiotiques, des vaccins et des anatoxines.

### *Alimentation des enfants*

475. Pour aider à la mise en œuvre des programmes d'alimentation d'appoint pour les enfants, le FISE a fourni des aliments de protection aux pays victimes de calamités naturelles et à ceux qui constituent des services nationaux de nutrition pour les enfants par le moyen de repas scolaires et de centres de protection de la mère et de l'enfant. A sa session d'avril 1952, le Conseil d'administration a approuvé la fourniture de lait écrémé pour les enfants des pays d'Afrique, afin de lutter contre de graves maladies de carence telles que le *kwashiorkor*. Les pays intéressés sont ainsi en mesure de fournir du lait contrôlé à un grand nombre d'enfants, gratuitement ou à bon marché.

476. En vue de la conservation des ressources locales en lait, le FISE fournit du matériel importé pour la déshydratation et la pasteurisation du lait, la mise en bouteille et autres opérations. Ce genre d'assistance dont le FISE, en collaboration avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, a d'abord fait bénéficier des pays d'Europe, a été étendu au cours de l'année 1951-1952: de nouveaux projets ont été entrepris en Europe, trois autres en Amérique latine et deux dans la région de la Méditerranée orientale.

### *Secours extraordinaires*

477. Parmi les secours extraordinaires, on peut citer les secours alimentaires aux mères et aux enfants de

régions qui ont souffert de la sécheresse, au nord-est du Brésil et à Madras (Inde), aux personnes évacuées d'une région atteinte par des perturbations volcaniques dans les Philippines, aux personnes qui, pour des raisons économiques, se trouvent dans certains villages frontaliers du Royaume hachémite de Jordanie et aux victimes d'inondations en Italie, ainsi que les secours dont les mères et les enfants réfugiés de Palestine ont continué de bénéficier. En raison de la création de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Conseil d'administration a décidé de prolonger l'assistance du FISE jusqu'au 30 novembre 1952, à la condition que le Directeur de l'Office recommande à l'Assemblée générale, lors de sa septième session, de mettre ledit organisme en mesure de prendre entièrement à sa charge l'alimentation des réfugiés de Palestine à compter du 1er décembre 1952.

### ACTION DU FISE DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS

478. *Afrique.* — A sa session d'avril 1952, le Conseil d'administration a pris une décision importante concernant l'extension des activités du FISE dans les régions insuffisamment développées en allouant pour la première fois un million de dollars pour une participation directe aux programmes en faveur de l'enfance dans des régions de l'Afrique tropicale et en Afrique du Nord. Ces programmes se rapportent à la lutte contre le paludisme, les carences alimentaires graves chez les enfants, le trachome et le pian. Exception faite des campagnes de vaccination par le BCG entreprises en Afrique du Nord, le FISE n'avait jusqu'à présent participé à aucun programme sur le continent africain. Il est probable que d'autres territoires d'Afrique demanderont ultérieurement à bénéficier d'une assistance pour des campagnes analogues. Les programmes doivent s'étendre sur plusieurs années de façon qu'ils puissent produire des effets certains et que les gouvernements soient un jour en mesure d'en poursuivre l'exécution sans l'aide du FISE. D'une manière générale, les fournitures dont l'envoi a été approuvé jusqu'à présent assurent l'exécution de chaque programme pendant un an seulement; le FISE se réserve ainsi d'évaluer les résultats de l'expérience.

479. *Asie.* — L'Asie a été la première région en dehors de l'Europe où le FISE ait participé à l'exécution de projets à long terme. Son assistance a principalement visé à renforcer les moyens essentiels de formation professionnelle et de dispensation de services en matière d'hygiène et de protection de la mère et de l'enfant, en particulier dans les régions rurales, et à lutter par des campagnes de grande envergure contre les maladies qui affectent surtout les enfants. A fin mai 1952, le FISE avait fourni son aide à plus de 1.000 centres de protection de la mère et de l'enfant et il apportait son assistance à près de 100 centres de formation pour infirmières et sages-femmes. Grâce aux campagnes de vaccination par le BCG, plus de onze millions d'enfants ont été soumis à l'épreuve de la tuberculine et plus de quatre millions vaccinés. Au cours des campagnes entreprises contre le pian et la syphilis, plus de 3.600.000 examens avaient été effectués et plus de 500.000 personnes traitées. En 1951, le FISE a distribué du lait et du riz à près d'un million d'enfants, pour parer aux insuffisances de leur régime



alimentaire, principalement au moyen de programmes spéciaux de secours alimentaires et dans des centres de protection de la mère et de l'enfant. Sur le total des allocations faites à l'Asie à la fin de juin 1952, 40 pour 100 des crédits ont été affectés aux campagnes de lutte contre les maladies, notamment aux programmes de vaccination par le BCG, à la lutte contre le paludisme, le pian et la syphilis prénatale. A ce titre, le FISE a fourni du matériel de production de DDT à Ceylan, à l'Inde et au Pakistan, et du matériel de production de pénicilline à l'Inde. Vingt-quatre pour cent du total ont été destinés à la création de services de protection de la mère et de l'enfant; 15 pour 100 à l'alimentation des enfants; 10 pour 100 aux secours extraordinaires, y compris l'achat de vêtements et de couvertures pour les enfants de Corée; et 11 pour 100 à des programmes divers.

480. *Région de la Méditerranée orientale.* — Dans cette région, le FISE a fourni pour la première fois son assistance dans l'automne de 1948, lorsque l'Organisation des Nations Unies l'a invité à participer aux secours organisés pour près de 500.000 mères et enfants réfugiés de Palestine. L'aide du FISE s'est étendue peu après à des groupes d'immigrants en Israël puis, en 1951, pendant une période de courte durée, à la Turquie. En 1949, le FISE a commencé de participer aux campagnes de lutte antituberculeuse par le BCG entreprises en Egypte et, plus tard, dans d'autres pays. Depuis cette époque et jusqu'en juin 1952, des millions d'enfants ont été soumis à l'épreuve de la tuberculine et vaccinés contre la tuberculose. Le FISE participe maintenant à l'exécution de programmes nationaux visant la création de services de base pour la protection de la mère et de l'enfant ainsi que la prévention et le traitement des maladies contagieuses graves qui affectent surtout les enfants et qui sont répandues dans la région, comme le paludisme et le bégel-syphilis. Il participe également aux programmes de conservation du lait en fournissant du matériel moderne de pasteurisation et l'Egypte reçoit de l'équipement pour une fabrique d'insecticide DDT. Grâce à la formation d'un personnel local pour les services de protection de l'enfant et à la fourniture du matériel essentiel, les pays de cette région sont mis en mesure de donner une base permanente à leurs programmes de protection de l'enfance.

481. *Europe.* — Au cours de l'exercice 1951-1952, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie et la Yougoslavie<sup>22</sup> ont bénéficié de l'aide du FISE. Le Conseil d'administration a approuvé pour la première fois, en avril 1952, une assistance en faveur du Portugal. Pendant toute l'année 1950, l'aide du FISE en Europe a surtout porté sur l'alimentation collective des enfants, la fourniture de vêtements et de chaussures, la vaccination antituberculeuse par le BCG et la lutte contre la syphilis prénatale. Après 1950, l'amélioration de la situation en Europe et l'importance donnée à l'assistance aux pays insuffisamment développés ont amené le FISE à réduire rapidement le volume de l'aide à l'Europe. Bon nombre des programmes à l'exécution desquels le FISE avait participé au titre des secours extraordinaires ont alors été établis sur une base permanente par les gouvernements. En 1951, le FISE a encore prêté son concours pour remédier aux effets de la sécheresse en

Yougoslavie et des inondations en Italie; il est également venu en aide à des groupes de réfugiés allemands et grecs. Les programmes de secours extraordinaires exceptés, les allocations approuvées en 1951 pour les programmes à long terme se répartissent comme suit: environ un tiers pour les services de base en matière de protection de la mère et de l'enfant, un tiers pour la formation du personnel des services de protection de l'enfance, un sixième pour les campagnes sanitaires et un sixième pour les programmes de conservation du lait.

482. *Amérique latine.* — L'assistance du FISE à l'Amérique latine a été approuvée pour la première fois en mars 1949. A la date du 1er juillet 1952, 45 pour 100 des crédits alloués avaient été consacrés à des campagnes sanitaires dirigées principalement contre les maladies transmises par les insectes, à la vaccination antituberculeuse par le BCG, à la lutte contre le pian et à la vaccination contre la coqueluche et la diphtérie. A ce titre, le FISE a fourni des installations pour la production de pénicilline au Chili et du matériel pour la production de vaccins et de sérums à plusieurs autres pays. Trente pour cent des crédits ont été affectés à des programmes à long terme d'alimentation des enfants et de conservation du lait, 17 pour 100 au développement des services d'hygiène maternelle et infantile et le solde de 8 pour 100 à la distribution de secours extraordinaires aux enfants à la suite de tremblements de terre et en période de sécheresse. Un des traits notables de l'assistance du FISE à l'Amérique latine est qu'elle a surtout pour objet de résoudre des problèmes communs à toute une région. Les pays de l'Amérique centrale ont tous entrepris des programmes de lutte contre les insectes en vue de réduire le taux élevé de la mortalité infantile, et les programmes à long terme d'alimentation des enfants visent aux mêmes fins. Dans l'Equateur, une campagne nationale de vaccination antituberculeuse par le BCG a servi d'expérience pour tous les pays de la région, et les techniciens qui s'y sont formés dirigent maintenant des campagnes analogues dans leurs propres pays: Costa-Rica, Jamaïque, Salvador et Trinité. Un laboratoire mexicain pour la production du BCG, équipé par le FISE, sert de source d'approvisionnement à tous ces pays, et des centres installés de la même façon fonctionneront avant la fin de 1952 en Equateur et en Uruguay.

#### RESSOURCES DU FISE

483. Du 1er juillet 1951 au 30 juin 1952, le FISE a disposé de ressources nouvelles s'élevant à environ 10.500.000 dollars; sur cette somme, 9.500.000 dollars représentent les contributions de trente-trois gouvernements<sup>23</sup>. La différence entre le montant des fonds reçus par le FISE au cours de l'exercice et les 19 millions de dollars que le Conseil d'administration a pu allouer a été couverte par des prélèvements sur certaines ressources accumulées au cours des années précédentes, par diverses recettes et par le solde de crédits antérieurement alloués dont le plus important est le crédit

<sup>23</sup> Afghanistan, Australie, Autriche, Bolivie, Brésil, Ceylan, Chili, Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie et Yougoslavie.

<sup>22</sup> Voir également le paragraphe 473.



de 5.227.000 dollars affecté à la Chine qui n'avait pas été utilisé. A la fin de la session tenue en avril 1952 par le Conseil d'administration, toutes les ressources du FISE avaient reçu une affectation. Toutefois, un certain nombre de gouvernements envisagent de verser des contributions pour la période 1952-1953.

484. A sa session de mars 1951, le Conseil d'administration a approuvé l'idée de lancer des appels de fonds spéciaux à l'occasion de la célébration de la Journée des Nations Unies, le 24 octobre 1951; ces appels ont été faits au Brésil, au Chili, en Israël, en Italie, au Japon, au Libéria, au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande et en Yougoslavie. Certains de ces pays ont versé au FISE, en partie ou en totalité, le produit de la collecte; d'autres l'ont affecté à leurs programmes locaux de protection de l'enfance. Plusieurs autres pays envisagent des appels de fonds analogues pour 1952.

485. A sa session d'avril 1952, le Conseil d'administration a recommandé la création de comités nationaux pour le FISE qui aideraient à réunir des fonds de source privée en faveur du FISE, qui informeraient le grand public et, dans certains cas, participeraient à l'élaboration et à l'exécution de programmes bénéficiant de l'aide du FISE. De l'avis du Conseil d'administration, l'activité des comités nationaux pourraient fournir à des millions de personnes, dans un grand nombre de pays (comme lors de l'Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance en 1948-1949) l'occasion de contribuer personnellement et d'une manière concrète à l'œuvre des Nations Unies.

#### EVALUATION DES BESOINS, PROGRAMME OPTIMUM ET BUDGET LIMITE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JUILLET 1952 AU 30 JUIN 1953

486. A sa session d'avril 1952<sup>24</sup>, le Conseil d'administration a adopté un état provisoire des allocations qu'il y aurait lieu de faire pour la période du 1er juillet 1952 au 30 juin 1953; ces allocations s'élèvent au total à 20 millions de dollars. Ce plan, qui est fondé sur une évaluation des dépenses relatives aux demandes d'assistance prévues, ne pourra être exécuté que si le FISE dispose de ressources nouvelles correspondantes. Sur ce total de 20 millions de dollars, 7.100.000 dollars seraient mis en réserve en vue de faire face aux besoins imprévus, aux frais de transport et aux dépenses d'administration, 500.000 dollars seraient affectés aux projets intéressant plus d'une région et le solde de 12.400.000 dollars serait réparti comme suit: Afrique: 1.710.000 dollars; Asie: 5.630.000 dollars; région de la Méditerranée orientale: 1.850.000 dollars; Europe: 750.000 dollars; Amérique latine: 2.460.000 dollars. L'établissement du programme optimum et du budget limite a pour objet d'aider le Conseil d'administration à se faire une idée générale des possibilités de répondre aux besoins de l'enfance dans le monde entier et déterminer la part d'assistance dont chaque programme bénéficiera en fonction de ses mérites relatifs.

487. Le budget de 20 millions de dollars ne comprend pas les fonds, facilités, services, fournitures, personnel et autres moyens procurés sur place pour l'exécution

des programmes par les pays bénéficiaires, en vertu du "principe de la contrepartie". Au cours de la session de novembre 1951, le Conseil d'administration a réaffirmé le principe de la contrepartie dans lequel il voit le "principe fondamental de l'action du Fonds". Le Conseil a fait observer que l'application de ce principe avait contribué dans une grande mesure au succès du FISE et que l'assistance du FISE s'était trouvée doublée du fait que les pays bénéficiaires avaient fourni sur place des ressources au moins équivalentes en valeur à la contribution du FISE. Le Conseil a déclaré pour conclure que "l'observation de ce principe a permis d'assurer que seuls soient envisagés les projets qui avaient le plus d'importance pour le bien des enfants. Dans un grand nombre de pays, la mise en œuvre de projets qui auraient pu autrement être différés pendant longtemps s'est trouvée hâtée et les pays bénéficiaires ont pu, sur les bases ainsi posées, continuer l'œuvre commencée après la cessation de l'aide du FISE"<sup>25</sup>.

#### COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES ET AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

488. Le FISE a pour fonction primordiale d'aider les gouvernements à mettre en œuvre des programmes de protection de l'enfance en leur procurant les fournitures et le matériel essentiels; les institutions spécialisées et les départements techniques intéressés de l'Organisation des Nations Unies collaborent à cette œuvre a) en fournissant aux gouvernements des avis et des services techniques concernant les programmes aux fins desquels ils reçoivent des fournitures du FISE; et b) en aidant le FISE à établir avec certitude que les plans élaborés par les pays en vue de l'utilisation de son aide sont sagement conçus du point de vue technique.

489. A sa session d'avril 1952, le Conseil d'administration a pris acte avec satisfaction de la coopération de plus en plus étroite qui s'établit entre le FISE, d'une part, le Département des questions sociales du Secrétariat, l'Administration de l'assistance technique, l'OMS et la FAO, d'autre part. Les projets soumis au Conseil d'administration par les gouvernements montrent que les organismes compétents participent maintenant aussi bien à l'élaboration qu'à la mise en œuvre des programmes et que les concours apportés par tous les organes intéressés des Nations Unies à l'œuvre en faveur de l'enfance sont de mieux en mieux coordonnés sur le plan national.

490. A sa session d'avril 1952, le Conseil d'administration a approuvé l'octroi du statut consultatif au Comité d'organisations non gouvernementales auprès du FISE. Ce comité avait été créé pendant l'été de 1949, sous le nom de "Comité consultatif d'organisations non gouvernementales du FISE" pour donner des avis à l'administration du FISE en ce qui concerne les appels de fonds et d'autres questions. Afin d'éviter tout malentendu au sujet de sa position vis-à-vis du Conseil d'administration du FISE, le Comité a décidé de prendre le titre de "Comité d'organisations non gouvernementales auprès du FISE".

<sup>24</sup> E/2214, par. 39-41.

<sup>25</sup> Voir E/ICEF/184/Rev.1, par. 349-351.

491. La Commission des stupéfiants a consacré la plus grande partie des travaux de sa septième session à l'étude de mesures visant à combattre le trafic illicite des stupéfiants et à l'élaboration d'une convention unique sur les stupéfiants, destinée à remplacer les traités en vigueur.

492. A sa quatorzième session, le Conseil s'est employé à examiner de grands problèmes tels que ceux qui concernent l'opium et la feuille de coca, ainsi qu'à étudier certaines mesures d'ordre administratif tendant à faciliter le contrôle ou à en étendre la portée. Le Conseil a examiné le rapport de la Commission sur les travaux de sa septième session (E/2219)<sup>26</sup> et le rapport du Comité central permanent de l'opium sur les statistiques des stupéfiants pour 1950 et les travaux du Comité au cours de 1951<sup>27</sup>. Par sa résolution 436 B (XIV), le Conseil a pris acte de ces deux rapports et, vu le développement inquiétant du trafic illicite dont ils font état, il a pris un certain nombre de décisions qui tendent à ménager une coopération internationale plus étroite dans le domaine du contrôle des stupéfiants et à resserrer ce contrôle par l'adoption de mesures sur le plan national.

#### LIMITATION INTERNATIONALE DE LA PRODUCTION DE L'OPIMUM

493. A sa treizième session, le Conseil a été saisi de deux projets visant, par des méthodes différentes, à limiter la production de l'opium. Le premier était un projet d'accord provisoire tendant à limiter la production de l'opium aux besoins médicaux et scientifiques, au moyen d'un monopole international de l'opium. Le second était un ensemble de principes généraux que la Commission des stupéfiants avait énoncés en vue de la conclusion d'un protocole relatif à la limitation de la production de l'opium au moyen du contrôle des stocks. Par ses résolutions 395 B et C (XIII), le Conseil a prié le Secrétaire général de transmettre ces deux textes aux gouvernements, en les invitant à lui communiquer leurs observations. Il a également demandé au Secrétaire général de préparer un recueil annoté de ces observations et de donner au protocole une forme juridique.

494. A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi d'un recueil annoté des observations formulées par trente-sept gouvernements au sujet des principes du projet de protocole et du projet d'accord provisoire<sup>28</sup>, ainsi que d'un texte juridique du protocole, élaboré par les soins du Secrétaire général<sup>29</sup>. A la lumière des observations formulées, le Conseil a estimé que le moment n'était pas encore venu de créer le monopole international de l'opium envisagé par le projet d'accord provisoire et qu'en raison des divergences de vues qui s'étaient fait jour, il était préférable de ne pas rouvrir le débat sur ce sujet. Certains membres du Conseil ont jugé que le texte du protocole qui avait été soumis devrait faire l'objet d'une révision appro-

fondie et ils ont proposé de le communiquer aux gouvernements en les priant de faire connaître au Secrétaire général leurs observations sur les possibilités de remaniement du texte, en même temps que leurs vues sur la convocation de la conférence.

495. Le Conseil a estimé qu'en raison de l'acuité avec laquelle se pose le problème du trafic illicite et de la toxicomanie, il importait de ne pas différer davantage la réunion de la conférence internationale. La plupart des membres ont jugé que, malgré certaines lacunes, le projet de protocole représentait, dans l'état actuel des choses, le meilleur moyen de résoudre, en partie tout au moins, le problème qui consiste à limiter la production de l'opium de manière à réduire le trafic illicite et à faire reculer la toxicomanie. En conséquence, le Conseil a adopté<sup>30</sup> la résolution 436 A (XIV) par laquelle il a décidé de convoquer une conférence internationale chargée d'adopter un protocole relatif à la limitation de la production de l'opium; par la même résolution, il a prié le Secrétaire général de convoquer la conférence à la date qu'il jugerait opportune, de préférence après la huitième session de la Commission des stupéfiants et d'y inviter les gouvernements et aussi les représentants des institutions spécialisées. Enfin, la résolution prie le Secrétaire général de rédiger le règlement intérieur provisoire de la conférence, d'inviter les gouvernements à présenter, avant le 1er décembre 1952, leurs observations sur le texte actuel du projet de protocole relatif à la limitation de la production de l'opium, ainsi que les modifications qu'ils jugeraient opportun d'y apporter, de préparer un recueil des observations présentées par les gouvernements et de communiquer ce document à tous les Etats invités à la conférence, six semaines au moins avant l'ouverture de ladite conférence.

#### PROBLÈME DE LA FEUILLE DE COCA

496. A sa treizième session, le Conseil a prié la Commission des stupéfiants, par sa résolution 395 D (XIII), d'examiner le problème de la feuille de coca, en tenant compte de tous les renseignements disponibles, et de lui présenter ensuite ses recommandations à ce sujet. Les renseignements à analyser devaient comprendre non seulement le document existant à l'époque<sup>31</sup>, mais aussi les commentaires que les Gouvernements de la Bolivie et du Pérou avaient été invités à communiquer au Secrétaire général au sujet des observations complémentaires de la Commission d'étude<sup>32</sup>.

497. Le Gouvernement bolivien a déclaré qu'il était impossible de formuler des conclusions sur le problème de la mastication de la feuille de coca tant que les recherches entreprises par les pays intéressés ne seraient pas achevées. Il a fait en même temps appel à l'assistance de l'Organisation des Nations Unies afin de

<sup>26</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 8.*

<sup>27</sup> E/OB/7.

<sup>28</sup> E/2186 et Corr.1 et Add.1-3.

<sup>29</sup> Annexe au document E/2186.

<sup>30</sup> 580ème séance plénière.

<sup>31</sup> Cette documentation se composait principalement du rapport de la Commission d'étude des Nations Unies sur la feuille de coca (E/1666), de la déclaration faite par le représentant du Pérou à la cinquième session de la Commission des stupéfiants (E/1666/Add.3), des comptes rendus analytiques des 118ème et 119ème séances de la Commission (E/CN.7/SR.118 et 119), et des observations formulées par la Commission d'étude sur les déclarations faites par les représentants de la Bolivie et du Pérou à la cinquième session de la Commission des stupéfiants (E/1666/Add.1).

<sup>32</sup> E/CN.7/235.

poursuivre l'étude du problème. De son côté, le Gouvernement péruvien a contesté certaines des conclusions de la Commission d'étude, notamment au sujet des dangers que présente la mastication de la feuille de coca, mais il a approuvé certaines expériences proposées par la Commission d'étude. Ces expériences devaient consister à observer les réactions d'individus qui se livrent à cette pratique mais dont la condition sociale et notamment le régime alimentaire auraient été améliorés, afin de déterminer si, dans ces circonstances, ils continueraient à mâcher la feuille ou s'ils cesseraient de le faire. Le Gouvernement bolivien a fait savoir à la Commission des stupéfiants, à sa septième session, qu'il donnait son accord aux expériences proposées.

498. Après avoir examiné le rapport et les recommandations de la Commission, le Conseil a adopté<sup>33</sup> la résolution 436 E (XIV) par laquelle il demande aux services d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées d'étudier, avec le concours du Secrétariat, la possibilité de procéder aux expériences proposées, dans le cadre des programmes actuels d'assistance technique à la Bolivie et au Pérou; il recommande au Gouvernement de la Bolivie et à celui du Pérou de faire le nécessaire pour limiter la production de la feuille de coca aux besoins de la consommation et de la fabrication licites et de prendre des mesures efficaces en vue d'empêcher l'introduction dans le commerce de toutes quantités de feuille de coca et de cocaïne brute qui pourraient alimenter la fabrication ou l'exportation illicite des stupéfiants<sup>34</sup>.

#### CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS

499. Dans son rapport<sup>35</sup>, la Commission des stupéfiants a mis le Conseil au courant des progrès accomplis dans l'élaboration d'une convention unique destinée à remplacer les instruments multilatéraux en vigueur dans le domaine du contrôle des stupéfiants. Conformément à la décision qu'elle avait prise à sa précédente session, la Commission a entrepris l'examen détaillé du projet de convention établi par le Secrétaire général<sup>36</sup>. Au cours du débat, qui n'a porté que sur les articles 2 à 13 du projet de convention, la Commission a tenu compte des observations écrites qui avaient été communiquées au Secrétaire général par les gouvernements de certains Etats représentés à la Commission et par le Comité central permanent de l'opium, l'Organe de contrôle et l'Organisation mondiale de la santé.

500. La Commission a décidé de renvoyer à sa huitième session l'examen des autres articles du projet de convention, mais elle a prié le Secrétaire général de rédiger dans l'intervalle, en tenant compte des principes qu'elle avait formulés à sa septième session, la première partie du nouveau projet de convention, ainsi que certains tableaux qui feraient partie intégrante du projet.

<sup>33</sup> 583ème séance plénière.

<sup>34</sup> Le Président du Conseil a confirmé l'interprétation selon laquelle cette résolution n'est nullement incompatible avec les dispositions de la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale relative à l'assistance technique en vue du développement économique, parce que les études envisagées par la résolution du Conseil ne seront entreprises que lorsque les gouvernements intéressés en auront fait la demande.

501. Les principes dont le Secrétaire général devra s'inspirer dans son travail se rapportent surtout aux articles 2 à 13 du projet de convention, mais certains d'entre eux sont applicables à l'ensemble du texte ou à des dispositions qui ne figurent pas dans ces articles. Ils ont trait essentiellement à quatre problèmes principaux.

502. Le premier concerne la portée précise qu'il est souhaitable de donner au nouveau traité. La Commission s'est ainsi demandé s'il suffisait de codifier les dispositions des traités en vigueur, en n'apportant que les modifications dont l'expérience a démontré la nécessité, ou si l'on pouvait, au contraire, concevoir un système de contrôle assez souple pour s'adapter à l'évolution future de la situation. La Commission a estimé qu'il était impossible de prendre une décision de principe à ce sujet et qu'il serait préférable de ne modifier le système actuel de contrôle qu'après une étude minutieuse de chaque cas particulier.

503. Le deuxième problème que la Commission s'est employée à résoudre est celui que posent l'institution, la structure et le statut des organes de contrôle. Elle a exprimé l'avis qu'il fallait confier les fonctions de direction et les fonctions techniques à un organisme semblable à l'actuelle Commission des stupéfiants, c'est-à-dire à une commission technique du Conseil, qui serait distincte de l'organisme semi-judiciaire qui correspondrait au Comité central permanent de l'opium et à l'Organe de contrôle actuels, et qui devrait porter le nom de "Commission internationale des stupéfiants". Les décisions et les recommandations adoptées par l'organe envisagé, en application de la nouvelle convention, pourraient être approuvées, modifiées ou rejetées par le Conseil mais elles entreraient automatiquement en vigueur dans les cas où le Conseil s'abstiendrait de se prononcer à leur sujet avant un certain délai. On a prévu le cas où le Conseil appellerait certains Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies à siéger au sein de cet organisme et, à cet effet, il a été décidé d'établir dans le texte même de la convention la base juridique des privilèges et immunités dont ses membres auront besoin pour exercer leurs fonctions. De plus, on a envisagé d'insérer dans la convention une disposition permettant à la Commission de déléguer ses pouvoirs à un comité. En ce qui concerne les fonctions exercées à l'heure actuelle par le Comité central permanent de l'opium et par l'Organe de contrôle, il a été décidé de recommander la fusion de ces deux organes en un seul organisme semi-judiciaire qui porterait le nom d' "Organe international de contrôle des stupéfiants".

504. Le troisième problème sur lequel la Commission a donné son avis est celui de la mise sous contrôle de nouveaux stupéfiants et la possibilité de soustraire certaines autres drogues au contrôle. Il a été reconnu que, dans l'exercice de cette fonction, la "Commission internationale des stupéfiants" devrait, pour se prononcer, prendre dans chaque cas l'avis de l'Organisation mondiale de la santé sur les propriétés médicales, pharmacologiques ou pharmaceutiques de la drogue considérée, mais que c'est à la commission, sous réserve de l'approbation du Conseil, qu'il appartiendrait de

<sup>35</sup> E/2219, par. 72-103.

<sup>36</sup> E/CN.7/AC.3/3/Rev.2.

se prononcer en dernier ressort au sujet du contrôle, en tenant compte d'autres éléments, tels que les problèmes d'ordre social et administratif qui pourraient se poser. Toute décision devrait avoir force obligatoire pour les parties, sauf dans le cas de recommandations tendant à prohiber l'usage de stupéfiants déterminés. D'autre part, il a été décidé de maintenir le pouvoir que possède actuellement la Commission de soumettre provisoirement un stupéfiant au contrôle.

505. En ce qui concerne enfin la procédure par laquelle les différents régimes de contrôle s'appliqueraient à chaque catégorie de stupéfiants, la Commission a décidé de proposer d'inscrire les divers stupéfiants dans des tableaux formant partie intégrante du traité. Pour ce qui est des exportations de stupéfiants, la Commission a rejeté l'idée d'un clearing international qui aurait subordonné la délivrance des autorisations d'exportation à une vérification effectuée par un "Organe international de contrôle des stupéfiants" en fonction des évaluations établies pour le pays importateur. Toutefois, la Commission a estimé que le contrôle, qui, en vertu de la Convention de 1931, s'applique à l'heure actuelle à l'exportation de stupéfiants particulièrement dangereux à destination de pays qui ne sont pas parties aux Conventions de 1925 et 1931, devrait être maintenu dans le texte de la nouvelle convention.

506. Après avoir examiné le texte du projet de convention unique et le problème du régime de contrôle à prévoir dans le futur traité, la Commission a décidé que les mesures de contrôle applicables aux différentes catégories de stupéfiants devraient être définies dans le texte de la nouvelle convention. Quant à l'utilisation de certains stupéfiants à des fins médicales, la Commission a décidé que la convention ne devrait pas obliger les Etats parties à interdire l'emploi des stupéfiants à des fins médicales, mais qu'elle devrait renfermer des recommandations visant l'interdiction de certains stupéfiants dangereux. Ces stupéfiants seraient énumérés dans une liste et la Commission aurait la faculté de recommander ultérieurement que d'autres stupéfiants y soient ajoutés.

507. En ce qui concerne, enfin, les renseignements que les gouvernements devront fournir aux organismes internationaux de contrôle, la Commission a exprimé d'abord l'avis que la nature des renseignements statistiques requis devrait être précisée dans le texte même de la convention et non déterminée par la nouvelle commission; elle a estimé en outre qu'il n'était pas nécessaire que les Etats se communiquent les noms et adresses des importateurs et des exportateurs de stupéfiants. Ils continueraient cependant à échanger tous les autres renseignements qu'ils sont tenus de fournir en vertu des traités en vigueur.

508. Une fois rédigé par le Secrétaire général en fonction des principes énoncés plus haut, le texte des articles 2 à 13 sera soumis à la Commission, lors de sa huitième session. Ultérieurement, lorsque les autres articles du futur projet auront été mis au point, la Commission présentera au Conseil le texte intégral d'un nouveau projet de convention.

509. Le Conseil a été saisi d'un certain nombre de recommandations de la Commission des stupéfiants<sup>37</sup> au sujet de l'avenir des recherches sur la nature de l'opium et en particulier sur la possibilité de déterminer l'origine de l'opium saisi dans le trafic illicite. Ces recherches ont été entreprises en vertu des résolutions 159 II C (VII) et 246 F (IX) du Conseil.

510. La Commission a estimé qu'il convenait d'activer le programme de recherches en priant à nouveau les gouvernements d'envoyer des échantillons d'opium au Secrétariat; elle a exprimé l'avis qu'il faut immédiatement se servir, dans la lutte contre le trafic illicite, des procédés scientifiques qui ont été mis au point pour déterminer l'origine de l'opium. Elle a proposé notamment que le Secrétariat soit mis en mesure, par voie d'accord avec l'autorité qui effectue une saisie d'opium, d'examiner un échantillon pour communiquer ultérieurement à la Commission les résultats de ses analyses.

511. La Commission a préconisé la création d'un laboratoire permanent des Nations Unies qui poursuivrait les travaux entrepris au sujet de l'opium et qui pourrait également s'employer à d'autres travaux, en particulier à mettre au point des méthodes pour analyser les stupéfiants adulterés en provenance du marché illicite et à identifier les stupéfiants synthétiques qui pourraient s'introduire dans le trafic illicite. Le Secrétariat a fourni une estimation approximative des dépenses qu'entraînerait l'aménagement d'un tel laboratoire dans les bâtiments du siège.

512. A sa quatorzième session, le Conseil a jugé que le moment n'était pas encore venu de donner suite à toutes les recommandations de la Commission, mais il a exprimé l'avis qu'il convenait d'élargir la portée des recherches et de les étendre à tous les types d'opium produits dans le monde<sup>38</sup>. Dans sa résolution 436 F (XIV), il a donc invité les gouvernements à envoyer au laboratoire de recherches des Nations Unies des échantillons de toute quantité d'opium saisie dans le trafic illicite. Le Conseil a également chargé le Secrétaire général de lui soumettre, à sa quinzième session, un état détaillé des dépenses qu'entraînerait l'équipement, de préférence dans le bâtiment du Secrétariat des Nations Unies, d'un laboratoire assez vaste pour permettre tous les travaux qu'exigeront ces recherches.

#### CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS SYNTHÉTIQUES

513. Sur la proposition de la Commission<sup>39</sup>, le Conseil a adopté<sup>40</sup> la résolution 436 G (XIV) relative au contrôle des stupéfiants synthétiques. Par cette résolution, le Conseil, constatant que l'usage des stupéfiants synthétiques se développe rapidement, a prié le Secrétaire général d'appeler l'attention des gouvernements sur l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'ils soumettent tous les stupéfiants synthétiques à la législation nationale, qu'ils adhèrent sans retard au Protocole du 19 novembre 1948, qu'ils limitent leurs évaluations aux besoins médicaux et scientifiques, qu'ils exercent un contrôle sévère sur la fabrication et l'utilisation thérapeutique des stupéfiants et prescrivent qu'un double filet rouge

<sup>37</sup> Voir E/2219, par. 123 à 128.

<sup>38</sup> 581ème séance plénière.

<sup>39</sup> E/2219, par. 129 à 137.

<sup>40</sup> 581ème séance plénière.

figure de façon très apparente sur tous les conditionnements qui renferment un stupéfiant synthétique, de manière que l'on puisse les identifier.

#### TRAFFIC ILLICITE DES STUPÉFIANTS

514. Le Conseil a été saisi<sup>41</sup> de deux projets de résolution dont la Commission avait recommandé l'adoption; l'un avait trait à la coopération internationale en vue de la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants<sup>42</sup> et l'autre au trafic illicite des stupéfiants par les équipages de navires marchands et d'aéronefs civils<sup>43</sup>. Aux termes du premier de ces projets qui, adopté sans modification, est devenu la résolution 436 C (XIV), le Conseil, notant la recrudescence dangereuse du trafic international illicite des stupéfiants, a invité le Secrétaire général à faire connaître aux gouvernements que des mesures d'ordre national ne pouvaient suffire à lutter avec succès contre ce trafic et que la coopération internationale était absolument indispensable. Il a également demandé au Secrétaire général de prier instamment les gouvernements de faire immédiatement le nécessaire, s'ils ne l'ont déjà fait, pour instituer des contacts directs entre les services nationaux chargés de réprimer le trafic illicite et de revoir leur système de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants sont suffisants sur leurs territoires.

515. Dans sa résolution 436 D (XIV), le Conseil a constaté que le trafic illicite des stupéfiants à bord des navires marchands et des aéronefs civils s'était accru au cours des cinq dernières années, et que cet accroissement était dû, principalement, à la contrebande effectuée par les équipages de ces navires et de ces aéronefs; il a fait siennes, en leur apportant certaines modifications, les recommandations par lesquelles la Commission priait le Secrétaire général de dresser et de tenir à jour une liste des marins des navires marchands et des membres des équipages d'aéronefs civils condamnés pour infraction aux lois sur les stupéfiants à partir du 1er janvier 1953; le Conseil a également chargé le Secrétaire général de communiquer cette liste à tous les gouvernements en leur recommandant de prendre, à l'égard des personnes en cause, toutes les mesures auxquelles ils peuvent avoir recours dans le cadre de la législation nationale ou conformément à la coutume en vigueur, et d'envoyer un exemplaire de cette liste à toutes les organisations intéressées qui ont leur siège sur leurs territoires.

#### COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM<sup>44</sup>

516. Le Conseil a examiné<sup>45</sup> le rapport du Comité central permanent de l'opium sur les statistiques des stupéfiants pour 1950 et les travaux du Comité au cours de 1951<sup>46</sup>. Il a étudié les renseignements statistiques dont il était saisi, et certains représentants ont fourni des explications. Après avoir entendu les avis exprimés sur les responsabilités des pays producteurs en ce qui concerne le trafic illicite et sur les obligations

des autres Etats, le Conseil a adopté la résolution 436 H (XIV) par laquelle il a pris acte du rapport susmentionné et noté que, de l'avis du Comité, les contrôles nationaux de la production de l'opium et de la feuille de coca sont insuffisants et "qu'il y a lieu de conclure que le trafic illicite en question a son origine dans les pays producteurs"; le Conseil a également invité les gouvernements des pays producteurs à contrôler à la fois la production et la distribution de l'opium et de la feuille de coca, et à faire connaître au Comité central permanent de l'opium, s'ils ne l'ont déjà fait, la totalité de leur production, de leurs stocks et de leurs exportations en 1950. Enfin, le Conseil a prié instamment les gouvernements de tous les pays de prendre les dispositions voulues pour renforcer le contrôle de l'importation et de la distribution de l'opium et de la feuille de coca dans leurs pays respectifs.

#### APPLICATION DES TRAITÉS INTERNATIONAUX

*Invitation au Royaume-Uni de la Libye à devenir partie au Protocole de 1948 plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention de 1931*

517. En vertu des pouvoirs généraux qui lui sont conférés par l'article 5 du Protocole de 1948, le Conseil a adopté à l'unanimité<sup>47</sup> la résolution 436 I (XIV) par laquelle il a invité le Royaume-Uni de Libye, Etat souverain depuis le 24 décembre 1951, à devenir partie audit protocole.

*Communication aux gouvernements des conclusions formulées par l'Organisation mondiale de la santé concernant les préparations de stupéfiants*

518. Le Conseil a estimé que les fonctions qui lui incombent en vertu de l'article 8 de la Convention internationale de l'opium de 1925, telle qu'elle a été modifiée par le Protocole de 1946, et qui consistent à communiquer aux parties contractantes les conclusions formulées par l'Organisation mondiale de la santé concernant les préparations qui contiennent des stupéfiants, mais qui ne donnent pas lieu à la toxicomanie, étaient de caractère purement administratif. En conséquence, il a adopté<sup>48</sup> la résolution 436 J (XIV) par laquelle il a donné pouvoir au Secrétaire général d'agir en son nom lorsqu'il y aurait lieu de communiquer aux gouvernements les conclusions formulées en vertu de cet article par l'Organisation mondiale de la santé.

*Contrôle international de la drogue  $\beta$ -4-morpholinyl-éthylmorphine*

519. Dans son rapport sur les travaux de sa septième session, la Commission a mis le Conseil au courant des mesures qui ont été prises pour définir le régime de contrôle international applicable à la drogue  $\beta$ -4-morpholinyléthylmorphine<sup>49</sup>. La Commission a précisé qu'à la suite des constatations faites à ce sujet par le Comité d'experts des drogues susceptibles d'engendrer la toxicomanie de l'Organisation mondiale de la santé, un comité de trois experts avait été désigné, en vertu

<sup>41</sup> 581ème séance plénière.

<sup>42</sup> E/2219, par. 62.

<sup>43</sup> *Ibid.*, par. 63.

<sup>44</sup> La question de l'élection des membres du Comité et celle de la confirmation de la nomination du secrétaire du Comité sont traitées au chapitre premier, dans les paragraphes 47 à 49.

<sup>45</sup> 574ème, 580ème et 583ème séances plénières.

<sup>46</sup> E/OB/7.

<sup>47</sup> 574ème séance plénière.

<sup>48</sup> 580ème séance plénière.

<sup>49</sup> E/2219, par. 67-71.

du paragraphe 4 de l'article 11 de la Convention de 1931, pour déterminer si la drogue en question rentrait dans le sous-groupe *b* du groupe I ou dans le groupe II prévu à l'article premier de la Convention. Le Comité ainsi désigné a décidé que la  $\beta$ -4 morpholinyléthyl-morphine devait être classée dans le groupe II, c'est-à-dire dans une catégorie soumise à un régime de contrôle moins rigoureux. Le Secrétaire général a communiqué cette décision aux gouvernements des Etats parties aux conventions sur les stupéfiants.

## Section IV. — Population

### CONFÉRENCE MONDIALE DE LA POPULATION

520. La Commission de la population ne s'est pas réunie depuis que le Conseil, à sa treizième session, a examiné le rapport de la Commission sur les travaux de sa sixième session (E/1989)<sup>50</sup>. Comme suite à ce rapport et à la résolution 389 (XIII), le Secrétaire général a poursuivi l'exécution du programme de travail dans le domaine de la démographie en s'attachant particulièrement à ceux des aspects de ce programme qui se rapportent au développement des régions insuffisamment développées et à l'élévation des niveaux de vie des peuples du monde entier. On trouvera dans le prochain rapport de la Commission au Conseil l'exposé de ce programme de travail.

521. Dans sa résolution 389 C (XIII), le Conseil économique et social avait prié le Secrétaire général de demander l'avis des gouvernements, des diverses institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales sur l'opportunité d'une conférence mondiale de la population, sur la date, l'ordre du jour et la composition de la conférence, de dresser un état estimatif des dépenses que cette conférence pourrait entraîner et d'en rendre compte au Conseil.

522. A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi d'un rapport du Secrétaire général intitulé "Conférence mondiale de la population" (E/2199 et Add.1-4)<sup>51</sup>. Sur les trente-deux Etats Membres qui ont fait connaître leur avis, vingt-neuf ont approuvé l'idée de convoquer la conférence en 1953 ou 1954. Dans l'annexe II du document E/2199, on a groupé sous les rubriques ci-après les problèmes que la Conférence aurait à examiner: *a*) aspects démographiques des problèmes que pose le développement économique des pays insuffisamment développés; *b*) aspects démographiques des problèmes posés par les migrations d'après-guerre; *c*) accroissement futur probable de la population; *d*) vieillissement de la population; *e*) législation en matière de population; *f*) méthodologie.

523. Après avoir examiné le rapport<sup>52</sup>, le Conseil a adopté la résolution 435 (XIV) par laquelle il approuve la convocation, en 1954, d'une Conférence mondiale de la population chargée, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et en étroite collaboration avec l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population et les institutions spécialisées intéressées, d'étudier les problèmes de la popu-

lation qui sont énoncés dans l'annexe II du document E/2199.

524. Dans cette résolution, le Conseil a décidé que la conférence serait consacrée uniquement à l'échange, entre experts agissant en leur nom personnel, d'idées et de données d'expérience dans le domaine de la démographie. Il a autorisé le Secrétaire général à constituer un comité préparatoire restreint composé de représentants des organisations qui vont coopérer à l'organisation de la conférence et de quelques démographes de renom international, et à prendre part à l'établissement de l'ordre du jour et aux préparatifs nécessaires; en outre, il a prié le Secrétaire général d'inviter, à titre personnel, des experts que désigneront les gouvernements, les organisations scientifiques non gouvernementales et les institutions spécialisées, ainsi que quelques experts qui portent aux problèmes démographiques un intérêt scientifique; le nombre des experts dans chacune des catégories mentionnées sera arrêté en consultation avec le comité préparatoire. Le Conseil a prié aussi le Secrétaire général d'étudier avec les institutions spécialisées intéressées, les organisations non gouvernementales et les gouvernements des pays qui seraient prêts à accueillir la Conférence, les moyens de couvrir les dépenses, en précisant que le montant total des dépenses supplémentaires que la conférence, y compris l'ensemble des préparatifs, entraînera pour l'Organisation des Nations Unies, ne devra pas dépasser 24.000 dollars. La résolution habilite enfin le Secrétaire général à convoquer la Conférence dans la ville où les dépenses à la charge de l'Organisation des Nations Unies seront réduites au minimum, étant entendu que cette ville sera Genève si le choix se porte sur l'Europe.

## Section V. — Migrations

### SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS ET RÉDUCTION DES DÉPENSES IMPOSÉES AUX MIGRANTS

525. A sa sixième session, la Commission des questions sociales avait recommandé qu'on entreprit, dès que d'autres projets auraient été menés à bien et que les ressources le permettraient, une étude des mesures propres à simplifier les formalités et à réduire les dépenses imposées aux migrants<sup>53</sup>; à sa huitième session, la Commission a examiné un rapport<sup>54</sup> établi par le Secrétaire général d'après les renseignements que les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales lui avaient fournis sur la question; ce rapport traitait uniquement de la simplification des formalités administratives imposées aux migrants et non de la politique que les gouvernements suivent pour l'admission de ces migrants.

526. La Commission a exprimé l'avis que le rapport du Secrétaire général renferme bien des suggestions utiles et fait ressortir les résultats d'une collaboration étroite et fructueuse entre l'Organisation des Nations Unies et les diverses institutions spécialisées qui s'intéressent à la question des migrations. Elle a noté que plusieurs gouvernements mettent déjà en pratique nombre des recommandations formulées dans ce rap-

<sup>50</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément No. 11.*

<sup>51</sup> *Ibid.*, quatorzième session, point 21 de l'ordre du jour.

<sup>52</sup> 588ème et 598ème séances plénières.

<sup>53</sup> E/1678, annexe IV, par. 68.

<sup>54</sup> E/CN.5/262 et addenda.

port, et elle a estimé que l'on pourrait accomplir de grands progrès par la négociation d'instruments bilatéraux ou multilatéraux destinés à faciliter et à accélérer les mouvements migratoires. Certains membres de la Commission ont exprimé l'opinion que le rapport traitait de questions juridiques et ne relevait par conséquent pas de la compétence de la Commission des questions sociales; ils ont ajouté que la Commission, en ce qui concerne la simplification des formalités, ne pouvait élaborer un système uniforme puisque chaque gouvernement applique la méthode qui répond le mieux à ses besoins particuliers<sup>55</sup>.

527. Se fondant sur les recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général, la Commission a cherché à définir les buts que les gouvernements devraient s'efforcer d'atteindre, soit au moyen d'accords multilatéraux, soit au moyen de règlements nationaux, voire par ces deux voies. D'une manière générale, la Commission s'est mise d'accord sur les objectifs suivants: a) limiter au minimum le nombre de documents exigés des migrants et simplifier leur contenu; b) réduire au minimum ou supprimer les droits imposés par les gouvernements pour l'établissement des documents; c) réduire au minimum la durée de la procédure de délivrance des passeports et des visas aux migrants; d) effectuer, chaque fois qu'il le faudra et qu'il sera possible de le faire, une décentralisation en ce qui concerne la compétence des autorités d'immigration pour la délivrance des autorisations individuelles d'admission; e) prendre des dispositions facilitant l'admission des familles des migrants en vue d'éviter leur séparation prolongée; f) ménager des facilités pour les apatrides et les réfugiés qui se trouvent dans l'impossibilité de présenter les documents généralement exigés des migrants<sup>56</sup>; g) avoir recours, le cas échéant, aux services des organisations bénévoles en vue de l'accomplissement des formalités pour les migrants.

528. Le Conseil a examiné<sup>57</sup> le texte d'un projet de résolution dont la Commission des questions sociales lui proposait l'adoption dans son rapport<sup>58</sup>. Selon ce projet de résolution, le Conseil attirait l'attention des gouvernements intéressés sur les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général et les invitait à étudier la possibilité de modifier leurs pratiques, notamment au moyen d'accords bilatéraux, afin d'alléger le fardeau que représentent pour les migrants les procédures administratives complexes et coûteuses qui leur sont imposées. Il invitait le Secrétaire général à favoriser — en utilisant à cet effet tous les moyens dont dispose l'Organisation des Nations Unies en collaborant avec les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées — l'élaboration des mesures pratiques les plus propres à simplifier les formalités et à en réduire le coût. Le Conseil a adopté ce projet qui est devenu la résolution 434 G (XIV).

<sup>55</sup> La Commission a étudié le document de travail ainsi que la recommandation de la troisième Conférence des organisations non gouvernementales intéressées aux problèmes de migration (E/CN.5/262/Add.3).

<sup>56</sup> Voir également le chapitre V, section XI.

<sup>57</sup> 224<sup>ème</sup> séance de la Commission des questions sociales; 659<sup>ème</sup> séance plénière.

<sup>58</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 9, page 27.*

529. Par sa résolution 396 (XIII), le Conseil avait invité l'Organisation internationale du Travail à porter à l'attention de la Conférence sur les migrations<sup>59</sup> réunissant les États intéressés aux migrations européennes, le rapport du Secrétaire général sur le "Financement international de l'émigration européenne" (E/2019), ainsi que les comptes rendus relatifs aux débats du Conseil sur ce rapport<sup>60</sup>. Il priait en outre l'OIT de lui faire rapport à sa prochaine session sur les mesures que cette organisation aurait prises ou envisagerait de prendre pour donner suite aux recommandations de la Conférence.

530. A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi d'un rapport du Directeur général de l'OIT sur les décisions prises par la Conférence sur les migrations, de propositions de l'OIT en vue de poursuivre l'action entreprise au sujet du financement international de l'émigration européenne (E/2235)<sup>61</sup> et d'une note relative aux travaux de la Conférence sur les migrations (E/2235/Add.1)<sup>62</sup>. Au cours du débat, les membres du Conseil ont félicité l'OIT de son rapport, de l'activité qu'elle a déployée dans le domaine de la protection des migrants et de l'aide qu'elle a apportée aux gouvernements en ce qui concerne le choix, la formation et le placement des travailleurs étrangers. Ils ont souligné l'importance du rôle joué par le Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe qui a notablement contribué à réduire la pression démographique. Toutefois, le représentant de la Fédération syndicale mondiale a fait valoir que les organisations syndicales devraient participer dans toutes ses phases à l'organisation des mouvements migratoires ainsi qu'à la rédaction de tous accords bilatéraux.

531. Par sa résolution 439 (XIV), le Conseil a pris acte du rapport de l'OIT sur les migrations et s'est félicité de la contribution que cette organisation a apportée, par son rapport, à l'étude que le Conseil poursuit en ce qui concerne les problèmes qui se posent dans ce domaine.

## Section VI. — Réfugiés

### RAPPORT DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS\*

532. A sa quatorzième session<sup>63</sup>, le Conseil a examiné le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à l'Assemblée générale (A/2126) ainsi qu'une note du Secrétaire général concernant la composition du Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2283).

\* Point distinct de l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

<sup>59</sup> Réunie par l'Organisation internationale du Travail à Naples, du 2 au 16 octobre 1951.

<sup>60</sup> Voir: *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 3, chapitre VII, section III.*

<sup>61</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour.*

<sup>62</sup> Voir le supplément à *Migrations*, vol. I, No 1, OIT, Genève, janvier 1952.

<sup>63</sup> 632<sup>ème</sup>, 633<sup>ème</sup> et 634<sup>ème</sup> séances plénières.



533. Le rapport, qui porte sur la période de juin 1951 à mai 1952, traite de l'œuvre accomplie par le Haut-Commissariat, de la situation des réfugiés dans divers pays, ainsi que du fonds de secours pour les réfugiés. Le Haut-Commissaire y souligne la nécessité d'adopter un programme en trois points comprenant: premièrement, une aide d'urgence aux plus nécessiteux des groupes de réfugiés; deuxièmement, des plans de développement économique à long terme tendant à faciliter l'assimilation des réfugiés; et, troisièmement, des mesures tendant à assurer aux réfugiés une part équitable des possibilités de migration. Il dit l'inquiétude que lui causent la persistance de certaines situations exceptionnelles et la multiplicité des institutions qui s'occupent du problème des réfugiés. Le programme de secours d'urgence aux réfugiés a reçu un commencement d'exécution, mais le Haut-Commissaire émet le vœu que ses appels de fonds éveillent un plus grand écho et exprime l'espoir que les Membres des Nations Unies qui sont en mesure d'aider à apporter une solution permanente au problème des réfugiés voudront bien prendre les mesures qui s'imposent.

534. Le rapport renferme aussi un exposé de l'activité déployée par les bureaux du Haut-Commissariat en Autriche, en Belgique pour les pays du Benelux, en Colombie dans la République fédérale d'Allemagne, en Grèce, en Italie, dans le Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique. Le Haut-Commissariat doit ouvrir prochainement un nouveau bureau en France et il a ouvert à Hong-kong un bureau commun avec le Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe<sup>64</sup>. Soulignant l'importance que présente une liaison étroite entre le Haut-Commissariat, d'une part, les organisations internationales et les institutions bénévoles, d'autre part, le Haut-Commissaire indique que dans bon nombre de pays où le Haut-Commissariat est représenté par des bureaux, on s'efforce de coordonner les activités des institutions bénévoles en ménageant des rapports plus étroits entre ces institutions et les gouvernements intéressés.

535. Dans son étude sur la situation des réfugiés dans les pays où le problème a conservé un caractère d'urgence, le Haut-Commissaire attire en particulier l'attention sur l'Allemagne occidentale où les réfugiés qui ont droit à la protection du Haut-Commissariat se trouvent dans une situation défavorable du fait que les réfugiés qui se trouvent dans ce pays comprennent un grand nombre de ressortissants allemands. En Autriche, la situation est si grave qu'il semble que la seule solution possible, malgré les nombreux obstacles à surmonter, est l'intégration des réfugiés dans la vie et dans l'économie de ce pays. Dans certains pays d'accueil, en revanche, les conditions locales paraissent exclure toute possibilité d'assimilation; c'est ainsi qu'en Italie, dans le Territoire libre de Trieste, en Grèce, dans le Moyen-Orient, à Changhaï et à Hong-kong, le meilleur moyen de résoudre le problème des réfugiés est de chercher à les réinstaller ailleurs.

<sup>64</sup> Le Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe, qui n'est pas un organe des Nations Unies, a été créé en 1951; en sont membres les pays suivants: Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Suisse et Venezuela.

536. Pour ce qui est de la Convention relative au statut des réfugiés, le Haut-Commissaire indique que cet instrument a recueilli la signature des Etats ci-après:

Autriche,  
Belgique,  
Colombie,  
Danemark,  
Grèce,  
Israël,  
Luxembourg,  
Norvège,  
Pays-Bas,

République fédérale d'Allemagne,  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,  
Suède,  
Suisse et Liechtenstein,  
Turquie,  
Yougoslavie.

La Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

537. Le Haut-Commissaire a fait également rapport au sujet du fonds de secours pour les réfugiés, créé en vertu de la résolution 538 B (VI) de l'Assemblée générale qui "autorise le Haut-Commissaire, conformément au paragraphe 10 du statut du Haut-Commissaire, à lancer un appel en vue de réunir des fonds destinés à fournir une aide d'urgence aux plus nécessiteux des groupes de réfugiés sur lesquels s'exerce son mandat". Ces groupes de réfugiés, qui, a précisé le Haut-Commissaire, comprennent des réfugiés d'Extrême-Orient qui n'ont pas été réinstallés par l'OIR, les réfugiés nouvellement arrivés dont les besoins essentiels ne sont pas couverts par l'assistance publique, et les vieillards, malades, infirmes et enfants qui se trouvent dans le groupe résiduel des réfugiés de l'OIR, ont besoin d'une aide que le Haut-Commissaire évalue à trois millions de dollars pour l'année 1952. Le Haut-Commissaire indique qu'à la date du 5 mai 1952, les contributions versées et les promesses de contributions s'élevaient au total à 308.801,26 dollars, dont 235,395 dollars provenant des organisations intergouvernementales et 69.284 dollars que divers gouvernements s'étaient engagés à verser.

538. Au cours de la discussion générale, de nombreux membres du Conseil ont félicité le Haut-Commissaire des progrès qu'il a accomplis dans la mise en place de ses services, ainsi que de la manière dont il a assumé la succession de l'OIR. Plusieurs représentants ont exprimé le regret que les termes mêmes de son mandat empêchent le Haut-Commissaire de venir en aide à certains groupes de réfugiés qui ont besoin d'une assistance immédiate. Deux des membres du Conseil ont annoncé que leur gouvernement était maintenant en mesure de contribuer au fonds de secours. Le représentant de la Confédération internationale des syndicats libres a insisté sur la nécessité de réunir des fonds suffisants pour répondre à la fois aux besoins immédiats et aux besoins à long terme.

539. Par sa résolution 437 (XIV), le Conseil a pris acte avec satisfaction du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés<sup>65</sup>.

#### RAPPORT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES RÉFUGIÉS

540. A sa quatorzième session<sup>66</sup>, le Conseil a examiné le quatrième et dernier rapport de l'Organisation inter-

<sup>65</sup> La question de la composition du Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés est traitée au chapitre premier, dans les paragraphes 16 à 18.

<sup>66</sup> 632ème, 633ème et 634ème séances plénières.



nationale pour les réfugiés (E/2211). Ce rapport avait pour objet d'exposer brièvement les résultats acquis depuis l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution 62 (I), et de mettre à jour les précédents rapports de l'Organisation en décrivant l'œuvre accomplie du 1er janvier 1951 au 1er mars 1952, date à laquelle l'Organisation est entrée dans sa période de liquidation.

541. Aux termes de la résolution 62 (I) de l'Assemblée générale, l'OIR avait pour tâche principale d'encourager et de seconder le retour des personnes déplacées dans leur pays d'origine; elle avait aussi pour mission de veiller à ce qu'aucun réfugié ou personne déplacée qui aurait fait valoir, de façon définitive, des raisons satisfaisantes pour ne pas retourner dans son pays d'origine ne soit contraint de le faire.

542. Quatre-vingt-dix pour cent des réfugiés enregistrés par l'OIR au cours de la durée de ses opérations ont reçu une aide aux fins de rapatriement ou de réinstallation à moins que leur cas n'ait été réglé de quelque autre manière. Du 1er juillet 1947 au 31 décembre 1951, plus d'un million de personnes ont été réinstallées dans de nouveaux pays, et 73.000 personnes ont été rapatriées dans leur pays d'origine ou dans celui où se trouvait leur ancien domicile; le nombre des personnes à la charge de l'OIR pour l'alimentation et le logement a été ramené de 712.000 à 25.000; on estime enfin qu'un quart des personnes dont le cas n'était pas encore réglé à la fin des opérations de l'OIR avaient des chances de réinstallation satisfaisantes.

543. Pour la période d'activité de l'OIR la liste des pays qui ont reçu chacun plus de 1.000 réfugiés s'établit comme suit:

Pays	Nombre de réfugiés
Etats-Unis d'Amérique .....	328.851
Australie .....	182.159
Israël .....	132.109
Canada .....	123.479
Royaume-Uni .....	86.346
France .....	38.455

## Annexe I

### RESOLUTIONS DU CONSEIL

#### Quatorzième session

- 434 (XIV). Activités sociales;
- 435 (XIV). Conférence mondiale de la population;
- 436 (XIV). Stupéfiants;
- 437 (XIV). Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- 438 (XIV). Rapport de l'Organisation internationale pour les réfugiés;
- 439 (XIV). Migrations: Rapport de l'Organisation internationale du Travail.

## Annexe II

### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES DU CONSEIL ET DE SES COMITES

On trouvera ci-après, pour les séances tenues par le Conseil et ses comités pendant la quatorzième session, l'indication des

Pays	Nombre de réfugiés
Argentine .....	32.712
Brésil .....	28.848
Belgique .....	22.477
Venezuela .....	17.277
Paraguay .....	5.887
Chili .....	5.108
Nouvelle-Zélande .....	4.837
Pays-Bas .....	4.355
Suède .....	4.330
Bolivie .....	2.485
Turquie .....	2.358
Pérou .....	2.340
Uruguay .....	1.461
Maroc français .....	1.446
Norvège .....	1.105

544. Le 1er janvier 1951, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, élu par l'Assemblée générale conformément aux dispositions de la résolution 428 (V) de l'Assemblée, a commencé à exercer les fonctions définies dans le statut joint en annexe à cette résolution, en vue d'assurer sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies la protection internationale des réfugiés visés dans ce statut.

545. Au cours du débat sur le rapport de l'OIR, bon nombre de délégations ont rendu hommage à cette Organisation et à son personnel pour l'œuvre humanitaire remarquable qu'ils ont accomplie au nom des Nations Unies. De nombreuses délégations ont rappelé la part que leur gouvernement a prise à cette œuvre. Plusieurs représentants, cependant, ont exprimé l'opinion que l'OIR n'avait pas rempli son mandat, et qu'en fait, elle avait mis des entraves au rapatriement des ressortissants de certains pays. A leur avis l'OIR aurait aussi donné une image inexacte des conditions d'existence offertes aux réfugiés dans certains pays d'immigration, et de nombreux réfugiés éprouveraient de grandes privations et une profonde détresse dans leur nouveau foyer.

546. Par sa résolution 438 (XIV), le Conseil a pris acte avec satisfaction du rapport de l'OIR et il a rendu hommage à cette organisation pour l'œuvre qu'elle a accomplie.

comptes rendus analytiques qui se rapportent aux questions traitées dans les différentes sections du présent chapitre:

#### Section I. — Questions sociales:

- 641 à 646, 659, 660, 661 et 663ème séances plénières;
- 224ème et 225ème séances du Comité social;
- 112ème séance du Comité de coordination.

#### Section II. — Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance:

- 658ème et 659ème séances plénières.

#### Section III. — Stupéfiants:

- 574, 580, 581 et 583ème séances plénières.

#### Section IV. — Population:

- 588ème et 598ème séances plénières.

#### Section V. — Migrations:

- 224ème séance du Comité social;
- 649ème séance plénière.

#### Section VI. — Réfugiés:

- 632, 633 et 634ème séances plénières.

### Annexe III

#### EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU CONSEIL OU À SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

*Confédération internationale des syndicats libres:*

Situation sociale dans le monde, 643ème séance plénière;  
Réfugiés, 633ème séance plénière.

*Fédération syndicale mondiale:*

Situation sociale dans le monde, 643ème séance plénière;  
Migrations, 649ème séance plénière.

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, EN VERTU DES ARTICLES 80 ET 81 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

*Conseil international des femmes:*

Stupéfiants, 115ème séance du Comité ONG.

*Union internationale de protection de l'enfance:*

Rapport de la Commission des questions sociales (huitième session), 115ème séance du Comité ONG;

Rapport du Conseil d'administration du FISE, 115ème séance du Comité ONG.

*Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes filles:*

Habitation, urbanisme et aménagement des campagnes,  
115ème séance du Comité ONG.

EXPOSÉ ÉCRIT PRÉSENTÉ AU CONSEIL PAR UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

*Union internationale pour l'étude scientifique de la population:*

E/C.2/331, Conférence mondiale de la population.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

*Société internationale pour la protection des invalides:*

E/CN.5/259/Add.2. Réadaptation des personnes physiquement diminuées.

*Union catholique internationale de service social:*

E/CN.5/NGO/11. Fonctions consultatives en matière de service social et programme de travail;

E/CN.5/NGO/12. La formation et le perfectionnement en cours d'emploi dans les services sociaux;

E/CN.5/NGO/13. Protection de la famille et de l'enfance.

EXPOSÉ ÉCRIT PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS PAR UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

*Commission internationale de police criminelle:*

E/CN.7/236. Trafic illicite des stupéfiants, 1951.

## Chapitre V

### DROITS DE L'HOMME\*

#### A

#### Introduction

547. A sa sixième session, l'Assemblée générale a adopté les résolutions 543 (VI) à 549 (VI) qui concernent le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre et les travaux à accomplir par la Commission des droits de l'homme. Au paragraphe 2 de la résolution 549 (VI), l'Assemblée générale a aussi demandé au Conseil de tenir avant la huitième session de la Commission des droits de l'homme une session extraordinaire à laquelle il devait prendre les mesures nécessaires pour qu'avant la fin de la quatorzième session du Conseil, cette Commission puisse mener à bien la tâche confiée à elle, en ce qui concerne les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre, de façon que le Conseil soit en mesure de soumettre ces projets à l'Assemblée générale lors de sa septième session ordinaire, en les accompagnant de ses propres recommandations.

548. Le Conseil a donc tenu, le 24 mars 1952, une session extraordinaire au cours de laquelle il a adopté la résolution 415 (S.I) par laquelle il a transmis les résolutions 543 (VI) à 549 (VI) de l'Assemblée générale à la Commission des droits de l'homme afin qu'elle prenne les mesures appropriées lors de sa huitième session. Le Conseil a également invité la Commission à rédiger deux projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, en s'inspirant des directives de l'Assemblée générale, et à les soumettre au Conseil à sa quatorzième session, afin qu'il soit en mesure de les transmettre simultanément à l'Assemblée générale lors de sa septième session ordinaire en les accompagnant de ses propres recommandations.

549. En conséquence, à sa huitième session la Commission des droits de l'homme a donné la priorité à

\* L'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée générale comporte un point intitulé: "Droits de l'homme" qui se subdivise ainsi: "Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre" et "Recommandations relatives au respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". A propos de cette dernière question, le Conseil, par sa résolution 440 B (XIV), a transmis, à l'Assemblée générale sans formuler d'observations, deux résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme. Deux autres points figurent également à l'ordre du jour provisoire: "Projet de protocole relatif au statut des apatrides" et "Liberté de l'information"; ce dernier point se subdivise ainsi: "Problèmes de la liberté de l'information, notamment étude du projet de convention relative à la liberté de l'information" et "Diffusion, par les gouvernements, des résolutions adoptées par les organes des Nations Unies que le Secrétaire général leur a transmises". La résolution 442 D (XIV) contient une recommandation relative à cette question à l'intention de l'Assemblée générale. En outre, par sa résolution 445 B (XIV) le Conseil a adressé à

l'étude du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes et à l'élaboration de projets de pactes relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques, conformément aux directives données par l'Assemblée générale dans ses résolutions. Ces directives, ainsi que les décisions adoptées par la Commission et par le Conseil, sont exposées dans les sections I et II ci-après. La Commission a également étudié les problèmes touchant les listes de communications qui lui sont présentées en vertu de la résolution 75 (V) du Conseil, sous sa forme amendée (voir la section III du présent chapitre), mais elle n'a pas été en mesure d'aborder l'examen des autres questions inscrites à son ordre du jour. A sa quatorzième session, le Conseil a étudié<sup>1</sup> le rapport de la Commission (E/2256)<sup>2</sup> et il en a pris note dans sa résolution 440 C (XIV)<sup>3</sup>.

#### Section I. — Le droit des nations et des peuples à disposer d'eux-mêmes\*\*

550. Après avoir examiné le rapport de la septième session de la Commission, que le Conseil lui avait transmis par sa résolution 384 (XIII), l'Assemblée générale a adopté la résolution 545 (VI), par laquelle elle a décidé de faire figurer dans le pacte ou les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme un article sur le droit de tous les peuples et nations à disposer d'eux-mêmes. Cet article sera rédigé dans les termes suivants: "Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes" et il stipulera que tous les Etats, y compris ceux qui assument la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes, doivent contribuer à assurer l'exercice de ce droit, conformément aux buts et principes des Nations Unies, et que les Etats qui assument la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes doivent contribuer à

l'Assemblée générale une recommandation concernant le préambule et les articles d'une convention internationale sur les droits politiques de la femme, point également inscrit à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale. Par sa résolution 445 C (XIV), le Conseil a invité l'Assemblée générale à tenir compte du paragraphe 1 de cette même résolution lors de l'examen des renseignements relatifs aux Territoires non autonomes transmis en application de l'Article 73, e, de la Charte; ce point est inscrit séparément à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale. A ce sujet, le Secrétaire général a présenté un document (A/AC.35/L.97) à la troisième session du Comité spécial pour l'examen des renseignements relatifs aux Territoires non autonomes.

\*\* Subdivision du point intitulé: "Droits de l'homme", inscrit à l'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée générale.

<sup>1</sup> 665ème à 668ème séances plénières.

<sup>2</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 4.*

<sup>3</sup> La section I du présent chapitre se rapporte à la partie B de cette résolution et la section II, à la partie A.

assurer l'exercice de ce droit en ce qui concerne les peuples de ces territoires. Par la même résolution, l'Assemblée générale a invité la Commission à élaborer des recommandations relatives au respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à soumettre ces recommandations à l'Assemblée générale lors de sa septième session. En outre, au paragraphe 1 de la résolution 549 (VI), elle a demandé au Conseil de donner pour instruction à la Commission d'attribuer la priorité à la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, question dont, faute de temps, la Commission avait dû ajourner l'examen lors de sa septième session.

551. Parmi les questions de fond inscrites à l'ordre du jour de sa huitième session, la Commission a examiné en premier lieu celle du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes; ses débats ont porté à la fois sur la rédaction d'un article destiné à figurer dans le pacte ou les pactes relatifs aux droits de l'homme et sur les recommandations à adresser à l'Assemblée générale touchant le respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes<sup>4</sup>. Elle a décidé de faire figurer un article identique dans le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques et dans le projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le texte adopté par la Commission comprend trois alinéas. Le premier alinéa proclame que tous les peuples et toutes les nations ont le droit de disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire de déterminer librement leur statut politique, économique, social et culturel. Le deuxième alinéa dispose que tous les Etats, y compris ceux qui administrent des territoires non autonomes ou des territoires sous tutelle et ceux qui contrôlent, de quelque manière que ce soit, l'exercice de ce droit par un autre peuple, sont tenus de contribuer à assurer l'exercice de ce droit dans tous leurs territoires et d'en respecter l'exercice dans les autres Etats, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Le troisième alinéa stipule que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comprend un droit de souveraineté permanent sur leurs richesses et leurs ressources naturelles, et que les droits que d'autres peuples peuvent revendiquer ne pourront, en aucun cas, justifier qu'un peuple soit privé de ses propres moyens de subsistance.

552. Après avoir examiné la question des recommandations relatives au respect, sur le plan international, du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes, la Commission a adopté deux résolutions qu'elle a demandé au Conseil de transmettre à l'Assemblée générale. La première résolution recommande que "les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies respectent le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et respectent leur indépendance" et "reconnaissent et favorisent la réalisation, en ce qui concerne les populations des territoires non autonomes et des Territoires sous tutelle placés sous leur administration, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; et accordent ce droit à ceux de ces peuples qui demandent à s'administrer eux-mêmes, après avoir déterminé, en particulier par voie de plébiscite sous l'égide des Nations Unies, quelle est la volonté de la population". Dans sa seconde résolution, la Commission recommande au Conseil de prier l'Assemblée générale

de recommander aux Etats Membres des Nations Unies responsables de l'administration de territoires non autonomes d'ajouter de leur propre initiative aux renseignements qu'ils transmettent en vertu de l'Article 73, e, de la Charte "des indications détaillées sur la mesure dans laquelle le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est exercé par les populations de ces territoires, et notamment sur leur progrès dans le domaine politique et sur les mesures prises pour développer leur capacité à s'administrer elles-mêmes, pour tenir compte de leurs aspirations politiques et pour aider le développement progressif de leurs libres institutions politiques".

553. Lorsque le Conseil a examiné, à sa quatorzième session, la résolution de la Commission contenant l'article destiné à figurer dans les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme et la résolution contenant les recommandations relatives au respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes<sup>5</sup>, les recommandations de la Commission ont, pour différentes raisons, fait l'objet de critiques. Certains membres du Conseil ont déclaré que ces recommandations visaient à faire modifier la Charte par des procédés détournés et que, dans les chapitres relatifs aux territoires non autonomes et aux Territoires sous tutelle, les auteurs de la Charte s'étaient délibérément abstenus d'utiliser l'expression "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Ces représentants ont soutenu que la Commission n'avait cherché à préciser le sens ni des mots "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" ni du terme "peuples", expressions tellement difficiles à définir qu'elles ne sauraient figurer dans un document appelé à avoir force de loi. Ils ont déclaré que l'insertion dans les pactes relatifs aux droits de l'homme d'une disposition garantissant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pourrait donner lieu à des interprétations différentes et encouragerait sans doute des mouvements séparatistes ou subversifs. Ils ont affirmé que les recommandations établissaient entre les Etats Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes et de Territoires sous tutelle et les autres Etats Membres une distinction contraire à l'égalité de traitement entre Etats, principe fondamental qui est énoncé dans la Charte. Diverses délégations ont estimé que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est ni un droit individuel ni un droit collectif, comme par exemple le droit d'association, et qu'il ne devrait pas figurer dans des pactes qui traitent de droits individuels. On a également relevé que la Commission n'avait pas été en mesure de répondre à certaines questions fondamentales qui soulèvent de grandes difficultés: en effet, elle n'a défini ni la notion même du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ni les conditions nécessaires à l'exercice de ce droit, ni les précautions à prendre pour sa mise en œuvre, ni les obligations qu'il entraîne pour les Etats directement intéressés et pour les autres Etats.

554. Plusieurs représentants, dont les gouvernements administrent des territoires non autonomes, ont souligné que l'Article 73, e, de la Charte, qui traite de la nature des renseignements que les Etats responsables de l'administration de territoires non autonomes doivent transmettre, précise qu'il s'agit de renseignements "de nature technique, relatifs aux conditions

<sup>4</sup> E/2256, chapitre III.

<sup>5</sup> 666ème, 667ème et 668ème séances plénières.

économiques, sociales et de l'instruction"; dans cet article l'adjectif "politiques" a été délibérément omis. Par conséquent, aux termes de la Charte, les Puissances administrantes ne sont pas obligées de présenter à l'Assemblée générale des renseignements politiques, bien qu'elles publient et diffusent des renseignements de ce genre. Les mêmes représentants ont considéré qu'il ne serait pas judicieux, de la part de l'Assemblée générale, de formuler une recommandation officielle à ce sujet. Etant donné que les recommandations de la Commission dépassent les termes de la Charte et pourraient, si elles étaient adoptées, entraver les progrès constitutionnels réguliers et compromettre les relations entre la Puissance administrante et les populations, ces représentants n'ont pas été en mesure d'appuyer cette disposition.

555. On a également fait observer que, si le Conseil transmettait dès maintenant les recommandations de la Commission à l'Assemblée générale, cette dernière leur consacrerait, au cours de sa septième session, de longs débats qui, pour une large part, feraient double emploi avec la discussion qui a eu lieu à la huitième session de la Commission, lorsqu'elle a examiné les projets de pacte où figure l'article relatif au droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes.

556. Par contre, d'autres représentants ont fait valoir que les recommandations de la Commission contenaient une affirmation nette d'un principe fondamental et qu'elles étaient conformes à l'esprit de la Charte. Ils ont déclaré que, pour garantir le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il était indispensable de disposer de renseignements sur la situation exacte des territoires non autonomes, renseignements que les Puissances administrantes devraient communiquer; c'est pourquoi la Commission a recommandé que ces Puissances soient invitées à transmettre de leur propre initiative les renseignements pertinents.

557. Certaines délégations ont reconnu qu'une distinction était faite entre les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes ou des Territoires sous tutelle et ceux qui n'en administrent pas, mais elles ont soutenu que cette distinction était justifiée et qu'on la trouvait dans la Charte, dont deux chapitres entiers sont consacrés aux questions concernant les territoires non autonomes et les Territoires sous tutelle. Elles ont également déclaré que la recommandation relative à la communication de renseignements sur la mesure dans laquelle le respect de l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était assuré dans les territoires non autonomes était conforme à l'esprit de l'Article 73, e, de la Charte et aux résolutions adoptées ultérieurement par l'Assemblée générale au sujet de la transmission volontaire de renseignements à l'Organisation des Nations Unies. Selon certains représentants, la seule méthode pratique et équitable qui permettrait d'assurer, dans les territoires non autonomes, l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes consisterait à subordonner l'usage de ce droit à la volonté exprimée par la population au cours d'un plébiscite. On a également souligné que les arguments déjà présentés contre les recommandations de la Commission et répétés devant le Conseil n'ont pas

empêché la Commission d'adopter à une majorité importante les recommandations soumises au Conseil.

558. Plusieurs représentants ont dit que le Conseil n'aurait pas à étudier ces recommandations au fond car, par sa résolution 545 (VI), l'Assemblée générale a invité la Commission à lui présenter directement à sa septième session, des recommandations relatives au respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et ils ont déclaré que le Conseil devait se borner à les transmettre à l'Assemblée générale.

559. A la suite d'un vote par appel nominal, le Conseil a décidé par sa résolution 440 B.II (XIV) de transmettre sans formuler d'observations à l'Assemblée générale, pour qu'elle les examine à sa septième session, les résolutions A et B adoptées par la Commission au sujet du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes, résolutions dont le texte figure à l'annexe V du rapport de la Commission<sup>6</sup>.

## Section II. — Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre\*

560. A sa sixième session, l'Assemblée générale était saisie du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa septième session (E/1992)<sup>7</sup> que le Conseil lui avait transmis par la résolution 384 (XIII) en l'invitant à considérer à nouveau sa décision de grouper dans un seul pacte les articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et les articles relatifs aux droits civils et politiques.

561. Par sa résolution 543 (VI), l'Assemblée générale a prié le Conseil de demander à la Commission de rédiger, pour qu'ils soient soumis ensemble à la septième session de l'Assemblée générale, deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, l'un portant sur les droits civils et politiques, l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels afin que l'Assemblée générale puisse approuver ces deux pactes simultanément et les ouvrir à la signature à la même date. La même résolution disposait également que les deux pactes devraient contenir le plus grand nombre possible de dispositions similaires, notamment en ce qui concernait les rapports à présenter par les Etats sur la mise en œuvre de ces droits.

562. Par sa résolution 544 (VI), l'Assemblée générale a invité le Conseil à demander à la Commission de prendre en considération, lorsqu'elle revisera les articles du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les opinions exprimées au cours des débats sur ledit projet ainsi que les observations que présenteraient les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales.

563. Par sa résolution 545 (VI), l'Assemblée générale a décidé de faire figurer dans le pacte ou les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme un article sur le droit des peuples et des nations à

<sup>6</sup> Voir également: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 1, Résolutions*, pages 35 et 36.

\* Cette question constitue une subdivision du point intitulé: "Droits de l'homme" inscrit à l'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée générale.

<sup>7</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément No 9*.

disposer d'eux-mêmes et elle a aussi invité la Commission à élaborer des recommandations relatives au respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (voir la section I).

564. Par sa résolution 546 (VI) relative à la question des réserves, l'Assemblée générale a invité la Commission à préparer, pour les faire figurer dans les deux projets de pactes, une ou plusieurs clauses concernant la recevabilité ou l'irrecevabilité des réserves et l'effet qu'il faut leur attribuer.

565. Par sa résolution 547 (VI), l'Assemblée générale a prié le Conseil de transmettre certains documents touchant les mesures de mise en œuvre à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle les examine, en tant que documents de base, quand elle rédigerait les dispositions ayant trait à la mise en œuvre. Elle a également invité la Commission à tenir compte des débats consacrés par l'Assemblée générale à ces documents et à présenter ses recommandations à l'Assemblée générale pour sa septième session.

566. Par sa résolution 548 (VI), l'Assemblée générale a décidé qu'à l'avenir, l'expression *derechos humanos*, et non l'expression *derechos del hombre* devrait être employée dans tous les documents de travail et les publications en espagnol de l'Organisation des Nations Unies.

567. Enfin, par sa résolution 549 (VI), l'Assemblée générale a notamment invité le Conseil à tenir avant la huitième session de la Commission des droits de l'homme, une session extraordinaire au cours de laquelle il prendrait les mesures nécessaires pour qu'avant la fin de la quatorzième session du Conseil cette Commission puisse mener à bien la tâche confiée à elle en ce qui concerne les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre, de façon que le Conseil soit en mesure de soumettre ces projets à l'Assemblée générale lors de sa septième session ordinaire, en les accompagnant de ses propres recommandations. Au moment où l'Assemblée générale examinait cette résolution, le Comité provisoire du calendrier des conférences s'est réuni et a avancé d'une semaine la date d'ouverture de la session de la Commission des droits de l'homme qui devait se tenir du 14 avril au 6 juin 1952; le Comité a aussi pris note du fait que le Conseil siègerait pendant la session de la Commission et serait en mesure de se prononcer sur toute demande de prolongation de la session.

568. Lors de la session extraordinaire qu'il a tenue le 24 mars 1952, le Conseil a transmis par sa résolution 415 (S.I) à la Commission toutes les recommandations susmentionnées.

569. La Commission a tenu sa huitième session du 14 avril au 14 juin; le Conseil a, en effet, accepté<sup>8</sup> la demande de la Commission de prolonger d'une semaine la durée de sa session. La Commission a examiné les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme en tenant compte des résolutions de l'Assemblée générale et des articles relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels déjà adoptés et en utilisant comme base de travail la partie III du projet de pacte élaborée lors de sa septième session. Elle a ensuite adopté les articles

relatifs aux droits civils et politiques en se fondant sur les parties I et II du projet de pacte, dont le texte figure dans le rapport sur sa septième session. Au cours de la période dont elle disposait, elle n'a pas eu le temps de se conformer aux autres directives de l'Assemblée générale et elle n'a examiné ni les dispositions ou propositions relatives aux mesures de mise en œuvre ni la question des réserves. Elle n'a pas non plus été en mesure d'examiner le problème de la clause fédérale et les autres clauses finales des projets de pactes. La section A de l'annexe 1 du rapport de la Commission contient le texte du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; la section B, le texte du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques; la section C, le texte de l'article relatif à l'application territoriale du projet de pacte adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 422 (V). Les sections D et E reproduisent le texte des projets d'articles relatifs aux mesures de mise en œuvre et les clauses finales qui avaient été insérées dans les parties IV, V et VI du projet de pacte, telles qu'elles figurent dans le rapport de la septième session de la Commission. Les autres annexes contiennent des propositions d'articles supplémentaires concernant le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, des propositions relatives à un article concernant les États fédératifs, des propositions concernant les clauses finales et des propositions relatives aux mesures de mise en œuvre que la Commission doit encore examiner.

570. La Commission a recommandé au Conseil de l'autoriser à achever, en 1953, ses travaux concernant les deux pactes afin de pouvoir les présenter simultanément au Conseil et à l'Assemblée générale.

571. Lors de l'examen du rapport de la Commission<sup>9</sup>, le Conseil était saisi d'un projet de résolution (E/L.457)<sup>10</sup> aux termes duquel il demanderait à l'Assemblée générale de reconsidérer sa résolution 543 (VI), en vue de charger la Commission de procéder, au cours de sa prochaine session, à l'établissement d'un projet de pacte unique. A l'appui de cette proposition, certains représentants ont fait valoir que la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels était liée si étroitement à celle des droits civils et politiques que toute répartition des deux catégories de droits en deux pactes distincts serait artificielle. Ils ont soutenu également que les droits des deux catégories avaient été groupés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et que la décision visant à établir deux pactes marquait un recul par rapport aux recommandations adoptées par l'Assemblée générale lors de sa cinquième session. Ils ont aussi souligné que la décision de faire établir deux pactes avait été prise par l'Assemblée générale, à une faible majorité et après de longs débats.

572. Certains représentants, tout en se prononçant, en principe, en faveur de l'établissement d'un pacte unique et non de deux pactes, ont estimé que le Conseil n'était pas l'organe compétent pour recommander dès maintenant à l'Assemblée générale de modifier sa décision. Diverses délégations ont exprimé l'opinion qu'il n'était survenu, depuis l'adoption de la résolution 543 (VI), aucun fait sur lequel le Conseil pourrait se fonder pour recommander à l'Assemblée de revenir

<sup>8</sup> 585ème séance plénière.

<sup>9</sup> 665ème et 666ème séances plénières.

<sup>10</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour.

sur cette décision et elles ont affirmé que l'interdépendance qui existait entre les droits économiques, sociaux et culturels, d'une part, et les droits civils et politiques, d'autre part, ne constituait pas un argument suffisant en faveur de l'établissement d'un pacte unique. Elles ont insisté sur le fait que les deux pactes contiendraient un nombre aussi grand que possible de dispositions similaires, notamment en ce qui concerne les mesures de mise en œuvre, et qu'ils seraient adoptés et ouverts à la signature simultanément. Elles ont, en outre, fait valoir que toute tentative en vue de modifier à ce moment la décision de l'Assemblée générale retarderait et désorganiserait probablement les travaux de la Commission des droits de l'homme qui a déjà commencé à rédiger deux pactes. Elles ont par ailleurs indiqué que, si l'Assemblée générale désirerait revenir sur sa décision, les deux pactes pourraient ultérieurement être fondus en un instrument unique.

573. Le Conseil a retenu une deuxième proposition dont il était saisi (E/L.449)<sup>11</sup> et par sa résolution 440 A (XIV), il a prescrit à la Commission d'achever, à sa prochaine session, en 1953, ses travaux concernant les deux pactes et de soumettre ceux-ci simultanément au Conseil.

### Section III. — Communications relatives aux droits de l'homme<sup>12</sup>

574. Conformément à la résolution 275 B (X) du Conseil, portant amendement de la résolution 75 (V) qui fixerait la procédure à suivre concernant les communications relatives aux droits de l'homme, le Secrétaire général a dressé deux listes des communications reçues à ce sujet et les a soumises à la Commission des droits de l'homme, lors de sa huitième session. Une liste non confidentielle (E/CN.4/CR.21 et E/CN.4/CR.21/Add.1) traitant des principes qui sont à la base du respect universel et effectif des droits de l'homme a été distribuée aux membres de la Commission. Une liste confidentielle résumant d'autres communications relatives aux droits de l'homme a été présentée, comme dans le cas des sessions précédentes, lors d'une séance privée.

575. La Commission a décidé d'inclure, pour la première fois, dans son rapport une récapitulation des listes qui a porté sur les communications inscrites pendant la période comprise entre le 3 avril 1951 et le 7 mai 1952. Cette récapitulation fait notamment ressortir que, parmi les 25.279 communications reçues, l'immense majorité (24.194) concernaient des cas de persécution politique; les autres communications portaient principalement sur des cas de génocide (305 communications), de violation du droit à la liberté de réunion et d'association (119), de mesures discriminatoires et de violation des droits des minorités (64) ou de violation des droits syndicaux (83); en outre, 478 communications étaient motivées par des infractions à certains droits et libertés. Enfin, 36 communications traitaient des principes qui sont à la base du respect universel et effectif des droits de l'homme; elles ont été incluses dans les listes non confidentielles.

<sup>11</sup> *Ibid.*

576. La Commission a examiné une proposition tendant à inviter le Conseil à reconsidérer la résolution 75 (V), sous sa forme amendée, et à autoriser la Commission à lui présenter des rapports et recommandations au sujet des communications relatives aux droits de l'homme. La Commission a rejeté la partie de la proposition invitant le Conseil à reconsidérer la résolution 75 (V); le reste de ce projet de résolution a été retiré.

577. Le Conseil a examiné<sup>13</sup> la question des communications relatives aux droits de l'homme, qui était inscrite séparément à son ordre du jour, pour donner suite à la résolution 542 (VI) par laquelle l'Assemblée générale l'avait invité à donner à la Commission des droits de l'homme, pour sa neuvième session, des instructions concernant les communications et à demander à la Commission de formuler ses recommandations à leur propos.

578. Le Conseil était saisi d'une proposition (E/L.447) tendant à ce qu'il prie la Commission de lui faire rapport ou de lui soumettre des recommandations sur les communications alléguant des violations des droits de l'homme qui, de l'avis de la Commission, méritent d'être portées à l'attention du Conseil; cette proposition énumérait certains critères à prendre en considération lors de l'adoption d'une décision au sujet des communications méritant d'être portées à l'attention du Conseil, et elle prévoyait que ces communications seraient transmises au Conseil, accompagnées de toutes les réponses ou observations y relatives communiquées par les gouvernements. En outre, la Commission recommanderait, en ce qui concerne la résolution 75 (V), les modifications qui pourraient être nécessaires pour donner effet à la résolution proposée.

579. A l'appui de cette proposition, plusieurs membres du Conseil ont fait valoir que la procédure applicable aux communications relatives aux droits de l'homme, qui a été instituée par la résolution 75 (V), n'était pas satisfaisante. Ils ont souligné que si le Conseil décidait d'attendre la création, en vertu des pactes relatifs aux droits de l'homme, d'un dispositif permettant de donner suite aux communications alléguant des violations de ces droits, il se produirait un retard considérable, car lorsqu'ils auront été rédigés et adoptés, les pactes n'entreront en vigueur que lorsqu'ils auront été ratifiés par vingt Etats. En outre, les dispositions qui figurent actuellement dans les projets de pactes ne visent que les plaintes émanant d'Etats. Les partisans de la proposition ont également soutenu qu'aux termes de la Charte les Etats Membres se sont engagés à développer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et que le mandat de la Commission l'autorise à présenter des recommandations sur toute question intéressant les droits de l'homme, y compris des recommandations concernant les communications. Toutefois, la plupart des membres du Conseil ont estimé que le problème ne pourra recevoir de véritable solution que dans le cadre des pactes relatifs aux droits de l'homme, qui auront le caractère obligatoire nécessaire pour

<sup>12</sup> Voir également le chapitre VIII, section V "Communications contenant des plaintes contre des gouvernements (adressées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif)".

<sup>13</sup> 656ème séance plénière.

permettre à l'Organisation des Nations Unies d'assurer leur mise en œuvre.

580. Par la résolution 441 (XIV), le Conseil a décidé de ne prendre pour le moment aucune mesure au sujet de la question des communications relatives aux droits de l'homme, en raison du fait que la Commission des droits de l'homme a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'examiner à nouveau la résolution 75 (V) sous sa forme modifiée. Il a également décidé d'informer l'Assemblée générale de sa décision.

#### **Section IV. — Annuaire des droits de l'homme**

581. Comme lors de sa précédente session, la Commission a dû, à sa huitième session, renvoyer l'examen du plan de l'Annuaire établi par le Secrétaire général (E/CN.4/522) conformément à la résolution 303 H (XI) du Conseil. Conformément à la recommandation faite par le Conseil dans sa résolution 303 H (XI), l'Annuaire de 1950, qui doit être publié en 1952, contiendra certains éléments nouveaux. La partie I, dans laquelle figurent des textes constitutionnels et législatifs relatifs aux droits de l'homme, sera amplifiée et comprendra pour la première fois des décisions de tribunaux nationaux. La partie II, qui concerne les territoires non autonomes et les Territoires sous tutelle, ne comprenait jusqu'à présent que le texte des lois fondamentales; elle sera dorénavant complétée, en ce qui concerne les mêmes domaines que pour les Etats souverains, par le texte des lois et des autres dispositions relatives aux droits de l'homme. La partie IV comprendra une nouvelle section dans laquelle seront résumés les jugements et les avis de la Cour internationale de Justice.

#### **Section V. — Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités**

582. A sa quatrième session, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a révisé la définition des minorités et procédé, ainsi qu'elle y avait été invitée lors de la sixième session de la Commission des droits de l'homme, à un nouvel examen du projet de résolution qu'elle avait élaboré à sa troisième session au sujet des mesures à prendre dès maintenant pour la protection des minorités. Dans le rapport (E/CN.4/641) qu'elle a présenté à la Commission, à sa huitième session, la Sous-Commission a recommandé un certain nombre de dispositions à incorporer dans les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme et, notamment, une disposition portant engagement pour les Etats contractants de ne pas exercer de mesures discriminatoires au moyen de régimes d'autorisation gouvernementale interdisant à certaines catégories de citoyens l'accès à certaines occupations, un projet d'article sur le droit des personnes qui appartiennent à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques d'avoir leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion ou d'employer leur propre langue et des amendements à certains articles actuels, afin qu'y soit compris le cas des personnes nées hors mariage. La Sous-Commission a recommandé qu'une disposition de caractère général, interdisant toute dis-

crimination en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, précède la définition de ces droits; elle a proposé un projet d'article aux termes duquel toute propagande en faveur d'une hostilité nationale, raciale ou religieuse constituant une incitation à la violence serait interdite par la législation nationale. En outre, la Sous-Commission a suggéré que l'Organisation des Nations Unies institue, dans le cadre général de la mise en œuvre du pacte international relatif aux droits de l'homme, un organe qui serait chargé de lutter contre les mesures discriminatoires et de protéger les minorités.

583. La Sous-Commission a également recommandé que la Commission inscrive à son ordre du jour les questions suivantes: a) définition et protection des groupes politiques; et b) prévention et répression des atteintes que peuvent subir les groupes minoritaires par la destruction totale ou partielle de leurs moyens de culture et d'expression et des monuments de leur histoire. Enfin, la Sous-Commission a prié la Commission de recommander au Conseil de réexaminer sa décision d'interrompre les travaux de la Sous-Commission.

584. La Commission a accepté d'inscrire à son ordre du jour les deux questions proposées par la Sous-Commission. Elle a examiné les recommandations de la Sous-Commission concernant le pacte relatif aux droits de l'homme et elle a fait figurer dans les deux projets de pactes un article de caractère général interdisant toute discrimination. Elle n'a pas eu le temps de donner suite aux suggestions de la Sous-Commission tendant à ce que les organes des Nations Unies poursuivent leurs efforts en vue d'aboutir à l'élimination des mesures discriminatoires contre les enfants nés hors mariage, à ce que le Conseil demande à l'Assemblée générale de faire de nouveau appel aux gouvernements pour qu'ils ratifient la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et de donner effet aux vœux du Comité pour une juridiction criminelle internationale tendant à établir, en même temps que l'instrument instituant la Cour criminelle internationale, un protocole attribuant compétence à cette Cour à l'égard du crime de génocide.

585. Le Conseil a été saisi de la résolution 532 B (VI) de l'Assemblée générale invitant le Conseil à autoriser la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à poursuivre ses travaux pour remplir sa mission et notamment à tenir une session en 1952, et à prendre toutes les mesures concrètes nécessaires pour poursuivre, dans le cadre des Nations Unies, les efforts touchant la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités.

586. Le Conseil a été également saisi d'un rapport du Secrétaire général, établi en exécution de la résolution 414 B.II (XIII), sur les travaux futurs de l'Organisation dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/2229). Ce rapport résumait les résultats d'une enquête effectuée auprès des Etats Membres sur les questions relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités qui devraient être inscrites à l'ordre du jour du Conseil pour ses prochaines sessions, sur les méthodes à suivre en vue de l'étude préalable de ces questions et de l'élaboration



des rapports de base devant permettre une discussion utile devant le Conseil et sur les conditions dans lesquelles le Conseil pourrait être appelé à continuer de s'acquitter de sa tâche en la matière. Le Secrétaire général y examinait aussi les recommandations relatives aux travaux futurs que la Sous-Commission avait formulées à sa quatrième session.

587. Le Conseil n'a pas examiné au fond le rapport du Secrétaire général. Après un débat de procédure<sup>14</sup> sur les questions soulevées par la résolution 532 B (VI) de l'Assemblée générale auquel a pris part le représentant de la FSM, le Conseil a adopté la résolution 443 (XIV) par laquelle il a décidé de convoquer une session de la Sous-Commission en 1952 et d'inviter la Sous-Commission à poursuivre ses travaux conformément à la résolution 532 B (VI) de l'Assemblée générale et à rédiger, à sa cinquième session, en 1952, afin de la soumettre à la Sous-Commission des droits de l'homme, un rapport sur les travaux futurs dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; la Commission des droits de l'homme est invitée à examiner, à sa neuvième session, les rapports de la Sous-Commission sur les travaux de ses quatrième et cinquième sessions et à rendre compte de ces rapports au Conseil économique et social. En outre, le Conseil a invité l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à poursuivre, en leur donnant la priorité, ses études et travaux sur les méthodes et entreprises éducatives les plus propres à faire disparaître les préjugés et les pratiques et mesures discriminatoires et à rendre compte au Conseil de ces études et travaux en 1953.

## Section VI. — Liberté de l'information

588. Par sa résolution 414 B.I (XIII), le Conseil avait décidé de maintenir en fonction la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse afin de lui permettre d'achever ses travaux sur le projet de code d'honneur des journalistes. Par sa résolution 414 B.III (XIII), il avait invité le Secrétaire général, après avoir consulté l'UNESCO, à procéder à une enquête auprès des États Membres sur les travaux futurs du Conseil relatifs à la question de la liberté de l'information et à faire rapport au Conseil, en 1952, sur le résultat de cette enquête.

589. A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi du rapport final de la Sous-Commission (E/2190)<sup>15</sup>, des communications des gouvernements relatives à l'œuvre future des Nations Unies dans ce domaine (E/2178 et add. 1 à 8) et du rapport du Secrétaire général sur son enquête (E/2217 et add.1).

590. Par sa résolution 442 A (XIV), le Conseil a pris acte du rapport de la Sous-Commission<sup>16</sup>.

591. Par sa résolution 442 B (XIV), le Conseil, ayant pris acte du texte remanié du projet de code d'honneur

international a invité le Secrétaire général à communiquer le projet de code d'honneur, ainsi que les documents et renseignements pertinents relatifs à l'élaboration du code, aux associations professionnelles et aux entreprises d'information nationales et internationales en leur indiquant que, si elles le jugent souhaitable, l'Organisation des Nations Unies pourrait coopérer avec elles à l'organisation d'une conférence professionnelle internationale ayant pour objet l'établissement d'un code d'honneur international.

592. Le Conseil a discuté<sup>17</sup> aussi la question de savoir si les travaux futurs dans le domaine de la liberté de l'information devraient être confiés à un comité d'experts composé de douze personnes, ainsi que le suggérait la Sous-Commission, à une commission d'enquête des Nations Unies sur la liberté de l'information composée de cinq membres nommés par le Secrétaire général ou à un comité permanent de surveillance composé de trois membres choisis par le Secrétaire général. La plupart des délégations ont estimé que, de toute façon, le Conseil devrait être saisi en 1953 d'un rapport sur l'évolution de la situation et de recommandations sur les mesures à prendre.

593. Le Conseil a décidé, par sa résolution 442 C (XIV), de choisir à titre personnel, pour une période expérimentale d'un an, un rapporteur chargé des questions relatives à la liberté de l'information et de le prier de préparer, en collaboration avec le Secrétaire général et les institutions spécialisées, notamment l'UNESCO, ainsi qu'avec les organisations professionnelles intéressées, et de soumettre au Conseil, en 1953, un rapport traitant, quant au fond, des grands problèmes et des principaux événements contemporains dans le domaine de la liberté de l'information, ainsi que des recommandations concernant les mesures pratiques que le Conseil pourrait prendre pour surmonter ceux des obstacles à une plus complète jouissance de la liberté de l'information qui peuvent être actuellement surmontés. Par la suite, M. S. P. López, des Philippines, a été élu rapporteur<sup>18</sup>. Le Conseil a également décidé d'inscrire à son ordre du jour pour 1953 la question de la liberté de l'information, afin d'étudier, d'après le rapport du rapporteur, les problèmes qui se posent dans ce domaine et de prendre toutes les mesures utiles à cet égard.

594. Sur la base des recommandations de la Sous-Commission, le Conseil a décidé en outre, par sa résolution 442 D (XIV), de recommander à l'Assemblée générale d'inviter instamment les gouvernements, aussitôt que le Secrétaire général leur aura transmis des résolutions adoptées par des organes des Nations Unies, à donner à ces résolutions la plus large diffusion possible\*.

<sup>14</sup> 221ème et 222ème séances du Comité social; 620ème et 621ème séances plénières.

<sup>15</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 4 A.*

<sup>16</sup> Pour les décisions du Conseil concernant la question du papier journal et du papier d'édition, voir le chapitre II, section IV.

<sup>17</sup> 214ème à 220ème séances du Comité social; 602ème à 604ème séances plénières. Voir également le rapport du Comité social, E/2251: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 13 de l'ordre du jour.

<sup>18</sup> 658ème à 660ème séances plénières.

\* Voir la note de bas de page au début du présent chapitre.

595. Par sa résolution 442 E (XIV), le Conseil a décidé d'inviter le Secrétaire général, en liaison avec l'UNESCO, à étudier les moyens propres à encourager et développer des entreprises nationales d'information indépendantes et à présenter au Conseil, en 1953, un rapport sur cette question.

## Section VII. — Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux

596. A sa quatorzième session, le Conseil a été saisi d'un certain nombre de communications concernant des plaintes relatives à des atteintes qui auraient été portées à l'exercice des droits syndicaux dans divers pays (E/2153 et add. 1 à 48). Ces plaintes lui étaient soumises en application de sa résolution 277 (X) qui priait le Secrétaire général d'attirer l'attention du Conseil, nonobstant les dispositions de la résolution 75 (V) amendée, sur les plaintes relatives à des atteintes aux droits syndicaux qui seraient formulées par des gouvernements ou des organisations syndicales, ouvrières ou patronales. Le Conseil a été également saisi d'une note du Secrétaire général (E/2222)<sup>19</sup> sur les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux mentionnées dans la résolution 351 (XII) qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une décision.

597. Au cours de la discussion sur l'ordre du jour provisoire de sa quatorzième session<sup>20</sup>, le Conseil a adopté trois propositions prévoyant: a) que, conformément à l'article 15, a, de son règlement intérieur et de la résolution 277 (X), toutes les plaintes nouvelles relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans des pays membres de l'OIT seraient transmises pour examen à cette Organisation; b) que les autres plaintes concernant des États non membres de l'OIT, y compris les plaintes relatives à des atteintes aux droits syndicaux en Espagne, dans le Territoire libre de Trieste et en Sarre, seraient à l'avenir examinées par le Conseil au moment opportun, de préférence à l'issue du débat sur le rapport de l'OIT; c) que la note du Secrétaire général (E/2222) serait comprise dans la documentation réunie pour l'examen de la question des plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux à la quatorzième session du Conseil.

598. Dans sa note, le Secrétaire général déclarait qu'il n'avait rien à ajouter aux renseignements qu'il avait communiqués au Conseil à sa treizième session, si ce n'étaient les observations du Gouvernement du Japon (E/2175/Add.1) et sa propre note sur l'application de la résolution 277 (X) aux plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux au Japon (E/2202). Le Conseil a été en outre saisi des réponses du Gouvernement de la Bolivie (E/2175 et add.2). Le Gouvernement du Japon et celui de la Bolivie étant membres de l'OIT, leurs réponses ont été transmises à cette Organisation.

599. Le Conseil a étudié aussi les passages du *Sixième rapport de l'Organisation internationale du*

*Travail aux Nations Unies* (E/2240) qui ont trait à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale que l'OIT a créée en son propre nom et au nom de l'Organisation des Nations Unies pour examiner les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux et au Comité de la liberté de l'information créé par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail pour procéder à l'examen préliminaire des plaintes et les transmettre à la Commission.

600. La discussion<sup>21</sup> a porté essentiellement sur la thèse selon laquelle le renvoi des plaintes à l'OIT, sans discussion préalable au Conseil, équivalait pour le Conseil à se soustraire à ses responsabilités; on a fait valoir que toutes les plaintes qui seraient adressées à l'avenir au Conseil devraient être inscrites à l'ordre du jour de chaque session. Le représentant de la FSM a soutenu cette thèse en rappelant que toutes les plaintes adressées par la FSM aux onzième, douzième et treizième sessions du Conseil avaient été rejetées au cours de l'examen préliminaire après réception par l'OIT des communications des gouvernements en cause.

601. Certaines délégations ont estimé au contraire que la procédure prévue par l'OIT garantissait un examen attentif des plaintes; à leur avis, les affaires sont examinées avec impartialité et, lorsque les renseignements fournis sont insuffisants, aucun effort n'est épargné pour obtenir des données exactes et plus détaillées. Ces délégations se sont félicitées du travail accompli en peu de temps par le Comité du Conseil d'administration et par la Commission d'investigation et de conciliation.

602. Dans sa résolution 444 (XIV), le Conseil, ayant constaté que les Gouvernements de l'Espagne et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'avaient pas répondu aux communications envoyées en application de la résolution 351 (XII), a prié le Secrétaire général d'inviter à nouveau ces Gouvernements à donner suite aux demandes qui leur ont été adressées. Ayant pris acte des plaintes reçues au sujet d'atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Espagne<sup>22</sup>, à Trieste<sup>23</sup> et en Sarre<sup>24</sup>, il a prié le Secrétaire général d'attirer l'attention du Gouvernement espagnol, du Gouvernement militaire allié de Trieste et des Autorités compétentes de la Sarre, respectivement, sur ces plaintes ainsi que sur les dispositions de la résolution 277 (X), selon lesquelles les plaintes relatives à une atteinte à l'exercice des droits syndicaux peuvent être transmises pour étude à la Commission d'investigation et de conciliation et d'inviter ces gouvernements et les autorités compétentes de la Sarre à présenter leurs observations sur la question.

<sup>22</sup> Communications de la Fédération des syndicats norvégiens (E/2154/Add.18), des représentants des syndicats ouvriers de l'Etat du Nouveau-Léon (Mexique) [E/2154/Add.21], de la Confédération des travailleurs brésiliens (E/2154/Add.30), de la Fédération syndicale mondiale (E/2154/Add.34 et 41) et de l'Union internationale des syndicats des travailleurs du bâtiment, du bois et des matériaux de construction (E/2154/Add.48).

<sup>23</sup> Communication de l'Union internationale des syndicats des travailleurs des transports terrestres et aériens (E/2154/Add.20).

<sup>24</sup> Communication du Syndicat unitaire des ouvriers, employés et fonctionnaires de la Sarre (E/2154/Add.43).

<sup>19</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 15 et 25 de l'ordre du jour.

<sup>20</sup> 571ème séance plénière.

<sup>21</sup> 648ème et 649ème séances plénières.

603. A propos de cette question (point 15 de l'ordre du jour), le Conseil a examiné<sup>25</sup> un projet de résolution<sup>26</sup> intitulé: "Action humanitaire en faveur de vingt-sept syndicalistes espagnols", aux termes duquel le Conseil aurait demandé à son président d'intervenir auprès des autorités espagnoles compétentes pour que les sentences soient immédiatement infirmées et que les syndicalistes condamnés soient immédiatement remis en liberté. Ce projet de résolution a été rejeté.

### Section VIII. — Travail forcé

604. Le Comité spécial du travail forcé<sup>27</sup>, constitué de concert par le Secrétaire général et le Directeur général de l'OIT en exécution de la résolution 350 (XII) du Conseil, a tenu deux sessions et présenté au Conseil pour information deux rapports sur l'état de ses travaux (E/2153 et E/2276).

605. Le Comité a consacré sa première session à l'examen de son mandat et de ses méthodes de travail. Il a considéré que son mandat qui est énoncé dans la résolution 350 (XII) du Conseil lui prescrivait de procéder à une enquête et à une étude des systèmes de travail forcé. D'après les faits invoqués, ces systèmes peuvent être de deux sortes: le travail forcé destiné à redresser les opinions politiques de personnes qui n'acceptaient pas l'idéologie du gouvernement au pouvoir et le travail forcé consistant à faire travailler certains individus contre leur gré à la mise en œuvre des plans économiques de l'Etat, ce travail étant de nature telle qu'il permet dans une large mesure aux pouvoirs publics d'exécuter à bon compte les plans en question.

Dans son premier rapport, le Comité a déclaré qu'il se devait d'examiner, pour tous les pays, les lois et règlements qui peuvent donner des indications sur les formes existantes de travail forcé et peut-être aussi les pratiques administratives qui permettent l'existence du travail forcé, soit en vertu de la loi, soit en vertu de règlements administratifs.

606. Le Comité a rédigé un questionnaire destiné à être adressé à tous les Etats et qui comprenait des questions relatives: a) au travail punitif, éducatif ou correctif; b) aux autres cas de contrainte au travail. Il a demandé aux gouvernements d'y répondre avant le 1er avril 1952, à la fois pour leurs territoires métropolitains, les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes, pour le pouvoir central et pour les pouvoirs publics régionaux et locaux.

607. Le Comité a invité les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à lui faire savoir, si elles souhaitaient être entendues et interrogées par le Comité ou si elles désiraient lui soumettre de la documentation et des renseignements se rapportant à son mandat, tel qu'il l'avait interprété. Il leur a demandé en outre d'exposer spécifiquement les points sur lesquels elles désiraient être entendues et la nature précise de la documentation qu'elles se proposaient de lui communiquer. Le Comité a délégué à son Président le pouvoir

de déterminer, en tenant compte des mémoires envoyés par les organisations non gouvernementales, lesquelles d'entre elles il conviendrait d'inviter à envoyer des représentants ou à communiquer au Comité documentation et renseignements. Le Comité a également estimé que d'autres organisations et des particuliers devraient avoir la possibilité, dans les mêmes conditions, de lui transmettre documentation et renseignements et de demander à être entendus.

608. Le Comité a autorisé son Président à désigner des experts régionaux et à définir avec le plus de précision leurs fonctions pendant la période s'étendant entre les première et deuxième sessions, mais il n'a pas pris de décision définitive au sujet de l'audition et de l'interrogatoire de témoins ainsi qu'à la possibilité de mener des enquêtes sur place. Le Comité a défini les tâches que le Secrétariat devrait entreprendre entre ses deux sessions pour réunir des renseignements et procéder à des recherches.

609. Le Comité a consacré sa deuxième session à l'étude de la documentation qu'il avait reçue et à l'audition de certains témoins. Quarante-deux Etats avaient répondu (E/AC.36/11/Add.1-17) au questionnaire et il espérait que les réponses manquantes lui parviendraient avant sa troisième session. Il a étudié les documents que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique (E/AC.36/4) lui avaient communiqués à sa première session, ainsi que les renseignements complémentaires fournis par les Etats-Unis (E/AC.36/4/Add.1). Le Comité a également étudié une documentation relative à plus de cinquante pays et territoires que le Secrétariat avait rassemblée, sur sa demande, d'après les déclarations formulées au cours des débats du Conseil<sup>28</sup>, ainsi que d'après un certain nombre de communications relatives au travail forcé reçues par l'Organisation des Nations Unies ou par le BIT.

610. Le Comité a reçu de diverses organisations non gouvernementales et de particuliers des mémoires dont les auteurs demandaient à être entendus par lui ou proposaient de lui fournir une documentation. Le Comité a entendu neuf organisations non gouvernementales et un certain nombre de particuliers. Il a invité certaines organisations non gouvernementales et plusieurs particuliers à lui faire tenir la documentation mentionnée dans leurs mémoires.

611. Le Comité a décidé de proroger le pouvoir délégué à son Président de désigner des experts régionaux et de définir leurs fonctions tant au rassemblement de renseignements et d'une documentation, notamment sur les lois et règlements, touchant l'existence de régimes de travail forcé. Il a étudié la possibilité d'informer les gouvernements des faits invoqués et de la documentation présentée à leur rencontre et il a envisagé de leur faire tenir des communications à cet effet après sa troisième session pour qu'ils lui présentent leurs observations. Il a décidé de différer jusqu'à sa troisième session, l'examen de la question des enquêtes à faire sur place. Enfin, il a donné des instructions précises concernant le programme de travail du Secrétariat.

<sup>25</sup> 649<sup>e</sup>me séance plénière. A sa 631<sup>e</sup>me séance, le Conseil a décidé d'ajourner l'examen de cette question et, à sa 632<sup>e</sup>me séance plénière, il a rejeté une proposition tendant à en faire un point distinct de l'ordre du jour.

<sup>26</sup> Voir le document E/L.393/Rev.1.

<sup>27</sup> La composition du Comité est indiquée au chapitre premier, par. 19.

<sup>28</sup> Voir: *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 3*, par. 823 à 828.

612. Le Conseil, lors de la reprise de sa treizième session<sup>29</sup>, a décidé de ne pas inscrire la question du "travail forcé" à son ordre du jour pour 1952. La troisième session du Comité doit se tenir à Genève, à partir du 14 octobre 1952, et durera environ six semaines.

### Section IX. — Esclavage

613. Par sa résolution 388 (XIII) relative au rapport du Comité spécial de l'esclavage, le Conseil avait chargé le Secrétaire général d'établir un rapport sur l'esclavage et de le lui présenter aussitôt que possible. Le rapport n'a pas été communiqué au Conseil pour sa quatorzième session; en conséquence, le Conseil a renvoyé l'examen de cette question à sa quinzième session<sup>30</sup>.

### Section X. — Situation des victimes d'expériences prétendues scientifiques dans les camps de concentration nazis

614. Le Conseil a pris connaissance, à sa quatorzième séance, d'un troisième rapport (E/2259) sur la situation des survivants des expériences prétendues scientifiques dans les camps de concentration nazis que le Secrétaire général lui a communiqué pour information. Ce rapport contient un exposé sur les consultations suivies qui ont eu lieu entre le Secrétaire général et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'indemnisation des victimes et de la gestion des allocations prélevées sur le Fonds de réparation de Paris pour l'assistance aux survivants.

### Section XI. — Problème de l'apatridie

615. Comme le Conseil l'en avait prié par la résolution 352 (XII), le Secrétaire général a établi un rapport d'ensemble (E/2230) sur le problème de l'apatridie, à l'aide des réponses envoyées par divers gouvernements en application des résolutions 319 B.III (XI) et 352 (XII) du Conseil. Par ces résolutions, le Conseil avait invité les gouvernements à soumettre leurs observations sur les questions relatives à l'élimination de l'apatridie et à donner, dans leurs réponses, non seulement une analyse des textes législatifs et administratifs et des règlements en vigueur, mais aussi un exposé portant sur l'application de ces lois et règlements dans la pratique. Conformément aux instructions données, le Secrétaire général a communiqué le rapport au Conseil à sa quatorzième session et à la Commission du droit international à sa quatrième session.

## B

### Section XII. — Condition de la femme

616. A sa sixième session, la Commission de la condition de la femme a examiné les droits politiques de la femme, la nationalité de la femme mariée, la condition de la femme en droit public, la condition de la femme en droit privé, l'accès de la femme aux études, l'égalité

de salaire pour un travail égal, l'accès de la femme à la vie économique, la participation des femmes à l'activité des Nations Unies et les communications concernant la condition de la femme et son programme de travail; elle a également pris acte du rapport de la Commission interaméricaine des femmes sur son activité pendant l'année écoulée (E/CN.6/190).

617. A sa quatorzième session<sup>31</sup>, le Conseil a pris acte, dans la résolution 445 A (XIV), du rapport de la Commission (E/2208)<sup>32</sup>, et traité de la plupart des questions énumérées ci-dessus dans d'autres sections de cette résolution. Les décisions prises par la Commission et par le Conseil à leur sujet sont exposées ci-après.

618. Le Conseil était en outre saisi d'une proposition (E/L.322), analogue à celles qui lui avaient été soumises antérieurement en vue de l'inscription, en tête de son programme de travail et de celui de la Commission pour 1952-1953, de certaines questions se rapportant à la participation des femmes à la lutte pour la paix, aux mesures à prendre pour assurer aux femmes la jouissance effective des droits politiques et contribuer à la suppression des mesures discriminatoires appliquées à leur égard dans le domaine économique, en matière d'instruction, de services médicaux et d'autres prestations, ainsi que pour améliorer la condition de la femme dans les territoires non autonomes et sous tutelle. Certains membres, cependant, ont fait observer que ces questions retenaient déjà l'attention de la Commission ou relevaient de la compétence d'autres organes des Nations Unies. En conséquence, le Conseil a décidé de ne prendre aucune mesure au sujet de la proposition susmentionnée<sup>33</sup>.

619. Le Conseil a considéré la demande formulée dans la résolution 532 A (VI) de l'Assemblée générale en vue d'un nouvel examen de sa résolution 414 (XIII), section I, alinéa g de la partie B, et a décidé, compte tenu de cette demande, de réunir la Commission de la condition de la femme une fois par an [résolution 445 I (XIV)]<sup>34</sup>.

### DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

620. Les débats de la Commission relatifs aux droits politiques de la femme ont porté sur les points suivants: a) rapport du Secrétaire général sur les droits politiques de la femme; b) projet de Convention sur les droits politiques de la femme; c) renseignements concernant la condition de la femme dans les territoires sous tutelle et non autonomes.

621. Pour l'examen du point a, la Commission disposait du rapport annuel du Secrétariat général sur les constitutions, lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme et à son admission aux fonctions publiques (A/1911). Ce rapport indique que depuis la cinquième session de la Commission, deux pays, le Salvador et Haïti, ont adopté de nouvelles constitutions qui renforcent des dispositions relatives aux droits politiques de la femme, mais que le Secrétaire général n'a pas eu connaissance d'autres changements apportés aux textes juridiques

<sup>31</sup> 575ème à 580ème et 583ème séances plénières.

<sup>32</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 6.

<sup>33</sup> 579ème séance plénière, par. 50.

<sup>34</sup> Voir le chapitre I, par. 32.

<sup>29</sup> 567ème séance plénière.

<sup>30</sup> 650ème séance plénière.

relatifs à la question. La Commission a demandé que dans les rapports futurs figure un tableau additionnel indiquant les dates auxquelles les divers pays ont accordé aux femmes le droit de vote. Elle a aussi invité le Secrétaire général à préparer, pour sa prochaine session, un rapport contenant des renseignements, émanant des gouvernements, indiquant quelle est la participation effective des femmes à la vie politique et publique du pays.

622. Pour l'examen du point *b*, la Commission disposait d'un rapport du Secrétaire général renfermant les observations et suggestions formulées par vingt gouvernements concernant le texte du projet de convention (E/CN.6/184 et add.1 et 2) que la Commission avait adopté lors de sa cinquième session et qui leur avait été communiqué conformément aux termes de la résolution 385 B (XIII) du Conseil économique et social. La Commission a constaté que plusieurs gouvernements avaient favorablement commenté le texte du projet et reconnu qu'une convention sur les droits politiques de la femme est souhaitable si l'on veut réaliser l'égalité complète entre les hommes et les femmes en matière de droits politiques surtout dans les pays où la femme ne jouit pas encore du droit de vote. Le fait que le projet prévoit pour la femme, entre autres droits, celui d'être nommée à tous les postes et fonctions publics, a particulièrement retenu l'attention.

623. La Commission a proposé au Conseil, en vue de son adoption, une résolution renfermant le texte d'un projet de convention qui se rapprochait beaucoup de celui qu'elle avait adopté à sa cinquième session (E/2208, par. 30).

624. Le Conseil a approuvé la recommandation de la Commission et adopté la résolution 445 B (XIV), recommandé à l'Assemblée qu'une convention internationale sur les droits politiques de la femme soit ouverte à la signature et à la ratification des Etats Membres et de tous autres Etats que pourrait inviter l'Assemblée générale, et demandé au Secrétaire général de rédiger, pour cette convention, les clauses de style nécessaires. Le projet de convention renferme trois articles qui en constituent le dispositif et aux termes desquels : les femmes auront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit de vote dans toutes les élections ; les femmes seront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, éligibles à tous les organismes élus, constitués en vertu de la législation nationale ; les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes et d'exercer toutes les fonctions publiques établis en vertu de la législation nationale.

625. Au cours de l'examen du point *c*, l'attention des membres de la Commission a été attirée sur l'existence de pratiques qui portent atteinte à l'intégrité physique de la femme dans certaines régions du monde, y compris des territoires sous tutelle et des territoires non autonomes. La Commission a adopté une résolution (E/2208, par. 35) qui a été soumise à l'examen du Conseil.

626. A sa quatorzième session, le Conseil a examiné cette recommandation et adopté la résolution 445 C (XIV) par laquelle la portée de la résolution susmentionnée a été étendue de manière à comprendre tous les Etats, et pas seulement les Etats Membres des Nations Unies chargés d'administrer des territoires non autonomes. Le Conseil a demandé à tous les Etats de prendre

immédiatement toutes les mesures nécessaires en vue d'abolir progressivement dans les pays et territoires qu'ils administrent toutes les coutumes qui portent atteinte à l'intégrité physique de la femme ; il a en outre suggéré des moyens de s'assurer à cet effet la collaboration du Conseil de tutelle et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

#### NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE

627. A sa sixième session, la Commission a constaté que la Commission du droit internationale avait inscrit à l'ordre du jour de sa quatrième session le point intitulé : "La nationalité, y compris l'apatridie" et que le rapport de son rapporteur spécial sur "la nationalité, y compris l'apatridie" (A/CN.4/50) renfermait un projet de convention sur la nationalité des personnes mariées, qui s'inspirait fidèlement des principes que la Commission de la condition de la femme avait énoncés à sa quatrième session. La Commission a exprimé sa satisfaction devant les mesures prises par les divers organes des Nations Unies pour mettre en œuvre les recommandations qu'elle avait formulées au sujet de la nationalité de la femme mariée. A sa prochaine session, elle examinera un exposé relatif à l'action de la Commission du droit international.

#### CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PUBLIC

628. Le Secrétaire général a remis à la Commission, à sa sixième session, des rapports complémentaires sur la participation des femmes aux fonctions et services publics (E/CN.6/157/Add.1) et sur les libertés civiles de la femme (E/CN.6/158/Add.1 et 2). La Commission a adopté une résolution (E/2208, par. 44) aux termes de laquelle elle a noté que les études auxquelles elle avait procédé faisaient apparaître l'existence de discriminations frappant les femmes et s'est déclarée convaincue de la nécessité de faire paraître une publication pour aider les gouvernements et les citoyens des Etats Membres à mieux connaître la situation des divers pays concernant les mesures discriminatoires prises à l'encontre des femmes, de façon que les gouvernements puissent préparer un plan d'action constructive et concrète. Elle a en conséquence demandé au Secrétaire général d'établir un exposé simplifié, de lecture aisée, des principales discriminations dont les femmes sont victimes, telles qu'elles ressortent des éléments d'information émanant de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'autres sources, et de lui présenter cet exposé lors de sa prochaine session, de manière que ses membres puissent formuler des observations et des suggestions et que le document soit publié à une date rapprochée.

#### CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PRIVÉ

629. La Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur la condition de la femme dans le droit de la famille (E/CN.6/185 et add.1 et 2), fondé sur les réponses des gouvernements à la troisième partie du questionnaire relatif à la condition juridique et au traitement de la femme, ainsi que d'un rapport sur la condition de la femme en droit privé (E/CN.6/186 et add.1), fondé sur les réponses des organisations non gouvernementales relatives aux modifications qu'à leur jugement,

il est souhaitable d'apporter aux divers systèmes juridiques pour mettre fin aux mesures discriminatoires dirigées contre les femmes. Des membres de la Commission ont été d'avis que le nombre de réponses reçues jusqu'à présent par le Secrétaire général n'était pas suffisant pour permettre à la Commission d'aborder la discussion de cette importante question. En conséquence, la Commission a décidé de renvoyer l'examen de ce point à sa septième session et de l'inscrire en tête de son programme de travail.

#### ACCÈS DE LA FEMME AUX ÉTUDES

##### *Accès de la femme aux études*

630. La Commission était saisie d'un rapport de l'UNESCO (E/CN.6/191), qui exposait brièvement l'activité présente et les plans de l'UNESCO en matière d'éducation des femmes, et qui contenait en annexe des renseignements statistiques réunis par l'UNESCO concernant le nombre de jeunes filles inscrites dans les écoles des divers degrés, ainsi que le pourcentage dans ces établissements. La Commission a entendu un exposé de la représentante de l'UNESCO sur le programme de travail de cette organisation et a été informée que la quinzième Conférence internationale de l'instruction publique allait se réunir et examinerait la question de l'accès de la femme aux études.

631. La Commission a adopté une résolution (E/2208, par. 58), aux termes de laquelle elle a exprimé à l'UNESCO sa satisfaction du concours que cette organisation ne cesse de lui apporter dans l'étude des problèmes relatifs à l'accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation. Elle a pris note des programmes élaborés par l'UNESCO en vue de favoriser, pour les jeunes filles et les femmes, dans des conditions d'égalité avec les hommes, l'accès aux études à tous les niveaux de l'enseignement, et prié le Secrétaire général de rechercher, pour l'étude de ces questions, la collaboration du Directeur général de l'UNESCO et de lui faire rapport, lors de sa prochaine session, sur les progrès réalisés par l'UNESCO dans l'exécution de ses programmes. La Commission a exprimé le désir de disposer de renseignements sur les obstacles que pourraient présenter en la matière les systèmes législatifs des divers pays, et qui seraient de nature à empêcher le libre accès des jeunes filles et des femmes aux études, et a prié le Secrétaire général de préparer un rapport sur ce point pour le lui soumettre à sa prochaine session.

##### *Orientation professionnelle et enseignement professionnel et technique des femmes*

632. La Commission était saisie d'un rapport rédigé à ce sujet par le Bureau international du Travail (E/CN.6/178 et corr.1). Elle a entendu un exposé de la représentante du BIT qui a déclaré que les possibilités d'emploi existantes sont en grande partie fonction de la situation économique du pays intéressé, mais que l'on n'a pas pris toutes les dispositions voulues pour que les femmes puissent recevoir une formation professionnelle et technique et exercer des métiers spécialisés, même dans les pays économiquement développés.

633. La Commission a adopté une résolution (E/2208, par. 66) aux termes de laquelle elle a pris acte de l'utile rapport que le BIT avait préparé et exprimé sa conviction

qu'il convient de donner aux garçons et aux filles, aux hommes et aux femmes, la même possibilité de suivre à tous les niveaux un enseignement professionnel et technique. Elle a en outre prié le Conseil d'adopter une résolution exprimant la conviction que l'égalité d'accès à la formation professionnelle pour l'homme et pour la femme est un principe d'une importance immédiate considérable pour le développement économique des divers pays; priant le BIT de rassembler des renseignements sur la mesure dans laquelle les jeunes filles et les femmes se voient interdire l'apprentissage de certains métiers par les syndicats, les employeurs en vertu de restrictions législatives, et formulant à l'adresse des gouvernements certaines recommandations qui, avec quelques amendements, ont été adoptées par le Conseil dans sa résolution 445 D (XIV). Cette résolution recommandait aux gouvernements: a) de prendre toutes les mesures possibles pour garantir le droit au travail aux femmes dans des conditions d'égalité avec les hommes; b) de prendre toutes les mesures possibles pour fournir les moyens nécessaires de formation et d'orientation professionnelles destinés à tous les travailleurs qui y auraient accès sans distinction de sexe, et pour garantir aux jeunes filles et aux femmes l'accès à la formation professionnelle et à l'apprentissage sous toutes leurs formes; et c) de ne pas perdre de vue les besoins de la population féminine lorsqu'ils demandent à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées de leur prêter leur assistance technique pour développer l'orientation professionnelle et l'enseignement professionnel et technique.

#### ÉGALITÉ DE SALAIRE POUR UN TRAVAIL ÉGAL

634. La Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général (E/CN.6/179) exposant les travaux et les décisions de la 34<sup>ème</sup> Conférence internationale du Travail. La représentante du BIT a en outre fait un exposé sur la portée et la nature de la convention sur l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, ainsi que sur les obligations incombant aux gouvernements qui l'ont signée et ratifiée.

635. La Commission a adopté une résolution (E/2208, par. 74) aux termes de laquelle elle a exprimé le regret de constater que, dans certains pays, la main-d'œuvre féminine souffre encore d'une discrimination en ce qui concerne le principe de l'égalité de salaire pour un travail égal et elle a formulé des recommandations que le Conseil a adoptées par la résolution 445 E (XIV). Aux termes de cette résolution, le Conseil a recommandé aux Etats membres de l'Organisation internationale du Travail de mettre en œuvre, le plus tôt possible, par voie de législation ou par toute autre mesure, le principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail égal, conformément à la Convention et à la recommandation de l'Organisation internationale du Travail; il a demandé avec insistance que soit adopté et mis en œuvre dans tous les pays non membres de l'Organisation internationale du Travail, le principe de l'égalité de salaire pour un travail égal, sans discrimination fondée sur le sexe. Le Conseil a pris acte avec satisfaction de la décision de la Commission des droits de l'homme d'inclure dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, un article établissant le

principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail égal.

#### ACCÈS DE LA FEMME À LA VIE ÉCONOMIQUE

636. Cette question a été inscrite, en tant que nouveau point, à l'ordre du jour de la sixième session de la Commission. Elle se divisait en trois parties: a) le travail à temps partiel pour les femmes; b) la situation des femmes âgées qui travaillent; c) la femme dans les professions libérales.

##### *Travail à temps partiel pour les femmes*

637. Au cours des débats, quelques membres de la Commission ont souligné l'importance du travail à temps partiel, surtout pour les femmes mariées dont le temps n'est pas entièrement pris par leurs devoirs de ménagères; d'autres ont estimé qu'une résolution sur le travail à temps partiel pour les femmes fournirait un argument aux adversaires de l'égalité d'accès, pour les femmes, à tous les types d'emplois. La représentante du BIT a indiqué que des experts, réunis au mois de décembre 1951, ont demandé au BIT d'étudier cette question sous tous ses aspects.

638. La Commission a demandé au Conseil d'adopter une résolution (E/2208, par. 78); ce texte, adopté par le Conseil à sa quatorzième session, est devenu la résolution 445 F (XIV), par laquelle le Conseil a invité le Secrétaire général à préparer, pour la prochaine session de la Commission de la condition de la femme, un rapport contenant les renseignements qu'il pourra obtenir des organisations non gouvernementales et d'autres sources dignes de foi sur l'usage des horaires à temps partiel en faveur des travailleurs, hommes et femmes, et il a invité le Bureau international du Travail à collaborer à l'élaboration de ce document en préparant un rapport sur la question de l'emploi à temps partiel.

##### *Situation des femmes âgées qui travaillent*

639. Au cours des débats, plusieurs membres de la Commission ont souligné le grave problème auquel ont à faire face des femmes âgées qui cherchent un emploi, du fait de la préférence qui est souvent donnée par les employeurs aux candidates plus jeunes. La Commission a entendu la représentante du BIT, qui a déclaré que le Bureau effectuerait une étude, demandée par sa Commission des employés et des travailleurs intellectuels, sur le chômage des hommes et des femmes âgés. La Commission a adopté une résolution (E/2208, par. 81) qui, après son adoption par le Conseil, à sa quatorzième session, est devenue la résolution 445 G (XIV), par laquelle le Conseil a invité le Secrétaire général à fournir à la Commission de la condition de la femme, pour qu'elle les examine à sa prochaine session, tous renseignements disponibles permettant de comparer, pour les groupes d'âge de plus de 40 ans, le nombre des femmes et des hommes ainsi que leur situation respective au point de vue de l'emploi et demandé au Bureau international du Travail de collaborer à cette étude en fournissant tous les renseignements qu'il peut posséder sur la situation des travailleurs âgés, et notamment sur les plans et programmes de l'Organisation internationale du Travail qui intéressent les travailleurs âgés.

#### *La femme dans les professions libérales*

640. La Commission a décidé de ne pas entreprendre, pour le moment, l'étude de la situation de la femme dans les professions libérales.

#### PARTICIPATION DES FEMMES À L'ACTIVITÉ DES NATIONS UNIES

641. La Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général (E/CN.6/180 et add.1 et 2) qui contenait des renseignements sur la nature et la proportion des postes occupés par des femmes dans le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et dans les secrétariats des institutions spécialisées, ainsi que des renseignements concernant les titres requis pour les postes des services organiques. Au cours du débat, plusieurs membres de la Commission ont constaté avec regret que le nombre des femmes qui occupent des postes comportant de grandes responsabilités dans le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies est inférieur à ce qu'il était l'année précédente. La Commission a adopté une résolution (E/2208, par. 88) par laquelle elle a invité instamment le Secrétaire général à continuer de nommer des femmes aux postes supérieurs du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 8 de la Charte, et à rédiger chaque année, comme par le passé, un rapport sur la situation des femmes dans les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Elle a aussi prié le Secrétaire général de fournir des renseignements sur le nombre de femmes qui, depuis la Conférence de San-Francisco, à titre de représentantes ou de suppléantes, ont fait partie des délégations de leur pays aux divers organes des Nations Unies, à la Cour internationale de Justice et aux conférences des institutions spécialisées.

#### TRADUCTION EN LANGUE ARABE D'UNE BROCHURE SUR L'ÉDUCATION POLITIQUE DES FEMMES

642. La Commission a recommandé au Conseil une résolution (E/2208, par. 92) qui est devenue, après son adoption par le Conseil, la résolution 445 H (XIV), aux termes de laquelle le Secrétaire général a été invité à faire établir un texte arabe de la première partie de la brochure sur *l'Éducation politique des femmes* (ST/ SOA/6)<sup>35</sup> et à envisager de diffuser cette publication en arabe à un prix aussi bas que possible.

#### COMMUNICATIONS CONCERNANT LA CONDITION DE LA FEMME

643. Conformément à la résolution 76 (V) du Conseil, amendée par la résolution 304 I (XI), le Secrétaire général a présenté à la Commission deux listes de communications: l'une non confidentielle (E/CN.6/ CR.5), l'autre confidentielle (SW Communications No 2), dont elle a pris acte.

#### PROGRAMME DE TRAVAIL FUTUR

644. La Commission était saisie d'une note du Secrétaire général sur la révision du programme et l'éta-

<sup>35</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1951. IV.8.



blissement d'un ordre de priorité (E/CN.6/188), qui appelait son attention sur les termes de la résolution 324 (XI) du Conseil fixant les critères relatifs à l'ordre de priorité, ainsi que sur les recommandations faites par le Comité de coordination et approuvées par le Conseil au sujet des méthodes à suivre pour l'établissement d'un ordre de priorité.

645. La Commission a décidé qu'une priorité élevée devait être donnée à la question de la condition de la

femme en droit privé, ainsi qu'à la question des droits politiques de la femme en attendant l'adoption d'une convention sur les droits politiques de la femme. Elle a adopté, pour les années 1952-1953, un Programme des priorités qui porte sur l'ensemble de son ordre du jour (E/2208, par. 101), et prié le Conseil, compte tenu de la très grande ampleur prise par ses activités et responsabilités, de prévoir pour ses sessions futures une plus longue durée (E/2208, par. 102).

## Annexe I

### RESOLUTIONS ET DECISIONS DU CONSEIL

#### RÉSOLUTIONS:

##### *Première session extraordinaire*

415 (S-1). Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre.

##### *Quatorzième session*

440 (XIV). Rapport de la Commission des droits de l'homme (huitième session);

441 (XIV). Communications relatives aux droits de l'homme;

442 (XIV). Liberté de l'information;

443 (XIV). Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités;

444 (XIV). Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux, reçues conformément à la résolution 277 (X) du Conseil;

445 (XIV). Commission de la condition de la femme.

#### DÉCISIONS:

Election d'un rapporteur chargé des questions relatives à la liberté de l'information;

Approbation de la proposition du Secrétaire général visant à ce que la session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités se tienne du 22 septembre au 9 octobre 1952;

Approbation de la demande de la Commission des droits de l'homme de tenir sa prochaine session à Genève.

## Annexe II

### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES DU CONSEIL ET DE SES COMITÉS

On trouvera ci-après, pour les séances tenues par le Conseil et ses Comités pendant la reprise de la treizième session, la première session extraordinaire et la quatorzième session ordinaire, l'indication des comptes rendus analytiques qui se rapportent aux questions traitées dans les différentes sections du présent chapitre.

#### A. — Introduction

569ème séance plénière.

*Section I. — Droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes:*

665ème à 668ème séances plénières.

*Section II. — Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre:*

585ème, 665ème et 666ème séances plénières.

*Section III. — Communications relatives aux droits de l'homme:*

656ème séance plénière.

*Section IV. — Annuaire des droits de l'homme:*

Néant.

*Section V. — Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités:*

620ème et 621ème séances plénières;

221ème et 222ème séances du Comité social.

*Section VI. — Liberté de l'information:*

602ème, 603ème, 604ème, 658ème et 660ème séances plénières;

214ème à 220ème séances du Comité social.

*Section VII. — Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux:*

571ème, 631ème, 632ème, 648ème et 649ème séances plénières.

*Section VIII. — Travail forcé:*

Néant.

*Section IX. — Esclavage:*

650ème séance plénière.

*Section X. — Situation des victimes d'expériences prétendues scientifiques dans les camps de concentration nazis:*

Néant.

*Section XI. — Problème de l'apatridie:*

Néant.

B. — Condition de la femme:

*Section XII. — Condition de la femme:*

575ème à 580ème et 583ème séances plénières.

## Annexe III

### EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU CONSEIL OU À SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR:

*Confédération internationale des syndicats libres:*

Rapport de la Commission des droits de l'homme (huitième session), 665ème séance plénière.

*Fédération syndicale mondiale:*

Rapport de l'Organisation internationale du Travail et plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux, reçues en vertu de la résolution 277 (X) du Conseil, 648ème séance plénière.

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU CONSEIL OU À SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DES ARTICLES 80 ET 81 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR:

*Conseil consultatif d'organisations juives:*

Rapport de la Commission des droits de l'homme (huitième session), 121ème séance du Comité ONG.

*Comité de coordination d'organisations juives:*

Rapport de la Commission des droits de l'homme (huitième session), 121ème séance du Comité ONG.



*Conseil international des femmes:*

Rapport de la Commission des droits de l'homme (huitième session), 121ème séance du Comité ONG;

Rapport de la Commission de la condition de la femme (sixième session), 115ème séance du Comité ONG (E/C.2/SR.115/Add.1);

Commission de la condition de la femme: résolution 532 A (VI) de l'Assemblée générale, 115ème séance du Comité ONG.

*Fédération internationale des femmes diplômées d'universités:*

Commission de la condition de la femme: résolution 532 A (VI) de l'Assemblée générale, 115ème séance du Comité ONG.

*Ligue internationale des droits de l'homme:*

Rapport de la Commission des droits de l'homme (huitième session), 121ème séance du Comité ONG.

*Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc:*

Rapport de la Commission de la condition de la femme (sixième session), 116ème séance du Comité ONG.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES:

*Association médicale mondiale:*

E/C.2/323. Droits de l'homme.

*Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales:*

E/C.2/335. Pactes relatifs aux droits de l'homme.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS À LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES:

*Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-d'Arc:*

E/CN.4/NGO/34. Propositions concernant le projet de pacte relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre.

*Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales:*

E/CN.4/NGO/35. Observations sur les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre.

*Congrès juif mondial:*

E/CN.4/NGO/36. Observations relatives à la division en deux projets de pactes distincts du projet de pacte international relatif aux droits de l'homme préparé par la Commission des droits de l'homme à sa septième session.

*Union mondiale des organisations féminines catholiques:*

E/CN.4/NGO/37. Proposition concernant le projet de pacte international relatif aux droits civils et politiques

et le projet de pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

*Conseil international des femmes:*

E/CN.4/NGO/38. Proposition tendant à insérer dans les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme des dispositions concernant l'égalité de droits des hommes et des femmes.

*Congrès juif mondial:*

E/CN.4/NGO/39. Suggestions concernant les dix-huit premiers articles du projet de pacte international relatif aux droits de l'homme.

*Comité de coordination d'organisations juives:*

E/CN.4/NGO/40. — Propositions relatives à un programme futur des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

EXPOSÉ ÉCRIT PRÉSENTÉ À LA SOUS-COMMISSION DE LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE PAR UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE:

*Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies:*

E/CN.4/Sub.1/161. Résolution relative à la liberté de l'information.

EXPOSÉ ÉCRIT PRÉSENTÉ À LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS PAR UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE:

*Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies:*

E/CN.6/NGO/4. Communications relatives à la condition de la femme dans les domaines politique, civil et social et dans celui de l'instruction.

*Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales:*

E/CN.6/NGO/5. Programme de la Commission de la condition de la femme.

*Fédération internationale des femmes diplômées des universités:*

E/CN.6/NGO/6. Participation des femmes à l'activité des Nations Unies.

*Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté:*

E/CN.6/NGO/7. Participation des femmes à l'activité des Nations Unies.

*Fédération syndicale mondiale:*

E/CN.6/NGO/8. Accès de la femme à la vie économique.

*Fédération démocratique internationale des femmes:*

E/CN.6/NGO/9. Participation des femmes à l'activité des Nations Unies.

## Chapitre VI

### QUESTIONS GENERALES

#### Section I. — Assistance et relèvement en Corée\*

646. A sa quatorzième session<sup>1</sup>, le Conseil a été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur l'assistance et le relèvement en Corée (E/2197). Considérant la résolution 507 (VI) par laquelle l'Assemblée générale avait décidé de renvoyer à plus tard l'examen de la question coréenne, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 49 de son règlement intérieur, d'ajourner le débat sur la question de l'assistance et du relèvement en Corée.

#### Section II. — Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres

647. Le Conseil a examiné<sup>2</sup>, à ce sujet, un rapport établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'UNESCO, conformément à la résolution 314 (XI) du Conseil (E/2184 et add.1 à 5). Dans ce rapport, qui a trait à la période allant de mars 1950 à mars 1952, on trouve un résumé des renseignements communiqués par les Etats Membres, un aperçu des programmes pratiques de l'Organisation des Nations Unies et de l'UNESCO, et un exposé sur le concours prêté par les organisations non gouvernementales dans ce domaine. Les auteurs soulignent qu'il est nécessaire d'insister davantage sur la formation du personnel enseignant en cette matière, et proposent des moyens qui permettraient d'améliorer l'enseignement relatif à l'Organisation des Nations Unies dans les différents établissements d'enseignement des Etats Membres.

648. Au cours du débat, plusieurs représentants ont parlé des progrès de l'enseignement relatif à l'Organisation des Nations Unies dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur. Comme la plupart des enfants du monde terminent très tôt leur scolarité, on a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre des moyens de favoriser le compréhension internationale au niveau de l'enseignement primaire. Etant donné la difficulté d'inculquer la compréhension internationale aux enfants qui fréquentent les écoles élémentaires, il a été proposé que les gouvernements s'efforcent, par l'expérience, de trouver des moyens de parvenir à ces fins et communiquent aux autres gouvernements les résultats qu'ils auront obtenus. Les membres du Conseil ont estimé qu'en dépit des efforts louables déployés par

de nombreuses organisations non gouvernementales, l'enseignement relatif à l'Organisation est, d'une façon générale, également insuffisant parmi les adultes et qu'il doit être renforcé; il ne faudrait épargner aucun effort pour accroître l'intérêt que l'on porte, dans les écoles de formation du personnel enseignant, à l'enseignement relatif aux Nations Unies. On a dit également qu'il faudrait s'efforcer de faire disparaître les superstitions et les préjugés nationaux à l'égard des autres peuples et d'empêcher la propagation d'idées fausses sur les buts de l'Organisation des Nations Unies.

649. Plusieurs membres du Conseil ont rappelé l'existence de l'Ecole internationale des Nations Unies et exprimé l'espoir que cette école pourrait continuer de fonctionner et deviendrait un modèle pour les autres institutions.

650. Le Conseil a adopté la résolution 446 (XIV), par laquelle il a pris acte de l'excellent rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Directeur général de l'UNESCO et déplore que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies n'aient pas fourni les renseignements demandés. En outre, le Conseil a loué les efforts du Secrétaire général et des institutions spécialisées qui ont permis à certaines personnes, notamment à celles qui bénéficient des programmes d'échanges internationaux de personnes et des programmes de bourses d'études et de perfectionnement, de se familiariser avec l'œuvre des Nations Unies et des institutions spécialisées. Considérant que l'enseignement dans les Etats Membres, des buts, des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées est essentiel pour atteindre les buts énoncés dans la Charte, le Conseil a félicité les organisations non gouvernementales de la réussite de leurs programmes permanents dans ce domaine, et il a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'UNESCO de s'employer de concert à mettre au point les moyens à utiliser dans l'enseignement primaire élémentaire, dans l'enseignement des adultes et à l'échelon du corps enseignant, à encourager une diffusion aussi large que possible de cette nouvelle documentation, et à continuer d'aider les organisations non gouvernementales dont l'activité s'exerce dans ce domaine. Le Conseil a prié l'UNESCO de donner son avis, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, aux gouvernements qui en font la demande sur les moyens par lesquels ils peuvent incorporer de façon efficace à leurs programmes scolaires, l'enseignement relatif à l'Organisation des Nations Unies. Il a prié, en outre, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de rédiger, en s'informant auprès des Etats Membres, un nouveau rapport qu'il devra soumettre au Conseil économique et social en 1956, et où il

\* L'ordre du jour provisoire de la septième session ordinaire de l'Assemblée générale comprend un point intitulé: "Corée".

<sup>1</sup> 654ème séance plénière.

<sup>2</sup> 655ème et 656ème séances plénières.

insistera notamment sur l'utilité que présente pour les Etats la documentation préparée par l'Organisation des Nations Unies et par l'UNESCO, sur toutes propositions destinées à améliorer cette documentation, et sur les résultats obtenus par les Etats Membres dans la mise en œuvre des différentes catégories de programmes. Le Conseil a invité les Etats Membres à étudier le rapport (E/2184) et, compte tenu des questions qui y sont examinées et de la résolution du Conseil, à donner suite aux demandes qui leur seront adressées par le Secrétaire général en ce qui concerne la documentation qui sera utilisée dans le rapport prévu pour 1956.

### Section III. — Mise en œuvre de recommandations relatives à des questions économiques et sociales

651. Conformément à la procédure arrêtée par sa résolution 283 (X), le Conseil a été saisi du rapport du Secrétaire général sur "la mise en œuvre de recommandations relatives à des questions économiques et sociales" (E/2166), ainsi que des réponses des gouvernements (E/2165 et E/2165/add.1 à 5) à la demande de renseignements du Secrétaire général sur les mesures prises par les gouvernements pour donner suite aux recommandations adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil en 1948 et en 1949, et qui avaient été communiquées aux gouvernements conformément à ladite procédure. Le Conseil a également été saisi d'une note du Secrétaire général (E/L.403) accompagnée de listes de recommandations adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil en 1950 et en 1951 qui appellent des mesures de la part des gouvernements et parmi lesquelles le Conseil devait déterminer celles dont il faudrait tenir compte aux fins du rapport prévu par sa résolution 283 (X).

652. Le rapport du Secrétaire général (E/2166) renfermait une liste annotée servant d'index pour les réponses reçues de vingt-huit gouvernements<sup>3</sup> au sujet de certaines ou de l'ensemble des recommandations communiquées suivant la procédure établie par la résolution 283 (X) du Conseil, ainsi que pour les rensei-

gnements reçus des gouvernements dans d'autres communications. Ce rapport comprenait également une section distincte consacrée aux conventions et protocoles.

653. Au cours du débat<sup>4</sup>, plusieurs membres du Conseil ont déclaré que leurs gouvernements s'intéressent vivement à la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil, mais qu'à leur avis, les résultats obtenus par la procédure établie par la résolution 283 (X) du Conseil n'ont pas répondu aux espérances. Ils ont fait observer que l'Assemblée générale et le Conseil ont manifesté une tendance croissante à adopter des résolutions demandant l'élaboration de rapports particuliers dans des délais déterminés et que, comme suite à ces résolutions, le Secrétaire général prenait, aux fins d'obtenir des renseignements des gouvernements, des mesures différentes de celles qui sont prévues dans le système des rapports bisannuels institué par la résolution 283 (X). Les réponses des gouvernements au sujet de ces résolutions ont été, dans l'ensemble, plus satisfaisantes. Les membres du Conseil ont également fait valoir la nécessité d'éviter les doubles emplois dans la documentation, conformément à la résolution 593 (VI) de l'Assemblée générale.

654. Le Conseil a donc jugé nécessaire de modifier la procédure en vigueur et, par sa résolution 450 (XIV), il a décidé de faire figurer dans ses résolutions, toutes les fois que cela sera possible, des indications en ce qui concerne la date à laquelle les gouvernements doivent faire parvenir leur rapport en exécution desdites résolutions, et de faire figurer chaque année, dans son rapport annuel à l'Assemblée générale, des renseignements relatifs aux réponses reçues des gouvernements en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil relatives à des questions économiques et sociales. Le Conseil a également décidé d'examiner, au cours de ses travaux, s'il est souhaitable de procéder à une étude de la mise en œuvre des recommandations relatives à un ou plusieurs domaines particuliers de ses activités, et il a mis fin à l'application des paragraphes 12 à 19, 22, 23 et 25 de l'annexe à la résolution 283 (X) du Conseil.

## Annexe I

### RESOLUTIONS ET DECISIONS DU CONSEIL

#### Quatorzième session

##### Résolutions:

446 (XIV). Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres;

<sup>3</sup> Le Secrétariat a reçu par la suite les réponses de deux autres gouvernements.

<sup>4</sup> 663ème séance plénière.

450 (XIV). Mise en œuvre de recommandations relatives à des questions économiques et sociales.

##### Décisions:

A sa 654ème séance, le Conseil a décidé d'ajourner l'examen de la question de l'assistance et du relèvement en Corée.

## Annexe II

### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES DU CONSEIL ET DE SES COMITES

On trouvera ci-après, pour les séances tenues par le Conseil et ses comités pendant la quatorzième session, l'indication des

comptes rendus analytiques qui se rapportent aux questions traitées dans les différentes sections du présent chapitre:

*Section I. — Assistance et relèvement en Corée:*

654ème séance plénière.

*Section II. — Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres:*

655ème et 656ème séances plénières.

*Section III. — Mise en œuvre de recommandations relatives à des questions économiques et sociales:*

663ème séance plénière.

**Annexe III**

**EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS  
NON GOUVERNEMENTALES**

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU CONSEIL OU À SES COMITÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Néant.

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

*Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies:*

E/C.2/334. Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres.

## Chapitre VII

### PROBLEMES DE COORDINATION ET RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

655. Le Conseil a étudié l'évolution de la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées en s'aidant des documents ci-après: dixième et onzième rapports du Comité administratif de coordination (E/2161 et Corr.1 et E/2203)<sup>2</sup>, rapport du Secrétaire général sur la coordination régionale (E/2204)<sup>3</sup>, rapport annuel des institutions spécialisées et des commissions du Conseil ainsi que des renseignements fournis sur leurs programmes par le FISE, l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

656. Le Conseil a pris note avec satisfaction des instructions données par le CAC en vue de la réorganisation des services chargés du programme élargi d'assistance technique, et des principes que le CAC a formulés au sujet de la coordination régionale et des rapports entre les organismes spéciaux d'une part et les organes permanents des Nations Unies et les institutions spécialisées d'autre part. Le Conseil a aussi noté avec satisfaction les mesures prises par le CAC en vue de rendre plus étroite sa coopération avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et avec le Groupe mixte de vérificateurs extérieurs des comptes; en vue de renforcer la collaboration entre les institutions spécialisées et les organismes spéciaux des Nations Unies tels que l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée et l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et en vue d'assurer une coopération appropriée entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées d'une part et les organisations intergouvernementales non rattachées aux Nations Unies, d'autre part.

657. Le Conseil a été saisi, pour son information, du *Répertoire des travaux d'ordre économique et social, 1952* qui comprend une liste, un aperçu et un index des travaux entrepris ou envisagés par les secrétariats de l'Organisation et des institutions spécialisées, dans le domaine économique et le domaine social, savoir:

<sup>1</sup> 661ème et 662ème séances plénières du Conseil; 101ème à 113ème séances du Comité de coordination. Après avoir examiné les divers aspects de la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, y compris ceux qui sont traités dans les sections suivantes du présent chapitre, le Conseil a adopté la résolution 451 (XIV) par laquelle il a pris acte du rapport de son Comité de coordination et approuve, après remaniements, les recommandations qui y figurent; ces recommandations sont jointes en annexe à la résolution. Le Conseil a d'autre part adopté, comme suite aux recommandations du Comité administratif de coordination, deux articles nouveaux de son règlement intérieur, les articles 80 et 81 relatifs aux consultations avec les institutions spécialisées; voir à ce sujet le chapitre premier, section VII.

<sup>2</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 33 de l'ordre du jour.

toutes études et enquêtes, services techniques et opérations diverses.

#### Section I. — Programmes prioritaires des Nations Unies

658. Dans la résolution 324 (XI) et son annexe, le Conseil avait défini certains critères de priorité qui s'appliqueraient à tous les organismes intéressés des Nations Unies et à toutes les institutions spécialisées intéressées, une mesure commune pour évaluer l'ordre de priorité des différents programmes et des projets relevant de chacun de ces programmes. A sa treizième session, le Conseil avait constaté avec satisfaction que ses commissions et les institutions spécialisées avaient mis ces critères à profit pour rendre leurs programmes de 1952 plus clairs et mieux ordonnés. En même temps, le Conseil avait jugé qu'en formulant des recommandations d'ensemble au sujet des programmes et des objectifs généraux auxquels il convient d'accorder une importance particulière, il aiderait les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées à définir leurs propres programmes prioritaires. En conséquence, le Conseil avait décidé, dans sa résolution 402 B (XIII), d'inscrire à l'ordre du jour de sa quatorzième session l'"Adoption de programmes prioritaires pour les Nations Unies" et il avait invité le Comité administratif de coordination à présenter, avant cette session, ses observations sur les suggestions concernant les programmes prioritaires qui auraient été faites par les délégations au cours des débats de la treizième session ainsi que toutes autres propositions qu'il jugerait utiles.<sup>3</sup>

659. Dans son dixième rapport (E/2161 et corr.1) le CAC a exposé certaines considérations préliminaires sur la question et il a formulé, dans son onzième rapport (E/2203), des propositions détaillées. Il a exprimé l'avis que, pour choisir ces programmes prioritaires, le Conseil prendrait pour critère "la mesure dans laquelle ces programmes peuvent servir de guide à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées dans le choix des différents aspects de leurs activités sur lesquels il convient de mettre l'accent, lorsqu'elles étudient leurs propres programmes prioritaires en tenant compte des ressources et de l'appareil administratif dont elles disposent"; il a également fait valoir qu'il conviendrait de ne choisir chaque fois que quelques programmes généraux établis en fonction des objectifs à atteindre par une action internationale plutôt qu'en fonction des moyens et des méthodes à utiliser. Il a proposé trois objectifs principaux que visent déjà de nombreux programmes d'action internationale

<sup>3</sup> E/2121, par. 24-30. Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément No 1*, annexe à la résolution 324 (XI).

et qui exigent apparemment un plus grand effort de la part de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes: le développement économique et social des régions insuffisamment développées, les mesures en vue de favoriser le plein emploi sur le plan national et la stabilité économique sur le plan international. L'énoncé et le respect plus général des droits de l'homme. Toutefois, le Comité a estimé qu'il convenait de ménager la possibilité d'accorder de temps à autre une priorité spéciale à certains programmes de grande importance destinés à remédier à des situations critiques et qui exige la mobilisation des efforts et des ressources des organes des Nations Unies et il a indiqué que le programme de relèvement de la Corée et le programme de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine méritent actuellement une telle priorité.

660. Le Conseil s'est déclaré satisfait de ces suggestions<sup>4</sup> et, après les avoir examinées en même temps que d'autres propositions présentées par les délégations, il a établi la liste provisoire ci-après de programmes prioritaires:

#### LISTE DES PROGRAMMES PRIORITAIRES DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE ET LE DOMAINE SOCIAL<sup>5</sup>

##### A. — *Augmenter la production des denrées alimentaires et améliorer leur répartition:*

Augmenter la production des denrées alimentaires:

a) Améliorer l'aménagement, l'exploitation et les utilisations diverses des eaux et des terres, notamment en vue de la mise en valeur des terres arides;

b) Recourir à de meilleurs stimulants économiques pour les producteurs et les travailleurs agricoles;

c) Instituer des réformes agraires rattachées à des plans généraux pour le développement économique;

d) Lutter contre les maladies des plantes et des animaux.

Améliorer l'utilisation des denrées alimentaires:

a) Améliorer la distribution des denrées alimentaires;

b) Généraliser de meilleurs procédés de conservation, notamment en ce qui concerne l'emmagasinage;

c) Assurer la transformation des denrées alimentaires dans les pays d'origine et diffuser les progrès des techniques de transformation.

##### B. — *Augmenter la production dans les domaines autres que celui des denrées alimentaires:*

a) Favoriser le développement industriel et améliorer les procédés de production;

b) Former le personnel de direction et les travailleurs, grâce notamment à l'enseignement professionnel et à l'orientation professionnelle;

c) Pour utiliser les ressources naturelles des pays, favoriser l'établissement de plans et de programmes de développement dans les domaines de la grande et de la petite industrie, des transports, de l'énergie et dans les domaines connexes;

d) Améliorer la planification et l'étude des moyens propres à assurer le financement de ces programmes;

e) Créer ou adopter des stimulants, des institutions et des attitudes propres à augmenter la productivité.

##### C. — *Favoriser le plein emploi dans tous les pays et réaliser la stabilité économique dans une économie en plein essor:*

a) Prendre des mesures en vue de réaliser et de maintenir le plein emploi;

b) Favoriser les moyens de lutte contre l'inflation et contre la déflation;

c) Obtenir un développement continu du commerce international en veillant à maintenir l'équilibre de la balance des paiements;

d) Adopter des mesures qui tendent à accroître les exportations en provenance des pays industriellement développés, d'équipement industriel et d'autres biens d'équipement indispensables au développement des pays insuffisamment développés.

##### D. — *Hâter la réalisation de programmes de service social et de sécurité sociale et de programmes fondamentaux de santé publique:*

a) Favoriser les programmes de service social et de sécurité sociale: Assurances sociales et mesures connexes; extension des assurances sociales ainsi que des soins aux vieillards, aux invalides et aux malades;

Amélioration des conditions de travail;

Renforcement des programmes nationaux de protection de la famille et de l'enfance;

Développement des programmes de logement et de l'assistance en ce qui concerne la fourniture d'un logement aux économiquement faibles;

b) Favoriser les programmes fondamentaux de santé publique:

Renforcement des programmes de santé publique;

Prévention des principales maladies contagieuses et lutte contre ces maladies;

c) Fournir une assistance en matière de développement et d'organisation des collectivités, notamment en vue d'aider les communautés insuffisamment développées ou transplantées à s'adapter aux conditions de la vie moderne.

##### E. — *Développer l'éducation et la science:*

a) Enseignement primaire gratuit et obligatoire;

b) Education de base pour ceux qui n'ont pas reçu une instruction primaire régulière;

c) Education en vue d'une connaissance et d'une compréhension meilleures des principes, des buts et des méthodes de la coopération internationale;

d) Instruction et vie culturelle accessibles à toutes les couches de la population;

e) Enseignement scientifique et recherche.

<sup>5</sup> Il est à noter que les six grands programmes prioritaires et les divers programmes qui s'y rattachent sont énumérés non par ordre d'importance, mais par matière.

<sup>4</sup> Voir le paragraphe 9 de l'annexe à la résolution 451 (XIV).

*F. — Formuler les droits de l'homme et les respecter de façon plus générale:*

a) Faire mieux connaître la Déclaration universelle des droits de l'homme et achever l'élaboration des pactes relatifs aux droits de l'homme;

b) Assurer le progrès et le respect des droits de l'homme, notamment en supprimant le travail forcé, les restrictions à la liberté d'association et toutes les mesures discriminatoires dont il est question dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;

c) Favoriser la liberté de l'information et de la presse.

661. En dressant cette liste, le Conseil a précisé qu'il ne faudra jamais perdre de vue l'objectif essentiel à atteindre: le développement économique et social des régions insuffisamment développées. Le Conseil a estimé que cette priorité générale devait s'appliquer à tous les programmes énumérés, notamment à ceux qui portent sur l'augmentation de la production des denrées alimentaires et l'amélioration de leur répartition, et sur l'augmentation de la production dans d'autres domaines.

662. De l'avis du Conseil, l'ordre de priorité ne s'appliquera pas aux problèmes urgents qui surgissent dans certaines régions particulières et qui peuvent appeler des mesures spéciales. Le Conseil a noté en outre que la liste n'était pas limitative et qu'elle ne prétendait pas englober tous les travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; il s'agit plutôt d'une liste des travaux les plus importants, sur lesquels devraient se concentrer les efforts. Il est donc normal qu'une grande partie des fonctions permanentes, notamment les services destinés à organiser, sur le plan international, la collaboration entre spécialistes et techniciens, n'y figurent point. La liste ne fait pas état non plus des méthodes et des techniques qui sont d'une importance capitale pour la mise en œuvre de la plupart de ces programmes, telles que les diverses formes d'assistance technique, notamment les fonctions consultatives en matière de service social, l'amélioration de l'administration publique, ainsi que les échanges scientifiques, les statistiques, les recherches de base concernant les niveaux de vie, etc.

663. Au cours de la discussion, certaines délégations ont exprimé des doutes sur l'utilité, en dernière analyse, d'une liste détaillée de programmes prioritaires. D'autres délégations ont estimé qu'un certain nombre d'objectifs qui ne sont pas compris dans la liste des programmes particuliers prévus sous chacune des grandes rubriques devraient bénéficier de la priorité<sup>6</sup>. Parmi ces objectifs, elles ont mentionné les suivants: "Cesser de réduire l'activité de l'industrie civile et accroître la production civile"; "améliorer la situation des chômeurs et des demi-chômeurs par des mesures comprenant notamment un système public d'assurance contre le chômage, des services médicaux gratuits, le paiement d'allocations, l'amélioration du logement et des conditions de vie"; "rétablir et développer les relations économiques internationales en écartant toutes mesures discriminatoires et toutes restrictions dans le domaine du commerce international"; "mettre en œuvre la résolution 110 (II) de l'Assemblée générale concernant les mesures à

prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y incitent"; "assurer la participation des femmes à la lutte pour la paix et la sécurité des peuples, contribuer à éliminer toute discrimination à l'égard des femmes dans les domaines politique et économique, notamment par des mesures tendant à assurer la pleine application, dans tous les pays, du principe de l'égalité de salaire des hommes et des femmes pour un travail égal"; "favoriser la liberté de l'information et de la presse"; "favoriser et encourager par tous les moyens, grâce à une information sincère et objective, le développement de relations amicales et de la coopération entre les peuples, en vue de résoudre les problèmes d'ordre économique, social et humanitaire, et empêcher que la liberté de l'information et de la presse ne soit utilisée pour fomenter la discorde entre les peuples, mener une propagande de guerre ou susciter des discriminations raciales". La majorité des délégations, sans contester l'importance de bon nombre de ces problèmes, a jugé qu'il ne convenait pas de les mentionner dans la liste des programmes prioritaires, telle qu'elle se présentait. Certaines délégations ont en outre exprimé l'avis que le Conseil leur avait déjà fait une place suffisante dans la liste.

664. Tout en reconnaissant que les commissions, aussi bien que les institutions spécialisées, avaient entrepris certains programmes qui n'étaient pas mentionnés dans la liste, qu'un grand nombre de ces programmes étaient d'une extrême importance et qu'il y avait lieu d'en poursuivre l'exécution, le Conseil a décidé d'une part de prier ses commissions techniques et les commissions régionales d'évaluer leurs programmes en tenant compte des programmes prioritaires établis par le Conseil et d'accorder, dans toute la mesure du possible, une importance spéciale aux projets qui sont de nature à contribuer directement à la mise en œuvre de ces programmes prioritaires et, d'autre part, d'inviter les institutions spécialisées, lorsqu'elles reviseraient et formuleraient leurs programmes, à tenir compte des priorités recommandées et à communiquer leurs vues sur ces priorités.

## **Section II. — Revision des programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour 1953**

665. Par sa résolution 402 B (XIII), le Conseil avait décidé de procéder, à sa prochaine session d'été, à une nouvelle révision des programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, et il avait demandé à ses commissions et aux institutions spécialisées de réviser leurs programmes pour 1953 et pour les années suivantes, de la manière indiquée dans les résolutions 413 (V) de l'Assemblée générale et 362 B (XII) du Conseil.

666. A sa quatorzième session, dans la résolution 451 A (XIV), le Conseil a approuvé les recommandations de son Comité de coordination et constaté avec satisfaction que les commissions intéressées avaient scrupuleusement suivi ses recommandations et que les institutions spécialisées s'étaient efforcées d'indiquer, dans la mesure du possible, les modifications les plus importantes qu'elles avaient apportées à l'orientation de leurs programmes, ainsi que leurs principaux projets

<sup>6</sup> E/AC.24/L.74.

prioritaires pour l'année suivante. Le Conseil a pris également connaissance avec intérêt des renseignements donnés par les institutions des Nations Unies chargées de programmes de secours, comme le FISE, l'UNKRA et l'UNRWA, sur l'ordre de priorité de leurs travaux. Il a demandé à ses commissions, aux institutions spécialisées et aux institutions chargées de programmes de secours de réviser chaque année leurs programmes pour les années à venir selon la procédure indiquée par le Conseil dans la résolution 402 B (XIII), dans la mesure où cette procédure serait applicable, et en tenant compte des programmes prioritaires des Nations Unies exposés dans le rapport du Comité de coordination et approuvés, après remaniement, dans la résolution 451 A (XIV). Le Conseil a invité les institutions spécialisées à lui faire rapport, autant que possible dans une section distincte des rapports annuels qu'elles adressent à l'Organisation des Nations Unies, sur les modifications les plus importantes qu'elles auraient apportées à l'orientation de leurs programmes et sur les principaux projets prioritaires qu'elles pourraient avoir établis pour l'année suivante.

667. Le Comité de coordination ayant constaté qu'il est difficile d'examiner efficacement les décisions prises par les institutions et les commissions au sujet des programmes prioritaires sans recommencer à étudier leur rapport quant au fond, le Conseil a fait siennes les recommandations suivantes que le Comité avait formulées pour l'avenir :

a) Les décisions prises par les commissions et institutions pour arrêter un ordre de priorité pourraient être discutées par le Conseil en séance plénière ou par le Comité économique et le Comité social au moment où les rapports de ces commissions ou institutions sont examinées au fond ;

b) Le Secrétariat devrait résumer les avis exprimés sur la question de l'ordre de priorité et les porter à la connaissance du Comité de coordination ;

c) Le Comité de coordination devrait tenir compte de ces avis au moment de dégager des conclusions générales touchant la suite donnée aux résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale relatives à l'ordre de priorité, et de faire des recommandations à ce sujet.

#### COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGÉTAIRE\*

668. Conformément aux résolutions 402 B (XIII) du Conseil et 533 B (VI) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général, au nom du Président du Conseil, a invité le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à présenter, sur la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, les observations qui, à son avis, pourraient aider le Conseil à réviser les programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour l'année 1953.

669. Le Conseil a reçu avec satisfaction la communication par laquelle le Comité consultatif<sup>7</sup> lui adressait

\* Subdivision du point intitulé "Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées", inscrit à l'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée générale.

<sup>7</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Supplément No 1*, appendice de l'annexe à la résolution 451 (XIV).

ses observations préliminaires sur la stabilisation budgétaire, les incidences financières des projets nouveaux, les frais de voyages des fonctionnaires internationaux, la réduction de la documentation, l'échelonnement des conférences et l'application, par les institutions spécialisées et les commissions, des critères pour l'établissement des priorités définis dans l'annexe de la résolution 324 (XI) du Conseil.

670. Dans sa résolution 451 A (XIV), le Conseil a remercié le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des utiles observations qu'il avait présentées pour répondre au désir du Conseil et il a invité le Secrétaire général à porter ces observations à la connaissance des institutions spécialisées et des organes des Nations Unies que la question concerne, pour qu'ils prennent les mesures voulues.

#### Section III. — Activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière postale

671. Le Conseil a étudié la question de la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées en matière postale<sup>8</sup>. Il a noté que le CAC était d'avis<sup>9</sup> qu'il serait avantageux pour l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées d'arrêter des dispositions communes en ce qui concerne les questions postales.

672. A l'issue de la discussion, le Conseil a adopté la résolution 451 B (XIV) ; notant la résolution relative à l'activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière postale, que le XIIIème Congrès de l'Union postale universelle a adoptée et aux termes de laquelle le Congrès recommande notamment que toute activité envisagée à l'avenir dans le domaine postal par l'Organisation des Nations Unies ou par une institution spécialisée fasse l'objet d'une consultation avec l'Union postale universelle, par l'intermédiaire du Congrès ou de la Commission exécutive et de liaison, et qu'après une telle consultation aucun accord ne soit conclu sans une recommandation favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil a invité les institutions spécialisées à adresser au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies toutes les propositions qu'elles pourraient formuler en ce qui concerne les opérations postales, afin que ces propositions fassent l'objet d'une consultation avec l'Union postale universelle, par l'intermédiaire des organes compétentes de l'Union, et soient ultérieurement soumises à l'Assemblée générale aux fins d'examen.

#### Section IV. — Demandes d'admission à l'UNESCO

673. Conformément à l'article II de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO, les demandes d'admission à l'UNESCO présentées par les Etats suivants, qui ne sont pas membres des Nations Unies, ont été portées à la connaissance du Conseil<sup>10</sup> :

<sup>8</sup> 661ème et 662ème séances plénières ; 103ème et 110ème séances du Comité de coordination.

<sup>9</sup> E/2203, par. 64.

<sup>10</sup> 573ème séance plénière.



Royaume Uni de Libye, Espagne et Nepal (E/2167 et add. 1 et 2)<sup>11</sup>.

674. Certaines délégations se sont opposées à l'admission de l'Espagne, mais les demandes du Royaume-Uni de Libye et du Nepal ont été approuvées à l'unanimité. Par sa résolution 452 (XIV), le Conseil a décidé de porter à la connaissance de l'UNESCO qu'il ne faisait pas d'objection à l'admission de ces trois Etats dans cette organisation.

## Section V. — Rapports annuels des institutions spécialisées

### ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

675. Le Conseil a étudié<sup>12</sup> le rapport annuel de l'Organisation internationale du Travail (E/2240)<sup>13</sup> et, à cette occasion, il a examiné les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux<sup>14</sup>. Le Conseil a entendu un exposé du représentant de l'OIT.

676. La plupart des délégations se sont déclarées satisfaites de l'œuvre accomplie par l'OIT pendant l'année écoulée et se sont félicitées de voir cette organisation accorder une importance croissante à ses activités dans les régions insuffisamment développées tout en poursuivant sa tâche traditionnelle qui est d'établir des normes internationales en matière d'emploi. Elles ont loué les efforts que l'OIT déploie dans le domaine de la main-d'œuvre afin d'élever le niveau de vie des travailleurs, de définir des normes minima de sécurité sociale, d'accroître la productivité de la main-d'œuvre, d'améliorer les relations professionnelles et de résoudre des problèmes spéciaux comme ceux des travailleurs agricoles et de la main-d'œuvre féminine. Elles ont également approuvé la façon dont l'OIT a coordonné ses activités avec celles des Nations Unies et des autres institutions spécialisées ainsi qu'avec les travaux d'autres organisations internationales comme le Conseil de l'Europe.

677. Certaines délégations ont exprimé l'avis que l'OIT n'avait pas respecté les principes énoncés dans son statut et qu'au lieu de servir les intérêts des travailleurs, elle avait fait le jeu des monopoles capitalistes en approuvant l'orientation de la main-d'œuvre vers la production d'armements. Le représentant de la FSM a fait une déclaration appuyant cette thèse.

678. Tout en approuvant l'inclusion dans le rapport annuel d'une section spéciale où l'OIT indique les priorités essentielles et l'évolution récente de son activité ainsi que les ajournements, modifications et suppressions prévus, une des délégations au Conseil a exprimé l'espoir que, dans son prochain rapport, l'OIT n'indiquerait pas seulement l'importance relative de ses divers champs d'activité, mais donnerait aussi certains renseignements d'ordre budgétaire sur ses différents projets.

679. Le Conseil a adopté la résolution 447 (XIV) par laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport de l'OIT.

<sup>11</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 45 de l'ordre du jour.

<sup>12</sup> 646ème, 647ème, 648ème et 649ème séances plénières.

<sup>13</sup> Sixième rapport de l'Organisation internationale du Travail aux Nations Unies, Genève, Bureau international du Travail, 1952.

### ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

680. Le Conseil a examiné<sup>15</sup> le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (E/2195 et add. 1 à 3)<sup>16</sup> et discuté, à cette occasion, le problème de l'accroissement de la production des denrées alimentaires. Le Conseil a également entendu un exposé du représentant de la FAO.

681. Dans l'ensemble, les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits de l'activité déployée par la FAO et de l'œuvre accomplie par cette organisation au cours de l'année écoulée. Le Conseil a noté que la FAO avait établi son siège permanent à Rome dans des conditions satisfaisantes et qu'elle avait dressé un calendrier de conférences générales biennales. Il s'est félicité des efforts de cette organisation pour favoriser l'accroissement de la production des denrées alimentaires<sup>17</sup> et des résultats de la Conférence de 1951, notamment la préparation d'une convention pour la protection des végétaux et l'énoncé des principes d'une politique forestière mondiale et de la coopération internationale dans la lutte antiacridienne; en outre, le Conseil a été heureux de constater que la FAO coopère de manière efficace avec d'autres organisations internationales en ce qui concerne l'élaboration de programmes communs et la création de comités mixtes, avec les secrétariats des commissions économiques régionales par exemple. Il a pris acte avec satisfaction du fait que l'OIT a formulé des principes pour régir ces programmes de travail et réorganiser ses comités afin de leur donner une structure qui permette d'atteindre à une plus grande efficacité.

682. Le Conseil a également noté avec satisfaction l'importance que la Conférence de la FAO a accordée aux services législatifs en rattachant, dans son programme de travail pour 1952-1953, le problème de la réforme agraire aux plans généraux de développement économique; il s'est aussi félicité de la façon dont l'OIT a insisté sur les rapports qui existent entre la nutrition et les problèmes sanitaires, agricoles et économiques.

683. Le Conseil a exprimé l'espoir que les liens entre l'Office international des épizooties et la FAO seraient resserrés, conformément aux recommandations formulées dans la résolution 412 A (XIII) et il a adopté la résolution 424 (XIV) par laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport de la FAO.

### ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

684. Le Conseil a examiné<sup>18</sup> le rapport annuel de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la

<sup>14</sup> Pour la discussion du rapport de l'OIT en ce qui concerne la question des atteintes à l'exercice des droits syndicaux, voir le chapitre V, section VII.

<sup>15</sup> 604ème, 610ème et 611ème séances plénières.

<sup>16</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: *Rapport du Directeur général sur le travail de la FAO, 1950/51* (E/2193/Add.1); *Rapport annuel de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: Programme de travail pour 1952-1953* (E/2193/Add.2); *Rapport de la sixième session de la Conférence annuelle de la FAO, 1951* (E/2193/Add.3).

<sup>17</sup> Voir également le chapitre II, section V et le chapitre VII, section VI.

<sup>18</sup> 616ème et 617ème séances plénières.

science et la culture (E/2226)<sup>19</sup> et entendu un exposé du Directeur général de cette organisation.

685. Le Conseil a constaté avec satisfaction que l'UNESCO avait révisé son programme de travail afin d'assurer une plus grande concentration des efforts et une meilleure coordination de ses activités avec celles de l'Organisation des Nations Unies et des autres institutions spécialisées. Il a noté la coopération efficace de l'UNESCO avec les autres organisations, notamment les organisations non gouvernementales. Les délégations, d'une façon générale, ont reconnu que l'UNESCO faisait preuve de sens pratique dans la façon dont elle s'acquittait de sa tâche essentielle qui est de contribuer au maintien de la paix internationale pour la diffusion du savoir. Le Conseil s'est montré particulièrement satisfait de l'activité de l'UNESCO en ce qui concerne l'éducation de base, l'accès aux livres et l'assistance technique et il a été heureux de constater que l'accord international sur l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel, conclu sous les auspices de l'UNESCO, était entré en vigueur le 21 mai 1952.

686. Le Conseil s'est félicité de l'augmentation du nombre des membres de l'UNESCO. Le Nicaragua ayant déposé son instrument d'acceptation de l'acte constitutif et le Cambodge, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, le Laos et le Vietnam ayant été admis à l'UNESCO, le nombre total des membres atteint maintenant 65. D'autre part, le nombre des Commissions nationales est passé de 49 à 58.

687. Certaines délégations ont fait valoir que la proposition qui doit être présentée à la prochaine session de la Conférence générale et selon laquelle la Conférence ne se réunirait que tous les deux ans, au lieu de tous les ans, faciliterait l'exécution du programme de travail et se traduirait par une réduction du temps passé à la préparation des documents et des rapports.

688. Si l'accroissement continu du budget de l'UNESCO a suscité une certaine inquiétude, plusieurs délégations ont en revanche exprimé l'avis que l'UNESCO avait fait preuve d'un sens des réalités certain dans la façon dont elle a abordé le difficile problème qui consiste à fixer un ordre de priorité pour ses divers programmes et à répartir ses ressources.

689. Le Conseil a adopté la résolution 449 (XIV) par laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport de l'UNESCO.

#### ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

690. Le Conseil a examiné<sup>20</sup> le rapport annuel de l'Organisation mondiale de la santé (E/2239 et corr.1 et add.1 à 3)<sup>21</sup> et entendu un exposé du représentant du Directeur général de cette organisation.

691. Au cours de la discussion, les délégations ont, d'une façon générale, rendu hommage à l'OMS pour l'œuvre qu'elle a accomplie au cours de l'année écoulée, notamment en ce qui concerne la lutte contre le palu-

disme et les mesures prises pour prévenir les épidémies. De nombreuses délégations ont pris acte avec satisfaction de l'admission du Royaume-Uni de Libye comme membre de l'OMS et de celle de la Tunisie et du Maroc comme membres associés.

692. Le Conseil a pris acte également du fait que l'OMS a achevé l'exécution du plan de décentralisation des services. Certaines délégations ont exprimé l'espoir qu'une décentralisation trop rapide ne compromettrait pas le rôle essentiel de l'OMS en tant qu'organe de coordination des activités sanitaires sur le plan international et elles ont manifesté leur inquiétude devant l'augmentation continue du budget de l'OMS.

693. L'OMS a été félicitée d'avoir insisté sur l'amélioration des conditions sanitaires aux fins du développement des pays insuffisamment développés et d'avoir aidé à la création de services de santé nationaux par la formation de spécialistes et de techniciens.

694. En ce qui concerne le rapport lui-même, plusieurs délégations ont été heureuses de constater qu'une note explicative (E/2239) avait été jointe au rapport et que les activités de l'OMS étaient exposées de façon plus brève.

695. Le Conseil a adopté la résolution 448 (XIV) par laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport, noté et approuvé la priorité donnée au développement de services sanitaires publics efficaces et de programmes de formation professionnelle en matière d'hygiène et félicité l'OMS d'avoir adopté les règlements sanitaires internationaux, d'avoir publié le premier volume de la *Pharmacie internationale* et d'avoir apporté une contribution remarquable aux programmes sanitaires concernant la République de Corée et les réfugiés de Palestine. ●

#### ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

696. Le Conseil a examiné<sup>22</sup> le rapport annuel de l'Organisation de l'aviation civile internationale (E/2218<sup>23</sup> et add.1) et entendu un exposé du représentant de cette organisation.

697. Au cours de la discussion, le Conseil s'est, dans l'ensemble, déclaré satisfait de l'activité de l'OACI dans les domaines technique, juridique, et économique. Pour ce qui est du domaine technique, il a noté la contribution de l'OACI à la formation du personnel de l'aviation civile et il a insisté sur l'intérêt qu'il y aurait à renforcer l'assistance de cet ordre dans les pays insuffisamment développés. Il a relevé les observations présentées dans le rapport au sujet des avions à réaction et les avions à turbopropulseurs et il s'est félicité des excellents résultats obtenus du point de vue de la sécurité en 1951. Dans le domaine juridique, il a constaté avec satisfaction que l'OACI avait mené à bonne fin la rédaction des annexes à la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale et que le Comité juridique avait accompli une œuvre importante, notamment la révision de la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international et l'étude d'un nou-

<sup>19</sup> Rapport aux Nations Unies, 1951-1952, UNESCO, Paris, 1952.

<sup>20</sup> 612ème séance plénière.

<sup>21</sup> Voir: *Actes officiels de l'Organisation mondiale de la Santé*, Nos 38, 39 et 41.

<sup>22</sup> 621ème et 622ème séances plénières.

<sup>23</sup> *Rapport du Conseil à l'Assemblée sur les activités de l'Organisation en 1951*, Montréal, mai 1952, document 7270, A6-P/1.

veau projet de convention sur le statut juridique de l'aéronef. Certaines délégations ont estimé qu'il y avait encore à faire pour mettre fin au gaspillage qu'entraîne une concurrence déraisonnable; elles ont également exprimé une certaine inquiétude en constatant que plusieurs Etats avaient omis de transmettre des données statistiques comme la Convention de Chicago leur en faisait l'obligation.

698. En ce qui concerne les questions administratives, une délégation a préconisé la réorganisation de la structure administrative de l'OACI afin de réduire ses frais de gestion. Une autre délégation a exprimé l'espoir que l'OACI accorderait plus d'attention à l'établissement d'un ordre de priorité pour ses travaux. Un certain nombre de délégations ont noté avec satisfaction les relations qui se sont établies entre l'OACI et les commissions économiques régionales d'autres institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales.

699. Le Conseil a adopté la résolution 428 (XIV), par laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport.

#### UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

700. Le Conseil a examiné<sup>24</sup> le rapport annuel de l'Union internationale des télécommunications (E/2243) et entendu un exposé du représentant de cette organisation.

701. Le Conseil s'est déclaré satisfait des résultats obtenus par l'UIT en ce qui concerne la répartition des fréquences du spectre radioélectrique. Il a été heureux de constater l'étroite coopération de l'UIT avec l'Organisation des Nations Unies — notamment sa participation au Programme élargi d'assistance technique — et avec d'autres institutions spécialisées comme l'OACI, l'OMS, l'OIT, l'UNESCO, et l'OMM. Toutefois, une délégation a protesté contre les décisions adoptées par la Conférence administrative extraordinaire des télécommunications au sujet de la répartition des fréquences, car ces décisions présentent, à son avis, un caractère discriminatoire.

702. Le Conseil a adopté la résolution 429 (XIV) par laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport présenté pour 1951 par l'UIT et où il s'est déclaré très sensible au fait que l'UIT ait présenté son rapport dans la forme demandée par la résolution 407 (XIII) du Conseil.

#### UNION POSTALE UNIVERSELLE

703. Le Conseil a examiné<sup>25</sup> le rapport de l'Union postale universelle (E/2179) et entendu un exposé du représentant de cette organisation.

704. Au cours de la discussion, il a été fait mention de l'étroite coopération de l'UPU avec l'OACI et l'Association du transport aérien international au sujet de la poste aérienne. Tout en reconnaissant la valeur du rapport, certaines délégations ont trouvé le passage consacré aux relations entre l'UPU et l'Organisation des Nations Unies quelque peu sommaire et elles ont exprimé l'espoir que, dans ses futurs rapports, l'UPU exposerait de façon plus détaillée ses efforts en vue

de mettre en œuvre celles des résolutions de l'Assemblée et du Conseil qui l'intéressent.

705. Le Conseil a adopté la résolution 430 (XIV), par laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport.

#### ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES RÉFUGIÉS

706. Le Conseil a examiné<sup>26</sup> le rapport final de l'Organisation internationale pour les réfugiés (E/2211).

707. Par sa résolution 438 (XIV), il a pris acte avec satisfaction du rapport de l'OIR et il a rendu hommage à cette institution spécialisée pour l'œuvre qu'elle a accomplie. On trouvera au chapitre IV, section VI, un exposé plus complet sur le rapport de l'OIR et sur les débats du Conseil à ce sujet.

#### ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

708. Le Conseil a examiné<sup>27</sup> le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (E/2196) et entendu un exposé du représentant de cette organisation.

709. Au cours de la discussion, le Conseil a constaté avec satisfaction que l'OMM, au cours de ses huit premiers mois d'existence en tant qu'institution spécialisée, a établi ses services sur des bases solides conformément aux normes et méthodes des Nations Unies et il a pris acte des progrès réalisés par l'OMM dans ses relations avec les autres institutions spécialisées. Il a exprimé l'espoir que l'OMM serait en mesure de donner, dans ses futurs rapports, des renseignements plus complets sur ses activités techniques.

710. Le Conseil a adopté la résolution 431 (XIV), par laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport.

#### BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT ET FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

711. Le Conseil a examiné les rapports annuels de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/2168 et add.1) et du Fonds monétaire international (E/2169 et add.1)<sup>28</sup> et entendu des exposés du Président de la Banque et du Directeur général du Fonds. Par ses résolutions 416 B (XIV) et 421 (XIV) respectivement, il a pris acte des rapports de la Banque et du Fonds. On trouvera au chapitre III, section II, et au chapitre II, section VI, un aperçu des débats auxquels ces rapports ont donné lieu, à l'occasion de l'examen de questions de fond inscrites à l'ordre du jour.

#### Section VI. — Alimentation et famine

712. Par sa résolution 525 (VI) relative à l'alimentation et à la famine, l'Assemblée générale avait invité instamment les gouvernements à prendre diverses mesures en vue d'accroître la production des denrées alimentaires et d'en faciliter la répartition. Tout en comptant que ces mesures aideraient à relever la production des denrées alimentaires dans les pays où la population souffre de sous-alimentation et de déficience alimentaire chroniques, l'Assemblée générale avait pensé que des Etats pourraient avoir à faire face,

<sup>24</sup> 621ème séance plénière.

<sup>25</sup> 622ème séance plénière.

<sup>26</sup> 632ème, 633ème et 634ème séances plénières.

<sup>27</sup> 622ème séance plénière.

<sup>28</sup> 605ème et 606ème, et 584ème séances plénières respectivement.

dans certains cas, à des famines d'ordre exceptionnel auxquelles ils seraient dans l'impossibilité de parer au moyen de leurs seules ressources. En conséquence, l'Assemblée générale avait aussi invité le Secrétaire général à préparer, en consultation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, ainsi qu'avec les directeurs des autres organisations intéressées, des recommandations qui seraient soumises au Conseil économique et social à sa quatorzième session au sujet des méthodes propres à susciter, en cas de famine d'ordre exceptionnel existante ou prévisible, par suite de la sécheresse, d'inondations ou d'autres catastrophes naturelles<sup>713</sup>, une action prompte, concertée et efficace des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations bénévoles.

713. A sa quatorzième session<sup>29</sup>, le Conseil a été saisi d'un rapport du Secrétaire général intitulé: "Alimentation et famine: méthodes d'action internationale en cas de famine d'ordre exceptionnel due à des causes naturelles"<sup>30</sup> (E/2220)<sup>31</sup>. Dans ce rapport, le Secrétaire général s'est efforcé d'ébaucher des méthodes d'action générales qui puissent s'adapter facilement à diverses circonstances exceptionnelles. Il a exposé les mesures que pourraient prendre à l'avance ou dans les délais les plus brefs les gouvernements des pays qui peuvent être sujets à des famines d'ordre exceptionnel, les fonctions que la FAO devrait remplir afin de déceler les famines imminentes et d'en aviser le Secrétaire général, les méthodes auxquelles l'Organisation des Nations Unies pourrait avoir recours pour coordonner l'activité des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations bénévoles et les méthodes par lesquelles on pourrait assurer le financement des secours en cas de famine exceptionnelle.

714. Le Conseil a été également saisi, pour information, d'une communication du 14 juin 1952, émanant du Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (E/2261)<sup>32</sup>, où l'on trouve un extrait du rapport de la quinzième session du Conseil de la FAO relatif à la pénurie des denrées alimentaires et à la famine et, plus particulièrement, à la création d'une réserve alimentaire de crise. Ce rapport indiquait qu'un groupe de travail composé d'experts serait chargé d'examiner de façon plus approfondie les problèmes que pose la création d'une réserve de ce genre et qu'un rapport rédigé conjointement par

le groupe de travail et le Secrétariat serait présenté à la prochaine session du Conseil de la FAO.

715. Le Conseil a estimé qu'il aurait peut-être à modifier certaines des recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général après avoir examiné à sa quinzième session l'étude de la FAO sur la création d'une réserve alimentaire de crise.

716. Le Conseil n'a donc pas fait siennes les recommandations concernant le financement des secours en cas de famine d'ordre exceptionnel, mais il a adopté à l'unanimité la résolution 425 (XIV) qui fait fond sur le rapport du Secrétaire général. Dans cette résolution, le Conseil recommande que les gouvernements des pays qui peuvent être sujets à des famines d'ordre exceptionnel prennent à l'avance les dispositions appropriées pour désigner les ministères et les institutions qui seraient chargés de la mobilisation des ressources locales, de la liaison avec les autres gouvernements, de la coordination de l'activité des organisations bénévoles nationales, et de l'organisation des services visant à assurer la distribution des denrées alimentaires disponibles dans les régions où sévit la famine; il recommande en outre que les gouvernements obtiennent les pouvoirs nécessaires pour suspendre l'application des mesures douanières ou autres qui font obstacle aux importations exceptionnelles de denrées alimentaires; que les institutions bénévoles locales et internationales qui portent assistance aux victimes des famines telles que les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, bénéficient de tous les encouragements et de toutes les facilités souhaitables; que la FAO continue de développer et de perfectionner les moyens qu'elle met en œuvre pour déceler le plus tôt possible les famines imminentes et pour aviser promptement le Secrétaire général lorsqu'une action internationale est nécessaire, et que le Secrétaire général prenne les dispositions nécessaires pour coordonner les secours d'urgence apportés par les organisations intergouvernementales, les gouvernements et les institutions bénévoles, et présente au Conseil économique et social un rapport sur les mesures prises en vertu de la présente résolution. Enfin, le Conseil réaffirme le principe directeur adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 525 (VI) (par. 8) et félicite la FAO de l'étude entreprise aux fins de découvrir les moyens de créer une réserve alimentaire de crise qui permettrait à l'Organisation des Nations Unies de mieux venir en aide aux populations menacées de famine.

## Annexe I

### RESOLUTIONS DU CONSEIL

416 B (XIV). Rapport annuel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement;

421 (XIV). Rapport du Fonds monétaire international;

424 (XIV). Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

425 (XIV). Alimentation et famine;

428 (XIV). Rapport de l'Organisation de l'aviation civile internationale;

429 (XIV). Rapport de l'Union internationale des télécommunications;

430 (XIV). Rapport de l'Union postale universelle;

431 (XIV). Rapport de l'Organisation météorologique mondiale;

438 (XIV). Rapport de l'Organisation internationale pour les réfugiés;

<sup>30</sup> Ce rapport ne traite pas des questions suivantes: a) sous-alimentation et déficience alimentaire chroniques dont la FAO s'occupe spécialement depuis sa création; b) famines d'ordre exceptionnel dues aux suites de la guerre et à des troubles civils, telles que celles qui se sont produites en Corée et en Palestine et qui sont de la compétence du Comité international de la Croix-Rouge.

<sup>31</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 43 de l'ordre du jour.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> 622ème, 623ème et 625ème séances plénières.

447 (XIV). Rapport de l'Organisation internationale du Travail ;  
 448 (XIV). Rapport de l'Organisation mondiale de la santé ;  
 449 (XIV). Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ;  
 451 (XIV). Coordination des travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ;  
 452 (XIV). Demandes d'admission à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

## Annexe II

### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES DU CONSEIL ET DE SES COMITES

On trouvera ci-après, pour les séances tenues par le Conseil et ses comités pendant la quatorzième session, l'indication des comptes rendus analytiques qui se rapportent aux questions traitées dans les différentes sections du présent chapitre :

*Section I. — Programmes prioritaires des Nations Unies.*

*Section II. — Revision des programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour 1953.*

*Section III. — Activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière postale :*

661ème et 662ème séances plénières ;

103ème et 110ème séances du Comité de coordination.

*Section IV. — Demandes d'admission à l'UNESCO :*

573ème séance plénière.

*Section V. — Rapports annuels des institutions spécialisées :*

584, 604, 606, 610, 611, 612, 616, 617, 621, 622, 632, 633, 634, 646, 647, 648 et 649ème séances plénières.

*Section V. — Alimentation et famine :*

622ème, 623ème et 625ème séances plénières.

## Annexe III

### EXPOSES PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

EXPOSÉS ORAUX PRÉSENTÉS AU CONSEIL PAR DES ORGANISATIONS  
NON GOUVERNEMENTALES EN VERTU DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLE-  
MENT INTÉRIEUR

*Confédération internationale des syndicats libres :*

Alimentation et famine, 623ème séance plénière.

*Fédération syndicale mondiale :*

Rapport de l'Organisation internationale du Travail, 648ème  
séance plénière.

## Chapitre VIII

### ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES\*

#### Section I. — Liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif

717. On trouvera ci-après la liste des organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil, en vertu de l'Article 71 de la Charte, avait accordé le statut consultatif au 1er août 1952.

718. A la quatorzième session, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a examiné<sup>1</sup> vingt-huit demandes nouvelles ou présentées à nouveau et il a fait rapport à leur sujet (E/2201 et add.1)<sup>2</sup>. Le nom des organisations qui ont été dotées du statut consultatif à la quatorzième session<sup>3</sup> est précédé d'un astérisque.

#### 719. Catégorie A

Alliance coopérative internationale;  
Chambre de commerce internationale;  
Confédération internationale des syndicats chrétiens;  
Confédération internationale des syndicats libres<sup>4</sup>;  
Fédération internationale des producteurs agricoles;  
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies;  
Fédération syndicale mondiale;  
Organisation internationale des employeurs;  
Union interparlementaire.

#### 720. Catégorie B

All-India Women's Conference (Inde);  
All-Pakistan Women's Association (Pakistan);  
Alliance internationale de tourisme<sup>5</sup>;  
Alliance internationale des femmes — Droits égaux, responsabilités égales;  
Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes filles;  
Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens;  
Armée du salut;  
Assemblée mondiale de la jeunesse;  
Association fiscale internationale;  
Association internationale de droit pénal<sup>6</sup>;  
\* Association internationale des juges d'enfants;  
Association internationale permanente des congrès de navigation;  
Association du transport aérien international;  
\* Bureau international catholique de l'enfance;  
Bureau international pour la répression de la traite des femmes et des enfants;  
Bureau international pour l'unification du droit pénal<sup>7</sup>;  
Comité consultatif mondial de la Société des amis;

\* L'ordre du jour provisoire de la septième session de l'Assemblée générale comprend un point distinct intitulé: "Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées" qui se subdivise ainsi: "a) coordination sur le plan administratif et budgétaire; b) programme des conférences à tenir au siège et à Genève".

<sup>1</sup> 112ème, 113ème, 114ème et 116ème séances du Comité ONG.

<sup>2</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 34, a, de l'ordre du jour.

<sup>3</sup> Résolution 453 (XIV); 572ème, 573ème et 586ème séances plénières.

<sup>4</sup> Le Conseil a approuvé l'accord (E/C.2/R.14/Add.5) en vertu duquel les Secrétariats professionnels internationaux seront représentés par l'intermédiaire de la Confédération internationale des syndicats libres.

Comité de coordination d'organisations juives chargé des consultations avec le Conseil économique et social des Nations Unies;

Comité de liaison des grandes associations internationales féminines;

Comité des églises pour les affaires internationales;

Comité international de la Croix-Rouge;

Comité international de l'organisation scientifique;

Comité international des écoles de service social;

\* Commission internationale catholique pour les migrations;

\* Commission internationale contre le régime concentrationnaire;

Commission internationale de police criminelle;

Confédération internationale des fédérations de fonctionnaires et du personnel des services publics<sup>8</sup>;

Conférence internationale des charités catholiques (remplace Caritas Internationalis);

Conférences internationales du service social;

\* Conférence mondiale de l'énergie;

\* Congrès internationaux d'architecture moderne;

Congrès juif mondial;

Conseil consultatif d'organisations juives;

Conseil interaméricain du commerce et de la production;

Conseil international de documentation du bâtiment;

Conseil international des femmes;

Dotation Carnegie pour la paix internationale;

\* Entraide ouvrière internationale;

Fédération abolitionniste internationale;

Fédération démocratique internationale des femmes;

Fédération interaméricaine des clubs d'automobile<sup>9</sup>;

Fédération internationale de l'automobile<sup>10</sup>;

Fédération internationale de l'habitation et de l'urbanisme;

Fédération internationale des amies de la jeune fille;

\* Fédération internationale des droits de l'homme;

Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications;

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales;

Fédération internationale des femmes diplômées des universités;

Fédération internationale des ouvriers du transport;

\* Fédération internationale des *settlements*;

\* Fédération mondiale des anciens combattants;

Fédération routière internationale;

Guilde internationale des coopératrices;

Indian Council of World Affairs (Inde);

\* Institut interaméricain de statistique;

Institut international africain;

Institut international de finances publiques;

Institut international de statistique;

Institut international des sciences administratives;

Institut sud-américain du pétrole;

\* International Islamic Economic Organization;

<sup>5</sup> Cette organisation et la Fédération internationale de l'automobile devant avoir une représentation commune.

<sup>6</sup> Cette organisation et le Bureau international pour l'unification du droit pénal devant avoir une représentation commune.

<sup>7</sup> Cette organisation et l'Association internationale de droit pénal devant avoir une représentation commune.

<sup>8</sup> Le statut de cette organisation sera révisé à la quinzième session.

<sup>9</sup> Le statut consultatif de la catégorie B a été accordé à cette organisation à condition qu'elle prenne des dispositions avec la Fédération internationale de l'automobile et l'Alliance internationale de tourisme pour que ces trois organisations puissent être consultées conjointement par le Conseil.

<sup>10</sup> Cette organisation et l'Alliance internationale de tourisme devant avoir une représentation commune.

International Law Association;  
 International Shipping Federation;  
 Jeunesse ouvrière chrétienne;  
 Ligue Howard pour la réforme pénale (Royaume-Uni);  
 Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté;  
 Ligue internationale des droits de l'homme;  
 Lions International — International Association of Lions Clubs;  
 Mouvement mondial des mères;  
 National Association of Manufacturers (Etats-Unis);  
 Nouvelles équipes internationales;  
 Organisation internationale de normalisation;  
 Organisation mondiale Agudas Israël;  
 Organisation mondiale de la profession enseignante<sup>11</sup>;  
 Organisation mondiale pour la protection sociale des aveugles;  
 Pax Romana — Mouvement international des étudiants catholiques<sup>12</sup>;  
 Pax Romana — Mouvement international des intellectuels catholiques<sup>12</sup>;  
 Rotary International;  
 Service social international;  
 Société antiesclavagiste;  
 Société de législation comparée (France);  
 Société internationale de criminologie;  
 Société internationale pour la protection des invalides;  
 Union catholique internationale de service social;  
 Union internationale d'assurances transports;  
 Union internationale de la jeunesse socialiste;  
 Union internationale de la presse catholique;  
 Union internationale de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales;  
 Union internationale de protection de l'enfance;  
 Union internationale des architectes;  
 Union internationale des chemins de fer<sup>13</sup>;  
 Union internationale des organismes familiaux;  
 Union internationale des organismes officiels de tourisme;  
 Union internationale des transports routiers;  
 Union internationale des villes et pouvoirs locaux;  
 Union internationale pour l'étude scientifique de la population;  
 Union internationale pour la protection de la nature;  
 Union mondiale chrétienne des femmes abstinentes;  
 Union mondiale des organisations féminines catholiques (ancienne Union internationale des ligues féminines catholiques);  
 World Union for Progressive Judaism.

21. La liste ci-dessus comprend 109 organisations dont 9 figurent dans la catégorie A et 100 dans la catégorie B. Sauf les 8 dont le titre est suivi du nom d'un Etat, toutes ces organisations ont un caractère international.

22. Les 113 autres organisations énumérées ci-après sont actuellement inscrites au registre du Secrétaire général et peuvent être consultées en cas de besoin, conformément à la résolution 288 B (X). Sauf celles dont le titre est suivi du nom d'un pays, toutes ces organisations ont un caractère international.

Académie internationale de médecine légale et de médecine sociale;  
 Aero Medical Association;  
 Alliance internationale sociale et politique Sainte-Jeanne-Arc;  
 American College of Chest Physicians;  
 Association interaméricaine de radiodiffusion;  
 Association internationale de l'échange d'étudiants en vue de l'acquisition d'une expérience technique;  
 Association internationale de pédiatrie;  
 Association internationale de prophylaxie de la cécité;

Association internationale de sciences économiques;  
 Association internationale de science politique;  
 Association internationale de sociologie;  
 Association internationale des critiques d'art;  
 Association internationale des intérêts radiomaritimes;  
 Association internationale des microbiologistes;  
 Association internationale des professeurs et chargés de cours d'universités;  
 Association internationale soroptimiste;  
 Association littéraire et artistique internationale;  
 Association médicale mondiale;  
 Association mondiale des guides et éclaireuses;  
 Bureau international des éclaireuses;  
 Centre européen de documentation et de compensation;  
 Comité d'entente des fédérations internationales du personnel enseignant;  
 Comité international d'aide aux intellectuels;  
 Comité international de la radioélectricité;  
 Comité international radiomaritime;  
 Commission internationale de l'éclairage;  
 Commission mixte internationale pour les expériences relatives à la protection des lignes de télécommunication et des canalisations souterraines;  
 Committee for Economic Development (Etats-Unis);  
 Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs;  
 Confédération internationale du crédit populaire;  
 Conférence internationale des grands réseaux électriques;  
 Conférence permanente des hautes études internationales;  
 Conseil international de la musique;  
 Conseil international de la philosophie et des sciences humaines;  
 Conseil international des archives;  
 Conseil international des employeurs du commerce;  
 Conseil international des infirmières;  
 Conseil international des musées;  
 Conseil international des unions scientifiques;  
 Conseil pour la coordination des congrès internationaux des sciences médicales;  
 Engineers Joint Council;  
 Fédération aéronautique internationale;  
 Fédération dentaire internationale;  
 Fédération internationale de documentation;  
 Fédération internationale de l'industrie phonographique;  
 Fédération internationale des associations de bibliothécaires;  
 Fédération internationale des associations d'éducation des travailleurs;  
 Fédération internationale des associations de pilotes de lignes aériennes;  
 Fédération internationale des associations populaires de tourisme;  
 Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police;  
 Fédération internationale des géomètres;  
 Fédération internationale des hôpitaux;  
 Fédération internationale des journalistes libres;  
 Fédération internationale des juristes;  
 International Federation of Women Lawyers;  
 Fédération internationale des organisations de correspondances et d'échanges scolaires;  
 Fédération internationale des *Pen Clubs*;  
 Fédération internationale des professeurs de l'enseignement secondaire officiel\*;  
 Fédération internationale des radiotélégraphistes;  
 Fédération internationale des transports aériens privés;  
 Fédération internationale des travailleurs de la terre;  
 Fédération internationale du bâtiment et des travaux publics (Confédération patronale);  
 Fédération internationale pharmaceutique;  
 Fédération internationale pour les auberges de la jeunesse;  
 Fédération luthérienne mondiale;  
 Fédération mondiale de la jeunesse démocratique;  
 Fédération mondiale des jeunes femmes catholiques;

<sup>11</sup> Le 1er août 1952, cette organisation ainsi que la Fédération internationale des associations d'instituteurs et la Fédération internationale des professeurs de l'enseignement secondaire officiel se sont fondues en une nouvelle organisation; elles ont, de ce fait, perdu leur identité propre. La nouvelle organisation énumérée "Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante" remplace, par décision du Conseil, l'Organisation mondiale de la profession enseignante dans la liste des organisations dotées du statut consultatif de la catégorie B.

<sup>12</sup> Pax Romana — Mouvement international des étudiants catholiques et Pax Romana — Mouvement international des intellectuels catholiques ont une représentation commune.

<sup>13</sup> Cette organisation devant représenter l'Union internationale des voitures et fourgons et l'Union internationale des wagons qui figuraient auparavant parmi les organisations dotées du statut consultatif de la catégorie B. Voir la section II ci-après.

\* Voir la note 11 ci-contre.

Fédération mondiale pour la santé mentale;  
 Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants;  
 Institut de droit international;  
 Institut international de droit public;  
 Institut international des civilisations différentes;  
 Institut international du théâtre;  
 Inter-American Association of Sanitary Engineering;  
 International Association of Oceanography;  
 International Chamber of Shipping;  
 International Union of Aviation Insurers;  
 Internationale de la "porte ouverte";  
 Ligue internationale contre le rhumatisme;  
 Ligue internationale pour l'éducation nouvelle;  
 Ligue des sociétés de la Croix-Rouge;  
 Mennonite Central Committee (Etats-Unis et Canada seulement);  
 Organisation des relations asiatiques;  
 Organisation internationale de radiodiffusion;  
 Organisation internationale des journalistes;  
 Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire;  
 Pacific Science Association;  
 Service civil international;  
 Société d'économétrie;  
 Société de biométrie;  
 Société Hansard;  
 Société internationale de la lèpre;  
 Société internationale de musicologie;  
 Union arabe;  
 Union astronomique internationale;  
 Union des associations internationales — Centre de service pour les organisations internationales non gouvernementales;  
 Union des associations techniques internationales;  
 Union européenne de radiodiffusion;  
 Union géodésique internationale;  
 Union internationale contre l'alcoolisme;  
 Union internationale contre la tuberculose;  
 Union internationale contre le cancer;  
 Union internationale contre le péril vénérien;  
 Union internationale des étudiants;  
 Union internationale des instituts d'archéologie, d'histoire et d'histoire de l'art;  
 Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique;  
 Union internationale des sociétés d'auditeurs de la radio;  
 Union mondiale des étudiants juifs;  
 Union mondiale des femmes rurales;  
 Union mondiale O. R. T.;  
 Union radio-scientifique internationale;  
 World Friendship Federation;  
 World University Service.

## Section II. — Revision de la liste des organisations non gouvernementales

723. A sa quatorzième session, le Conseil a révisé<sup>14</sup> la liste des organisations non gouvernementales qu'il avait dotées du statut consultatif au cours de ses huitième et neuvième sessions et il a décidé que l'Union internationale des voitures et fourgons et l'Union internationale des wagons seraient représentées par l'Union internationale des chemins de fer, organisation dotée du statut consultatif de la catégorie B. Le Conseil a également décidé d'inscrire au registre l'Institut international de droit public et l'Union internationale contre l'alcoolisme, organisations qui étaient auparavant classées dans la catégorie B.

## Section III. — Dispositions relatives aux consultations avec les commissions économiques régionales

724. Dans sa résolution 414 C (XIII), le Conseil avait formulé des recommandations au sujet des consultations avec les commissions économiques régionales. Les

paragraphes 76 à 78 exposent les mesures que les commissions économiques régionales ont prises à cet égard.

## Section IV. — Application de l'Accord relatif au siège en ce qui concerne les représentants des organisations non gouvernementales

725. Par sa résolution 413 C (XIII), le Conseil avait invité l'Assemblée générale "à examiner, au cours de sa sixième session, la question de la présence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif aux débats de l'Assemblée générale ou de ses commissions concernant les problèmes dont les organisations non gouvernementales ont à connaître et qui sont de la compétence du Conseil économique et social, et à prendre à ce sujet toutes dispositions qu'elle jugera utiles".

726. L'Assemblée générale a adopté la résolution 606 (VI) qui autorise le Secrétaire général à prendre, sur la demande du Conseil économique et social ou de son Comité chargé des organisations non gouvernementales, les dispositions permettant au représentant désigné par une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif d'assister aux séances publiques de l'Assemblée générale lorsque y seront discutés les problèmes économiques et sociaux de la compétence du Conseil et de l'organisation intéressée. En outre, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à faciliter le transit des représentants des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui se rendent aux sessions de l'Assemblée générale et de ses commissions ou en reviennent.

727. A sa quatorzième session<sup>15</sup>, le Conseil a été saisi de deux propositions touchant l'application, selon la résolution 606 (VI) de l'Assemblée générale, de l'Accord relatif au siège en ce qui concerne les représentants des organisations non gouvernementales.

728. Les auteurs de la première proposition (E/L.372)<sup>16</sup> exprimaient l'avis qu'il n'est pas nécessaire que le Conseil examine dans chaque cas particulier s'il y a lieu d'inviter des représentants des organisations non gouvernementales à assister aux séances de l'Assemblée générale, déclaraient que le Gouvernement des Etats-Unis avait enfreint les dispositions de l'Accord relatif au siège et proposaient que l'Assemblée générale revienne sur sa résolution 606 (VI) afin d'attirer l'attention du Gouvernement des Etats-Unis sur l'inadmissibilité de pratiques violant les sections 11 et 13 de l'Accord relatif au siège. Le projet de résolution demandait en outre au Secrétaire général de continuer à accorder aux représentants des organisations non gouvernementales l'aide nécessaire en vue de faciliter l'accomplissement de leurs fonctions consultatives, y compris l'accès au district administratif, afin que ces représentants puissent prendre part aux séances publiques de l'Assemblée générale et du Conseil lorsque ces organes délibèrent sur des questions qui intéressent ces organisations, de même que l'aide nécessaire pour qu'ils obtiennent les visas nécessaires, conformément aux dispositions des sections 11 et 13 de l'Article IV de l'Accord relatif au siège.

<sup>15</sup> 618ème et 619ème séances plénières.

<sup>16</sup> Voir : *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes, point 34, d, de l'ordre du jour.*

<sup>14</sup> 573ème séance plénière.



729. A l'appui de cette proposition, on a fait valoir que la résolution 606 (VI), par laquelle le Secrétaire général n'est autorisé à prendre les dispositions permettant au représentant désigné par une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif d'assister aux séances de l'Assemblée générale que sur la demande du Conseil ou de son Comité ONG, était en contradiction avec l'Accord relatif au siège, et qu'il n'était pas logique que cette résolution prévoie la représentation des organisations non gouvernementales aux séances de l'Assemblée générale, mais non à celles du Conseil. On a affirmé que le Gouvernement des États-Unis avait, à plusieurs reprises depuis l'automne de 1950, refusé l'accès du district administratif à des représentants d'organisations non gouvernementales; enfin, on a soutenu que l'adoption de cette proposition assurerait aux organisations non gouvernementales la possibilité de participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies conformément aux principes énoncés dans l'Article 71 de la Charte, et les mettrait à l'abri de toutes restrictions arbitraires de la part d'un Etat Membre.

730. Le deuxième projet (E/L.317)<sup>17</sup> priait le Secrétaire général d'inviter toutes les organisations dotées du statut consultatif des catégories A et B à envoyer un représentant qui assisterait aux séances publiques de la session ordinaire de l'Assemblée générale lorsque y seraient discutés des problèmes économiques et sociaux de leur compétence. On a fait valoir que cette proposition, conforme aux directives de l'Assemblée générale, permettait de mettre un terme à la controverse et de résoudre le problème par des moyens qui n'excèdent pas les pouvoirs du Conseil et du Secrétaire général.

731. Le représentant des États-Unis, appuyant cette deuxième proposition, a nié que son gouvernement ait à aucun moment violé l'Accord relatif au siège en ce qui concerne l'admission des représentants des organisations non gouvernementales aux sessions du Conseil ou de ses organismes subsidiaires. Il a déclaré que la délivrance des visas avait, dans certains cas, subi des retards explicables, mais que les représentants d'organisations non gouvernementales qui s'intéressent davantage aux travaux des sessions qu'aux manœuvres de propagande peuvent obtenir satisfaction en faisant leur demande de visa suffisamment à l'avance. Des experts juridiques des États-Unis ont exprimé l'avis que l'Accord relatif au siège n'est pas applicable aux personnes qui désirent assister aux séances de l'Assemblée générale en vertu d'arrangements conclus avec le Conseil; cependant, comme l'Assemblée générale, dans sa résolution 606 (VI), a précisé que les représentants des organisations non gouvernementales peuvent être invités à assister aux séances de l'Assemblée générale, le Gouvernement des États-Unis a décidé d'appliquer à l'avenir l'Accord relatif au siège à ces représentants. Le représentant des États-Unis a souligné, en outre, que la deuxième proposition dont le Conseil était saisi était plus libérale que la résolution 606 (VI) de l'Assemblée générale puisqu'elle n'exigeait pas que le Conseil ou son Comité ONG se prononce dans chaque cas particulier, mais autorisait le Secrétaire général à inviter les représentants de toutes les

organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif des catégories A et B à assister aux séances de l'Assemblée générale. Cette invitation suffirait à étendre les dispositions de l'Accord relatif au siège à ces représentants, qui auraient alors librement accès au district administratif.

732. A l'appui de la thèse selon laquelle le bénéfice des dispositions du projet devait se limiter aux organisations classées dans les catégories A et B, on a fait valoir que le registre avait été créé pour permettre de consulter en cas de besoin les organisations qui y sont inscrites, sur l'initiative du Conseil, de l'un de ses organes subsidiaires ou du Secrétaire général et qu'il serait d'ailleurs difficile d'étendre à toutes les organisations inscrites au registre les avantages accordés aux organisations des catégories A et B, notamment pour ce qui est des sièges qui leur sont réservés dans les salles de séance de l'Assemblée générale. Le nombre de personnes à admettre pour chaque organisation non gouvernementale a fait l'objet d'une discussion et l'on a soutenu qu'il fallait employer le mot "représentant" au singulier, comme dans la résolution 606 (VI) de l'Assemblée générale.

733. Le Conseil a fini par adopter la résolution 455 (XIV) dans laquelle, après avoir rappelé la résolution 606 (VI) de l'Assemblée générale, il prie le Secrétaire général d'inviter chacune des organisations des catégories A et B à envoyer son représentant pour assister aux séances publiques de l'Assemblée générale lorsque y seront discutés des problèmes économiques et sociaux de sa compétence.

## Section V. — Communications contenant des plaintes contre des gouvernements<sup>18</sup>

734. Conformément au paragraphe 35, g, de la résolution 288 (X) du Conseil, concernant les questions qui intéressent les dispositions relatives aux consultations prises aux termes de l'Article 71 de la Charte, le Secrétaire général a soumis au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales un mémorandum (E/C.2/332) dans lequel il a demandé des directives quant à la procédure à suivre à l'égard des communications écrites émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et contenant des plaintes, notamment des plaintes contre des gouvernements.

735. Après avoir décidé de faire de cette question le point 48 de son ordre du jour, le Conseil a étudié<sup>19</sup> le rapport que son Comité chargé des organisations non gouvernementales a rédigé à ce sujet (E/2270). Dans ce rapport, le Comité recommandait d'appliquer à toutes les communications où des organisations non gouvernementales des catégories A et B se plaignent d'atteintes aux droits de l'homme, y compris celles qui contiennent des plaintes contre des gouvernements, la procédure spéciale instituée par la résolution 75 (V) [modifiée] du Conseil; à son avis, il ne fallait pas leur appliquer par surcroît les dispositions de la résolution 288 B (X). Le Comité a formulé une recommandation analogue en ce qui concerne les communications contenant des plaintes relatives à la condition

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> Voir également le chapitre V, section III.

<sup>19</sup> 117ème et 118ème séances du Comité ONG; 661ème et 662ème séances plénières.

de la femme, ces communications devant être traitées, à son avis, selon la procédure prévue dans la résolution 75 (V) [modifiée] du Conseil.

736. Pour ce qui est des autres communications contenant des plaintes contre des gouvernements, c'est-à-dire toutes communications où les plaintes ne portent pas sur des atteintes aux droits de l'homme, le Comité recommandait de ne les faire distribuer qu'après les avoir notifiées aux gouvernements intéressés; la réponse du gouvernement serait dans chaque cas publiée dans le même document que la communication si elle parvenait au Secrétariat dans un délai de six semaines au plus tard après la date de la notification; sinon, elle ferait l'objet d'un additif.

737. Au cours du débat, la représentante de la Confédération internationale des syndicats libres a prétendu que les communications d'organisations non gouvernementales contenant des plaintes relatives à des atteintes aux droits de l'homme ne recevraient aucune suite si, conformément à la recommandation du Comité, on leur appliquait la procédure prévue par la résolution 75 (V). Elle a soutenu que cette résolution ne devait pas s'appliquer aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, mais visait uniquement les pétitions émanant de particuliers ou d'organisations privées. Dans la résolution 288 (X) du Conseil où figurent de nouvelles dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales, il n'est pas fait mention de la résolution 75 (V) qui n'est pas citée dans la partie C, parmi les résolutions antérieures que le texte de la partie B remplace à certains égards. La représentante de la Confédération internationale des syndicats libres a déclaré que la recommandation du Comité ne pouvait se défendre sur le plan juridique et qu'elle constituait une nouvelle tentative en vue de retirer leurs privilèges aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif. La Fédération internationale des producteurs agricoles a partagé entièrement l'opinion de la Confédération.

738. Certains membres du Conseil, opposés aux recommandations du Comité, ont exprimé l'opinion qu'il serait injuste de n'appliquer que la procédure prévue par la résolution 75 (V) aux communications d'organisations non gouvernementales qui portent sur les droits de l'homme, car cela signifierait que ces communications ne pourraient être distribuées comme documents du Conseil. Selon la recommandation du Comité, seules les organisations non gouvernementales qui ont des représentants à New-York et qui sont ainsi en mesure de présenter des exposés oraux en vertu de l'article 80 du règlement intérieur du Conseil<sup>20</sup>, seraient à même de saisir le Conseil de plaintes contre des gouvernements au sujet d'atteintes aux droits de l'homme; les autres organisations non gouvernementales seraient nettement désavantagées. La solution proposée n'encouragerait pas les organisations non gouvernementales à remplir leur rôle consultatif avec l'enthousiasme qu'elles ont manifesté jusqu'à présent.

739. D'autres membres du Conseil se sont prononcés contre les recommandations du Comité en faisant valoir que la Charte ne prévoit qu'une seule catégorie de plaintes: les pétitions relatives aux Territoires sous

tutelle; à leur avis, c'est devant les autorités compétentes des Etats intéressés que toutes les autres plaintes doivent être portées. Toute autre procédure constituerait une violation des droits souverains des Etats et serait contraire aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

740. La plupart des membres du Conseil ont été d'avis qu'il ne fallait faire entre les plaintes reçues par l'Organisation aucune distinction fondée sur l'origine et que la procédure prévue par la résolution 75 (V) devrait s'appliquer à toutes les communications contenant des plaintes relatives à des atteintes aux droits de l'homme, comme le Comité l'avait recommandé. Tant qu'il n'existerait pas un pacte international relatif aux droits de l'homme ou tout autre instrument juridique définissant les droits de l'homme, le Conseil ne saurait donner suite à des plaintes pour atteintes à ces droits; dans ces conditions, on ne ferait que nuire au prestige de l'Organisation des Nations Unies si l'on rendait ces plaintes publiques en en distribuant le texte conformément aux dispositions de la résolution 288 B (X). La procédure recommandée par le Comité ne limite en rien les prérogatives des organisations non gouvernementales; elle confirme au contraire leur droit de formuler des plaintes contre les gouvernements, indépendamment de la question du respect des droits de l'homme — droit qui n'avait pas encore été clairement établi. On a cité à ce propos le paragraphe 13 de la résolution 288 B (X) du Conseil où il est précisé que les dispositions prises ne doivent pas être de nature à surcharger le Conseil ou à le faire sortir du rôle d'organe chargé de coordonner les programmes et leur exécution, qui lui est assigné par la Charte, pour le transformer en tribune ouverte à tous les débats.

741. Par sa résolution 454 (XIV), le Conseil a approuvé les recommandations du Comité selon lesquelles il y a lieu de continuer à appliquer aux plaintes pour violation des droits de l'homme la procédure prévue par la résolution 75 (V) [modifiée] et à toutes les autres plaintes la procédure prévue par la résolution 288 B (X), étant entendu que la recommandation du Comité relative aux plaintes autres que les plaintes pour atteintes aux droits de l'homme vise les communications qui portent sur des questions de la compétence du Conseil et des organisations non gouvernementales intéressées.

## **Section VI. — Application des dispositions relatives aux consultations**

### **EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

742. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, le Conseil et ses commissions ont reçu de vingt-deux organisations non gouvernementales quarante et un exposés écrits<sup>21</sup>, présentés en vertu de la résolution 288 B (X). On trouvera dans les annexes

<sup>21</sup> E/C.2/323, E/C.2/325 à 331, E/C.2/333 à 335; E/CN.3/NGO/3; E/CN.4/NGO/34 à 40; E/CN.4/Sub.1/161; E/CN.4/Sub.2/NGO/2; E/CN.5/259/Add.2; E/CN.5/NGO/11 à 13; E/CN.6/NGO/4 à 9; E/CN.7/326; E/CN.11/TRANS/61/Add.1; E/CN.11/324; E/CN.11/L.28, 29, 30 et 40, I & T/8, 9 et 10 (CEAEO).

<sup>20</sup> Voir l'annexe à la résolution 456 (XIV).

à chacun des chapitres du présent rapport une liste indiquant le sujet des exposés qui se rapportent aux questions traitées dans le chapitre et le nom des organisations non gouvernementales qui les ont présentés.

#### AUDITION D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

743. Au cours de la quatorzième session, la Confédération internationale des syndicats libres et la Fédération syndicale mondiale ont présenté l'une ou l'autre et, dans certains cas, l'une et l'autre, au Conseil, en vertu de l'article 82 du règlement intérieur, des exposés oraux<sup>22</sup> à propos des points 3, 4, 5, b, 5, c, 10, 11, d, 12, 14, 15, 18, 22, b, 25, 43 et 48 de l'ordre du jour. On en trouvera la liste dans les annexes aux divers chapitres qui traitent des questions auxquelles ces exposés se rapportent.

744. Le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a entendu, en vertu des articles 80, 81 et 82 du règlement intérieur, des exposés d'un certain nombre d'autres organisations à propos des points 5, b, 11, b, 11, c, 11, e, 12, 17, a, 17, b, 19, 34, d, et 48 de l'ordre du jour<sup>23</sup>. On en trouvera également la liste dans les annexes aux divers chapitres qui traitent des questions auxquelles ces exposés se rapportent, exception faite des exposés suivants qui se rattachent au présent chapitre:

#### Catégorie A

##### *Confédération internationale des syndicats libres:*

Communications contenant des plaintes contre des gouvernements (point 48);

#### Annexe I

##### RESOLUTIONS DU CONSEIL

453 (XIV). Organisations non gouvernementales:

A. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes présentées à nouveau;

B. Revision de la liste des organisations que le Conseil a dotées du statut consultatif à ses huitième et neuvième sessions;

454 (XIV). Communications d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif contenant des plaintes contre des gouvernements;

455 (XIV). Application de l'Accord relatif au siège en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales [résolution 606 (VI) de l'Assemblée générale].

#### Annexe II

##### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES DU CONSEIL ET DE SES COMITES

On trouvera ci-après, pour les séances tenues par le Conseil et ses comités pendant la quatorzième session, l'indication des comptes rendus analytiques qui se rapportent aux questions traitées dans les différentes sections du présent chapitre:

*Section I. — Liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif:*

572ème, 573ème et 586ème séances plénières;

112ème, 113ème, 114ème et 116ème séances du Comité ONG.

<sup>22</sup> 589ème, 592ème, 610ème, 620ème, 623ème, 627ème, 628ème, 633ème, 634ème, 643ème, 648ème, 649ème, 653ème, 661ème et 665ème séances plénières. Voir également les rapports du Comité ONG sur les auditions et demandes d'auditions: E/2236, E/2285, E/2303, E/2307.

#### *Fédération internationale des producteurs agricoles:*

Communications contenant des plaintes contre des gouvernements (point 48).

#### Catégorie B

##### *Conseil international des femmes:*

Application de l'Accord relatif au siège en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales (point 34, d).

745. Le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a également entendu une déclaration d'un représentant de la Fédération syndicale mondiale sur certaines questions administratives concernant la suite donnée par le Secrétariat à des communications visées par la résolution 277 (X) du Conseil relative aux droits syndicaux (liberté d'association)<sup>24</sup>.

746. Le Comité a également entendu de brefs exposés de chacune des organisations de la catégorie A à propos de chacun des points de l'ordre du jour sur lesquels le Conseil les a ultérieurement entendues.

747. Les commissions du Conseil, comme on l'a vu dans les chapitres précédents et dans les rapports de ces commissions, ont entendu un grand nombre d'organisations non gouvernementales.

#### QUESTIONS DONT DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ONT PROPOSÉ L'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR

Néant.

*Section II. — Revision de la liste des organisations non gouvernementales:*

573ème séance plénière;

114ème séance du Comité ONG.

*Section III. — Dispositions relatives aux consultations avec les commissions économiques régionales:*

Néant.

*Section IV. — Application de l'Accord relatif au siège en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales:*

572ème, 576ème, 578ème, 591ème, 596ème, 600ème, 618ème et 619ème séances plénières.

*Section V. — Communications contenant des plaintes contre des gouvernements:*

653ème, 661ème et 662ème séances plénières;

117ème et 118ème séances du Comité ONG.

*Section VI. — Application des dispositions relatives aux consultations:*

583ème, 589ème, 592ème, 610ème, 620ème, 623ème, 627ème, 628ème, 633ème, 634ème, 643ème, 648ème, 649ème, 653ème, 661ème et 665ème séances plénières.

114ème, 115ème (SR/119 et add.1), 120ème (SR/120 et add.1), 121ème (SR/121 et add.1) et 122ème (SR/122 et add.1).

<sup>23</sup> 114ème, 115ème, 116ème, 117ème et 121ème séances du Comité ONG. Voir les rapports du Comité ONG: E/2201, E/2236, E/2307.

<sup>24</sup> Voir également le chapitre V, section VI.

## Chapitre IX

### INCIDENCES FINANCIERES DES DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL

#### Section I. — Procédures d'examen des incidences financières

748. En application de la résolution 533 (VI) de l'Assemblée générale, le Conseil a entrepris une étude détaillée des méthodes et pratiques qui lui permettent de se tenir informé des incidences financières de ses décisions et d'établir un ordre de priorité<sup>1</sup>.

Le Conseil a été saisi d'un document de travail (E/2274) dans lequel le Secrétaire général analysait les dispositions actuelles et leurs antécédents, examinait les procédures établies, proposait un choix de méthodes pour déterminer les priorités et évaluer les incidences financières, et présentait un projet d'article révisé.

749. Les méthodes mises au point par le Conseil avaient été arrêtées principalement en application du paragraphe 13.1 de l'article XIII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, qui prescrit qu'aucun Conseil ne peut prendre une décision entraînant des dépenses sans avoir été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières de la proposition examinée. L'article 33 du règlement intérieur du Conseil reprenait cette disposition et prévoyait en outre que le Secrétaire général devait dresser un état estimatif résumé des incidences financières de toutes les propositions soumises au Conseil et le faire distribuer aux membres aussitôt que possible après la publication de l'ordre du jour provisoire; en outre, en vertu de cet article, le Conseil devait examiner une récapitulation finale de ces états, révisée s'il y avait lieu en séance plénière avant la clôture de chaque session. Cet article du règlement avait été complété par la résolution 175 (VII) du Conseil qui dispose que, sauf si, en raison de circonstances exceptionnelles, le Conseil en décide autrement, l'exécution d'un nouveau projet ne sera commencée pendant la durée de l'exercice financier en cours que s'il peut être entrepris sans nuire à d'autres projets déjà en cours d'exécution; et que si, dans des cas d'urgence exceptionnelle, le Conseil désire recommander l'affectation d'un crédit à un projet particulier de façon que le travail puisse être commencé, soit avant la session ordinaire suivante de l'Assemblée générale, soit après la réunion de l'Assemblée, mais pendant la durée de l'exercice financier en cours, ce vœu devrait être expressément indiqué au Secrétaire général dans la résolution approuvant ce projet.

750. Par sa résolution 402 III (XIII), le Conseil a décidé que, tout en s'efforçant d'éviter l'application de plafonds budgétaires rigides aux activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécia-

lisées dans les domaines économique et social, il convient que, pour réaliser le maximum d'économies et une stabilité raisonnable, le Conseil, ses organismes subsidiaires et les institutions spécialisées s'efforcent, lorsqu'ils procèdent périodiquement à la revision de leurs programmes, d'établir des ordres de priorité et d'éliminer ou d'ajourner les projets qui ne sont pas d'une grande urgence. L'Assemblée générale, par sa résolution 413 (V), a pris note de la résolution 402 (XIII) du Conseil et a prié le Conseil d'indiquer, lorsqu'il adopte de nouveaux programmes, quels sont les plans en cours dont l'exécution peut être différée, ou que l'on peut modifier ou abandonner pour assurer la plus grande efficacité dans la réalisation de l'œuvre économique et sociale de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

751. Par sa résolution 533 B (VI), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de joindre à l'état estimatif des incidences financières qu'il présente au Conseil une indication approximative des délais nécessaires à l'achèvement du projet. Par sa résolution 533 B (VI), l'Assemblée générale a demandé, en outre, au Secrétaire général de préparer et de joindre en annexe à ses prévisions budgétaires annuelles une analyse, par domaine d'activité et par chapitre du budget, du coût estimatif des activités d'ordre économique et social de l'Organisation des Nations Unies et de communiquer cette analyse au Conseil au début de sa session ordinaire précédant immédiatement la session ordinaire de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale a aussi invité le Conseil à réviser les méthodes qu'il emploie pour étudier l'ordre de priorité relatif et les incidences financières des nouveaux projets envisagés, de manière à faire porter son examen sur les rapports de ces projets avec les activités déjà entreprises dans le domaine en question, en vue d'établir un programme de travail équilibré.

752. Le document de travail signalait que, lorsqu'il présente un état estimatif initial, le Secrétaire général indique sur quelle hypothèse il a été en mesure de se fonder en matière de priorités. En tout cas, si un organe subsidiaire du Conseil précise le degré d'urgence d'un projet au moment où il le propose, le Secrétaire général se fonde sur cette recommandation. Si le Conseil n'approuve pas l'hypothèse retenue par le Secrétaire général au sujet des priorités, l'état estimatif peut être révisé en conséquence. Le document de travail indiquait, en outre, qu'un autre problème se pose dans la pratique: quand le degré d'urgence d'un programme découlant d'une nouvelle résolution a été fixé, l'état estimatif des dépenses supplémentaires que le Secrétaire général prépare et soumet au Conseil doit être rattaché à un budget "de base". Or, lors de la session du Conseil qui précède celle de l'Assemblée, et

<sup>1</sup> La question des priorités est traitée au chapitre VII, section II.

pendant laquelle il est à prévoir que de nombreux travaux viendront s'ajouter à ceux qui sont déjà prévus pour l'année suivante, le Secrétaire général a déjà établi ses prévisions de dépenses, mais il ne connaît pas encore les ressources dont il disposera, puisque l'Assemblée générale n'a pas encore pris de décision. En fait, l'examen du Conseil précède généralement la publication du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, auquel la Cinquième Commission se réfère lorsqu'elle examine les prévisions budgétaires du Secrétaire général. L'état estimatif des dépenses supplémentaires ne peut donc être rattaché qu'aux prévisions budgétaires du Secrétaire général, et, par conséquent, ne peut être considéré que comme provisoire. Le document de travail analysait ensuite les raisons pour lesquelles les anciennes dispositions du règlement relatives à l'état estimatif résumé des incidences financières des propositions soumises à chaque session n'ont pas donné de très bons résultats.

753. Le document de travail soulignait que, si l'Assemblée générale et le Conseil lui-même ont estimé extrêmement important qu'au moment de prendre ses décisions, le Conseil tienne pleinement compte des aspects financiers et administratifs des propositions dont il est saisi, le Conseil ne possède lui-même aucun pouvoir en matière budgétaire ou financière. Les méthodes employées ne devraient donc pas être plus compliquées qu'il est nécessaire pour permettre au Conseil de remplir normalement les obligations qui lui incombent en ce qui concerne l'ordre de priorité et les incidences financières.

754. Le document de travail analysait ensuite les exigences auxquelles visaient les diverses résolutions pertinentes et examinait les diverses méthodes qui permettraient de satisfaire à ces exigences, notamment l'examen en deuxième lecture par le Conseil des propositions d'une urgence certaine ayant des incidences financières. Un examen en deuxième lecture permettrait certainement d'examiner tous les aspects de chaque question, mais cette méthode comporte dans la pratique des difficultés et des inconvénients considérables<sup>2</sup>. Il était dit, dans le document de travail, que l'on pourrait atteindre le résultat cherché si chaque proposition était examinée en pleine connaissance de toutes ses incidences financières, en utilisant pour toutes les propositions une méthode d'appréciation commune, fondée sur les prévisions budgétaires ou sur le budget adopté.

755. Un groupe de travail<sup>3</sup> a étudié le document de travail du Secrétaire général et a présenté, dans un rapport, des recommandations relatives au nouvel article (E/2255/Add.1)<sup>4</sup>; le Conseil<sup>5</sup> a fait siennes ces recommandations en adoptant la résolution 456 A (XIV), à laquelle est annexé le texte des articles révisés. De plus, le Conseil a, dans la partie B de cette résolution, énoncé une série de principes dont le Groupe de travail lui avait également recommandé l'adoption.

756. Ces principes directeurs sont les suivants:

a) Le Conseil doit être avisé des incidences financières et administratives de chacune des propositions qui lui sont soumises tant pour l'année, en cours que

pour les exercices à venir, et il doit en tenir compte lorsqu'il se prononce sur ces propositions;

b) Le Conseil doit: i) tenir compte des incidences financières de chacune des propositions en prenant en considération les travaux déjà entrepris dans le domaine considéré; et ii) examiner et modifier le cas échéant l'ordre de priorité établi pour ces travaux;

c) Le conseil doit: i) tenir compte des incidences financières de l'ensemble de ses décisions, en les envisageant dans le cadre des travaux en cours et des mesures prises pendant la session; et ii) modifier, le cas échéant, l'ordre de priorité.

757. Le texte de l'article révisé (article 34 actuel) est le suivant:

"1. Le Secrétaire général communique pour information au Conseil, au début de la session précédant immédiatement la session ordinaire de l'Assemblée générale, une analyse, par domaine d'activité et par chapitre du budget, du coût estimatif, pour l'exercice suivant, des activités d'ordre économique et social de l'Organisation des Nations Unies; cette analyse constitue une annexe aux prévisions budgétaires;

"2. Avant que le Conseil ou l'un de ces comités n'approuve une proposition entraînant des dépenses pour l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général établit et communique aux membres, aussitôt que possible, une estimation distincte des dépenses entraînées par cette proposition. Si la proposition concerne un nouveau projet, le Secrétaire général communique également aux membres une estimation des délais nécessaires à l'achèvement du projet. Le Président du Conseil ou le président du comité intéressé attire sur ces estimations l'attention des membres pour qu'ils les examinent lorsque le Conseil ou le comité étudie la proposition;

"3. Le Conseil prend en considération les estimations mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus avant d'adopter toute proposition entraînant des dépenses pour l'Organisation des Nations Unies. Si la proposition est adoptée, le Conseil indique, s'il le juge à propos, le rang de priorité ou le degré d'urgence qu'il confère au projet en question et quels sont les projets dont l'exécution peut être différée, ou que l'on peut modifier ou abandonner pour assurer la plus grande efficacité dans les activités d'ordre économique et social de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées;

"4. Lorsque le Conseil désire recommander, en cas d'urgence exceptionnelle, que l'exécution de travaux pour lesquels aucun crédit budgétaire n'est ouvert commence avant la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale, il l'indique expressément au Secrétaire général dans la résolution approuvant la proposition."

## **Section II. — Incidences financières des décisions prises par le Conseil à sa quatorzième session**

758. Le résumé définitif des incidences financières des propositions approuvées par le Conseil au cours

<sup>2</sup> Voir E/2274, par. 5 à 9.

<sup>3</sup> Constitué au cours de la 573ème séance plénière.

<sup>4</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 35 de l'ordre du jour.

<sup>5</sup> 654ème séance plénière.

de sa quatorzième session indique que les dépenses directes supplémentaires qu'entraîneront ces propositions, c'est-à-dire les dépenses qui dépassent les crédits ouverts par l'Assemblée générale pour 1952 et les prévisions budgétaires établies par le Secrétaire général pour 1953, s'élèveraient à 36.400 dollars pour 1952 et 748.640 dollars pour 1953. Le tableau ci-dessous indique les rubriques auxquelles correspondent ces dépenses supplémentaires; il comprend tous les postes dont le Secrétaire général a fait état dans la note

<sup>a</sup> 669ème séance plénière.

qu'il a soumise au Conseil<sup>6</sup> (E/2315/Add.1)<sup>7</sup> ainsi que les dépenses qui résulteront des décisions que le Conseil a prises au sujet du calendrier des conférences pour 1953<sup>8</sup>. Les montants prévus pour chaque poste correspondent à ceux qui figuraient sur les états estimatifs distincts que le Secrétaire général a présentés au Conseil ou à l'un de ses comités et commissions pour les informer des incidences financières de chaque proposition.

<sup>7</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 39 de l'ordre du jour.

<sup>8</sup> Voir le chapitre premier, section X.

<i>Rubriques</i>	<i>Résolutions du Conseil</i>	<i>Etat détaillé des dépenses</i>	<i>Dépenses supplémentaires en 1952 Dollars</i>	<i>Dépenses supplémentaires en 1953 Dollars</i>
<i>Réunions du Conseil et de ses organes:</i>				
Dépenses entraînées par la réunion à Genève de la seizième session du Conseil .....	458 (XIV)	E/L.423/Add.1 <sup>9</sup>	—	154.200
Dépenses entraînées par la réunion de la Commission des droits de l'homme à Genève en 1953 .....	440 (XIV) et 458 (XIV)	E/L.418 <sup>10</sup>	—	68.000
Dépenses relatives à la session de la Commission de la condition de la femme .....	445 (XIV) et 458 (XIV)	— <sup>a</sup>	—	10.800
Dépenses relatives à la session de la Commission des questions sociales ..	434 (XIV) et 458 (XIV)	E/2247/Add.1 <sup>11</sup>	—	10.800
Dépenses relatives à la session de la Commission de statistique .....	458 (XIV)	E/C.4/L.8	—	9.000
Dépenses relatives aux sessions de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités .....	443 (XIV) et 458 (XIV)	E/2264/Add.1 <sup>12</sup>	15.600	15.600
<i>Dépenses relatives aux activités d'ordre économique:</i>				
Méthodes de financement du développement économique .....	416 (XIV)	E/L.363/Rev.1/Add.1 <sup>13</sup>	20.800 <sup>b</sup>	29.200 <sup>b</sup>
Mesures en vue d'encourager et coordonner l'action internationale dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques .....	417 (XIV)	E/L.348 <sup>14</sup>	—	19.920
<i>Dépenses relatives aux activités d'ordre social:</i>				
Rapport sur les grands problèmes et les principaux événements contemporains dans le domaine de la liberté de l'information .....	442 (XIV)	E/AC.7/L.115/Add.1	—	7.070
Conférence internationale chargée d'établir et d'adopter un protocole relatif à la limitation de la production de l'opium .....	436 (XIV)	E/L.330 <sup>15</sup>	—	4.250
Conférence mondiale de la population..	435 (XIV)	E/L.351 <sup>16</sup>	—	6.700 <sup>c</sup>
Méthodes permettant d'évaluer le niveau de vie dans les régions insuffisamment développées .....	434 (XIV)	E/CN.5/L.176	—	5.600
Recueil des instruments bilatéraux et multilatéraux relatifs au statut des étrangers .....	434 (XIV)	E/CN.5/L.176	—	4.400
<i>Mesures d'ordre général:</i>				
Application intégrale du règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe .....	418 (XIV)	E/2187/Add.1 <sup>17</sup>	—	46.800
Emploi de l'espagnol comme langue de travail du Conseil .....	456 (XIV)	E/L.364/Add.1 <sup>18</sup>	—	356.300 <sup>d</sup>
			36.400	748.640

<sup>a</sup> Le montant prévu correspond aux frais de voyage de dix-huit membres de la Commission, à raison de 600 dollars par voyage aller et retour.

<sup>b</sup> Ces montants seraient réduits de moitié environ s'il s'avérait possible de ne pas verser d'honoraires aux membres du Comité.

<sup>c</sup> Sur le montant total des dépenses prévues pour ce projet, c'est-à-dire sur les 24.000 dollars qui représentent la part de l'Organisation des Nations Unies, 6.700 dollars seront imputés sur le budget de 1953 et le solde de 17.300 dollars sur le budget de 1954.

<sup>d</sup> Pour établir cette prévision, on a supposé que le personnel ne sera employé que pendant six mois de l'année; s'il se révélait nécessaire de retenir les services de ce personnel pendant toute l'année, les dépenses s'élèveraient à 612.000 dollars.

<sup>9</sup> Voir: *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, points 36 et 49 de l'ordre du jour.

<sup>10</sup> *Ibid.*, point 12 de l'ordre du jour.

<sup>11</sup> *Ibid.*, point 11 de l'ordre du jour.

<sup>12</sup> *Ibid.*, point 14 de l'ordre du jour.

<sup>13</sup> *Ibid.*, point 5 de l'ordre du jour.

<sup>14</sup> *Ibid.*, points 6 et 7 de l'ordre du jour.

<sup>15</sup> *Ibid.*, point 19 de l'ordre du jour.

<sup>16</sup> *Ibid.*, point 21 de l'ordre du jour.

<sup>17</sup> *Ibid.*, point 3 de l'ordre du jour.

<sup>18</sup> *Ibid.*, point 35 de l'ordre du jour.

759. Le Conseil a été informé que les dépenses supplémentaires à effectuer en 1952 pourront être couvertes au moyen des crédits ouverts pour cet exercice et que les crédits supplémentaires pour 1953, exception

faite d'une somme de 4.250 dollars, feront l'objet de prévisions supplémentaires qui seront présentées à l'Assemblée générale lors de sa septième session ordinaire.

## Annexe

### COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES DU CONSEIL ET DE SES COMITES

573ème, 654ème et 669ème séances plénières.

## APPENDICES

### Appendice I

#### Ordre du jour du Conseil pour la reprise de sa treizième session, sa première session extraordinaire et sa quatorzième session

##### REPRISE DE LA TREIZIÈME SESSION

59. Programme de base pour 1952.
60. Ordre du jour provisoire de la première session ordinaire de 1952 et détermination des dates auxquelles doit commencer la discussion des groupes de questions connexes.
61. Question de la réunion d'une seule session du Conseil économique et social en 1952, étant donné la situation particulière créée par la prolongation de la sixième session ordinaire de l'Assemblée générale<sup>1</sup>.
62. Mandat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient: admission du Japon comme membre associé<sup>2</sup>.

##### PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE<sup>3</sup>

1. Proposition de suspendre l'application de l'article 19 en ce qui concerne la première session extraordinaire.
2. Mesures recommandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 549 (VI) du 5 février 1952 intitulée: "Session extraordinaire du Conseil économique et social devant se tenir avant la huitième session de la Commission des droits de l'homme".

##### QUATORZIÈME SESSION

L'ordre du jour provisoire de la quatorzième session du Conseil<sup>4</sup>, établi conformément aux articles 7, 9 et 10 du règlement intérieur, était le suivant:

1. Election du président et des vice-présidents pour 1952 (voir l'article 19 du règlement intérieur).
2. Adoption de l'ordre du jour de la session.
3. Situation économique mondiale, y compris:
  - a) Le rapport de la Commission économique pour l'Europe;
  - b) Le rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient;
  - c) Le rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine;
  - d) Le rapport du Fonds monétaire international.

4. Plein emploi et rapport des experts chargés d'étudier les incidences internationales d'une récession de l'activité économique et les mesures qu'il y a lieu d'adopter pour atténuer les effets des fluctuations du marché international sur l'économie des pays insuffisamment développés [résolutions 290 (XI), par. 19, et 341 A (XII), par. 5, du Conseil]:

- a) Examen des réponses des gouvernements au questionnaire relatif au plein emploi;
- b) Rapport des experts chargés d'étudier les incidences internationales d'une récession de l'activité économique et les mesures qu'il y a lieu d'adopter pour atténuer les effets des fluctuations du marché international sur l'économie des pays insuffisamment développés [résolutions 290 (XI), par. 19, et 341 A (XII), par. 5, du Conseil].

5. Développement économique des pays insuffisamment développés y compris:

- a) Le rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement sur la question de la création d'une société financière internationale [résolution 368 (XIII) du Conseil, par. 13];
- b) Les méthodes de financement du développement économique: rapport du Secrétaire général aux termes du paragraphe 14, b, de la résolution 368 C (XIII) du Conseil;
- c) Le rapport annuel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement;
- d) Les autres aspects du développement économique;
- e) Les méthodes destinées à accroître la productivité dans le monde [résolution 522 (VI) de l'Assemblée générale];
- f) Le développement économique intégré et les accords commerciaux [résolution 523 (VI) de l'Assemblée générale];
6. Coopération internationale en matière de régularisation et d'utilisation des eaux [résolution 346 (XII) du Conseil].
7. Mise en valeur des terres arides [résolution 402 (V) de l'Assemblée générale].
8. Grave pénurie d'insecticides dans le domaine de la santé publique [résolution 377 (XIII) du Conseil].
9. Production et répartition du papier journal et du papier d'édition [résolution 374 (XIII) du Conseil].

<sup>1</sup> Question proposée par l'URSS et inscrite à l'ordre du jour du Conseil à la 565ème séance.

<sup>2</sup> Question proposée par le Pakistan et inscrite à l'ordre du jour du Conseil à la 568ème séance.

<sup>3</sup> Document E/2177.

<sup>4</sup> Voir les documents E/2163 et add.1.



10. Migrations: rapport de l'Organisation internationale du Travail [résolution 396 (XIII) du Conseil].
11. Activités sociales:
  - a) Développement et concentration des efforts des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière sociale;
  - b) Rapport de la Commission des questions sociales (huitième session);
  - c) Rapport du Conseil d'administration du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance;
  - d) Rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde\*;
  - e) Habitation, urbanisme et aménagement des campagnes [résolution 537 (VI) de l'Assemblée générale].
12. Rapport de la Commission des droits de l'homme (huitième session).
13. Liberté de l'information:
  - a) Rapport de la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse (cinquième session);
  - b) Rapport du Secrétaire général sur le résultat de l'enquête effectuée en exécution de la résolution 414 B III (XIII) du Conseil, par. 28.
14. Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités: rapport du Secrétaire général, en exécution de la résolution 414 B II (XIII) du Conseil, par. 23.
15. Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux, reçues conformément à la résolution 277 (X) du Conseil (c'est-à-dire toutes plaintes reçues avant le 25 mars 1952).
16. Esclavage: rapport du Secrétaire général en exécution de la résolution 388 (XIII) du Conseil.
17. Commission de la condition de la femme:
  - a) Rapport de la Commission de la condition de la femme (sixième session);
  - b) Résolution 532 A (VI) de l'Assemblée générale.
18. Réfugiés:
  - a) Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés [résolution 428 (V) de l'Assemblée générale, annexe, chapitre II];
  - b) Revision de la composition du Comité consultatif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
  - c) Rapport de l'Organisation internationale pour les réfugiés.
19. Stupéfiants:
  - a) Limitation, sur le plan international, de la production de l'opium [résolution 395 (XIII) du Conseil];
  - b) Rapport de la Commission des stupéfiants (septième session);
  - c) Rapport du Comité central permanent de l'opium;
  - d) Approbation de la nomination du Secrétaire du Comité central permanent de l'opium [article 20 de la Convention de 1925, amendée];
- e) Invitation à la Libye à devenir partie au Protocole du 19 novembre 1948 qui place sous contrôle international des stupéfiants qui n'étaient pas visés par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, modifiée par le Protocole du 11 décembre 1946;
- f) Communication aux gouvernements des conclusions formulées par l'Organisation mondiale de la santé conformément à l'article 8 de la Convention de 1925, modifiée par le Protocole de 1946.
20. Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres [résolution 314 (XI) du Conseil].
21. Conférence mondiale de la population [résolution 389 (XIII) du Conseil].
22. Programmes d'assistance technique:
  - a) Programme de l'Organisation des Nations Unies;
  - b) Programme élargi.
23. Assistance et relèvement en Corée [résolution 410 A (V) de l'Assemblée générale, section A, par. 5, d, et 13].
24. Mise en œuvre de recommandations relatives à des questions économiques et sociales [résolution 283 (X) du Conseil].
25. Rapport de l'Organisation internationale du Travail.
26. Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
27. Rapport de l'Organisation mondiale de la santé.
28. Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
29. Rapport de l'Organisation de l'aviation civile internationale.
30. Rapport de l'Union internationale des télécommunications.
31. Rapport de l'Union postale universelle.
32. Rapport de l'Organisation météorologique mondiale.
33. Coordination des travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées:
  - a) Rapport du Comité administratif de coordination;
  - b) Revision des programmes pour 1953 et adoption de programmes prioritaires pour les Nations Unies dans les domaines économique et social [résolution 402 (XIII) du Conseil].
34. Organisations non gouvernementales:
  - a) Demandes d'octroi du statut consultatif et demandes présentées à nouveau;
  - b) Auditions accordées par le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales en vertu des articles 80 et 81 du règlement intérieur du Conseil et demandes d'audition par le Conseil en vertu de l'article 82;
  - c) Revision de la liste des organisations auxquelles le statut consultatif a été octroyé lors des septième et

\* Voir les résolutions 527 (VI), 535 (VI) et 537 (VI) de l'Assemblée générale et la résolution 309 F (XI) du Conseil.

huitième sessions du Conseil [résolution 413 B (XIII) du Conseil];

d) Application de l'Accord relatif au siège de l'Organisation en ce qui concerne les représentants d'organisations non gouvernementales [résolution 606 (VI) de l'Assemblée générale].

35. Modification du règlement intérieur du Conseil et des commissions techniques; mémorandum du Secrétaire général [résolution 414 (XIII) du Conseil].

36. Calendrier des conférences pour 1953.

37. Elections:

a) Election d'un tiers des membres des commissions techniques du Conseil;

b) Election des membres du Conseil d'administration du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance [résolution 417 (V) de l'Assemblée générale];

c) Election des membres pour 1952 du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales;

d) Election des membres du Comité central permanent de l'opium.

38. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.

39. Aperçu des incidences financières des mesures prises par le Conseil.

40. Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale.

41. Travaux du Conseil en 1953:

a) Programme de base pour 1953;

b) Ordre du jour provisoire de la première session ordinaire de 1953.

42. Examen des questions dont le Conseil pourra être saisi à la suite de la septième session ordinaire de l'Assemblée générale en 1952.

43. Alimentation et famine [résolution 525 (VI) de l'Assemblée générale].

44. Aide à la Libye [résolution 515 (VI) de l'Assemblée générale].

45. Demandes d'admission à l'UNESCO.

46. Communications relatives aux droits de l'homme [résolution 542 (VI) de l'Assemblée générale].

Le Conseil a adopté l'ordre du jour ci-dessus à sa 571ème séance, le 20 mai 1952.

A sa 585ème séance, le 29 mai 1952, le Conseil a décidé d'ajouter à son ordre du jour le point 47 intitulé: "Demande de la Commission des droits de l'homme en vue de prolonger la durée de sa session actuelle" (huitième session).

A sa 653ème séance, le 22 juillet 1952, le Conseil a décidé d'ajouter à son ordre du jour les points 48 et 49 intitulés respectivement: "Communications contenant des plaintes contre des gouvernements", et: "Programme des conférences au siège et à Genève".

A sa 650ème séance, le 18 juillet 1952, le Conseil a décidé de reporter à sa quinzième session l'examen du point 16 de son ordre du jour [Esclavage: rapport du Secrétaire général en exécution de la résolution 388 (XIII) du Conseil].

A sa 654ème séance, le 22 juillet 1952, le Conseil a décidé de reporter à 1953 toute discussion du point 23 de son ordre du jour (Assistance et relèvement en Corée); il a également décidé de remettre à 1953 l'examen du point 44 (Aide à la Libye).

Le Conseil examinera les points 41 et 42 de son ordre du jour à la reprise de sa quatorzième session (soit: à la fin ou après la clôture de la septième session ordinaire de l'Assemblée générale).

Répartition des sièges dans les commissions du Conseil

ETATS	Représentés aux organes suivants			Composition des commissions indiquant les Etats autorisés à désigner des membres						
	Conseil (18 membres)	Commissions techniques <sup>a</sup> , y compris la Commission des stupéfiants	Commission des stupéfiants <sup>a</sup> (commission technique dont les membres sont des Etats) [15 membres]	Commission des transports <sup>b</sup> et des communications (15 membres)	Commission de statistique <sup>b</sup> (15 membres)	Commission des finances publiques <sup>b</sup> (15 membres)	Commission des droits de l'homme <sup>b</sup> (18 membres)	Commission des questions sociales <sup>b</sup> (18 membres)	Commission de la condition de la femme <sup>b</sup> (18 membres)	Commission de la population <sup>b</sup> (15 membres)
Afghanistan .....	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Arabie saoudite .....	1954	1	.	.	.	.	.	1954	.	.
Argentine .....	3	.	.	.	1954	.	1953	.	1953	1953
Australie .....	4	.	.	.	.	1955	1954	1953	.	.
Belgique .....	1	.	.	.	.	.	.	.	1954	.
Birmanie .....	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Bolivie .....	3	.	.	1953	.	.	.	1955	.	1953
Brésil .....	4	.	indéfini	.	1955	1955	.	1953	.	.
Canada .....	1952	3	.	.	.	1955	1953	.	.	.
Chili .....	3	.	indéfini	1955	1954	1953	1954	1953	1954	1955
Chine .....	8	.	indéfini	1955	.	1954	.	.	.	.
Colombie .....	2	.	.	1955	.	1954	.	.	.	.
Cosua-Rica .....	.	.	.	.	.	.	.	.	1953	.
Cuba .....	1954	3	.	.	1955	1955	.	.	.	.
Danemark .....	1	.	.	.	1953	.	.	.	.	.
Egypte .....	4	.	*	1953	1953	.	1955	.	.	.
Equateur .....	1	.	.	.	.	.	.	1953	.	.
Etats-Unis d'Amérique .....	1952	8	indéfini	1953	1954	1954	1953	1954	1955	1954
Ethiopie .....	.	.	indéfini	1955	1953	1953	1955	1954	1953	1955
France .....	1954	8	indéfini	.	.	1953	.	1954	.	.
Grèce .....	1	.	.	.	.	.	.	.	1955	.
Guatemala .....	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Haiti .....	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Honduras .....	.	.	indéfini	1954	1955	1953	1955	1954	.	.
Inde .....	6	.	.	.	.	.	.	.	.	1954
Indonésie .....	1	.	.	.	.	.	.	1955	.	1954
Irak .....	1	.	*	.	1955	.	.	.	.	.
Iran .....	4	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Islande .....	.	.	.	.	.	.	.	1953	.	.
Israël .....	1	.	.	.	.	.	1954	.	1955	.
Liban .....	2	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Libéria .....	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Luxembourg .....	.	2	*	.	.	.	.	.	.	1954
Mexique .....	1952	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Nicaragua .....	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Norvège .....	2	.	.	1955	.	.	.	1955	1953	.
Nouvelle-Zélande .....	1	.	.	.	.	.	.	.	1953	.
Pays-Bas .....	4	.	*	1954	.	.	.	.	1953	.
Pakistan .....	4	.	.	1955	.	1954	1953	.	1954	.
Panama .....	1	.	.	.	1953	.	.	.	.	.
Paraguay .....	1	.	.	1954	.	.	.	.	.	.

(juin)	(CONSEIL DE TUTELLE)	
Juin	Comité spécial du travail forcé <sup>6</sup>	
Juin		ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (Genève)
Juin		ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE (Europe?)
30 juin - (7 août)	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (16ème session ordinaire) [Genève]	
1er septembre - (11 septembre)	Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités <sup>7</sup>	
21 septembre - ( )	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (8ème session ordinaire)	
Septembre		BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (Washington)
Septembre		FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (Washington)
Octobre (Première quinzaine)	Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance	
Novembre		ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (Rome)
Pendant ou peu après la huitième session ordinaire de l'Assemblée générale	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (reprise de la 16ème session ordinaire)	

<sup>6</sup> Le Conseil a prévu une session du Comité spécial en juin parce que le Comité, qui se réunit le 8 septembre 1952, a fait connaître qu'il devrait peut-être tenir encore une session en 1953 (E/2276).

<sup>7</sup> Si le Conseil décide que la Sous-Commission doit se réunir en 1953 (voir la résolution E/2281 du 26 juin).